



10/10



V I E.
DE
FREDERIC II,
ROI DE PRUSSE.

Accompagnée d'un grand nombre de Remarques,
Pièces justificatives & Anecdotes , dont la
plupart n'ont point encore été publiées.

TOME III.

Administration pendant la paix.



A STRASBOURG 1787.

Chez J. G. TREUTTEL , LIBRAIRE.
A PARIS , chez les principaux LIBRAIRES.
A GENÈVE , chez BARDE , MANGET & Comp.

Avec Approbation & privilège du Roi.

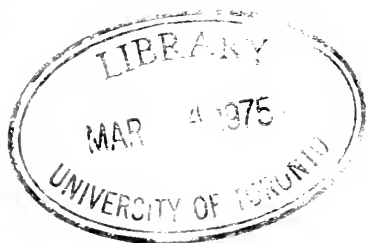
DD

404

V5

1787

t 3



SIXIÈME PÉRIODE.

HISTOIRE DE L'ADMINISTRATION DE FRÉDÉRIC II

pendant la paix.

Nous avons réservé jusqu'à présent l'histoire de l'administration de Frédéric, afin de ne point interrompre le cours de ses exploits militaires; nous voici arrivés au moment de reprendre cette histoire intéressante; & de montrer que Frédéric fut aussi grand dans la paix que dans la guerre. La Silésie lui offrait une nouvelle province, gouvernée jusqu'alors par des principes tout différents de ceux des états prussiens; les changements qu'il opéra dans cette contrée, lui donnèrent occasion de développer son génie dans la science de l'administration; & en suivant ces opérations dans

cette province , nous connaissons les principes de l'administration prussienne. Nous verrons un nouveau pays fortir des mains créatrices de Frédéric , & nous admirerons ce grand homme sous un nouveau point de vue.

ADMINISTRATION DE LA SILÉSIE.

QUAND on considère les ressources que le Roi fut trouver en Silésie & dans ses autres états, pour détruire en peu de tems les traces d'une guerre destructive , on ne saurait s'empêcher de penser que ses principes d'administration étaient infiniment plus parfaits que ceux par lesquels la Silésie avait été gouvernée jusqu'alors. Pendant toute la guerre de sept ans, le Roi n'avait mis aucun nouvel impôt, n'avait exigé aucune avance de ses sujets , fait aucun emprunt chez l'étranger ; & jamais le paiement de son armée ne fut différé d'un moment. Cependant aussitôt après la paix , il remit à la Silésie un impôt de six mois , distribua dans les campagnes 17,000 chevaux pour l'agriculture , & ouvrit ses magasins & ceux des Russes en Pologne qu'il avait achetés , pour fournir à l'agriculteur du pain & de la semence. En même tems , il fit travailler au projet de rebâtir

les villes & les villages , & il fongea aux moyens d'augmenter la population & l'industrie.

LA guerre avait diminué de plus de 150,000 ames la population de la Silésie. En 1756 , elle montait à 1,300,000 hommes , en comptant les garnifons ; en 1763 , on n'y comptait plus que 1,150,000 ames ; en 1776 , on y en compta 1,372,754. Ainfi dans l'espace de treize ans, non-seulement le vide caufé par la guerre , avait été rempli, mais la population était encore de 72,754 ames de plus qu'avant la guerre. Les registres paroiffent prouver que, sous le règne actuel, la population de la Silésie augmente année commune de 5000 ames, fans compter les colons.

QUE l'on compare ces progrès , avec les traces que la guerre avait laiffées en Silésie, sous les règnes précédents ; qu'on les compare actuellement encore avec d'autres états , où des impôts extraordinaires , exigés pendant une longue fuite d'années, fuffifent à peine pour éteindre les dettes occasionnées par la guerre. Lorsque Frédéric conquit la Silésie , on voyait encore dans la plupart des villes & des villages, les traces des dévastations de la guerre des

Suédois , dont le feu cependant était éteint depuis cent ans. De tous côtés, on rencontrait des ruines , des édifices incendiés , des villes dont l'enceinte n'offrait plus que quelques édifices dispersés sur des places couvertes de cendres. Les fermes étaient abandonnées , & on voyait des terres enlevées à leurs possesseurs , languir sans soins & sans culture. Ainsi sous le règne de la maison d'Autriche , un siècle entier n'avait pas suffi , pour détruire les traces de la dévastation , pour rétablir la population & l'agriculture ; & sous le règne de Frédéric , quatorze ans après la guerre de sept ans , qui ne causa pas moins de ravages dans cette province que celle de 30 ans , à peine apperçoit-on quelques traces d'incendie dans les villes , quelques terres négligées dans les campagnes. Quinze villes considérables , bâties auparavant de poutres posées les unes sur les autres , à la manière des Polonais , sortent de leurs ruines , aux ordres de Frédéric , & offrent des édifices de pierre , aussi commodes que réguliers. (1)

QUELQUE tems après la guerre , on vit s'élever du milieu des rochers , la forteresse de Silberberg dont la construction a coûté un grand nombre de tonnes d'or ; on créa un

nouveau régiment pour la garder , & dans toute la Silésie , on éleva de nouvelles forteresses , on augmenta & rétablit les anciennes.
(2)

TOUTES les fermes abandonnées , ont retrouvé de nouveau maîtres ; quelques centaines de nouveaux villages , se sont élevés dans les campagnes par les soins de Frédéric ; & ils sont peuplés de nouveaux habitans attirés dans ces contrées par ce sage monarque , & qui ont reçu de sa générosité des maisons commodes , des bestiaux & des terres à cultiver.

MALGRÉ toutes ces dépenses , & un grand nombre d'autres que l'on faisoit en même tems dans toutes les provinces de l'état , les forces militaires restèrent , pour ainsi dire , sur le même pied que pendant la guerre ; & si l'on réforma quelques bataillons-francs , on créa d'un autre côté de nouveaux régiments. La Silésie renferme 16 régiments d'infanterie & 11 de cavalerie ; c'est-à-dire 40,000 hommes , que l'on entretient avec les revenus de cette province.

SI l'on calcule les sommes que l'on employa aussitôt après la guerre à des améliorations , ou à de nouveaux établissemens , on verra que

le trésor du Roi de Prusse était bien loin d'être épuisé, comme on se l'était imaginé ; ce qui peut-être, n'est pas moins étonnant que l'issue de la guerre. Il fut un tems où l'on aurait cru que Frédéric avait trouvé le secret de faire de l'or, & où ce prince aurait passé pour forcier. De nos jours, bien des gens attribueraient toutes ces ressources à une augmentation considérable de revenus. Ils se tromperaient autant que les premiers. Il ne suffit pas d'opprimer les peuples, pour entretenir dans un état l'abondance des sources des revenus. Un tableau raccourci du nouveau système d'administration des finances, que Frédéric introduisit dans la Silésie aussitôt après la conquête de cette province, rendra ceci sensible. Cette province avait été le théâtre d'un nouvel art militaire ; elle devint aussi un exemple de la nouvelle administration.

IL est clair qu'une province dont les revenus entretiennent une armée de 40,000 hommes, toujours prêts à entrer en campagne dans l'espace de huit jours, est gouvernée par des principes d'administration bien différents, que lorsqu'elle pouvait à peine entretenir 2000 soldats. (3) Tant que le système des grandes

armées se soutiendra en Europe , le premier problème de l'administration politique fera de trouver les moyens d'entretenir le plus grand nombre de soldats possibles sur un pied constant , & prêts à marcher , de la manière qui charge le moins les sujets.

CE problème qui dans d'autres pays , a occupé vainement la tête de tant de ministres & de contrôleurs-généraux , était déjà résolu en Prusse , sous le règne du Roi Frédéric-Guillaume. Lorsque Frédéric II monta sur le trône , & qu'il eut conquis la Silésie , il l'appliqua à cette province. L'esprit d'ordre , d'activité & de simplicité suivit par-tout le Roi. Le plan des nouveaux arrangements paraît avoir été préparé depuis longtemps. Voici quel en était le but.

1) La fixation des sommes nécessaires pour l'entretien de l'armée de Silésie , ainsi que pour celui des officiers de l'état civil , & pour les autres besoins de cette province. On s'imagine bien que l'on y comprenait quelque surplus pour les accidents & les besoins extraordinaires.

2) L'égalité la plus exacte dans les impositions , & la répartition des sommes à fournir par la province.

3) La facilité & la simplicité les plus grandes dans le recouvrement des impôts.

4) L'administration la plus exacte, la distribution & le calcul le plus juste des revenus, selon les mémoires ou états.

Sous le dernier règne de la maison d'autriche, les revenus de la Silésie se tiraient 1) des domaines, péages, amendes fiscales, impôts sur le sel, & tribut sur les juifs. 2) Des contributions accordées par la province. Tous ces revenus pris ensemble formaient, sous le règne de Charles VI, deux millions & demi d'écus. Ces tributs accordés à cet Empereur par les états, montèrent en 1739 à 17,04,932 d'écus. Cet argent se levait sur le peuple par les accises, & lorsqu'elles n'étaient pas suffisantes, par des impôts particuliers sur les biens fonds, sur la viande, la bière & la danse. Les états étaient maîtres d'ordonner ces impôts à leur gré, & leurs receveurs de les lever à leur fantaisie. Ils regardaient cette liberté, comme la marque d'un don gratuit; mais dans le fond, ce n'était qu'une simple formalité. La cour demandait toujours ce qu'elle voulait, & les états étaient obligés de payer.

Frédéric, aussitôt après la conquête de cette province, déclara qu'il n'exigeait pour l'entretien des troupes nécessaires à la défense du pays, que les accises dans les villes, & pour les campagnes, ce qu'on avait payé à Charles VI en 1739, c'est-à-dire, 17,04,932 d'écus. On le lui accorda. Dans les campagnes, toutes les accises furent abolies. De cette manière, la contribution de la province fut connue & fixée pour toujours. Comme le Roi se chargea de la répartition & de tous les détails du recouvrement, les assemblées des états, & le grand directoire des impôts devinrent inutiles, & furent supprimés. Au lieu de cela, on créa pour l'administration des revenus, impôts & domaines, ainsi que pour celle de la police, deux chambres des domaines, l'une à Breslau, & l'autre à Glogau; & le Roi nomma un ministre particulier auquel il confia le soin de ce département.

LA manière la plus sûre d'alléger le poids des impositions, c'est d'en faire une répartition égale & proportionnelle sur les objets sujets à l'impôt, c'est-à-dire, sur les terres & leur produit. Il s'agit donc d'apprécier & de déterminer ce produit aussi exactement qu'il est possible,

En conséquence , le premier soin de la commission prussienne , fut de faire un cadastre ou état exact des objets sujets à l'impôt & du produit de ces objets. Cet ouvrage occupa pendant deux ans un petit nombre de conseillers des domaines , d'économistes & de calculateurs, & ne coûta pas 20,000 écus au Roi. Et pourtant , au jugement des connaisseurs , ce cadastre est le plus complet & le plus exact que l'on puisse faire. Il s'étend sur tous les objets de la campagne sujets à l'impôt ; terres , prés , jardins , forêts , étangs , moulins , bestiaux , &c. & sur toutes les productions dont un possesseur tant soit peu actif peut tirer quelque profit.

POUR faire cet ouvrage on eut recours aux anciens aveux & dénombremens , faits sous les règnes précédents. Ces états qui avaient coûté un million d'écus à la province , & auxquels une commission impériale avait travaillé pendant vingt ans , n'étaient pas encore achevés à la mort de Charles VI. Dans les nouvelles recherches , on découvrit bientôt qu'il n'y avait dans ces états , ni ordre ni exactitude. Quelques exemples suffiront pour montrer combien étaient fondées les plaintes des sujets sur la répartition des impôts ; & combien peu la commission im-

périale avait remédié aux abus , après avoir consumé tant d'argent & de tems. On trouva des terres de 1000 écus de produit , taxées à 800 écus d'impôt , & d'autres de 2000 écus qui n'en payaient que 200. Dans plusieurs endroits , on remarquait des traces sensibles de partialité & de mauvaise foi. On voyait que les commissaires fermaient souvent les yeux sur des évaluations frauduleuses , sur-tout quand les propriétaires étaient des gens riches & importants. Les biens du Prince de Karolat qui rapportent plus de 20000 écus , n'y étaient évalués qu'à 3245 ; & une terre voisine qui ne rapportait que 4500 écus , était chargée de 2000 écus de contributions annuelles. (4)

ON sentit donc bientôt que de tels états , ne pouvaient servir de base aux opérations nouvelles. On ordonna expressément aux commissaires , de faire un état exact de tous les biens sujets à impôt & de leur produit. Pour y parvenir , on eut recours aux registres des arpenteurs , aux papiers terriers , aux prix des denrées dans les marchés , aux rapports de gens affermentés , &c. Comme le rapport de la plupart des productions est sujet à hausser & à baisser , on prit un prix moyen , entre ceux de plusieurs années

confécutives. En général, on évalua le produit des terres, selon la fertilité ordinaire de chaque contrée, & le prix moyen des productions. C'est ce qu'un exemple rendra plus clair. Dans la première classe, c'est-à-dire, dans la classe des meilleures terres, on évalua le boisseau de semence à six boisseaux de produit, on porta à 24 gros, (5) le prix du boisseau de froment, & on n'évalua qu'à 7 écus par an, le rapport d'une vache. Dans les trois classes suivantes, les prix & les rapports sont proportionnellement plus bas, & toujours beaucoup au-dessous du produit actuel. De plus, on a eu égard aux inondations, disettes, & autres accidents, auxquels sont exposées les terres situées sur le bord des fleuves; & on les a rangées dans la dernière classe, afin qu'elles payassent moins.

UN autre avantage de ce cadastre, c'est qu'il s'étend sur toutes les classes des propriétaires. La Silésie est le seul pays où les terres de l'évêque, du clergé, des chapitres & des couvents, des princes & de la noblesse, sont soumis à l'impôt de la taille, comme celles du paysan; & où le souverain paye lui-même la taille de ses domaines, comme le dernier de ses gentilshommes celle de ses terres. La contribution des baillages

domaniaux de la Silésie, monte environ à 30,000 écus par an. Il est clair qu'une répartition si générale, allège autant qu'il est possible le fardeau de chacun des contribuables.

LORSQUE le cadastre fut fini, & que tout les produits furent évalués en argent, il fut question de fixer le denier qu'on devait lever annuellement sur chaque produit, à titre d'impôt. Voici comme on s'y prit.

LES domaines royaux, les terres des princes, des nobles, des curés & des maîtres d'école furent taxés à 28 $\frac{1}{3}$ pour cent de leur produit annuel.

Les terres des payfans à 34 pour cent.

Celles des ordres de chevalerie à 40 p. c.

Celles de l'évêque, du clergé, des chapitres & couvents à 50 p. c.

CES taxes sont fondées sur les principes de l'équité naturelle, & relatives à l'utilité plus ou moins grande de chaque classe de propriétaires, pour le bien commun de la société. Il n'est pas contraire à ce principe que le payfan paie quelque chose de plus que le gentilhomme. Car, auparavant, les gentilshommes avaient joui de leurs terres, en payant moins d'impôts; or si on eût haussé tout d'un coup cet impôt, on

aurait diminué en même tems le prix de la terre, fans qu'il y eût eu de la faute du propriétaire. Les biens des payfans au contraire, par la taxe de 34 pour cent, paient moins qu'auparavant, & ont par conféquent hauffé de prix. On compte auffi dans le cadaftre, au gentilhomme, plufieurs revenus cafuels dont le produit eft fujet à plufieurs accidents, tels que la chaffe, la pêche, le droit de diftiller de l'eau-de-vie, de braffer de la bierre, &c. On a confidéré auffi que le gentilhomme fait plus de dépenfes que le payfan, qu'il eft fujet à un plus grand nombre de befoins factices, & qu'il a un plus grand nombre de gens à entretenir.

CEPENDANT fi l'on compare ces taxes modiques en elles-mêmes, avec le produit réel des terres, & leurs améliorations; on verra, qu'en général, les impôts de la noblèffe & des payfans montent à peine à 25 pour cent, c'est-à-dire, au quart du produit actuel. (6)

ON fentira aujourd'hui dans tous les pays, & même dans ceux où la fuperftition a fait de l'oifiveté un devoir de religion, on fentira, dis-je, que les poffeffeurs des riches bénéfices eccléfiastiques, ne paieraient pas trop en donnant 99 pour cent, pour dédommager en quelque

façon l'état du bien qu'ils pourraient lui procurer, s'ils ne vivaient pas dans l'inactivité & le célibat. N'est-ce pas une assez grande perte pour le bien public, qu'une pieuse ignorance ait donné des riches possessions, à des gens destinés par leur vocation, & leurs vœux, à vivre dans la pauvreté, l'humilité & la modération? Ne songe-t-on pas que l'administration & la culture de ces terres, pourraient entretenir autant de familles fécondes & laborieuses, qu'elles entretiennent d'individus condamnés par état à la stérilité, & à la paresse? On trouve en Silésie des couvents de 30 à 40 moines, qui jouissent de 50,000 écus de revenus. Ces biens distribués en 30 ou 40 métairies, procureraient la nourriture & les autres besoins, à un aussi grand nombre de familles, qui augmenteraient la population de quelques centaines d'hommes. On sait d'ailleurs que les biens des couvents & des chapitres sont situés dans les contrées les plus fertiles; & les prêtres & les moines doivent être, par état, les plus mauvais de tous les cultivateurs. Comment un moine peut-il acquérir les lumières & l'expérience qu'exige une bonne culture? Comment un abbé peut-il porter le soin de ses biens au de-là de sa propre jouissance

& songer à l'avantage d'un successeur qui lui est indifférent s'il ne le connaît pas, & souvent odieux s'il le connaît.

ON en peut dire autant des grandes commanderies, traces honteuses de l'extravagance des chrétiens en Europe. C'est bien peu, sûrement, qu'un impôt de 50 pour cent pour des gens, qui, sans aucun mérite sensible, sans moyens légitimes de contribuer à la population, jouissent tranquillement du revenu de plusieurs terres qui suffiraient à l'entretien d'un grand nombre de citoyens utiles & laborieux.

LE Roi qui s'était engagé dans les traités de paix, à laisser les affaires du clergé en Silésie dans l'état où il les avait trouvées, ne pouvait cependant guère moins exiger de 50 pour cent, pour redresser en partie les justes plaintes des classes les plus utiles & les plus laborieuses de la société; qui étaient chargées par des impositions exorbitantes. Quoiqu'il en soit, on peut toujours assurer que ces biens rapportent un tiers au de-là du taux auquel elles sont évaluées dans le cadastre. De sorte que leur contribution réelle ne surpasse point le quart du produit.

LE

LE prix des terres de la Silésie , fut évalué à 80 millions d'écus, & le produit moyen, estimé à six millions par année. L'impôt annuel rapporte quelque chose de plus que 1700000 d'écus ; ce qui fait environ 28 pour cent sur le produit. Maintenant si l'on déduit de cette somme, les accidents annuels, & les remises faites aux propriétaires, pour cause de stérilité, grêle, incendie, mortalité de bestiaux &c., on trouvera que le propriétaire, ne paie pas en effet plus de 25 pour cent de son revenu. Il faut remarquer que toutes les améliorations & défrichements sont exempts d'impôts. Une terre une fois taxée sur le cadastre, ne peut jamais être évaluée plus haut ; quand même le travail & l'industrie parviendraient à en doubler ou tripler le produit.

OUTRE les possesseurs des terres, on trouve en Silésie, un grand nombre d'artisans & de manœuvres qui travaillent & qui vivent à la campagne. Comme cette classe d'hommes n'est sujette ni à l'impôt territorial, ni à celui des accises, on exige d'eux un impôt modique, sous le titre *d'industrie*. Cet impôt mis sur habitans, meûniers, maréchaux, aubergistes, &c. n'est jamais au-dessous d'un écu, ni

au-dessus de huit ; selon la profession de celui qui paie , & le profit annuel qu'il en peut tirer ; ce qui rapporte au Roi environ 18,50,000 d'écus. Les fileurs de lin & de laine, sont exempts de cet impôt, ainsi que les tisserants.

LA taille ou contribution, forme donc l'impôt unique de la campagne. Selon le calcul précédent, elle rapporte avec l'industrie, environ 18,50,000 d'écus. Chaque village a son état de répartition, & connaît depuis plus de trente ans l'impôt invariable auquel il est sujet. Le recouvrement de ces impôts se fait de la manière la plus simple & la plus aisée possible. Toute la province est divisée en 48 cercles qui portent le nom de la ville située au milieu. Chaque cercle a un conseiller provincial particulier, avec un receveur subordonné au premier. Dans chaque village, le maire ou procureur-fiscal, lève tous les mois l'impôt fixé, le porte à un certain jour à la caisse des domaines ; & chaque propriétaire de terres en fait autant. Vers la fin du même mois, cette caisse envoie la recette de tout le cercle, à Breslau ou à Glogau. La première ville a un département de 32 cercles, & la seconde de 16. Ces caisses se nomment aussi caisses des guerres ; parce qu'elles servent à l'entretien de l'armée.

L'IMPÔT de chaque mois doit entrer dans la caisse en entier ; & si le contribuable a souffert du dommage , par quelque accident , comme incendie , grêle , perte de bestiaux &c. , le conseiller provincial examine la perte , & l'évalue ; ce propriétaire n'en paie pas moins l'impôt entier au jour fixé ; mais la caisse générale lui rembourse la remise , argent comptant. Cet arrangement fait que le contribuable reste dans l'habitude de payer tous les mois son impôt en entier , ce qui lui est facile , vu la modicité de la taxe ; & lorsqu'il reçoit un dédommagement en argent comptant , il le regarde comme un profit & un secours qu'on lui donne. C'est cet ordre si simple qui fait que , même au milieu des fureurs de la guerre , la recette des impôts a rarement éprouvé des retards.

COMME chaque contribuable connaît l'impôt qu'il doit payer par mois & par an ; il n'a point à craindre qu'on exige jamais de lui plus qu'il n'est obligé de payer. Les conseillers provinciaux , qui sont choisis parmi la noblesse du cercle , ou qui , du moins , doivent y résider pour veiller sans cesse au bien de leur département , & aux intérêts du souverain , répondent de la perception exacte de l'impôt.

IL est rare qu'il reste des arrérages ; & lorsqu'un propriétaire manque d'apporter sa contribution au tems marqué , c'est ordinairement une marque de mauvaise économie & de désordre. Les moyens que l'on emploie alors pour tirer la contribution , sont de nature à le corriger de sa négligence ou de ses désordres , & à augmenter le rapport de sa terre. On ne se borne pas à envoyer chez lui , les dragons ou soldats du cercle pour l'exécuter ; on examine aussi la manière dont il fait valoir ses terres ; & on les soumet à l'administration publique. Le propriétaire d'un bien négligé ou endetté , reçoit de quoi vivre , & le reste des revenus est employé à payer les impôts , les dettes , les rentes , & à faire des améliorations dans les terres.

CE nouveau plan d'administration fut établi en Silésie, dès l'an 1743. L'édit qui le fit connaître , peut passer pour un modèle de sagesse & de clarté en ce genre. (7) Le Roi y rend compte de ses vues avec des expressions vraiment paternelles. Il promet à la province pour lui & pour ses successeurs , que les impôts n'y feront jamais augmentés , tant que les choses resteront sur le pied actuel ; c'est-à-dire , tant qu'ils suffiront à l'entretien de l'armée , & aux besoins de la

province. Sans cette dernière clause , le successeur de Frédéric II , serait embarrassé pour faire des changements à cet égard ; si cependant on peut être embarrassé dans un pays , où il n'y a pour ainsi dire d'autre loi fondamentale, que la volonté du monarque. A la vérité , on ne saurait répondre que dans l'espace de plusieurs années, la même somme suffise pour les mêmes besoins. Car , si la masse de l'argent augmente toujours en Europe , comme elle a augmenté depuis 300 ans , le prix des denrées & des autres marchandises , doit hauffer d'un tiers dans l'espace d'un siècle , & l'entretien d'une armée coûtera un tiers de plus. Il est donc clair & vraisemblable que dans cent ans , les impôts actuels ne suffiront pas pour l'entretien de l'armée , en supposant même que l'on n'y fit aucune augmentation. Cependant sous le règne de Frédéric II , la taxe des impôts est toujours restée la même ; quoique l'armée ait été augmentée considérablement , que l'on ait construit plusieurs forteresses , & que le prix de la plupart des denrées ait haussé beaucoup depuis ce tems-là.

Un avantage de l'accise sur les autres espèces d'impôts , c'est que le produit est proportionné à l'augmentation de la consommation & de la

population. Cette seconde source de revenus publics , destinés à l'entretien des forces militaires , est devenue tous les jours de plus en plus abondante en Silésie , pendant la paix. Elle s'étend sur toutes les espèces de marchandises & de productions , qui servent à la nourriture , au luxe & aux commodités de la vie. Il est certain que cette espèce d'impôt est la plus convenable pour les villes , & la plus insensible aux habitants : & cependant elle est contraire aux loix de l'empire , qui défendent les impôts sur les objets de consommation. Les accises dans les villes sont l'invention la plus ingénieuse , qu'on ait pu faire dans l'administration politique. Il paraît dur , je l'avoue , qu'on ne puisse manger un œuf , boire un verre de bière , ou allumer une chandelle , sans payer auparavant un impôt ; mais cet impôt se paie d'une manière à peine sensible pour le consommateur. Le villageois qui porte ses œufs au marché , paie un fening d'accise à la porte , & le reprend sur le prix. Le bourgeois qui achète les œufs , ne songe pas qu'il paie en même tems un fening d'impôt au Roi ; de même que celui qui boit une bouteille de bière , ne s' imagine pas que l'impôt en a déjà été avancé

par le brasseur , & qu'il le lui rembourse en la payant.

LE rapport de l'accise est si étroitement lié avec le bien-être & la population des villes , qu'il inspire au souverain des motifs puissants d'augmenter l'un & l'autre ; motifs qui n'existaient que faiblement sous le règne de la maison d'Autriche , où la taxe était sur les maisons & les biens-fonds. Cette espèce d'impôt , aussi immuable que les objets sur lesquels il porte , n'est susceptible d'aucune augmentation sensible ; au lieu que le rapport de l'accise hausse ou baisse à proportion du nombre & de la consommation des habitants ; & il n'en a pas fallu davantage de nos jours , pour encourager dans les villes , la population & l'industrie. Enfin il est prouvé du moins que cette manière de contribuer au fardeau des dépenses publiques , ne fait aucun tort à la population ni à l'accroissement des villes.

MAIS on ne peut établir cet impôt avec quelque sûreté que dans les villes fermées ; sans quoi les fraudes causeront des désordres continuels. Dans les villages & les gros bourgs , les soins continuels qu'il faudrait employer pour empêcher la contrebande , emporteraient une grande partie de la recette ; voilà ce qui a déterminé Frédéric

à abolir les accises dans toutes les campagnes ; & à les établir seulement dans les villes comme impôt unique.

LE recouvrement des accises se fait par des receveurs & des contrôleurs, placés dans chaque ville ; & il y a aux portes des commis pour visiter ce qui entre , & veiller à ce qu'on ne passe point de contrebande. Ces emplois donnent du pain à quelques milliers de soldats invalides. Ce qu'ils ont à faire est si simple & si clair , qu'il leur suffit pour l'exécuter , de l'exactitude & de la ponctualité qu'on leur a inculquées au régiment. Une habitude de plusieurs années , à se contenter d'un paie très-mo-
dique , fait que quelques écus par mois suffisent pour leur entretien. Ils ont peu de penchant à se laisser séduire par l'appas du gain , parce qu'il faut beaucoup moins pour les satisfaire , que toute autre personne qui n'aurait pas eu comme eux , une éducation spartiate.

Tous les mois , les receveurs des accises envoient la recette à la caisse des guerres & des domaines ; & ces revenus sont employés , comme ceux de l'impôt territorial , à l'entretien des troupes. On a écrit qu'ils rapportèrent en 1766 environ 1000000 d'écus. On

compte que tous les consommateurs des villes, paient du moins un écu par tête, l'un portant l'autre. Car c'est ce qu'on retire d'impôt sur la nourriture & les vêtemens dont les plus pauvres ne sauraient se passer. Un ouvrier ordinaire consomme par an, au moins six boisseaux de bled; l'accise rapporte 6 gros par boisseau; & par conséquent 1 1/5 écu par an, sans compter la boisson, & les autres besoins.

LES Silésiens trouvèrent cet impôt d'autant plus supportable, qu'ils y étaient déjà accoutumés, sous le règne précédent. La généralité de l'impôt, l'augmentation du prix des denrées, de la main d'œuvre, qui s'accrût à proportion, la simplicité du recouvrement, toutes ces choses le leur rendirent bientôt moins à charge, & enfin presque insensible.

LA première chose à laquelle il faut faire attention, pour alléger le poids de cet impôt, c'est, en fixant la taxe de chaque objet, de la proportionner à sa nécessité, plus ou moins indispensable. C'est un principe incontestable, que les denrées de première nécessité pour la classe laborieuse du peuple, tels que le pain, la boisson, le bois, les vêtemens, &c., doivent avoir la taxe la plus basse possible. Par là, la

classe la plus utile & la plus nombreuse de l'état, pourra vivre à meilleur marché, & se contenter d'un gain médiocre. C'est de cette classe & de l'abondance des matières premières que dépend le bas prix des marchandises, des manufactures, & tout l'avantage du commerce. Tels sont les principes qui ont dirigé Frédéric II dans toutes ses opérations de finances. La paie des troupes est proportionnée au prix modique des denrées.

CEPENDANT, si d'après les principes que nous venons d'établir, nous examinons les taxes que l'on mit au commencement en Silésie, sur les denrées de première nécessité; elles nous paraîtront très-considérables. Le froment & le seigle, qui ont déjà payé par l'impôt territorial, sont taxés au cinquième de leur prix moyen; la bière & l'eau-de-vie au quart; la viande paie depuis la 6^{me} jusqu'à la 10^{me} partie de ce même prix; & ces taxes font par conséquent hauffer dans la même proportion, les prix de ces denrées. Ceci paraît d'autant plus étonnant, qu'il y a des objets d'arts & de superfluités, dont la taxe est assez modique. Il n'y a que le café, le thé, le chocolat, le tabac d'Espagne &c., qui soient

taxés au tiers de leur prix. Les huitres , les lamproies , les jambons de Westphalie , les vins étrangers , les chapons de Hambourg , les draps étrangers, les dentelles, les marchandises de foie, les finges, les ours, les perroquets , ne paient que le dixième de leur prix. Un comédien, un fauteur , un danseur de corde , paient un écu par jour ; un joueur de marionnettes , un demi écu ; un charlatan , un joueur de gobelets , & un montreur de lanterne magique, quatre gros.

MAIS l'expérience a prouvé que ces taxes sur les denrées de première nécessité, n'en ont pas trop augmenté le prix pour le bourgeois ni pour le soldat. On a vu augmenter par là, la population , l'industrie , le commerce & l'agriculture. On a remarqué que lorsque le pain est à trop bas prix , le journalier est moins actif & moins diligent. On ne saurait forcer ces gens à gagner plus qu'ils n'ont besoin de dépenser ; mais le besoin leur inspire une double activité , lorsqu'ils ne sauraient vivre sans faire une double dépense. Les fabriques de toiles & de draps, qui sont les principaux objets du commerce de la Silésie , vont toujours mieux dans les années où la récolte est médiocre ou

mauvaise, que dans celles où elle est abondante. Car le gouvernement a toujours soin de conserver le prix du bled sur un pied médiocre, soit en remplissant ses magasins, lorsque les récoltes sont abondantes, & en les ouvrant dans les tems de cherté; soit en permettant ou défendant à propos les importations & les exportations de cette denrée.

AFIN que les habitans prussiens pussent faire quelques profits par le travail des productions de la nature tirées de l'étranger, on mit des taxes très-légères sur quelques matières premières; mais de très-fortes au contraire sur les marchandises étrangères, que l'on fait aussi dans le pays.

COMME cette province ne tire pas toutes ses richesses & ses ressources de l'agriculture; mais en grande partie du travail de ses productions naturelles, & de celles de ses voisins, & par conséquent du commerce; il aurait été imprudent de défendre absolument l'importation des marchandises étrangères; même de celles dont on peut se passer. Car il arrive ordinairement de-là que les états voisins font les mêmes défenses sur leurs frontières; ce qui ruine le commerce étranger, encourage le commerce frauduleux, & diminue le débit des marchan-

difés du pays. Ce font les défenses de cette espèce, si fréquentes dans les états monarchiques , qui font que le commerce y est rarement aussi florissant que dans les républiques. Dans les dernières , toutes les ordonnances de cette nature , ne tendent qu'au bien général ; au lieu que chez les souverains , ces défenses ne prennent souvent leur source que dans les inimitiés ou les jalousies des cours. Car les souverains ordinaires sacrifient souvent les avantages de l'industrie & du commerce , aux petites passions qui les animent contre leurs voisins. Il est certain que les défenses réciproques que firent dans leurs états l'Autriche, la Silésie & la Saxe, furent moins fondées sur la persuasion d'un avantage réel , que sur l'humeur & l'envie de se nuire. Les ordonnances de cette espèce, qui furent publiées en 1756, firent peut-être plus de mal à ces provinces , que toutes les fureurs d'une guerre de sept ans.

L'IMPÔT le plus sensible pour les Silésiens , fut celui qu'on mit sur les vins de Hongrie, que l'on taxa au double de leur prix. Il arriva cependant de-là, qu'on s'accoutuma à boire des vins de France, ce qui augmenta beaucoup le

commerce de Stetin, qui fit passer les vins de Bordeaux en Silésie, par la voie de l'Oder.

IL est probable, qu'en général, le commerce de la Silésie, ne perdit rien à ces défenses, & que la balance fut toujours la même. Quand on envoie moins de marchandises chez l'étranger, il sort moins d'argent du pays pour des productions étrangères. Mais aussi, en restreignant le débit d'une branche considérable de commerce, il se trouve bientôt plusieurs milliers d'hommes qui manquent de travail & de nourriture. Ceux qui ne sont pas établis, sortent du pays, la fraude & la contrebande augmentent à proportion des impôts; la recette des accises diminue. Si l'on ajoute à cette diminution celle que la guerre a dû causer en Silésie, dans la population & la consommation; on sentira qu'après la guerre de sept ans, cette recette devait être considérablement baissée.

IL semble que Frédéric crut avoir trouvé la cause de cette diminution, dans la négligence & le peu de talents des gens chargés du recouvrement & de l'administration. Un préjugé puisé dans son éducation, lui faisait croire les Allemands sans activité & sans talents. En 1766, il établit une régie française. (8) On dit

qu'Helvétius , qui vint à Potzdam , après la guerre de sept ans , fit au Roi un tableau si avantageux de l'administration des finances de la France , qu'il résolut aussitôt de faire venir des financiers & des commis de ce royaume. Si cela est , il faut assurément que Frédéric ait eu beaucoup de confiance dans les lumières de l'auteur de l'esprit , pour adopter son opinion , malgré les cris de la France entière , & les ouvrages sans nombre , qui prouvaient assez bien que l'administration des finances de ce royaume , était aussi ruineuse pour les sujets que pour le souverain. La France n'avait pas encore un Necker , & Louis XVI ne régnait pas , pour travailler , avec des intentions admirables , à réformer les abus , & à soulager les peuples. On a prouvé d'une manière sans réplique , qu'en divisant les impôts de la France en cinq parties , il n'en rentrait que trois cinquièmes dans la caisse du Roi , & que les deux autres étaient dévorés par 60 fermiers-généraux insatiables , & par des légions de commis avides. En Silésie , selon l'arrangement de Frédéric , les frais du recouvrement & de l'administration de tous les impôts & revenus de l'état , montent à peine à 150,000 écus , c'est-

à-dire , au tiers de la recette ; & ce tiers fe faisoit vivre un grand nombre de foldats invalides , qui étoient commis , & qu'on aurait toujours été obligé de nourrir fans cela. (9)

EN 1766 , on vit se répandre dans les états prussiens, une colonie de François, qui s'établirent dans toutes les villes , sous les noms de directeurs , sousdirecteurs , inspecteurs , contrôleurs , commis , plumbeurs , &c. On forma des brigades de gardes à pied & à cheval , pour faire la guerre aux contrebandiers ; & ces gens-là eurent des appointemens excessifs , & inouis jusqu'alors dans les états prussiens. (10) La nouvelle régie multiplia à l'infini les formalités & les ordonnances ; & comme ces nouveaux régisseurs ne connoissoient ni la langue ni les anciennes loix , il étoit naturel , de voir naître une foule de contradictions , qui produisirent ensuite la confusion & le désordre. Si l'on ne haussait pas par-tout la taxe des accises , on introduisit du moins une multitude de billets , certificats , quittances de toute espèce , qu'il falloit payer. Ces billets formèrent en effet un nouvel impôt qui , au lieu d'entrer dans la caisse du Roi , augmentait les revenus & l'insolence de ces nouveaux venus. Il fallut apprendre une multitude de

de petites loix , écrites dans une langue étrangère , & qui ne semblaient compliquées à l'infini , que pour tendre un piège à la bonne foi des sujets , les faire tomber , à chaque instant, dans des délits involontaires, & augmenter la recette des amendes : nouvelle source de rapine pour les commis français. On vit naître une nouvelle science ; celle des billets & des loix de la régie française ; on vit naître un nouvel art, celui d'échapper aux pièges que toutes ces petites loix tendaient de toutes parts sous les pas des citoyens. Ce qu'il y avait de plus désagréable pour les contribuables , c'étaient les difficultés & les formalités qui accompagnaient cette contribution. On était fort heureux , lorsqu'en recevant un tonneau de vin étranger , on pouvait, dans une journée entière, chercher & trouver les différents bureaux où il fallait payer , & obtenir le soir , avec une douzaine de petits billets à la main , la permission de mettre son vin dans sa cave. (11)

LES punitions ordonnées contre la contrebande & la fraude , étaient beaucoup au-dessus de la proportion du dommage. Les juges de ces délits dépendaient en grande partie de la régie , & partageaient les amendes. On fait que

Frédéric cassait souvent ces sentences barbares ou ridicules ; mais c'était seulement lorsque les juges avaient été assez fots pour ne pas voir que l'exécution était impossible , ou lorsque la rapine était trop visible. (12) La plus grande partie payait les amendes qu'il plaisait d'ordonner à ces brigands juridiques. Les amendes d'un juge des accises , dit *juge d'attribution* , montaient à plus de 1000 écus par an ; & celle d'un juge supérieur , à plus de 5000 écus , sans compter leurs appointements.

LE public ignore si cette régie a considérablement augmenté les revenus du Roi ; mais à en juger par les plaintes des sujets , ils se sont crus dix fois plus chargés qu'auparavant. Il était naturel que les Allemands , qui soupçonnent toujours aux Français , le dessein de s'enrichir à leurs dépends , aient été prévenus contre un système de finances dont l'exécution était confiée à des gens de cette nation. La conduite de plusieurs d'entre eux , prêta de nouvelles forces au préjugé ; on les regarda comme autant d'ennemis , qui venaient piller les citoyens , & on crut de bonne prise tout ce qu'on put soustraire aux regards vigilants de ces argus détestés.

DEPUIS ce tems, le peuple ne put se persuader que l'augmentation des taxes sur les marchandises étrangères, qui entraient dans le pays, tendissent à faire fleurir les fabriques du pays, & le commerce national. On regardait cette raison comme un prétexte imaginé par la régie, pour augmenter la recette, sans s'embarraffer du mal, qui pourrait en résulter dans la fuite pour le commerce. Il paroissait vraisemblable que ces financiers français, ne pussent pas espérer de se conserver longtems dans leur administration; & semblables à des fermiers qui n'ont loué une terre que pour quelques années, ils travaillèrent plutôt à tirer tout le profit possible, qu'à préparer à leurs successeurs ou à leur maître, une moisson abondante pour l'avenir. (13)

IL ne faut donc pas s'étonner, que les Prussiens ne regardassent pas comme un crime contraire à leur devoir de sujet, de faire la contrebande & de frauder les droits des accises. Les troupes des contrebandiers étaient fréquentes, & marchaient souvent armées. (14) Plus souvent encore elles étaient d'intelligence avec les commis de la régie, (15) & partageaient le profit avec eux. Les Français eux-

mêmes étaient étonnés des ruses que l'on inventait tous les jours, pour tromper leur vigilance. Tout prouve que, sous la régie française, on faisait entrer plus de marchandises étrangères qu'auparavant ; & que depuis 1766, le commerce est tombé sensiblement d'année en année. Cependant les négociants & les rouilliers, se plaignaient moins de l'augmentation des taxes, que des difficultés qui en accompagnaient le paiement, du tems qu'il fallait perdre pour en sortir, & des précautions minutieuses qu'on était obligé de prendre sans cesse, pour échapper à la prévarication où mille petites ordonnances semblaient vous conduire, comme malgré vous. Un grand nombre de marchands Polonais, Russes & Hongrois, révoltés de toutes ces formalités & de l'insolente rapacité des commis, ont préféré des voies plus longues & plus dispendieuses pour se rendre en Autriche, en Bohême & en Saxe ; & l'impôt de transit qui était considérable avant l'arrivée des Français, était presque nul à la fin du règne de Frédéric II.

FRÉDÉRIC II avait témoigné dans tous les autres arrangemens de finances, qu'il ne voulait autre chose que soulager ses sujets, autant qu'il

était possible. Cependant il entendait leurs plaintes continuelles , & il connaissait l'horreur de son peuple contre la régie française. Mais quand il avait une fois pris un parti , il y restait irrévocablement attaché. Il craignait en changeant trop facilement , de faire voir l'homme ; & il pensait qu'à la fin , malgré tout le mal qui pourrait en résulter , le peuple serait toujours porté à le justifier , en lui supposant la connaissance de quelques avantages secrets au-dessus de l'intelligence du public. Enfin , Frédéric recevait toutes les plaintes de ses sujets contre la régie ; mais il les renvoyait presque toutes à cette même régie , & ne faisait par là qu'augmenter l'insolence des régisseurs , & la haine & le désespoir du peuple , qui finissait par se taire , & se dédommager par la fraude. En effet , la régie française a joui pendant près de 20 ans d'un pouvoir absolu dans sa partie , & d'une autorité indépendante de tous les autres tribunaux & départements. Elle a fait tout ce qu'elle a pu pour attirer aussi les péages de la campagne sous son administration , & s'emparer du monopole des vins étrangers , du tabac , du café , de l'eau-de-vie , &c. , sous le nom de régales royales. (16)

LES péages de la campagne font partie des revenus domaniaux du Roi, & entrent dans la caisse des domaines. Les péages des villes & de quelques seigneurs, pour la fauve-garde & l'entretien des routes, ponts, chaussées, &c. font peu considérables. Mais aussi les chemins, les ponts & les chaussées, font fort mal entretenus. (17) Avant 1766, les péages royaux rapportaient en Silésie, 200,000 écus par année.

LE droit régalien le plus considérable en Silésie, consiste dans le monopole du sel. Le commerce de cette denrée, d'une nécessité si générale, a cessé d'être libre dans cette province. Dès le 14^{me} siècle, les Rois de Bohême accordèrent aux villes le commerce du sel, à titre de droit régalien. La plus grande partie de ce sel se tire des salines royales de Halle & Schœnbeck, & se transporte, à peu de frais, dans les différentes provinces, par l'Elbe, la Sprée, enfermé dans des tonnes. Les frais forment à peu-près un tiers de la vente, les deux autres tiers font tout profit pour le Roi. Pour la partie de la Silésie, située au de-là de l'Oder, on fait venir tous les ans, environ 30,000 quintaux de sel gemme, des mines de Wilizka en Pologne, qui font à 20 lieues des

frontières de la Silésie. On le transporte dans les magasins de la haute-Silésie par la Vistule, ou sur des voitures, en cilindres de quelques quintaux, que l'on nomme *Balwanen*; chaque communauté est obligée d'acheter une certaine quantité de ce sel. Les payfans pilent dans des mortiers celui dont ils ont besoin pour leur usage, & exposent le reste en morceaux dans leurs étables & dans leurs cours, pour le faire lécher aux brebis & aux vaches. On attribue la beauté & la finesse de la laine de Silésie, aux qualités particulières de ce sel.

LA caisse royale retire autant du commerce de ce sel gemme, que de celui du sel marin; mais comme ces mines sont situées dans la contrée qui est échue à la maison d'Autriche, dans le partage de la Pologne, il est à craindre que le prix n'en soit augmenté un jour considérablement. Les économistes Silésiens mettent un si grand prix au revenu de ces salines, qu'ils ne sauraient pardonner l'ignorance ou la négligence des ministres de Prusse, qui n'ont pas songé, lors du partage de la Pologne, à faire entrer ces salines dans la portion du Roi.

LES moyens que l'on prend pour empêcher les habitans des frontières de la Pologne,

d'acheter leur sel dans ce pays , où ils pourraient l'avoir à beaucoup meilleur marché , paraissent fort durs. Chaque ville , chaque communauté est obligée de prendre & de payer dans les greniers royaux , une certaine quantité de sel , qu'elles distribuent ensuite à chacun des habitans. On compte pour chaque grande personne , trois mesures de sel par an. (18) Le surplus doit être pris aussi dans les greniers royaux. Il est certain que cette taxe ne suffit pas ; car il est prouvé que les habitans en tirent encore secrètement une grande quantité de la Pologne. Le surplus du sel marin & du sel gemme , rapporte en Silésie environ un demi - million d'écus par an.

LES habitans ne se plaignent point de la cherté du sel marin , parce qu'ils y sont accoutumés ; mais bien de la fausse mesure des tonnes. On voit ici comme par-tout ailleurs , les inconvénients inséparables des fermes. Les salines sont affermées , & le fermier trompe pour son profit. Pour remédier à la fraude des mesures , on a voulu régler cette marchandise au poids , & le fermier y a gagné un quart sur chaque tonne , en ne livrant que du sel humide. Le fermier des salines royales s'est enrichi considé-

ablement , & Frédéric II a fermé les yeux sur sa fortune.

LES revenus des domaines, forêts , mines & forges de fer en Silésie , montent annuellement à 300,000 écus. Les terres des domaines sont distribuées en grands baillages , qui sont en administration , ou affermés. Il est vraisemblable qu'il serait avantageux pour la population & les revenus publics , de diviser les terres de ces baillages en petites métairies , & de les vendre ou louer à baux amphitéotiques. Car dans un baillage , où vit maintenant un bailli avec quelques gens, on verrait bientôt pulluler des familles entières de cultivateurs qui , outre la rente de leurs terres, contribueraient encore , par l'impôt territorial, que le Roi est obligé de payer lui-même ; & l'augmentation de la population fournirait de nouveaux soldats pour l'armée, & de nouveaux bras pour l'agriculture. Depuis quelque-tems , l'Angleterre offre un exemple sensible des suites funestes des grandes fermes. L'état se dépeuple visiblement ; & des villages entiers deviennent déserts. (19) Cependant il y a des gens qui sont attachés au système des fermes , & qui prétendent que les fabriques exigent un si grand nombre de bras , que la classe des cultivateurs

ne saurait plus être augmentée. Mais cette raison ne saurait être appliquée à une province telle que la Silésie, où 100,000 cultivateurs pourraient encore vivre de leur travail, sans faire le moindre tort aux fabriques.

ON a essayé ce partage des domaines, sur quelques mauvaises terres. Mais on y a mis des gens qui n'entendaient rien à l'agriculture, & la stérilité du terrain, jointe à leur ignorance, les ayant mis hors d'état de payer leurs rentes; le Roi en a conclu, que le système ne valait rien. On vient de remettre la chose en délibération sous le règne actuel.

LES forêts royales en Silésie sont très-considérables; mais les plus grandes se trouvent dans des contrées, où il n'y a ni culture ni population. La corde de bois à brûler, ne coûte qu'un demi florin dans les forêts de la haute-Silésie; & ces forêts comprennent plus de 200,000 arpents. Le revenu des forêts est donc peu considérable à proportion de leur étendue. Dans plusieurs endroits, elles ne rapporteraient rien du tout, sans les forges de toute espèce que l'on a établies dans les environs.

LES juifs payent dans cette province plus de 10,000 écus par an, pour ce qu'on appelle

protection ; & l'impôt des cartes & du papier timbré, monte à plus de 20,000 écus. Le timbre se paie à proportion de l'importance de l'affaire ou de la vente qui exige l'écrit, le mémoire ou le contrat ; il y a des degrés depuis 6 fois, jusqu'à 1000 fois la valeur du papier.

LES autres revenus consistent dans le produit des postes, les amendes fiscales, certains impôts sur les terres qui relèvent immédiatement de quelques villes, & sur quelques couvents & commanderies. Ceux qui entrent en possession d'un emploi ou d'un bénéfice, paient aussi à la caisse royale, un quartier de leur revenu. Ces revenus que l'on nommait autrefois, *impôt des recrues*, étaient employés à lever de nouveaux soldats.

Tous les revenus des domaines royaux en Silésie montent à	1000000 écus.
L'impôt territorial à	1704932
L'industrie à la campagne à	150000
L'accise à	1000000

Ainsi le Roi retire de cette prov. 3854932 écus.

LE plan ou l'état des dépenses, est fixé en conséquence de cette recette, dont la plus grande partie est sûre en tems de paix, & dont la partie sujette à varier, tels que l'accise, l'ia-

duftrie , les péages, &c. , a augmenté tous les ans jufqu'au commencement de la guerre de fept ans. Le revenu de l'impôt territorial & des accifes, eft deftiné aux dépenses de l'armée, & à l'entretien des forterefles, arfenaux & autres édifices militaires. On paye auffi de cette caiffe, les charois des payfans, qui font obligés de mener avec leurs chevaux, les officiers de l'état civil & militaire, qui voyagent pour les affaires de l'état. On tire de la caiffe des domaines, les appointements des confeillers & des autres gens qui font au fervice du Roi, dans la province, ainfi que les autres dépenses de l'état civil; & tout cela eft payé avec la plus grande exactitude.

LES appointements des officiers civils de la province, font plus confidérables en Siléfie que dans plufieurs autres pays; mais auffi la négligence & les fautes y font punies plus févèrement que par-tout ailleurs. Comme ces gens font la plupart des étrangers, le public ne les aime point, les épie continuellement, & il fe trouve toujours des délateurs, pour faire punir ceux qui manquent d'exactitude ou de fidélité.

AU commencement de chaque année civile, c'eft-à-dire, au premier juin, on préfentait au

Roi, l'état de la recette & de la dépense de cette caisse. (20) Dans ces états, les sommes que nous avons rapportées servent de base à la recette; & dans la dépense, on rapporte non seulement les dépenses déterminées; mais encore les dépenses extraordinaires, telles que bâtimens, faits par ordre du Roi, remises d'impôts, frais de voyages, enquêtes, &c. Le Roi signait les états après les avoir examinés, & ils servaient ensuite de règle aux chambres & aux caisses. Les dernières ne pouvaient payer un denier au delà des dépenses fixées & ordinaires, sans un ordre particulier du ministre de la province & de la chambre; & le ministre & la chambre ne pouvaient eux-mêmes donner des ordres de cette nature un peu considérables, sans un ordre exprès du Roi.

LE premier principe de l'administration des finances en Prusse, c'est qu'à la fin, la recette excède toujours la dépense. Ce surplus monte année commune, en Silésie à un demi million d'écus. Les dépenses pour l'armée & les édifices militaires montent ordinairement à 2900000 éc.

Celles de l'état civil à	400000
--------------------------	--------

Total 3300000

La recette annuelle est comme

nous l'avons marqué de	3854932 écus
Ainsi le surplus est de	554932

De ce surplus, une partie était versée dans le trésor, & Frédéric II employait ordinairement le reste, à rebâtir des villes, établir des colonies, faire des améliorations dans la province, ou des présents à des particuliers.

TEL est le tableau général de l'administration des finances de Frédéric II en Silésie : & c'est à peu-près sur le même système que sont administrées toutes les autres provinces. (21)

L'IMPOT territorial dans les campagnes, & l'accise dans les villes, sont les seuls impôts de la province de Silésie ; mais les sujets sont encore tenus à quelques services qui ont pour objet la défense du pays. Ils consistent 1) dans l'obligation du service militaire ; 2) dans le logement des soldats ; 3) dans les charois, livraisons & ouvrages, que les paysans & habitants des villages sont obligés de fournir au Roi, à son armée & à ses officiers & gens, dès qu'ils en sont requis.

TOUTES ces obligations existaient déjà sous le règne de Charles VI ; mais si l'on réfléchit sur la différence des gouvernemens des deux

princes ; on sentira aisément , que les services relatifs au militaire , durent être exigés bien plus sévèrement sous le règne de Frédéric II , que sous le précédent. En effet , sous l'Empereur Charles VI , il y avait à peine , dans toute la Silésie , 4000 soldats ; sous le règne de Frédéric , on en comptait 40,000 dont la moitié étaient des gens nés dans la province. De cette manière , le fardeau paraît être devenu dix fois plus grand. Mais on se tromperait en croyant qu'il est aussi dix fois plus accablant ; & qu'on ôte au soldat Silésien , le tems & la liberté de cultiver ses terres. On voit au contraire , que l'augmentation des troupes a contribué en Silésie à augmenter l'industrie & la circulation.

IL est clair que par l'armée entretenue dans cette province , & le payement exact & ponctuel de chaque soldat , la plus grande partie des revenus de la province , formaient des coffres du Roi , pour rentrer en circulation , & procuraient au bourgeois & au cultivateur , une espèce de certitude à des moyens de subsistance , & à l'échange de ses denrées contre de l'argent. Il y a beaucoup de contrées , où le gentilhomme & le payan n'avaient point de

marché autrefois , pour se défaire du surplus du bled , du foin , de la paille , du bétail & des autres productions de leurs terres. Dans cette situation , ils cultivaient peu , l'agriculture languissait ; le gentilhomme ne s'occupait que de la chasse , & ne songeait point à améliorer ses terres. On trouvait plusieurs villes, où il n'y avait ni boulanger , ni braiseur , ni boucher , ni mercier.

MAINTENANT , on trouve en Silésie plus de 80 villes de garnison , distribuées dans la province , de manière que les villageois de toutes les contrées , peuvent venir aisément y échanger contre de l'argent , le surplus de leurs denrées. Une petite ville , qui n'a pour garnison qu'un escadron de hussards , reçoit par là , 5 à 6000 écus par an , pour son entretien. Cet argent retourne dans les mains du bourgeois & du paysan , qui fournissent au soldat les besoins de sa vie. Si l'on observe que la circulation de 1000 écus argent comptant , procure la vie & l'aisance à un grand nombre de familles laborieuses ; que l'on calcule quelle source de population , d'activité & d'aisance , ne doivent pas produire deux millions d'écus , versés tous les ans dans le cercle d'une province.

Il y a dix ans que la petite ville de Silberberg, pouvait à peine entretenir quatre à cinq braf-
feurs, boulangers, bouchers & marchands. A
présent que la forteresse est rebâtie, & qu'il y a
une garnison de 1600 hommes, qui y fait en-
trer plus de 40,000 écus par an; ces professions
nourrissent plus de 50 familles; & cette aug-
mentation d'aifance & de population a aug-
menté, à proportion, le nombre des autres
métiers.

CEPENDANT il est certain que tous ces
avantages disparaîtraient, & qu'une armée de
40,000 hommes dans une province, telle que
la Silésie, ferait un monstre dévorant, fans l'or-
dre & l'exactitude, avec laquelle elle est payée,
fans la discipline admirable, qui contient le
soldat dans le devoir. Les Silésiens, désolés au-
paravant par les troupes impériales, ne pou-
vaient se faire une idée de cette discipline, &
ils frémissaient au seul nom de garnison. Quand
on lit les plaintes continuelles que cette pro-
vince faisait sous le règne précédent, contre les
exactions militaires, on dirait qu'il est question
d'une armée qui pille une province ennemie.
Les soldats qui n'étaient pas payés exactement,
étaient obligés de vivre comme ils pouvaient;

On ne donnait rien aux habitans pour le logement , provisions , charois & autres corvées. L'argent qu'ils payaient pour les recrues , sortait de la province , & n'y rentrait jamais.

L'EXPÉRIENCE & la comparaison a prouvé aux Silésiens ; qu'une armée gouvernée selon la constitution militaire de la Prusse , favorise plus généralement la circulation & l'industrie ; que les profusions d'une cour voluptueuse. Aussi entend-on maintenant peu de gens en Silésie , se plaindre d'une garnison qui fait circuler tous les ans plus de deux millions d'écus dans la province.

UNE esquisse légère fera sentir que cet avantage n'est pas trop payé par l'obligation du service militaire pour les jeunes garçons , par celle de fournir au soldat , à un certain prix , des logements , des voitures , des chevaux , du bled & du fourage , & de travailler aux remparts des fortifications.

DANS la constitution actuelle des états monarchiques , qui sont obligés d'entretenir des armées colossales , le premier devoir du sujet , est assurément le service militaire. Dans tous les tems , & sous toutes les espèces de gouvernemens , ce fut un devoir pour les hommes

de s'armer pour la défense de la patrie. Ce n'est que dans les tems modernes, que les sujets de quelques états, ont fourni de l'argent pour enrôler les soldats, au lieu de servir eux-mêmes. Mais en Prusse, la constitution militaire est bien au-dessus de ce qu'elle fut jamais, ni dans les états anciens, ni dans la plupart des modernes. Il ne serait pas difficile de prouver que, dans le tems que Rome gouvernait l'Asie, l'Afrique & la plus grande partie de l'Europe, elle n'avait pas sur pied des armées plus nombreuses que celles qu'entretenait Frédéric en tems de paix. Dans la province de Silésie, par exemple, il y a continuellement six légions, à compter comme les Romains; & la moitié de ces troupes doivent être composées de soldats nés dans la province. Jamais les Romains n'entretinrent une garnison si considérable, dans aucun de leurs royaumes conquis.

NOUS avons montré quels moyens l'administration met en œuvre, pour entretenir cette armée aux dépens de la province, sans que les impôts soient beaucoup plus considérables, que sous le dernier règne de la maison d'Autriche. Mais comment cette province, avec sa

population actuelle , peut-elle fournir continuellement 20,000 hommes en état de porter les armes ? (22) On ne saurait donner ici pour exemple Sparte & la Suisse , où tous les hommes étaient soldats. A Sparte , les Ilotes cultivaient les terres , & les Suisses ont peu de terres à cultiver. L'administration étonnante de Frédéric II a résolu ce problème ; & maintenant la chose paraît toute simple.

ON sent aisément qu'avec la population actuelle de la province , on ne peut entretenir cette armée par une milice dont le service ne dure que quelques années. Parmi 1500,000 habitans , on en compte à peine 50,000 qui soient propres au service prussien. Il n'est donc pas possible de congédier tous les 5 ou 10 ans 20,000 soldats du pays , & d'en lever autant de nouveaux. L'état des choses exige donc que l'on garde les soldats au service le plus longtemps qu'il est possible. Mais ceux qui sont du pays , ne passent que quelques mois de l'année à leurs régiments , pour faire les exercices & passer en revue ; tout le reste de l'année , ils restent dans leurs foyers. Comme ils ne reçoivent plus de paie depuis le jour où ils rentrent chez eux , ils sont obligés de chercher dans

le travail de la terre ou dans les fabriques & les métiers , les moyens de subsister. Cet arrangement fait , qu'en tems de paix , les soldats du pays & une grande quantité des étrangers , travaillent pendant neuf mois de l'année. Les trois mois d'exercices & de revues , seraient à peine sensibles pour la province ; si on ne prenait précisément , pour cela , la saison de la moisson & des semailles , où les campagnes ont le plus grand besoin de bras.

CET arrangement est fondé sur ce qu'on appelle *cantonemens*. Chaque régiment , excepté les hofards , a un canton assigné , comprenant un certain nombre de villes ou villages , où il a droit de prendre , pour le service militaire , les jeunes gens dont il a besoin. Le régiment tient une liste de tous les fils de bourgeois & de payfans du canton , qui sont marqués sur les registres des baptêmes. Tous les ans , on envoie dans le canton un officier du régiment , pour examiner les jeunes garçons , les mesurer , & marquer ceux qui sont propres au service. Mais la levée ne saurait se faire arbitrairement , sans en donner avis à la chambre , qui envoie des commissaires , auxquels il est ordonné d'observer avec soin si tout

se fait selon les ordonnances. Le règlement établi à ce sujet, met des bornes au pouvoir des régiments , & détermine les cas , où il peut faire des levées. Il y a des exemptions déterminées , relatives au bien de l'agriculture , des fabriques & de la population. Ce règlement exempté 1) les fils uniques , qui doivent succéder à leurs pères dans quelques places , ou ceux dont une famille ne saurait se passer pour cultiver les terres , ou qui sont obligés de nourrir une mère pauvre ou infirme , ou des frères & sœurs en bas âge. 2) Les étrangers nouvellement établis dans le pays , & les fils qu'ils ont amenés avec eux. 3) Les tisserans , (en Silésie.) 4) Les artisans dans certaines professions, suivant leur utilité & leur rareté dans chaque province. Par exemple , comme la ville de Breslau & le canton des montagnes , sont le siège des fabriques de toile ; ces endroits sont exempts de service militaire. Il est vrai que les montagnes de Silésie sont affectées à la garde du Roi ; mais il est rare qu'on en tire des soldats pour ce régiment , parce que les généraux des autres régiments , s'empressent d'offrir au Roi leurs plus beaux hommes , pour les mettre dans son régiment des gardes.

AU printems , les *cantonistes* (les soldats des cantons) sont appellés au régiment , pour être exercés. Dans l'espace de trois mois , il faut qu'ils soient en état de paraître aux revues du Roi. Pendant tout le tems qu'ils sont au régiment , ils reçoivent , comme les autres soldats , la paie , l'habit & le logement. Dès que les revues sont finies , on les renvoie. Comme les capitaines profitent de la paie de ces soldats , dès qu'ils sont renvoyés , il n'est pas à craindre qu'ils les gardent dans leur compagnie un jour de plus qu'il n'est nécessaire.

HORS le tems du service , ces soldats sont dans la classe ordinaire des autres villageois , & dépendent , comme eux , du seigneur de la terre. Ils peuvent se marier , acheter des terres & contracter d'autres engagements.

DANS une grande partie de la Silésie , surtout vers la Pologne , le service militaire est un moyen d'adoucir les mœurs grossières des habitans. Actuellement encore , on retrouve dans ces contrées , ces Slaves barbares & mal-propres dont Procope nous a laissé la peinture. (23) Il en est de même des habitans de la Poméranie , de la Prusse & de la Westphalie. Les nouveaux soldats prennent au régiment des

leçons d'ordre & de propreté ; & plusieurs d'entre-eux qui ne savaient , dans leurs villages , qu'un jargon barbare & inintelligible par-tout ailleurs , apprennent enfin la langue de leur patrie. De retour dans leurs villages , ils y deviennent des modèles de politesse & de bon ton ; & ils contribuent ainsi , en quelque façon , au progrès de la civilisation. Dans plusieurs villages , ces fortes de soldats que l'on nomme *Beurlaubten* , c'est-à-dire , renvoyés , sont les seuls qui sachent parler allemand , & qui aient l'air un peu civilisés.

PENDANT la paix , le logement des soldats est borné aux villes. Quoique les deux tiers seulement des villes de Silésie aient garnison , le fardeau est pourtant reparti également sur toutes , ce qui soulage beaucoup celles qui sont obligées proprement de le supporter. Cette répartition se fait par le moyen d'une imposition sur chaque maison des villes , & sur l'industrie , que l'on nomme *service*. Le service d'un bourgeois médiocre , monte à quelques écus par mois. Cet impôt est si général dans les villes , que les officiers de l'état civil sont obligés de donner pour cela quelque chose de leurs appointements. Le service fait circuler

annuellement à peu-près 200,000 écus en Silésie.

CET argent est versé dans la caisse de service , d'où on le tire ensuite pour dédommager les bourgeois , qui logent réellement des simples foldats. On donne pour un simple foldat 8 gros, ou un demi-flor. par mois ; pour un foldat marié 16 gros, pour un cheval 6 gros.

TOUTES les villes des montagnes de la Silésie n'ont point de garnison en tems de paix, parce que les vivres y sont chers, & pour ménager le commerce & les fabriques de toiles qui sont florissantes dans ces contrées. Les troupes ont beau être bien disciplinées , il arrive souvent des cas , où l'officier & le foldat font sentir au bourgeois laborieux , le dédain dont ils croient être en droit de l'accabler. Le négociant de son côté , qui croit avec raison , rendre service à l'état , en faisant fleurir le commerce , ne saurait souffrir l'insolence du militaire ; il voit avec peine l'image de la force & de la servitude , tonner sans cesse à ses côtés ; toutes ces choses lui inspirent à la fin le découragement & la tristesse, il estime moins un état qui ne le mène point à la considération ; & il n'a plus la même

activité pour le travail , lorsqu'il voit des gens avec une vie désœuvrée , jouir sans peine de cette considération , & s'en targuer pour l'humilier. Il arrive de-là qu'il regarde comme des ennemis ses concitoyens mêmes , armés pour sa défense ; & qu'il est bientôt disposé à porter chez des voisins , toujours prêts à l'accueillir , une industrie sans laquelle il serait difficile d'entretenir le soldat. Il est donc naturel que les habitans des villes de ces contrées , paient volontiers le service , sans demander de garnison ; & plusieurs autres villes au contraire , qui n'ont point de fabriques & de commerce , se trouvent fort heureuses de loger des troupes , qui leur procurent des moyens de subsistance.

FRÉDÉRIC II , pour soulager les bourgeois , a fait bâtir à ses dépens dans plusieurs villes , des casernes , où les soldats sont logés & entretenus.

DE cette manière , le logement des soldats n'est point onéreux pour certaines villes , & est très-avantageux à plusieurs autres.

IL en est de même de l'obligation , où sont les sujets de faire des voyages avec leurs chevaux pour le service du Roi , ou de livrer du bled , du fourrage , &c. Toutes les personnes

qui voyagent pour le service du Roi , & qui ont un passeport de lui , du ministre , ou de la chambre , sont menées par les payfans d'un village à l'autre , avec le nombre de chevaux prescrit dans le passeport. Le voyageur donne au payfan une quittance , & ce dernier la porte au bureau des domaines de son cercle , où il reçoit le prix fixé , c'est-à-dire , trois gros par cheval pour chaque mille. Cette paie , qui est à la vérité peu de chose dans certaines contrées , est dans d'autres , pour ainsi dire , égale au gain ordinaire. Chaque payfan en Silésie , entretient ordinairement quatre chevaux , ces espèces de corvées se font par tour dans chaque village ; & jamais un payfan ne peut être forcé de s'absenter plus d'un jour de sa maison.

Toutes les ordonnances qui règlent ces sortes de corvées , respirent l'humanité & la modération. Un extrait du règlement pour les courses des chevaux , suffira pour montrer l'esprit qui y domine. „ Les payfans qui fournissent des
 „ chevaux , y est-il dit , ne pourront être for-
 „ cés à aller plus loin que leur station ; on ne
 „ pourra les obliger non plus à faire plus d'un
 „ mille & demi en deux heures. Il est défen-
 „ du de pousser les chevaux & de les charger

„ de paquets & de bagages ; & les voyageurs
 „ font avertis fur-tout de ne point faire con-
 „ duire ou battre les chevaux par leurs domes-
 „ tiques. Si le voyageur arrive 12 heures plus
 „ tard que les chevaux n'ont été commandés
 „ pour lui , le payfan n'est plus obligé d'atten-
 „ dre ; & le voyageur doit se faire mener à ses
 „ dépends. „

Frédéric lui-même donnait l'exemple de l'humanité & de la modération à l'égard des payfans. Il poussait l'attention jusqu'à déterminer lui-même le nombre des chevaux qu'on était obligé de fournir pour ses propres voyages ; & jamais on ne pouvait en exiger un de plus. Sa suite n'était jamais que de trois ou quatre voitures , avec ses chevaux de selle. Le plan du voyage était disposé de manière , que jamais les payfans commandés n'étaient obligés d'attendre plus d'une heure ou deux ; & jamais un payfan ne faisait plus de deux mille ou quatre lieues. Quand les chevaux venaient à mourir , ils étaient payés exactement par la caisse royale.

LORSQU'ON avait besoin d'un nombre considérable de charois pour le service de l'armée, la construction des forteresses , ou pour mener

du bled dans les magalins , la chambre fe fait commander les payfans dans chaque cercle par les confeillers provinciaux. On fixe la diftance, la quantité & le tems des charois ; & dès qu'ils font faits , le payfan eft payé felon une taxe raifonnable. Même au milieu de la guerre , les payfans ne font jamais obligés de travailler pour rien ; & en 1763 , les Siléfiens furent exemptés de l'impôt pour quelques mois ; afin de les dédommager en quelque façon , de ce que la guerre avoit obligé d'exiger d'eux.

CES fortes de fervices fe font toujours fous l'infpection des chambres , de leurs commiffaires & confeillers provinciaux. Jamais on ne les abandonne à la difpofition arbitraire des militaires , même lorsqu'il s'agit du fervice de l'armée.

ON fe conduit de même lorsqu'on exige des poffeffeurs des terres , des bleds , du fourrage , de la paille , du bois ou autre chofe pour l'ufage de l'armée. Les taxes font faites en conféquence du cadastre de la province ; les prix auxquels ces objets font taxés , font raifonnables , & furpaffent dans quelques endroits ceux des marchés.

POUR la construction des fortereſſes , les villageois qui ont des petites places , les journaliers & les artifans , ſont obligés d'entretenir les remparts. La paie qu'on leur donne pour cela , eſt ſi raifonnable , qu'ils ne pourraient pas gagner plus chez eux , & qu'elle ſuffit pour envoyer des gens à leur place , quand ils veulent. Les chambres qui font faire ces fortes d'ouvrages , ont ordre du Roi de veiller à ce que les ouvriers ſoient payés exactement. Malgré ces précautions , il eſt arrivé ſouvent , que des ingénieurs avides , ont retranché à ces gens une partie de leur paie , & ſe ſont enrichis à leurs dépens. Pluſieurs ont été punis.

FRÉDÉRIC II feſait bâtir tous les ans , un certain nombre de maiſons à Berlin , Poſtdam & dans pluſieurs autres villes ; c'étoit un nouveau canal , par lequel il rendait à la circulation une partie de ſes revenus. Si les ouvriers ne gagnaient pas de quoi ſe mettre à leur aïſe , en travaillant à ces bâtimens , ce n'étoit pas la faute du Roi ; mais bien celle des entrepreneurs qui les trompaient d'autant plus aïſément , qu'il ne pouvait entrer dans la connoiſſance de tous les détails de cette partie. (24)
Le premier but de Frédéric étoit d'occuper

toutes les espèces d'ouvriers & d'artisans , en embellissant ou relevant les villes de ses états. Il aurait été aisé de commander pour ces travaux , & sur-tout pour ceux des fortifications , des soldats , qu'on aurait pu avoir à bien meilleur marché que les autres journaliers ; mais on aurait fait tort aux autres ouvriers , & Frédéric rejetta toujours ce conseil qu'on lui donna souvent. Cependant plusieurs soldats vivaient de ces travaux ; mais ils étaient considérés comme des ouvriers ordinaires , payés sur le même pied , & jouissaient à cet égard de la même liberté. (25)

Tous les arrangements que nous venons de décrire , ont pour but , d'entretenir dans l'état les plus grandes forces militaires qu'il est possible. Il n'est , & il ne fut jamais aucun souverain , qui ait mieux su trouver & employer les moyens d'entretenir une armée aussi immense , à proportion de ses états ; sans sacrifier le bonheur de ses peuples. Dans toutes les ordonnances de ce souverain philosophe , on voit régner le désir de fournir à la classe laborieuse du peuple , des moyens d'industrie & de gain. Il travailla sans cesse à assurer à ses sujets , la subsistance , le repos , la sûreté , la propriété ,

la liberté de religion ; à exercer parmi-eux l'industrie , & l'émulation , à soutenir les denrées à un prix médiocre , à entretenir la circulation nécessaire , à protéger le peuple contre la tyrannie & les vexations de l'état civil & militaire.

CONTINUONS d'examiner l'administration que ce prince créa en Silésie ; nous verrons un modèle de l'administration-générale des états prussiens , & nous connaissons les moyens qui l'ont conduit à l'exécution de ses desseins.

LES moyens qui servent à faire exécuter les volontés du Roi en Silésie , sont :

1) Les chambres des guerres & des domaines, établies à Breslau & à Glogau , qui ont pour chef le ministre d'état & des finances de Silésie, sous le titre de président.

2) Trois conseils, établis à Breslau , Glogau & Brieg , destinés à l'administration de la justice dans les baillages , & présidés par un ministre qui porte le titre de ministre d'état & de justice en Silésie.

3) L'armée toujours prête à faire respecter les loix & les ordonnances du souverain.

LE ministre des finances de Silésie , & les chambres auxquelles il préside , ne dependent point comme dans les autres provinces ,
qui

qui n'ont point de ministre particulier, du directoire-général des finances établi à Berlin. Ils reçoivent leurs ordres immédiatement du Roi. Les objets qui leur sont confiés, sont plus étendus que ceux des autres départemens des finances & domaines. Outre l'administration des revenus du Roi, le foin & les logemens de l'armée, la direction des livraisons, charois, travaux des sujets, &c. ; ils sont chargés aussi de tout ce qui concerne les régales & les autres droits & intérêts du souverain. Ils administrent les droits du Roi sur les églises catholiques, nomment, ou confirment la nomination des curés de cette communion ; & quand le Pape veut faire publier dans la province une bulle d'indulgences, il faut qu'elle soit examinée auparavant par les chambres, & qu'elles consentent à la publication. Elles ont l'inspection sur la police dans les villes & les campagnes, sur l'administration des caisses & revenus des corps municipaux ; ainsi que sur les métiers, fabriques, manufactures, commerces ; en un mot, sur tout ce qui a quelque rapport à l'amélioration, à l'augmentation, au travail & au débit des productions de la province.

LA campagne est divisée , comme nous l'avons dit , en quarante-huit cercles , dont chacun est dirigé par un conseiller provincial , chargé de tout ce qui a rapport à l'impôt territorial , & à l'exécution des ordonnances de la chambre. Il en est de même des villes. Elles sont divisées pareillement en plusieurs départements , dont chacun est dirigé par un commissaire particulier , nommé par la chambre. Chaque commissaire réside au centre de son département. Il est obligé de faire de fréquentes tournées dans les villes dont l'inspection lui est confiée , d'avoir un œil attentif sur tout ce qui concerne la police , l'économie de la chambre , les fabriques , les vivres , l'industrie & le commerce ; de faire des rapports exacts à la chambre , & de recevoir & faire exécuter ses ordres pour remédier aux abus.

Tous ces conseillers , ainsi que ceux de la chambre , sont nommés par le Roi lui-même. Le premier point de leur instruction , est de veiller avec zèle & attention aux intérêts du souverain ; le second , d'être attentif à tout ce qui concerne la subsistance des habitans des villes & des campagnes ; c'est-à-dire , sur-tout de la classe nombreuse des cultivateurs , des

artisans & des ouvriers dans les villes & dans les campagnes. C'est sur-tout cette classe qui a besoin de l'attention & de la protection du gouvernement. Car pour le gentilhomme, le marchand, les capitalistes, &c. il faudrait qu'ils eussent manqué absolument de conduite & de prudence, pour ne pas vivre à leur aise, dans un pays comme la Silésie, sous un gouvernement tel que celui de Frédéric II.

LA classe de ce qu'on appelle proprement *sujets* à la campagne, est composée 1) des paysans; 2) des jardiniers; 3) des simples habitants. On appelle paysans ceux qui possèdent des terres suffisantes pour entretenir une ou plusieurs charrues, & qui, en conséquence de ces possessions, sont obligés de faire avec leurs chevaux, un nombre déterminé ou indéterminé de charois, au profit du seigneur de leurs terres. Les jardiniers sont ceux qui ne possèdent que quelques arpents de terres, ou un jardin, & qui, lorsqu'ils n'ont pas acheté le droit de *francs-jardiniers*, sont obligés à quelques corvées manuelles, dans les campagnes ou au château de leurs seigneurs, pour les moissons, fenaisons, chasses, pêches, tontes de moutons, commissions ou autres ouvrages

de cette espèce. On leur donne pour ces travaux , une certaine quantité des fruits qu'ils aident à cueillir , comme la onzième gerbe lorsqu'ils travaillent à la moisson ; le seizième boisseau , lorsqu'ils battent en grange ; deux gros par jour , lorsqu'ils font d'autres ouvrages à la journée , ou un kreutzer par lieue , lorsqu'ils font des commissions. Ces taxes qui furent faites dans des tems où le boisseau de bled ne coûtait que 4 à 5 gros , & où un ouvrier pouvait vivre avec deux kreutzer par jour , ne sont plus maintenant proportionnées , avec le prix des autres marchandises , & sont beaucoup au-dessous de ce que pourrait gagner un homme libre. Cependant tous ces gens trouvent le moyen de vivre avec ces légères payes , & les fruits de leurs jardins ou de leurs champs. Ils sont très-utiles aux seigneurs. Car comme leur gain dépend du produit & de la fertilité de la terre , ils ont intérêt de cultiver avec soin des champs dont ils partagent les profits. On appelle habitans , ceux qui ne possèdent qu'une maison , qui vivent de quelque métier , ou travaillent à la journée , & paient une petite redevance au seigneur.

L'ÉTAT des fujets à l'égard des seigneurs, ressemblait assez à une véritable servitude. Le payfan n'avait presqu'aucun droit de propriété & d'héritage comme actuellement en Pologne. Il était obligé, pendant la plus grande partie de la semaine, de travailler pour son seigneur avec ses chevaux ou ses bœufs, & il lui restait fort peu de tems pour cultiver ses propres terres. Il suffisait d'une année de disette pour les abbattre & les ruiner. Les seigneurs prenaient, quand ils voulaient, les terres de ces malheureux. Alors les payfans étaient obligés de se faire manœuvres, valets, ou de se retirer en Pologne avec leurs bestiaux. La négligence, la paresse, tous les vices de l'esclavage naissaient naturellement de cette constitution barbare. C'est la propriété & la jouissance qui excitent les hommes à l'industrie.

LES souverains qui gouvernèrent la Silésie avant Frédéric, travaillèrent à mettre des bornes aux droits des princes, & à réduire sous leur puissance immédiate, les états & les fujets qui n'en dépendaient que médiatement. Mais il paraît qu'ils songèrent plus à affaiblir les états, qu'à rétablir les fujets dans les droits de liberté & de propriété naturelle. Leur premier

soin était de tirer de gros revenus du pays , on laissait à la province celui de la répartition & de la levée. Ainsi pourvu qu'ils tirassent l'impôt des terres , ils s'inquiétaient fort peu si ces terres étaient bien ou mal cultivées. Lorsque Frédéric fut maître de la Silésie , plusieurs terres de payfans se trouvaient sans cultivateur , entre les mains des seigneurs ; il ordonna qu'on formât des métairies de ces terres , & qu'on les donnât en toute propriété à des cultivateurs , avec des maisons , des bestiaux , & toutes les choses nécessaires à la culture. On s'imagine bien que les seigneurs ne goûtèrent point cette ordonnance. Plusieurs d'entre eux furent obligés de se défaire d'une grande partie de leurs terres , & d'y établir des payfans. Cependant tout fut exécuté à la lettre , & les chambres veillèrent avec soin à soutenir les droits de propriété des nouveaux cultivateurs.

UNE ordonnance de la même espèce , borna chaque payfan à la possession d'une seule métairie. Ceux qui en possédaient deux ou davantage , furent obligés de s'en défaire , & de les vendre à d'autres , ou d'y placer leurs fils s'ils étaient en âge de les cultiver. C'est un excellent principe dans l'administration , que toute

terre qui peut nourrir une famille ait un cultivateur particulier. Il fut défendu aussi aux bourgeois des villes de posséder des métairies à la campagne , & ceux qui en avaient furent obligés de les vendre à des payfans.

D'AUTRES ordonnances mirent des bornes à la dureté des seigneurs envers leurs payfans. Les gentilshommes , à l'imitation des Polonais , maltraitaient les payfans , & les rouaient de coups quand ils le jugeaient à propos. Frédéric donna à ces infortunés le droit de porter au gouvernement des plaintes contre les mauvais traitemens & les injustices des seigneurs. Il fut enjoint aux tribunaux , d'examiner ces plaintes , de citer les seigneurs pour y répondre , de punir la dureté & l'injustice de ces petits tyrans , & d'adoucir autant qu'il était possible le sort du cultivateur.

LA même ordonnance défend aux seigneurs de refuser aux payfans la liberté de quitter leur territoire , pour se marier ou aller s'établir ailleurs , pourvu qu'ils se rachetassent par une certaine somme fixée. Cette somme est d'un ducat par tête.

IL n'est aucun pays où les loix soient si favorables aux petits contre les puissans ; qu'elles

le furent dans les états prussiens , sous le règne de Frédéric. Il était difficile que les plaintes des petits fussent rejetées par des juges iniques & prévenus , dans un pays où tout le monde favait que le moindre sujet pouvait mettre lui-même ses plaintes entre les mains du souverain. On se trompe si l'on pense que toutes ces plaintes étaient jettées au feu. (26) Quelqu'en fût , la forme & le style , on les recevait , on les lisait , & on les envoyait aussitôt au ministre ou au département d'où dépendait l'affaire ; en mettant quelques mots en marge , pour servir d'instruction. Souvent on donnait en même tems un ordre du cabinet , qui enjoignait l'information & le rapport au Roi. Il n'en fallait pas davantage pour inspirer du soin & de la prudence aux commissaires , & de l'impartialité aux juges.

IL ne fallut que quelques années , en Silésie , pour faire exécuter toutes ces ordonnances , tandis que dans d'autres pays , on proposait des prix pour décider *s'il est utile d'assurer au paysan la propriété de ses biens & de son travail ?* Frédéric n'attendait pas le jugement des académies , dans des choses qui ont une influence si immédiate sur le bonheur des

hommes , & que l'habitude feule de la barbarie ou l'amour excessif des paradoxes peuvent faire révoquer en doute.

TOUTES ces ordonnances ont pour but l'augmentation de la population & l'amélioration du fort des gens de la campagne. Frédéric a veillé de même avec des foins paternels , à réparer leurs malheurs caufés par les orages , la grêle , les inondations , les incendies , les mortalités de beftiaux & autres accidents. (27) Il n'eft aucun pays où il y ait moins de mendiants , il n'en eft aucun où le gouvernement ait été plus attentif à prévenir & écarter la mifère des fujets. L'obligation morale de foulager les infortunés , eft devenue dans les états de Frédéric , un devoir commandé par la loi. Toutes les campagnes font divifées en certaines fociétés , dont chaque membre reçoit des fecours en argent , denrées , travaux , &c. , toutes les fois qu'il a effuyé quelque malheur ou perte confidérable. Si l'on ajoute à ces fecours , les remifes d'impôts qu'il reçoit pendant quelques années , argent comptant , on concevra qu'il doit être bientôt en état de réparer fes pertes , & de fe rétablir dans fon premier état. Un confeiller provincial examine chaque fois

& estime le dommage. Après cela , il en fait rapport à la chambre , qui décide de la nature du dédommagement, & qui a soin qu'il soit payé. Toutes ces choses ne causent aucunes dépenses particulières. Dans l'espace de quelques mois , il faut que les bâtimens incendiés soient relevés , & la culture des terres n'en souffre aucune interruption.

ON veille aussi avec beaucoup de soin , à prévenir les incendies. Dans chaque village il y a une pompe , & chaque particulier est obligé d'entretenir chez lui un certain nombre de seaux de cuir , & d'autres instrumens propres à éteindre le feu. Toutes ces choses sont visitées chaque année par les conseillers provinciaux , & on en fait une liste exacte que l'on envoie aux chambres. Lorsque quelqu'un ne se trouve pas en règle , les conseillers provinciaux en répondent.

ON a observé qu'on peut juger du degré de culture d'un peuple , & du prix qu'il met à des habitations fixes , par les soins qu'il prend contre les incendies. Dans une grande partie de la Silésie , située sur les confins de la Pologne , les maisons des villages , & même de plusieurs villes , sont formées de troncs d'arbres

posés les uns sur les autres , & couverts de paille ou de bardeaux. On n'y trouve point de cheminées de pierre ou de maçonnerie. On a été obligé , dans cette contrée , de défendre sous des peines corporelles , de porter dans les granges , écuries & autres endroits couverts de pailles , des coupeaux allumés , ou des chandellés sans lanterne ; de faire sécher le lin & le chanvre dans les maisons ; de garnir les poiles de toile , & d'autres matières inflammables ; de fumer près des toits de pailles , granges , ou dans les bois. Toutes ces défenses supposent une négligence bien extraordinaire , & on dirait que le peuple , pour lequel elles ont été faites , fort à peine de l'état de peuple pasteur ou chasseur , & qu'il ne fait que commencer à connaître les avantages de l'agriculture , de la société & des habitations fixes. Les habitations des gentilshommes de cette contrée , sont presque toutes de la même architecture , & les barons demeurent , comme dans plusieurs villages de Pologne , pêle-mêle avec leurs chevaux , leurs cochons , leurs bœufs & leurs moutons. (28)

PENDANT le règne de Frédéric , les ordonnances de ce sage monarque , & les soins

infatigables des chambres , font parvenus à faire substituer aux tuyaux de bois , des cheminées de maçonnerie ; ou du moins il a été défendu de construire les nouvelles maisons selon l'ancienne méthode. Dans tous les villages, on trouve maintenant des fours de maçonnerie , & des endroits particuliers pour faire sécher le lin , le chanvre & les fruits.

IL est aisé de conclure de ce que nous venons de dire , que les villages de ces contrées sont entourés de forêts. Tout ce pays est couvert de bois , & les villages sont comme des places au milieu d'une forêt où l'on a élevé des habitations. Ces bois humides , & la négligence des habitans , sont funestes aux bestiaux. On ne nourrit point les bœufs & les vaches dans les écuries ; dès que l'herbe paraît, on les envoie paître dans des bois & des taillis marécageux. Il arrive souvent de-là , qu'ils n'ont pas assez de nourriture , & que la rosée , les brouillards , les exhalaisons , les boursiers , la chaleur & l'humidité leur causent toutes sortes de maladies. Presque tous les huit ou dix ans , ces bestiaux meurent tous dans ces cantons. Le gouvernement tâche de réparer les pertes , de ces mortalités par des compagnies d'assurances ;

ce qui, joint aux remises des chambres, soulage les habitans dans ces calamités. Mais aussi ces soulagemens sont peut-être une des causes qui entretiennent la négligence des payfans , & qui augmentent le mal. Cependant on a publié des ordonnances sur la manière de traiter les bestiaux , & d'éviter les contagions ; & toutes les fois qu'il y a une mortalité , le conseiller provincial & le médecin du cercle font ouvrir quelques-uns de ces animaux , pour examiner si le mal vient d'une véritable contagion ou de la faute des payfans. Dans ce dernier cas , on refuse toute espèce de dédommagement & de remise. Des médecins établis dans chaque cercle, sont chargés de veiller en même tems à la santé des hommes & à la conservation des bestiaux , & de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour bien remplir ce double devoir. Ils sont payés par le Roi.

EN général , dans les cantons protestans , on trouve des campagnes mieux cultivées , des bestiaux mieux entretenus. Les cantons de Glogau, Ligniz , Breslau, Brieg , & Cœls, dont la plus grande partie des habitans sont luthériens , offrent des campagnes aussi bien cultivées que dans aucune autre contrée de l'Allemagne. Le

produit des terres y est compté à fix boisseaux sur un. Les chevaux & les bêtes à corne y sont forts & robustes ; & aucun coin de terre n'y reste sans culture. Mais dans la haute-Silésie , à l'exception de Leobschütz & sur les confins de la Pologne, le rapport des terres n'est fixé qu'à trois boisseaux sur un ; & le profit d'une vache , qu'à trois écus par an. Les bestiaux y sont petits , les chevaux faibles , & on ne donne aux terres qu'un très-léger labour.

QUOIQUE on trouve dans la nature même du sol, la principale raison de cette différence, il est certain cependant que l'abus de la religion y a eu aussi quelque'influence. Les Silésiens avaient une quantité considérable de fêtes qui arrêtaient pendant une grande partie de l'année les bras des cultivateurs. Les évêques & les Papes qui ordonnèrent ces jours de repos, ne s'imaginaient pas combien il faut que le villageois travaille pour nourrir sa famille. Une quantité de chapelles & de pèlerinages, attiraient sans cesse le laboureur hors de ses foyers ; il abandonnait ses champs, & allait dépenser sur les chemins le fruit de ses travaux précédents. Supposons que 50,000 hommes, aient perdu

par an chacun deux jours de travail seulement, pour les consacrer à ces pèlerinages; c'est bien le moins assurément. La perte causée par la célébration des fêtes des saints, était bien plus considérable encore. Dix fêtes seulement dans l'année, suspendaient le travail de 500,000 hommes au moins. Ainsi deux pèlerinages & dix fêtes dans l'année, suffisaient pour retrancher à l'agriculture 5 100000 de journées. Mettons chaque journée à deux gros seulement, (environ 6 sous) & nous trouverons que Frédéric, en défendant ces pèlerinages & en abolissant les fêtes superflues, a procuré à la province un avantage annuel de 637500 florins. Sans compter la somme assez considérable que ces dévots pèlerins dépensaient dans les pays étrangers où ils allaient visiter les chapelles. L'exemple de Frédéric a influé sur les provinces voisines, & plusieurs états catholiques ont aboli les fêtes.

FRÉDÉRIC, dès le commencement de son règne en Silésie, a travaillé à augmenter le ressort de l'agriculture par la population & la consommation qui en est une suite nécessaire. Les garnisons, l'établissement des nouvelles fabriques dans les villes, & des colons étran-

gers dans les campagnes, sont les moyens qu'il a cru devoir employer. Les garnisons ont fait naître une nouvelle circulation d'espèces dans plus de 50 villes, & ont procuré à l'agriculteur de nouveaux débouchés pour ses denrées. Depuis la guerre de 30 ans, le prix des denrées est haussé d'un tiers en Silésie, la fertilité des terres y est augmentée d'un tiers, la population y est plus grande d'un tiers.

LES colonies les plus considérables sont établies dans la haute-Silésie. Elles forment des villages & des hameaux au milieu des forêts. Elles sont composées en grande partie d'allemands; on ne reçoit des Polonais que dans les contrées tout-à-fait allemandes. Le but de cet arrangement est d'opérer quelque changements dans les mœurs, dans le langage & dans l'agriculture des habitans qui sont encore tout-à-fait Sarmates.

ON donne à chaque colon, une maison avec une écurie & une grange, 12 à 20 arpent de terres à défricher ou prés, un jardin d'un arpent, & le bétail nécessaire. Le colon propriétaire de ce bien, est exempt de corvées, ainsi que du service militaire, lui & les fils qu'il a amenés

amenés dans le pays , & il ne paie aucun impôt pendant quelques années.

LORSQUE Frédéric eut élevé dans les forêts de ses domaines autant de nouveaux villages que la prudence le permettait , il excita les seigneurs des terres à imiter son exemple. Chaque seigneur qui établissait un colon étranger sur ses terres , de la même manière que le Roi dans ses domaines , recevait de la caisse royale , une gratification de 150 écus. Ce dédommagement est assez considérable dans des contrées où les terres & la main d'œuvre sont à vil prix. Le Roi exige que ces colons soient exempts de tout service , & que leur terre leur soit assurée à titre de propriété héréditaire. Un village de colons devait avoir au moins 6 métairies.

AFIN d'augmenter aussi dans la province , le nombre des manœuvres & des autres ouvriers , le Roi donnait aux seigneurs pour chaque nouvelle maison avec un jardin , 70 écus , lorsqu'ils avaient eux-mêmes le bois de charpente , & 100 écus quand ils n'en avaient point. Après les années de franchise , ces colons ne payaient qu'une légère redevance au seigneur , & un léger impôt à la caisse royale. Dans tout le reste , ils étaient absolument libres.

DE cette manière, on a vu quelques années après la guerre de sept ans , plus de 250 nouveaux villages , & plus de 2000 nouveaux établissemens d'agriculteurs , fabricans ou autres ouvriers. Comptant chaque village, l'un portant l'autre à 15 feux feulement ; & chaque famille à 4 perfonnes , on trouvera , en y comprenant les nouvelles maifons d'habitans , un nombre de 17000 colons , dont les trois quarts du moins font étrangers.

QUOIQUE , comme nous l'avons dit , on ait effayé dans quelques domaines royaux feulement , de partager les terres entre des payfans cultivateurs ; les chambres royales ont toujours eu pour principe , qu'il eft avantageux pour le fouverain , pour l'agriculture & la population , que les gentilshommes , & les autres propriétaires de terres , partagent leurs terres entre un grand nombre de cultivateurs , à titre de propriété , ou à bail amphithéotique. Elles favorifent toujours ces fortes d'arrangemens , & y encouragent même les propriétaires.

UNE preuve fenfible que l'agriculture n'eft pas encore parvenue à fa perfection dans la Siléfie , c'eft qu'on n'enfemence chaque année que les deux tiers des terres de la province , & qu'un

tiers reste en jachères. Chaque cultivateur divise ses terres en trois parties, dont l'une se nomme, terres d'hiver, l'autre terres d'été, & la troisième jachères. Dans les terres d'hiver ainsi nommées parce qu'on les ensemeince avant l'hiver, on sème du seigle & du froment. Dans les terres d'été que l'on ensemeince avant cette saison, on sème de l'orge, de l'avoine, du millet, du lin, &c. Les jachères ne sont point ensemeincées. Elles restent deux ans sans culture, pour se reposer; & on y mène paître les troupeaux. Mais on voit que les bestiaux y trouvent rarement une bonne nourriture, & que ce repos n'augmente guère la fertilité. Presque toutes les terres de la Silésie sont bonnes, & cependant en déduisant ce repos des jachères, elles rapportent à peine 4 boisseaux sur un boisseau de sèmençe. En Angleterre, dans les Pays-Bas & dans les contrées du Rhin, la récolte est médiocre, quand les terres ne rapportent que 12 boisseaux sur un. En faut-il davantage pour prouver que ces jachères sont moins avantageuses que la marne & le fumier.

IL est aisé de voir que cet arrangement tire son origine des tems, où le pays était peu peuplé. Si la Silésie avait assez de cultivateurs

pour que chacun d'eux, ne pût, comme chez les Romains, posséder que sept arpents; on se garderait bien de laisser des jachères; & ces sept arpents rapporteraient sûrement plus qu'à présent 50. (29) A la Chine, près de Londres & dans les fauxbourgs de Breslau où trente arpents de terre content jusqu'à 10,000 écus, & où il n'y a point de jachères; un arpent suffit pour faire vivre une famille entière.

CETTE distribution des terres, est un des plus grands obstacles de l'agriculture en Silésie. Elle partage la terre de chaque cultivateur, en trois longs morceaux, & lui ôte le moyen d'en tirer tout le profit possible. Les parties les plus éloignées sont ordinairement mal cultivées & rarement fumées. Il est ordonné de labourer les jachères au mois de juin, mais communément l'ordonnance n'est pas exécutée, parce que c'est le tems où le fourrage manque, & où l'on a le plus besoin des jachères pour la nourriture des bestiaux.

UNE autre preuve du retard de l'agriculture en Silésie, ce sont les communes ou cantons entiers, où l'on ne recueille ni bled ni foin, & qui servent de pâturages communs à un ou à plusieurs villages. Il est prouvé que ces

communes ne fournissent pas aux bestiaux une nourriture suffisante, & qu'elles sont par conséquent sans utilité. Si ces terres étaient partagées entre les habitans des communautés, chacun pourrait entourer sa part d'une haie, la faire valoir en bled ou en herbe, & se procurer par-là dix fois plus de bon fourrage pour nourrir ses bestiaux dans l'écurie, que ces bestiaux n'en trouvent de mauvais dans ces communes.

LE Roi & les chambres n'ignoraient point ces défauts préjudiciables à l'agriculture. Il est certain que par une loi agraire, telle que la loi *Licina*, (30) qui bornerait les terres des payfans à la moitié de ce qu'ils possèdent actuellement, on parviendrait en peu de tems, à perfectionner la culture des terres, & à augmenter considérablement leur rapport. Mais il est bien des choses dont un peuple libre peut s'imposer la loi, qui, ordonnées par un monarque, seraient regardées comme des actes de despotisme & des atteintes à la propriété des citoyens. Frédéric sentit cette vérité; il se contenta donc d'exciter par des exemples & des récompenses, les agriculteurs eux-mêmes à corriger les abus de l'agriculture, à cultiver

de nouvelles productions, en un mot, à perfectionner la culture de leurs terres. Il a fait voyager à ses frais, plusieurs économistes en Angleterre, dans les Pays-Bas & dans d'autres pays; afin qu'ils étudiaffent les meilleurs moyens de perfectionner l'agriculture, & qu'ils les enseignassent ensuite à leurs concitoyens. On a placé des cultivateurs étrangers dans les domaines royaux, pour donner l'exemple d'une bonne agriculture, pour cultiver des productions inconnues dans la province, & en faire connaître l'utilité & l'usage. On a fait un devoir aux chapîtres & aux couvents, de faire dans leurs vastes possessions des essais & des expériences de cette nature. (31) Lorsque le Roi confirmait l'élection d'un nouvel abbé, il lui imposait ordinairement pour condition, un certain nombre d'améliorations relatives à l'agriculture, telles que de planter des vignes, des chênes, des muriers, des pommes de terre, de faire quelques expériences sur la culture du lin, sur la laine des moutons, de faire venir des étalons de Prusse, des cultivateurs du Magdebourg, des vaches d'Ostfrise, des tourbiers de Westphalie, des ouvriers en soie de France, & autres choses de cette espèce.

Un moine qui désire de devenir abbé, se soumettait volontiers à toutes ces conditions ; mais l'exécution ne répondait pas toujours exactement aux promesses. Cependant peu à peu , les productions nouvelles se répandent dans le pays , on apprend de nouvelles méthodes & de nouveaux arts , peu à peu les préjugés & l'ignorance disparaissent. On trouve des vignes fertiles dans des contrées , où l'on ne voyait, il y a vingt ans, que des côteaux couverts d'un fable aride. A la vérité , le vin n'en est pas excellent ; mais du moins on tire parti d'une terre que l'on ne pourrait employer autrement, & ce vin est toujours très-utile dans une province qui n'en produisait point auparavant. (32)

ON a découvert de la marne & de la tourbe dans quelques contrées de la Silésie ; & on a appris à en faire usage. Le succès des muriers & des vers à soie a prouvé que ces productions ne sont pas destinées par la nature , à ne croître qu'en Chine & en Perse ; & on a vu aussi que les pommes de terre peuvent se reproduire au Nord de l'Europe comme au midi de l'Amérique. Il y a 30 ans qu'on fut obligé de publier des ordonnances & des avertissements pour faire recevoir l'usage de cette plante. Tels sont les

heureux effets des expériences & de l'exemple dans l'économie rurale.

QUANT aux communes , aux pâturages communs , & à la division des terres en trois portions , le Roi n'a pas voulu employer son autorité pour faire des changements ; mais il a fait proposer des prix pour ceux qui se conformeraient à ses intentions patriotiques. On a nommé à cet effet des commissions composées de gens de justice , d'économistes & d'arpenteurs , qui se chargent de faire le partage des communes , quand les communautés veulent y consentir. L'ordonnance qui a fait cet établissement & recommandé ces partages est du 14 avril 1771.

SI le passage de l'état de peuple Nomade , à l'agriculture , est le second degré de civilisation ; on peut dire que le partage , de chaque terre & la liberté de chaque cultivateur de faire valoir sa terre à son profit , est le dernier degré , qui conduit à la perfection de l'agriculture. Il n'y a que quelques années encore , qu'on était si éloigné en Silésie de cet état , que l'ordonnance qui ordonna ces partages , passa dans la province pour une chose très-extraordinaire , & produisit un étonnement général. Cette

ordonnance ressemble à la vérité à une loi agraire, mais le ton dans lequel elle est conçue, montre assez que le gouvernement tâche d'opérer l'abolition des communes, moins par des ordres, que par des voies de persuasion. (33) Comme presque tous les seigneurs des terres ont le droit de faire paître leurs troupeaux sur les terres de leurs payfans, & que les bestiaux font la plus grande partie de leurs revenus, on peut s'imaginer quelles difficultés on éprouva de leur part pour les faire consentir aux partages des communes, & à voir chaque payfan clore ses terres. L'exemple de l'Angleterre & de plusieurs autres pays, où il n'y a point de communes, où chaque payfan nourrit ses moutons dans son enclos, & où le seigneur tire un grand profit de ce bétail, n'est pas encore assez senti en Silésie pour être imité généralement.

CEPENDANT ce qu'on a fait à produit un commencement de lumières & d'attention dans l'économie rurale, & c'est déjà beaucoup d'avoir pu porter le cultivateur à faire des essais, & de l'avoir disposé à renoncer à sa routine pour imiter de bons exemples. Les soins du gouvernement ont fait naître dans quelques bons esprits l'amour d'une science qui attirait

l'attention & les récompenses du souverain. Il s'est formé en Silésie une société d'économistes, qui publièrent par la voix de l'impression , le résultat de leurs expériences & de leurs améliorations. Les progrès augmentent de jour en jour , & si le gouvernement continue ce que Frédéric a si bien commencé , la Silésie ne le cédera bientôt , dans cette partie , à aucune contrée de l'Europe.

APRÈS le bonheur d'avoir un bon Roi , il n'en est point de plus grand pour un état que celui d'avoir un bon ministre. Schlabrendorf , ministre de Frédéric en Silésie , doit partager avec son maître la reconnoissance de la province. Pendant la guerre de sept ans , il accoutuma les Silésiens à se soumettre ponctuellement aux ordres du Roi. Cette rigueur nuisible à bien des égards , établit cependant les points les plus essentiels des réformes que l'on voulait introduire. C'est lui qui établit le droit d'hérédité pour les terres des payfans , qui plaça des cultivateurs dans les terres abandonnées , & qui empêcha qu'un cultivateur eût plus d'une métairie. Si la propriété d'une terre n'est pas assurée à celui qui la cultive , on ne peut attendre de lui ni foins ni industrie. Carmer ,

ministre de la justice en Silésie, a fait pour le bien des seigneurs, ce que Schlabrendorf avait fait pour celui des payfans. Il a formé une société d'économistes & de naturalistes qui s'occupent sans cesse des progrès de l'agriculture, & il établit une banque de crédit, qui eut les suites les plus heureuses pour les gentilshommes de la province.

UNE grande partie de ces gentilshommes, possesseurs de terres en Silésie, avaient été ruinés par la guerre de sept ans, par la révolution des monnoies, & plus encore par un luxe excessif. Ils étaient pauvres & chargés de dettes. Après la guerre, ils se trouvaient hors d'état de faire valoir leurs terres; & des créanciers avides se disputaient leurs dépouilles dans les tribunaux. Carmer, comme chef de la justice, sentit toute l'étendue du mal & forma le projet d'y remédier. Il s'agissait de mettre un frein à l'avidité des usuriers; voici comme il s'y prit. Il engagea tous les états ou possesseurs des terres seigneuriales dans la province, de se réunir & de former une société, dont tous les membres répondant réciproquement pour le corps, feraient naître & entretiendraient un crédit public. On établit à Breslau, une chambre

à cet effet , nommée *collège des états* , & on forma une caisse d'emprunt. Sur cette garantie commune , la société reçoit les capitaux de ceux qui veulent placer d'une manière sûre des fonds sur des terres , & par ce moyen elle se trouve en état de prêter à ceux qui cherchent de l'argent sur leurs terres. Cependant pour la sûreté de la société , le prêt ne passe jamais la moitié de la valeur de la terre hypothéquée. Ainsi avant tout , la terre est estimée par des gens nommés par la société ; après cela on fait pour la somme empruntée des lettres que l'on nomme en allemand *lettres de cuir* (*lederne Briefe* ,) parce qu'elles sont imprimées sur du parchemin. Une lettre de cette espèce est une obligation , où l'on met le nom du bien hypothéqué , & l'attestation des jurés qui l'ont estimée. On divise ces lettres en diverses sommes depuis 100 jusqu'à 1000 écus ; ceux qui déposent de l'argent à la banque , reçoivent un nombre de ces lettres pour la somme qu'ils présentent , & ces lettres leur servent par-tout comme de l'argent comptant. Le porteur reçoit tous les six mois , en les montrant , la rente des sommes qu'elles portent. Au commencement , l'intérêt était à 5 pour cent ; & quelque tems

après , on eut tant d'argent , qu'on le mit à 4 $\frac{3}{4}$ pour cent.

LE possesseur d'une lettre de cuir , n'a rien à démêler avec le propriétaire de la terre hypothéquée , c'est à la société seule qu'il a à faire ; c'est elle qui lui paie la rente & le capital lorsqu'il le redemande. La société lève tous les fix mois , sur ses débiteurs , l'intérêt de l'argent qu'elle leur a prêté. Quand ces intérêts ne sont pas payés exactement , elle a le droit de mettre la terre en séquestre pour la faire administrer , & de ne donner au propriétaire qu'une somme modique pour son entretien. Si une terre est vendue à cause de ses dettes , la société a la préférence sur les autres créanciers , en vertu de ses hypothèques , & elle prélève sa somme sans entrer dans aucun procès.

AU commencement la société tâcha de trouver de l'argent chez les Hollandais , les Génois & les Suisses , afin d'être en état de réaliser les obligations , à la demande des créanciers. Mais ces républicains firent trop de difficultés , & la banque s'aperçut bientôt qu'elle pourrait se passer de l'argent des étrangers. Frédéric lui prêta quelques tonnes d'or à 2 pour cent ; & la banque fut chargée de distribuer tous les ans le

revenu de cette somme , à des pauvres veuves ou filles d'officiers. Maintenant on a plus de capitaux que l'on n'en veut ; & le capitaliste n'a pas de moyens plus sûrs pour placer son argent.

L'AVANTAGE de cet établissement est sensible. Les gentilshommes qui étaient obligés auparavant d'emprunter des usuriers depuis 6 jusqu'à 10 pour cent , trouvent maintenant à la banque de l'argent à $4 \frac{3}{4}$ pour cent ; & ils ne dépendent plus des ruses & de la dureté d'un usurier fripon. D'un autre côté , les capitalistes trouvent dans cet établissement le moyen de placer leurs fonds sans aucun risque ; ils reçoivent leur intérêt avec exactitude , & ils n'ont aucun procès à craindre. Un autre avantage encore , c'est que les gentilshommes apprennent à mettre des bornes à leurs dépenses , & s'occupent davantage à la culture de leurs terres. Ils ne peuvent guère emprunter sur leurs terres au delà de la moitié de leur valeur , car quoiqu'il ne soit pas défendu aux propriétaires d'emprunter outre cela de l'argent à des particuliers , on sent bien qu'il se trouve peu de capitalistes qui veuillent leur confier leur argent , même au plus haut intérêt. De

cette manière , les gentilshommes se trouvent comme forcés d'augmenter par une bonne administration , les revenus de leurs terres , & de mesurer leurs dépenses sur ces revenus. A peine trouve-t-on aujourd'hui en Silésie quelques-uns de ces gentilshommes parasites , si communs autrefois , qui , après avoir mangé tout leur bien , couraient de châteaux en châteaux , pour vivre aux dépens des autres. Plusieurs jeunes gentilshommes prennent maintenant autant de plaisir à l'agriculture & à l'embellissement de leurs terres , que leurs pères & leurs grands pères en prenaient autrefois , à dépenser tous leurs biens , en profusions , voyages , repas , chasses & autres choses de cette espèce.

LA caisse de crédit diminua tellement le nombre des procès , que plusieurs avocats furent obligés de renoncer à leur état , & de chercher quelque autre moyen de subsistance. Jamais le succès & l'utilité ne justifia si promptement un établissement. *Les lettres de cuir* , furent au commencement l'objet de la satire & des plaisanteries ; (34) mais bientôt les plaisants eux-mêmes furent bien aises d'y avoir recours. Cet

établissement a été imité aussi dans plusieurs autres provinces des états prussiens.

FRÉDÉRIC ne fut pas moins attentif, dès le commencement de son règne, à augmenter le nombre des villes en Silésie. On y en trouve autant à proportion, que dans la Hollande. Plus de 50 villes sont fermées de murs ; & il y a outre cela, 50 villes ouvertes ou bourgs à marchés dont les habitants vivent des métiers, des fabriques, & de l'agriculture. Toutes ces villes sont distribuées de manière, que les villages circonvoisins peuvent aisément apporter les denrées à leurs marchés. Les villes les plus considérables, telles que Breslau, Schweidnitz, Brieg, Lignitz, Glogau, Hirschberg, Glatz, Bunzlau & d'autres, appartiennent immédiatement au Roi, & se distinguent des autres par la population, l'industrie & des revenus publics assez considérables. Dans les autres, les droits des seigneurs sont bornés de manière qu'ils ne peuvent guère faire que le bien, & que toute espèce de vexations est interdite.

LES moyens que Frédéric employait pour attirer dans les villes de nouveaux artisans, pour augmenter la population & l'industrie, pour les décorer de bâtiments réguliers, étaient
l'argent,

l'argent , la protection , les gratifications & la liberté de religion. Nous allons rapporter quelques-uns des avantages que l'on fe fait offrir dans les papiers publics aux étrangers qui viendraient s'établir dans les villes.

LE droit de bourgeoisie & de maîtrise , gratis.

L'EXEMPTION de tout impôt & charges publiques pendant quelques années.

L'EXEMPTION d'enrôlement pour eux & les fils qu'ils amèneraient dans le pays.

DES avances de la caisse royale pour acheter des métiers & des outils.

ON offrait à ceux qui voudraient bâtir des maisons, une place gratis, une partie des matériaux, & on leur remboursait le quart des frais de main d'œuvre. On mettait cependant pour condition que ces maisons seraient construites en maçonnerie, & d'après un plan prescrit par le Roi ; de manière qu'elles n'eussent pas tant à craindre des incendies, & qu'elles servissent en même tems à l'embellissement des villes.

LORSQUE Frédéric fit la conquête de la Silésie , il était rare de trouver dans les villes des maisons de maçonnerie. Les grandes rues mêmes étaient formées par des maisons de

bois, couvertes de bardeaux. Maintenant, dans la plupart des villes, on trouve des rues entières bordées de maisons de pierre, & il ne reste plus que quelques masures dans les petites rues, qui soient couvertes de bardeaux. Dans les villes voisines de la Pologne, où les maisons sont faites ordinairement avec des troncs d'arbres, posés les uns sur les autres, on trouve aussi un grand nombre de maisons de pierre. Presque toutes ces maisons ont été bâties aux frais du Roi, qui les vendait à très-bas prix aux étrangers, qui venaient s'établir dans le pays.

LES chambres sont attentives sur les biens & les revenus des communautés des villes. Quelques-unes ont 10, 20, & jusqu'à 50 mille écus de rentes. Cet argent est destiné à la paie des conseillers & des autres officiers municipaux, ainsi qu'à l'entretien des travaux & établissements publics. L'administration générale est entre les mains du conseil de la ville, & des notables ou anciens bourgeois; mais c'est la chambre royale qui lève ces revenus, qui paie les dépenses & qui fait les comptes.

QUOIQUE les villes ne puissent guère être considérées comme des enfants orphelins,

puisque le conseil qui leur sert de père, ne cesse jamais de subsister, les loix romaines ont pourtant cru contribuer au bonheur des cités en les comparant à des pupilles. (35) Ainsi à l'égard de leurs droits, & de leurs biens communs, elles dépendent de la tutelle suprême du souverain. Ces loix furent causées sans doute par l'ignorance ou la mauvaise foi des conseils, qui n'ont travaillé souvent qu'à la ruine des villes, dont ils devaient favoriser le bien-être. Celles qui, sous le règne de Charles VI, avaient l'administration entière de leurs revenus, justifient cette opinion. Ordinairement une partie de ces revenus étaient dissipés en fêtes, divertissements, repas, &c. Ces abus excitaient sans cesse des plaintes & du tumulte parmi le peuple. Dans un grand nombre de petites villes, les communautés étaient obligées, de lever des contributions pour payer les magistrats; & lorsqu'il s'agissait de la moindre dépense publique extraordinaire, les caisses faisaient des dettes, sans s'embarrasser de la manière dont elles pourraient les payer. Plusieurs villes engagèrent leurs fonds, d'autres en abandonnaient le produit à leurs créanciers, & se privaient ainsi de tout moyen d'amélioration.

Sous le règne de Frédéric, tous ces abus ont disparu. Les biens des villes & leurs revenus sont administrés sous les yeux des chambres royales, avec autant d'ordre & d'exactitude que les domaines & les caisses du Roi. Au commencement de l'année, chaque ville est obligée de donner à la chambre un état de la recette & de la dépense. Les chambres sont examiner ces états par des commissaires & des experts, qui font leur rapport, & décident de l'utilité des choses proposées. En conséquence de ce rapport, la chambre approuve ou change.

AUCUN magistrat ne peut, sans le consentement de la chambre, dépenser dix écus au delà de l'état fixé. Les villes ne peuvent faire aucun marché, contrat, bail ou autre acte de cette espèce, sans que la chambre ait donné son agrément, même avant le conseil ou les anciens ; & la chambre ne donne son consentement qu'après s'être convaincue si la chose est utile ou non. Ordinairement les commissaires de la chambre, doivent résider dans les villes de leurs départements, afin de pouvoir veiller à l'ordre & à l'exactitude. De cette manière, les biens & les revenus des villes ne

peuvent être employés qu'à des choses utiles au bien public , & conformes aux vues du souverain.

FRÉDÉRIC a poussé plus loin encore ses soins pour l'augmentation du bien-être des villes. Les communautés des villes qui sont obérées par des accidents ou surchargées de dettes , reçoivent de la caisse royale , les capitaux dont elles ont besoin , pour se libérer , ou mettre ordre à leurs affaires. Ces avances se font ordinairement sans intérêt , & le remboursement s'opère d'une manière si insensible , qu'il peut se tirer peu à peu des épargnes , sans gêner les dépenses nécessaires.

CES sages arrangements ont tellement remédié aux maux & aux abus , que l'on trouve maintenant peu de villes endettées , ou qui offrent encore des traces des malheurs de la guerre ; & leurs biens sont en meilleur état qu'auparavant. Lorsque le Roi fit la conquête de la Silésie , plusieurs villes offraient encore une quantité de places incendiées , dont on n'avait pas rebâti les édifices ; & elles étaient chargées de dettes considérables , restes funestes de la guerre de 30 ans.

DANS un pays où les maisons de la plupart des villes , ainsi que celles des campagnes sont de bois , où la couverture est faite avec des bardeaux , & les cheminées avec des planches , le feu doit être un ennemi redoutable pour les habitans. On ne trouvera donc pas incroyable que dans les vingt premières années du règne de Frédéric , & sur-tout pendant la guerre de sept ans , plus de la fixième partie des villes de Silésie aient été brûlées en tout ou en partie.

LE gouvernement a fait des établissemens qui préviennent les accidents , ou qui en réparent les malheurs , en faisant contribuer toutes les autres villes , pour mettre les incendiés en état de rebâtir leurs maisons. Pour cet effet , on a défendu les maisons & les cheminées de bois , ainsi que les couvertures de bardeaux ; & on a tenu la main à l'exécution de cette défense. Dans chaque ville , un conseiller particulier qui porte le titre de *Bourguemestre du feu* , est chargé d'avoir soin de tout ce qui concerne les précautions ou les secours ordonnés contre le feu. Pour engager à exécuter les ordonnances , on a établi des punitions & des récompenses. L'attention des chambres s'étend jusqu'au nettoiemment des cheminées. Chaque ville,

chaque cercle doivent avoir un certain nombre de ramoneurs , qui s'engagent par contrat , à ramoner toutes les cheminées un certain nombre de fois , pour un certain prix. La police , & sur-tout le bourguemestre du feu , sont chargés de faire des visites fréquentes pour examiner si les cheminées sont ramonées exactement ; & si les instruments destinés à éteindre les incendies sont en bon état & en nombre suffisant.

TOUTES ces précautions ne sauraient cependant prévenir tous les accidents. On a établi une caisse commune de dédommagement , sous la direction des chambres , pour donner des secours à ceux qui ont eu le malheur d'être incendiés. Cette caisse paie à l'incendié le prix de sa maison , tel qu'il l'a fixé lui-même sur le cadastre. Le cadastre est un livre qui contient la liste de toutes les maisons des villes , avec les prix auxquels les propriétaires eux-mêmes les ont estimées. Lorsqu'une maison est brûlée , on tire la somme à laquelle elle est taxée , de tous les membres de la société , à proportion du prix qu'ils ont mis à leurs maisons ; & cette somme est envoyée à l'incendié. Tout cela se s'opère sous l'inspection de la chambre , qui fait examiner les comptes , & qui a soin que l'argent

donné aux incendiés ne soit pas employé à d'autres usages qu'à la reconstruction de leurs maisons. Cependant comme les dédommagements de la société ne suffisaient pas pour construire des maisons de pierre, le Roi a rebâti à ses dépens presque toutes les maisons des villes qui ont été brûlées pendant son règne.

FREDÉRIC a fait à l'égard de la religion des changements aussi utiles que dans les autres parties. Lorsqu'il fut maître de la Silésie, il réforma les abus sans porter atteinte à la liberté.

LA conquête de la Silésie causa une révolution dans cette province, par rapport à la religion; mais elle ne fut pas telle que l'avaient espéré les protestants, & que l'avaient craint les catholiques. Sous un gouvernement monarchique, rien n'est plus naturel qu'une religion dominante; & on pense ordinairement que cette religion dominante doit être, ou sera celle du souverain. Cette idée avait inspiré des craintes aux catholiques, & des espérances aux protestants. Ces derniers pensaient qu'un prince de leur religion ne manquerait pas de faire dominer sa croyance dans une province conquise, & qu'il opprimerait sans pitié les catholiques qu'ils haïssaient. On ne pouvait encore se

former l'idée d'un Roi qui regardait comme des préjugés , tout ce qui ne tient pas immédiatement à l'essentiel de la religion ; & qui croyait que toutes les cérémonies , tous les cultes qui n'étaient point contraires aux principes du gouvernement , pouvaient être admis & tolérés sans conséquence.

FRÉDÉRIC leva les obstacles qui arrêtaient ou gênaient les protestants dans l'exercice de leur religion , & il laissa aux catholiques la liberté entière de leur culte. Les premiers eurent de nouvelles églises & de nouveaux ministres ; les derniers conservèrent leurs prêtres , auxquels on ôta seulement le pouvoir de tourner contre leurs frères , les effets d'un zèle mal entendu. Catholiques , luthériens , calvinistes , schwencfeldiens , (36) hussites , hermites , grecs , juifs , en un mot , toutes les croyances , toutes les sectes , toutes les religions furent obligées , sous le sceptre de Frédéric , de se tolérer & de vivre en paix. Ce prince déclara sa volonté à cet égard en mettant le pied dans la Silésie. Une quantité de candidats ecclésiastiques suivaient son armée , & on voyait s'élever des églises protestantes , à mesure que ses armes pénétraient dans la province. (37)

LA conquête de la Silésie n'était pas encore achevée, qu'il publia un édit pour rappeler, dans cette province, les Schwencfeldiens, qui en avaient été chassés. (38) Les frères Moraves, & les disciples du comte de Zinzendorf, reçurent en 1743 la permission de s'établir en Silésie, d'y former des communautés particulières, & de ne dépendre que de leurs évêques dans les affaires de religion.

AU commencement, le zèle des protestants à bâtir de nouvelles églises, était si ardent, que Frédéric crut nécessaire d'y mettre des bornes, dans la crainte que les paroisses ne pussent suffire aux dépenses des bâtiments, & à l'entretien des prêtres. Le Roi avait promis de laisser les catholiques dans l'état où il les avait trouvés, (*in statu quo*) de sorte que dans les endroits où l'on bâtissait des églises luthériennes, & où on mettait de nouveaux prêtres, les habitans luthériens étaient obligés de payer comme auparavant aux curés catholiques la dixme & les autres contributions paroissiales, & d'entretenir outre cela leurs églises, leurs prêtres & leurs écoles luthériennes. On s' imagine bien qu'à la fin ces contributions durent paraître onéreuses.

EN conséquence du *statu quo*, les catholiques gardèrent toutes les églises, & biens ecclésiastiques qu'ils possédaient, lors de la conquête de la Silésie: ils avaient plus de 2000 églises dans la province, & les protestants n'avaient que 400 anciennes cures. Afin de mettre de l'égalité dans les charges on ordonna que les habitans catholiques des paroisses protestantes payeraient les droits aux ministres protestants, de même que les protestants les payaient aux curés catholiques dans leurs paroisses. (39)

Si l'on joint aux 400 anciennes églises que les protestants possédaient en Silésie, celles qui furent élevées sous le gouvernement de Frédéric, on en trouvera maintenant plus de 600.

IL y avait longtems que les souverains de la Silésie n'avaient témoigné tant de respect à l'évêque de cette province, que Frédéric en témoigna au cardinal de Zinzendorf, qui était revêtu de cette dignité depuis 1732.

IL est vrai qu'il le fit enlever dans son château d'Ottmachan, parce qu'il avait été soupçonné d'entretenir une correspondance avec les Autrichiens. Mais dès qu'il se fut justifié, le Roi lui permit de se retirer à Vienne, pour sa sûreté. Après la paix, il revint dans son évêché

& jouit de tous ses anciens droits. Frédéric lui donna le cordon de l'aigle noir, & lui fit un honneur d'autant plus flatteur qu'il était rare ; c'est qu'il le pria de lui faire un sermon, & qu'il l'entendit.

FRÉDÉRIC travailla à soustraire la Silésie à la dépendance de la cour de Rome. Il trouvait ridicule qu'un évêque des bords du Tibre, exerçât une juridiction, & levât des contributions dans un pays gouverné par un Roi huguenot, sur les bords de la Baltique. Dès le commencement de son règne, il ordonna que toutes les affaires spirituelles dépendissent uniquement de la juridiction & de l'administration de l'évêque ; mais il défendit tout appel à Rome ou à la nonciature. Si quelqu'un se croit lésé par la sentence de l'évêque, il peut en appeler au synode de la province, qui juge en second & en troisième instance. On ne permet pas que les appels aillent plus loin. Sous le règne de Charles VI, on avait déjà retranché au Pape les annates & les nominations de l'évêque. La Silésie n'était point soumise non plus au *mois apostoliques*, (*) du moins n'existe-t-il point

(*) Les mois apostoliques (MENSES PAPALES) sont six mois de l'année où le Pape a droit de con-

de concordat qui y oblige cette province, comme l'Allemagne , dans laquelle elle n'est point comprise.

FRÉDÉRIC se déclara chef immédiat des églises de ses états , & nomma l'évêque son vicaire-général. Il déclara en même tems qu'il nommerait à l'avenir à toutes les places & dignités ecclésiastiques ; & on ne conserva la confirmation du Pape que pour la forme. Sous les règnes précédents , les élections de l'évêque étaient l'ouvrage de la cour. On voulait ordinairement que le choix tombât sur un prince , & on tâchait d'obtenir à force de recommandations, de cabales, ou d'argent, ce qu'on pouvait faire d'un seul mot , & ce que fit en effet Frédéric.

EN 1744 , il nomma le comte de Schafgotsch, coadjuteur du cardinal de Zinzendorf , & celui-ci étant mort en 1747 , le coadjuteur fut fait évêque par le Roi. Le chapitre fit des représentations , & le coadjuteur refusa avec humilité la dignité qui lui était destinée par sa place ; afin de donner occasion au Roi de l'y confirmer par un acte de son autorité. Le

férer les bénéfices vacants. Les concordats faits en 1448 entre l'Empereur Frédéric III , & le Pape Nicolas V , ont établi ce droit en Allemagne.

comte de Munchov , ministre d'état en Silésie , lui signifia cette confirmation ; demanda au chapitre les clefs du palais épiscopal , & y installa le nouvel évêque au nom du Roi. En 1748 , Benoît XIV envoya à Breslau le cardinal Archinto , le chapitre se tut , & Schafgotsch fut conconfirmé par le Pape. C'est ce même Schafgotsch qui mérita si peu , par la plus noire des ingratitudes , les grâces dont Frédéric l'avait comblé.

LA mauvaise conduite de cet évêque a forcé Frédéric à faire administrer les biens de l'évêché par la chambre des domaines. Ces biens rapportent environ 50,000 écus. De ces revenus, on paie les dettes de l'évêché, on entretient les biens & les édifices , & on améliore les terres. Le palais épiscopal ayant été brûlé il y a quelques années, Frédéric pensa que le terme de *palais*, convenait peu à la demeure d'un serviteur de Jésus-Christ , & il ordonna à la chambre de faire élever un bâtiment simple & commode , où un vrai successeur des apôtres pût loger sans que sa modestie eût à rougir.

ON voit par l'usage que faisait Frédéric des biens de l'évêché , qu'il ne se les attribuait

point par *droit de régale* , comme ont fait plusieurs de ses prédécesseurs dans cette province , à l'égard de l'évêché & des abbayes , pendant le tems des vacances de ces bénéfices. (40)

DÈS le commencement de son règne , il déclara , qu'il ne formait aucune prétention , ni sur les revenus des bénéfices vacants , ni sur la succession des prélats. A la mort du cardinal de Zinzendorf , il renouvela ses dispositions à cet égard. Il n'envoya point non plus aux abbayes des officiers ou soldats invalides , pour être nourris & entretenus aux dépens des moines , comme c'était l'usage autrefois. (41) Il a converti ces droits *d'oblats* ou prébendes laïques en pensions annuelles , que les riches abbayes sont obligées de payer. Ces pensions sont versées dans la caisse des domaines ; & Frédéric en disposait en faveur des officiers de mérite , qu'il voulait récompenser.

SELON le droit canon , ces prébendes laïques doivent monter au quart de tous les revenus de l'abbaye. (42) Mais les plus riches abbayes de Silésie dont quelques-unes ont jusqu'à 40,000 écus de rentes , ne donnent pas plus de 2000 écus par an ; de sorte qu'en

défalquant même les contributions de 50 pour cent qu'elles sont obligées de payer, elles ne donnent pas encore à beaucoup près le quart de ce qui reste.

UNE chose singulière, c'est que dans les tems précédents, c'étaient les abbayes, qui étaient obligées de fournir & d'entretenir tout le train de l'artillerie. Sous les règnes précédents, la Silésie a vu souvent ses souverains s'emparer des abbayes & des bénéfices ecclésiastiques & les convertir à d'autres usages. (34) Sous le règne de Frédéric, les prêtres & les moines n'eurent jamais cette crainte. Le Roi observe exactement le *statu quo* (44) promis dans les traités des paix; quoique cette promesse ne regardât que la liberté de religion & de conscience. On fait combien peu Frédéric se trouva disposé à détruire l'ordre des jésuites dans ses états. Cette révolution ne se fit que fort tard en Silésie, & Frédéric n'y consentit qu'après les représentations les plus vives & les plus répétées de la part de la cour de Rome & de plusieurs autres cours catholiques. Il a pourvu avec abondance au sort des ex-jésuites, leurs biens sont mieux administrés qu'il n'y a jamais, & les revenus en ont été appliqués
aux

aux universités & aux écoles catholiques. Nulle part les ex-jésuites ne font plus à leur aise, & il n'est aucun état catholique, où ils soient plus libres, plus contents & plus tranquilles.

TOUTES les affaires qui regardent les abbayes & les ecclésiastiques sont portées devant le ministre des finances & les chambres. L'impôt de 50 pour cent doit paraître bien léger aux abbayes, en comparaison des dons gratuits, & des exactions auxquelles elles étaient exposées auparavant. (45)

FRÉDÉRIC a permis que les abbés & abbeïsses fussent élus par les chapitres; mais en présence d'un commissaire royal. Il se fait trois scrutins. Les noms des trois sujets élus étaient envoyés au Roi qui, quelquefois, les faisait mettre dans un chapeau sur trois billets, & faisait tirer par quelqu'un de ses généraux, celui à qui le sort voulait donner la crosse. Les souverains précédents n'étaient pas à beaucoup près si faciles. Ils indiquaient souvent la personne sur laquelle ils voulaient faire tomber le choix, & ils ne laissaient pas toujours aux chapitres le pouvoir de déposer leurs abbés. (46)

ON trouve en Silésie, 1 chapitre, 6 collégiales, plus de 70 couvents d'hommes & 18

de filles. Ces maisons nourrissent environ 2000 personnes. Onze collèges appartenants aux jésuites, ont été détruits, & leurs revenus administrés par une commission particulière, ont été assignés à l'entretien de l'université de Breslau & de quelques autres écoles.

LES abbayes & les chapitres de Silésie, possèdent une partie considérable des biens de la province. Il y a des abbayes de bernardins qui ont plus de cent fermes. Leurs bâtimens sont les plus vastes & les plus beaux de toute la province. Les bernardins de Leubus ont une salle si grande & si richement ornée, qu'il n'y a peut-être pas six souverains en Europe qui en aient une aussi belle. L'abbé de Grisau, du même ordre, vient de faire élever un édifice qui coute plus de 100,000 écus. Toutes ces choses furent tolérées sous le gouvernement d'un prince que les catholiques nommaient huguenot; sous quel Roi catholique, les moines pourraient-ils être mieux! Tels sont les heureux effets de la philosophie & de la tolérance!

L'INSTRUCTION du peuple ne parut pas un objet indifférent à l'esprit philosophique de Frédéric II. Il ne croyait point, comme

Certains faux politiques, que chaque degré de lumière & de civilisation, parmi le peuple, est dangereux pour le gouvernement. Il ne croyait pas que des payfans, pour favoir lire, écrire & calculer, cessassent pour cela de se soumettre aux corvées, de payer les impôts & de livrer leurs garçons à l'armée. En conséquence, il fit établir des écoles dans tous les villages, & fixer pour l'entretien des maîtres d'école une rente, à laquelle doivent contribuer les seigneurs des terres & les communautés; & il enjoignit aux ecclésiastiques des veiller sur ces écoles.

IL s'agissait de trouver un nombre suffisant de maîtres d'écoles, capables d'enseigner; & d'établir une méthode simple & générale pour l'enseignement. On chercha un homme capable de faire un plan, & on le trouva dans la personne de Felbiger, moine augustin, abbé de Sagan. Ce prélat, auquel une grande partie de l'Allemagne devra un jour une révolution dans les esprits du peuple, (47) fut envoyé à Berlin, où il resta quelques tems pour observer dans les petites écoles, la meilleure manière d'instruire les enfans. A son retour, il fit de son couvent un séminaire de jeunes ecclésiasti-

ques & de maîtres destinés aux écoles. Là, on forma des sujets qu'on envoya établir des séminaires de la même espèce à Breslau, Glatz, Rauden, &c. Les fonds nécessaires pour l'entretien de ces séminaires, sont tirés de certaines contributions qu'on fait payer aux curés catholiques, quand ils entrent en possession de leurs bénéfices; c'est-à-dire, le quart d'une année de revenu.

LES séminaires sont liés avec les petites écoles, afin que les jeunes élèves puissent s'exercer eux-mêmes dans la méthode qu'on leur enseigne. Aucun maître d'école n'est reçu sans avoir été instruit dans ces séminaires; & un ecclésiastique qui n'y aurait pas appris la nouvelle méthode, ne pourrait être promu à un bénéfice, parce qu'on le croirait incapable de remplir une partie de ses devoirs, c'est-à-dire, de veiller à l'éducation de la jeunesse, selon le plan du souverain. Ainsi la première chose que l'on exige pour admettre un candidat, c'est l'attestation d'un de ces séminaires.

LORSQUE tous ces établissements eurent pris une certaine consistance, Frédéric fit imprimer (en 1785) un règlement, où il entre dans le plus grand détail, sur la manière d'instruire

les enfans. (48) L'homme superficiel rira peut-être en voyant un Roi & ses conseils de finances, s'occuper de la meilleure manière d'enseigner l'a, b, c aux enfans; mais l'homme sensible, le vrai philosophe versera des larmes sur les soins de ce héros, qui après avoir fait trembler toute l'Europe, descend dans tous les détails d'un bon père de famille, qui s'occupe sans cesse du bonheur de ses enfans. Les effets de cette réforme ne feront sensibles que dans la génération suivante. Toutes les nouveaux arrangements sont blâmés par une grande partie des contemporains. Les anciens curés & maîtres d'école, crièrent beaucoup contre ces changements; & les représentèrent comme dangereux pour la religion; on les laissa crier & on continua.

IL n'est question ici que des petites écoles où l'on enseigne à lire & à écrire; il y a à Breslau & dans presque toutes les autres villes des écoles latines, attachées aux couvents ou aux églises. Les réformes que Frédéric a fait faire dans ces écoles, c'est qu'on y apprend moins à parler latin, & mieux à parler allemand, à écrire & à calculer. On a mis dans l'université catholique de Breslau quelques habiles

professeurs de physique & de mathématiques, & l'on a travaillé à bannir de l'instruction la philosophie & la théologie scholastiques.

LA conduite & la tolérance de Frédéric, les soins paternels qu'il étendait également sur les catholiques & les protestants, ont détruit insensiblement la haine de religion, au point que dans plusieurs villages, les catholiques envoient leurs enfants dans les écoles protestantes, pour y apprendre à lire, à écrire, & à calculer. Lorsque la chose arrive, on recommande au maître d'école, de ne point parler de religion à ces enfants, & on laisse aux curés catholiques, le soin de leur instruction dans cette partie.

ON remarque déjà les effets de la tolérance & des lumières sur l'esprit du peuple, les membres des différentes communions se rapprochent insensiblement; parmi les personnes qui ont un peu d'éducation, la différence de religion est à peine sensible. La prudence & la modestie ont banni des sociétés, les disputes de religion; & la crainte de se distinguer, détourne de plusieurs usages & cérémonies extérieures, qui rendent la différence des églises un peu frappante. Un étranger peut rester

pendant quelque tems à Breslau , sans s'appercevoir , que la ville est composée de catholiques, de luthériens & de calvinistes.

QUOIQUE les catholiques ne soient gênés dans les exercices de leur religion par aucune contrainte, ni défense; cependant on voit diminuer tous les jours, dans les endroits où les deux religions sont mêlées, le goût des processions, des confréries & des autres choses de cette espèce.

ON n'entend plus, on ne lit plus de discours de controverse. Les mots *hérétique* & *hérésies* sont, pour ainsi dire, bannis de la société; & quoique sous le règne de Frédéric, la religion luthérienne fût devenue en quelque façon dominante en Silésie, on n'a point vu les luthériens chercher à se venger sur les catholiques des maux & de l'oppression que ceux-ci leur avaient fait souffrir sous les règnes précédents. Si quelque prêtre protestant orgueilleux ou indiscret, s'avise prêcher la controverse, les consistoires le font rentrer dans les bornes de la modestie; & les chambres & le vicaire royal ne manqueraient pas d'imposer le même silence, à tout prêtre catholique qui serait tenté de réveiller des disputes de cette nature. Au

commencement du règne de Frédéric on toléra à Breslau un prêtre catholique qui ne prêchait que la controverse, & qui ne cessait, dans ces sermons, de s'élever contre l'église protestante. Cet homme était trop sage ou trop fou, pour offrir à ses auditeurs autre chose que ce qui pouvait faire rire les catholiques & les protestants. (49) Ses plaisanteries étaient plates, on s'en lassâ bientôt, les catholiques rougirent d'un tel défenseur, on le laissa seul à ses sermons, & il fut obligé de se taire.

LES mariages entre personnes de différentes religions sont devenus assez communes; le gouvernement les favorise sur-tout parmi le peuple, afin de rapprocher de plus en plus les communions. Ordinairement on convient, dans le contrat, que les garçons seront élevés dans la religion du père, & les filles dans celle de la mère. Quelques autres laissent les enfants, jusqu'à l'âge de 15 ou 16 ans libres de choisir la religion qu'ils veulent, & ne leur enseignent jusqu'à ce tems que les principes de la religion naturelle, qui servent de base à toutes les croyances.

CEPENDANT la différence des églises se remarque encore à l'égard des charges & des

emplois publics. Peut-être que Frédéric aurait ordonné que les places fussent occupées indifféremment par des catholiques ou des luthériens, mais la conduite de l'évêque & de quelques autres vassaux catholiques, inspirèrent de la défiance à ce prince. Il remarqua que l'attachement de ses nouveaux sujets pour l'ancien gouvernement, était fondé sur-tout sur la religion ; & les précautions qu'il prit à cet égard étaient nécessaires, sur-tout dans un tems où la superstition était encore dans toute sa force, en Silésie.

TELLE fut l'administration de Frédéric en Silésie ; tels sont les changements utiles qu'il y a opérés. Par ses soins , l'agriculture a été rétablie dans cette province, le commerce encouragé, la population augmentée, le peuple foulagé, la superstition détruite, l'industrie & l'activité excitées, les lumières répandues. Tels furent les soins que Frédéric a portés dans les différentes provinces de ses états, selon les circonstances & l'état où il les a trouvées ; nous allons tracer en général quelques-unes de ces opérations.

*De l'administration de Frédéric dans les autres
provinces de ses états.*

PENDANT que Frédéric faisait ainsi de la Silésie un pays nouveau, ses soins s'étendaient également sur toutes les autres parties de ses états, où il réformait ou perfectionnait toutes les parties de l'administration. Le plus grand malheur pour un peuple, c'est d'être soumis à des loix barbares ou incertaines qui se croisent ou se contredisent, & qui exposent sans cesse la fortune & la vie des citoyens. Le père de Frédéric avait senti le défaut de la jurisprudence usitée dans ses états, & il avait songé à la réformer. Frédéric travailla pendant presque tout le cours de sa vie à exécuter ce grand ouvrage, & ce grand ouvrage est resté imparfait. Les intentions de Frédéric étaient excellentes; il ne voulait que le bonheur de son peuple, mais il faut qu'il soit plus aisé d'être conquérant que législateur; car dans cette foule de grands-hommes que nous présente l'histoire, que de Césars & d'Alexandres pour un Licurgue & un Solon?

UN mélange de droit romain & de droit canon, confondu avec un prétendu droit allemand & saxon, formait depuis longtems la jurisprudence des états prussiens. L'incertitude régnait dans tous les jugemens, la confusion dans tous les tribunaux. On croyait remédier aux abus par une multitude d'édits particuliers, mais par-là on ne faisait qu'augmenter les contradictions & l'embarras.

EN 1746, Frédéric fit lui-même un plan de réformation de la justice. Il voulait que tous les procès fussent terminés dans le cours d'une année, par trois instances, & que les frais fussent diminués. L'exécution fut confiée à Coccéi, alors grand-chancelier. Le Roi le chargea de faire un nouveau code. Coccéi, avait tout les talens nécessaires pour répondre aux intentions du Roi. Mais quel est l'homme, quelques talens qu'il puisse avoir, qui soit capable de renverser dans l'espace de quelques années, la jurisprudence d'une nation entière, & d'établir sur ses ruines des formes & des loix nouvelles, auxquelles on se soumette sans abus & sans contradictions ?

Coccéi a purgé les tribunaux d'une troupe de membres indignes, & d'une infinité d'abus

révoltants. Il a introduit l'ordre & la régularité dans les procédures. Il a aboli les anciens tribunaux & en a formé de nouveaux , auxquels il communiqua l'esprit actif, le zèle ardent & pur qui l'animait dans toutes ses opérations. Il établit une caisse d'épices d'où l'on tirait les appointements des officiers de justice, & par-là , il fut fermer l'entrée des tribunaux à l'intérêt & à l'avidité. Mais en abrégeant les formalités, qui sont souvent le *palladium* de la liberté des citoyens , ne donna-t-il pas occasion à la précipitation ? Les pays où l'administration des loix est sujette à moins de formalités ; ne sont-ils pas ceux où le despotisme règne avec le plus d'empire , & où la liberté est disparue ?

ON établit un nouvel ordre judiciaire dans toutes les provinces de la Prusse ; & dans l'espace de quelques années, toutes y furent soumises. En 1752, on crut avoir tout fait parce que de 9366 procès , 3 seulement n'avaient point été terminés dans l'année. D'après ce raisonnement, il faudrait admirer la jurisprudence des gouverneurs Turcs , qui en terminent une vingtaine en un quart d'heure.

FRÉDÉRIC sentit bientôt qu'il était loin de son but, & que le code qu'il avait fait composer sous le titre de *code Frédéric*, n'abbaissait point l'hydre de la chicane. Coccéi, en l'honneur duquel il avait fait frapper une médaille, (50) en 1748, fut négligé sur la fin de sa vie. Jarriges qui lui succéda, ne fut pas plus heureux. La guerre de sept ans, fit perdre de vue tous les projets de réformation ; & les défordres continuèrent. En 1776, on présenta au Roi un nouveau projet. Fürst, alors grand chancelier, travaillait avec ardeur à répondre aux intentions de Frédéric, lorsque trois ans après, une affaire qui fit le plus grand éclat, causa la perte du chancelier, & montra par ses suites, combien le Roi avait conçu d'humeur contre tous ses tribunaux. Voici le fait.

UN meunier nommé Arnold, a son moulin sur une petite rivière près du village de Pommerzig. Au-dessus de son moulin, cette rivière traverse la terre de Kay, qui appartient au Sr. de Gersdorf, conseiller provincial. Quelques années auparavant, ce dernier fait dans sa terre, un étang à carpes, dans lequel il avait conduit l'eau de la rivière, de manière cependant, qu'elle en ressortait ensuite pour rentrer

dans son lit ordinaire. Arnold prétendit que cet étang ôtait l'eau nécessaire à son moulin, & qu'il ne pouvait plus moudre que quelques jours de l'année. Sous ce prétexte, il refuse de payer au comte de Schmettau dont il tenait le moulin à ferme, la quantité de bled portée par le contrat. Schmettau l'attaque en justice; & le meunier est condamné. Arnold, au mépris de la sentence, persiste à refuser le payement. On ordonne exécution, le moulin est vendu au plus haut enchérisseur, & tombe au conseiller Gersdorf. Arnold, privé de son moulin, accuse les juges de violence & d'injustice, & porte sa plainte au Roi. On ordonne à la régence de la Nouvelle-Marche, d'examiner l'affaire; on envoie sur les lieux un conseiller & un expert. Les commissaires trouvent que l'étang ne fait aucun tort au moulin d'Arnold; & un autre meunier dont le moulin se trouvait plus haut que celui d'Arnold, c'est-à-dire, entre ce dernier & l'étang, dépose avec serment, que cet étang n'a fait aucun tort à son moulin, & qu'il mout comme auparavant; d'où les commissaires concluent qu'Arnold n'avait pas plus lieu de se plaindre. Arnold en appelle à la chambre de justice de Berlin; qui

confirme la première sentence. Le meünier se plaignit encore au Roi. Frédéric, auquel on présenta l'affaire sous un faux point de vue, & qui voyait avec humeur que tant de soins & de travaux pour la réformation de la justice, ne produisaient aucun effet, cassa le chancelier & le président de Custrin, fit mettre les conseillers de la chambre de Berlin en prison, & envoya les conseillers de régence à Spandau. Tous les papiers publics ont exalté dans le tems la conduite du Roi; & cependant il avait tort, comme il l'a reconnu quelques années avant sa mort. (51) Mais dans cette affaire même, Frédéric nous a laissé un monument précieux de la pureté de ses intentions, & de l'esprit philosophique qui l'animait. En lisant ce morceau, on regrette qu'il n'ait pas trouvé des gens dignes d'exécuter ses projets; ou que la cabale ait renversé toutes leurs opérations.

„ Les tribunaux, lit-on, dans le procès verbal que Frédéric fit lui-même à cette occasion,
 „ les tribunaux doivent favoir que le moindre
 „ payfan & même le dernier des mendiants est
 „ un homme comme le Roi, & qu'il faut leur
 „ rendre justice à tous. Devant la justice tous
 „ les hommes sont égaux. Le payfan égal au

„ prince , le prince au payfan , lorsqu'ils for-
 „ ment des plaintes l'un contre l'autre. Dans
 „ ces cas, il faut agir felon les règles de l'é-
 „ quité, fans acception de perfonnes. Un tri-
 „ bunal qui commet des injustices eft plus dan-
 „ gereux & plus à craindre qu'une bande de
 „ voleurs. Car on peut prendre des précau-
 „ tions contre les voleurs, mais aucun homme
 „ n'eft en fûreté contre des fcélérats qui s'en-
 „ veloppent du manteau de la juftice , pour
 „ fatisfaire leurs paffions criminelles. „

CARMER , miniftre de la juftice en Siléfie , fut nommé grand-chancelier ; & la réformation recommença. En 1780, le Roi lui adreffa un ordre du cabinet où il lui ordonne de faire un nouveau code. (52) Il faut que ce magiftrat ait travaillé avec bien de l'ardeur ; car l'année fuivante il fit imprimer un nouvel ordre judiciaire en deux gros volumes in 8°. de près de mille pages , & depuis ce tems-là , il a donné plufieurs parties du nouveau code qu'il compofe. Malgré tous ces foins, on peut dire que la confufion la plus grande règne toujours dans les tribunaux pruffiens. Les juges & les référendaires , accoutumés à l'ancien ordre judiciaire , ne favent plus où ils en font depuis qu'il

qu'il faut se conformer au nouveau. Ceux qui sont chargés d'examiner les parties portent sous leurs bras, le nouvel ordre judiciaire; & à chaque cas, ils cherchent à la table des matières, puis dans le livre même la manière dont ils doivent se conduire. En général, on a accusé ceux qui ont travaillé à la réformation de la justice sous le règne de Frédéric, d'avoir plus cherché à se faire un nom qu'à établir les principes de ce grand prince. Tandis que Carmer composait, ou faisait composer son code; tandis qu'il bataillait contre la cabale qui travaillait à le détruire, des innocens renfermés dans les prisons, recevaient à peine une résolution équivoque, sollicitée pendant plusieurs mois. On intimidait ceux qui voulaient se plaindre de quelqu'injustice, ou l'on cédait mollement à ceux qui ne se laissaient pas intimider. Chaque décret sorti de la chancellerie, ne fût-il que de deux lignes & sans papier timbré, coûtait deux ou trois écus au malheureux qui plaidait quelquefois pour le prix de son travail; & ces décrets multipliés, surpassaient à la fin la somme pour laquelle il avait recours aux tribunaux. (53)

RIEN n'était plus plaisant que la manière dont on instruifait les affaires. Figurez-vous une grande table, autour de laquelle une vingtaine de jeunes référendaires, écoutent chacun deux parties. Ici une femme & son mari se disputent en féparation; à côté d'eux, un juif est accusé de fripponnerie & d'ufure; plus loin une fille se plaint contre un féducteur; plus loin encore, un gentilhomme contre un de fes payfans, ou un fermier contre son feigneur. Ici on parle d'adultère, d'injures, ou de coups de bâton; là de bled, d'avoine ou de foin; ailleurs d'intérêt à 5, 9, ou 12 pour cent; ailleurs encore on demandé des aliments pour un bâtard; toutes ces voix confuses fe mêlent & forment un murmure bizarre, au milieu duquel l'homme le plus exercé ne faurait conserver fon attention. Ajoutez à cela que le jeune référendaire qui examine une affaire d'intérêt à de fréquentes diftractions, lorsqu'un mari détaille à côté de lui les torts d'une épouse infidèle; souvent, il n'entend pas la moitié de ce que difent les parties qu'il examine, tandis qu'il ne perd pas un mot de celles de fon voifin.

UN grand obstacle à l'ordre dans les tribunaux, & à l'administration de la justice, sous le règne de Frédéric, c'était l'incertitude des sentences des tribunaux & la crainte qu'un ordre du cabinet ne vînt renverser une décision portée par des juges éclairés, après un examen de plusieurs mois. Le prince le plus éclairé, peut être trompé par la fourbe & la dissimulation. La méchanceté prend le masque de l'innocence & séduit par des calomnies. Frédéric ne fut point à l'abri de cette séduction, comme on le voit dans l'affaire du meunier Arnold. Quelle peut être l'autorité du magistrat, lorsqu'un mot du souverain peut détruire sa sentence, & en arrêter l'exécution ? Comment des citoyens honnêtes pourront-ils se croire assurés dans leurs possessions, confirmées par les tribunaux de l'état, s'ils ont à craindre, à chaque instant, que la méchanceté ne vienne réveiller des contestations décidées depuis longtems par le droit, & qu'on ne leur arrache avec violence, ce que le magistrat leur accorda avec justice. Si Frédéric se trompa dans des affaires de cette nature, s'il fit souvent des injustices, sans le vouloir, quel exemple funeste n'a-t-il pas donné à ses successeurs

qui auraient moins de lumières & de philosophie ! Frédéric-Guillaume II, a déclaré , en prenant les rênes du gouvernement, qu'il voulait que la justice fût rendue à tous ses sujets , & que rien n'en pût arrêter le cours ; mais la Providence a-t-elle promis à la Prusse une suite non - interrompue de souverains aussi éclairés que Frédéric II, & aussi justes que Frédéric-Guillaume ? Que deviendrait le droit arbitraire de casser les sentences des tribunaux, entre les mains d'un prince méchant ? Un vrai bienfait pour la Prusse, dans cette partie , ce serait , après avoir fait un bon code, d'assurer l'effet des loix en soutenant leur autorité par une sévérité immuable. La sûreté des propriétés exige sur-tout que lorsque les tribunaux ont prononcé sur les contestations des citoyens, leurs sentences soient irrévocables , & que l'exécution en soit aussi prompte qu'infailible. Que l'on prescrive avec la plus grande précaution les formes judiciaires, que l'on établisse des tribunaux pour examiner la conduite & la sentence des juges ; mais lorsque la forme prescrite par la loi est observée , lorsqu'une cause a passé sous les yeux préposés à l'instruction & au jugement, qu'il ne reste plus de doute sur

le juste ou injuste, qu'on n'écoute plus aucune plainte, que l'on impose un éternel silence à l'esprit de chicane, & qu'on soumette tout ce qui résiste. Un auteur allemand a attribué l'action de Frédéric au sujet du meunier Arnold à la mauvaise humeur que lui causait la goutte, dont il était tourmenté. Quel état que celui d'un magistrat, d'un juge, d'un citoyen dont le sort dépend d'un accès de goutte!

CONCLUONS de tout ce que nous venons de dire, que dans nos constitutions modernes, un bon code n'est pas l'ouvrage d'un seul homme, qu'il doit être celui des sages d'une nation, lorsqu'une nation a des sages, & qu'elle n'a pas été avilie par le despotisme qui flétrit toute sagesse & toute vertu. Concluons qu'après avoir fait des lois, il reste une chose bien plus difficile encore, c'est de faire que les citoyens les aiment & y obéissent. Il est impossible de renverser tout d'un coup la jurisprudence & les lois qui ont gouverné une nation pendant une longue suite d'années; & d'en établir subitement de nouvelles. Pour faire des révolutions de cette nature, il faut les meûrir & les préparer dans la génération présente, afin de les opérer entièrement dans les générations suivantes.

L'exemple de Frédéric a porté plusieurs autres souverains amis des hommes à vouloir changer ainsi les loix de leurs états ; nous en voyons les effets ! Les Romains nos maîtres en législation , regardaient un code comme une chose trop importante , pour en confier la rédaction à un seul homme ; ils sentirent le défaut & l'insuffisance des loix faites par leurs Rois & leurs consuls , & ils envoyèrent des députés dans la Grèce pour recueillir ce qu'il y avait de meilleur dans les loix des différentes villes. Dix personnes furent chargées de la rédaction , on présenta le nouveau code au peuple qui le reçut avec applaudissement ; & tous les ordres de l'état l'approuvèrent.

FRÉDÉRIC fut plus heureux dans les autres parties de l'administration , on ne saurait faire un pas dans toutes les provinces qu'il a gouvernées , sans être ravi d'admiration. Dans la première année qui suivit la paix de Dresde , on achevait déjà les deux canaux de Plauen & de Finow qu'il avait fait construire. Le premier , destiné à favoriser la navigation entre Berlin & Magdebourg , commence près de Parey sur l'Elbe , dont il joint les eaux avec la Havel , dans laquelle il se jette près de Plauen.

Il a trois écluses & neuf lieues de longueur. Le second qui a treize écluses, a son commencement, près de Liebenwalde sur la Havel, parcourt une étendue de douze mille pieds du Rhin, & va joindre l'Oder au-dessus d'Oberberg, à l'endroit où ce fleuve reçoit la Havel. Les défrichements & l'établissement des colons cultivateurs, rendent la vie & l'activité aux campagnes, de nouvelles fabriques augmentent l'industrie des villes. Deux compagnies de commerce s'élèvent à Emden pour la Chine & le Bengale, (54) Berlin & Postdam, deviennent les plus belles villes de l'Europe; tous les ans, un nombre d'édifices superbes s'élèvent par les soins de Frédéric, & sont autant de présents du monarque à ses sujets. (55)

APRÈS la guerre de sept ans, Frédéric travaille avec ardeur à détruire par-tout les traces de ce fléau destructeur. Il parcourt les provinces, interroge les conseillers provinciaux, entre dans les plus petits détails, connaît tous les maux, & songe à toutes les espèces de remèdes. (56) On rend aux communautés des campagnes, l'argent qu'on en avait exigés pour le droit de sûreté, les magasins des vivres que l'on avait tirés de Pologne ou de Saxe, sont

distribués entre les familles les plus nécessiteuses. On donne chaque jour du pain & de la farine au pauvre ; on fournit du bled au laboureur pour ensemençer ses terres ; on leur laisse gratis tous les chevaux superflus de la cavalerie & des convois. Les villes & les villages reçoivent des sommes extraordinaires, pour relever leurs habitations. Dans l'année 1763, douze cents maisons s'élèvent en Poméranie, aux dépens du trésor royal.

PRÈS de cinq cents mille écus sont distribués en bleds, farine, chevaux & autres objets. Près de 800,000 sont employés à relever les habitations que la guerre a détruites dans la Nouvelle-Marche ; & 32,000 à l'amélioration des terres & au soulagement des laboureurs. Berlin, Königsberg, Magdebourg, Breslau, Stettin & Colberg voient relever & encourager leur commerce par plusieurs établissemens utiles. Frédéric fait construire le canal de Bromberg, qui réunit la Vistule à l'Oder. Les terres incultes sont défrichées, les marais desséchés, des campagnes fertiles arrêtent les yeux & fixent l'admiration du voyageur étonné, dans des plaines immenses qu'il avait vues couvertes, n'aguères de joncs stériles, ou d'eaux bourbeuses.

Deux à trois millions d'écus font employés tous les ans à ces améliorations & à ces bienfaits. (57)

DES digues s'élèvent sur la Netze & la Warthe, depuis Driesen jusqu'à Custrin; le long de l'Oder, depuis Custrin jusqu'à Oderberg, le long de la Havel & de l'Elbe, autour du grand lac de Madue en Poméranie, aux environs de Postdam & dans plusieurs autres contrées. Des campagnes sujettes aux inondations, sortent pour ainsi dire du fonds des eaux, & offrent des terres labourables & fécondes. Deux à trois cents mille arpents de terres nouvelles font distribuées à de nouveaux colons, 500 villages ou hameaux, paroissent tout à coup sur ces plaines, & 34,000 familles y trouvent leur subsistance. En comptant chaque famille à 5 personnes, voilà une augmentation de population de 170,000 ames.

OUTRE tous ces établissemens, Frédéric avance à un grand nombre de gentilshommes & de possesseurs de terres, des sommes de plusieurs millions pour les mettre en état de défricher & d'améliorer leurs terres, & d'y établir des colons. Ces sommes font ou des présents ou des prêts à 1 ou 2 pour cent; intérêt dont

le produit est destiné à faire des pensions à des maîtres d'école , ou à des veuves ou filles de pauvres officiers.

PLUS de 300 métairies des domaines royaux ont été séparées des grands baillages , & données à des cultivateurs.

IL favorise & encourage par-tout , comme en Silésie , l'abolition des communes & le partage des terres dont elles sont composées. Il fait planter des muriers , distribuer des semences de luzerne , de trèfle & de lupin , à tous ceux qui en demandent ; & des prix de toute espèce , excitent l'activité , l'économie , les expériences & l'industrie.

QUOIQUE la plupart des terres des états prussiens ne soient pas à beaucoup près aussi fertiles que celles de plusieurs autres états , jamais les sujets de Frédéric ne craignirent la disette ou la famine. Des magasins immenses élevés dans toutes les provinces , offrent toujours des ressources efficaces pour son armée en tems de guerre , & pour tous ses sujets en cas de disette. En formant ces magasins , il soutient le prix des bleds à un prix moyen & avantageux pour le cultivateur , & en les ouvrant , il les empêche de hausser d'une manière

ruineuse pour le peuple. En 1772, une famine cruelle dévastait les provinces les plus fertiles de l'Allemagne; & les Prussiens sur leurs plaines de fable, ne s'apercevaient point de la calamité publique, & ils fournissaient des bleds à leurs voisins moins prévoyants.

LES fabriques étrangères établies par Frédéric dans ses états, mettent ses sujets à même de se passer de presque toutes les marchandises étrangères, dont l'entrée a été prohibée. Les toiles, les étoffes de laine, les draps & quelques autres marchandises fabriquées dans les provinces du Roi de Prusse, passent dans toutes les provinces de l'Allemagne, en Suisse, en Italie, en France, en Pologne, & jusqu'à la Chine & en Russie. Les Prussiens exportent tous les ans pour six millions d'écus de toiles, & pour quatre millions de draps & d'étoffes de laine. Les ouvrages de fer & de quincaillerie du comté de la Mark, amènent environ un million d'écus par an dans le pays. Les bois du Brandebourg & de la Poméranie, les bleds, les lins & les bois de Prusse, forment aussi des branches de commerce très-considérables; commerce qui doit augmenter beaucoup, ou se remettre des échecs qu'il a soufferts; mainte-

nant que Frédéric-Guillaume a purgé ses états de ces étrangers rapaces , qui n'en imposèrent que trop souvent à Frédéric II.

CE grand nombre de fabriques a augmenté considérablement, sous le règne de Frédéric , la population des états prussiens. On y comptait en 1787 , 123000 familles ouvriers en soie , laine , toiles , coton , cuir & autres matières. Les marchandises qu'ils travaillaient montaient à 16 millions d'écus , dont la moitié passait chez l'étranger. En comptant chaque famille à 4 personnes , on peut dire que les fabriques prussiennes nourrissent un demi-million d'ouvriers , ce qui forme environ la douzième partie de la population.

FRÉDÉRIC protégeait & favorisait les fabricants de toutes les manières possibles , sur-tout en leur faisant de grandes avances , en les encourageant par des prix , en établissant dans plusieurs petites villes des magasins de laine & d'autres matières ; en exemptant les villes de fabriques , de l'enrôlement & du service militaire.

FRÉDÉRIC-GUILLEAUME avait établi quelques fabriques de draps , d'étoffes de laines , de toiles & d'armes. Frédéric II y a ajouté des fabriques

de coton , de soie , de porcelaine , de sucre , de cuir , & plusieurs autres. La manufacture de porcelaine de Berlin occupe 500 ouvriers ; & malgré la concurrence de celle de Saxe , il s'en vend beaucoup chez l'étranger. Les fabriques de soie étaient peu considérables sous le règne du Roi Frédéric-Guillaume ; dans les dernières années du règne de Frédéric II , elles occupaient plus de 5000 ouvriers ; dans la Marche de Brandebourg seulement , l'exploitation des mines , qui doit une partie de son existence actuelle aux soins infatigables & aux lumières de M. de Heinitz , ministre d'état , formait un produit national d'un demi-million.

• FRÉDÉRIC s'est pour ainsi dire créé une navigation , qui a augmenté assez sensiblement pendant le cours de son règne , & depuis la paix d'Hubertsbourg , le pavillon prussien a été respecté de toutes les nations.

EN parlant des opérations de finances & d'agriculture de Frédéric II , nous ne pouvons nous empêcher de mettre à côté du nom de ce grand Roi , celui de Brenkenhof , qui a conseillé ou dirigé la plupart de ces opérations. Un seul mot fera l'éloge de ce grand homme , Frédéric disait de lui : *Je regarde la naissance de*

Brenkenhof comme un des plus heureux événements de mon règne. Un Roi capable d'un tel mot, mérite de n'être servi que par des grands hommes. Cet homme extraordinaire, que son père avait envoyé dans le monde avec un demi-florin, trouva moyen par ses talents de gagner des sommes considérables. (58) Il fut d'abord page du prince Léopold de Deffau, dont il fut gagner la confiance. *Brenkenhof* avait conçu pour Frédéric une admiration qui tenait de l'enthousiasme. Frédéric avait entendu parler de ses talents. Souvent ce prince s'était trouvé arrêté dans ses entreprises les plus importantes, faute de trouver un nombre suffisant de chevaux. Lorsqu'il fut sur le point d'entrer en Bohême, il consulta *Brenkenhof* sur les moyens d'en trouver. *Brenkenhof* fit observer au Roi qu'il en avait un assez grand nombre dans ses propres états; & qu'il pouvait lui en procurer autant qu'il en aurait besoin; s'il voulait mettre un frein au luxe de ceux qui avaient des équipages. On peut aussi bien, dit-il au Roi, aller en carrosse avec deux chevaux qu'avec quatre; & dans le besoin où se trouve Votre Majesté, un arrangement de cette nature n'aurait rien de dur ni d'injuste. Le

Roi goûta la proposition , & Brenkenhof se chargea de l'exécution à deux conditions , la première qu'on ne ferait aucune distinction de personne ; la seconde , qu'on payerait raisonnablement les chevaux. En peu de tems , Brenkenhof procura au Roi quelques milliers de beaux chevaux. Quelques autres services qu'il rendit au Roi , convinquirent ce prince des talens , de l'activité , & sur-tout du désintéressement de cet économiste , & il voulut l'attirer à son service.

LORSQUE l'Impératrice Elifabeth vint à mourir , Frédéric qui se voyait à peine en possession de la Poméranie & de la Nouvelle-Marche , songea , même au milieu de la guerre , à rétablir ces provinces dévastées , & jeta les yeux sur Brenkenhof pour l'exécution de ce projet. Il le fit venir , lui proposa d'entrer à son service , le laissa maître du titre & de la pension. Brenkenhof eut la modestie de ne demander que deux mille écus , & le titre de conseiller privé des finances. Il fut chargé du rétablissement des deux provinces , & il travailla aussitôt. Avec une activité incroyable & les avances du Roi , il détruisit , dans l'espace de quelques années , toutes les traces de la guerre,

C'est à lui que plusieurs provinces de Prusse doivent l'établissement des magasins , la reconstruction des villes , le rétablissement de la population , le réveil de l'agriculture , la création de plusieurs fabriques , le dessèchement d'un grand nombre de marais , & une multitude d'autres opérations , qui rendront son nom immortel. (59)

MAIS la partie la plus brillante de l'administration de Frédéric & celle qui lui a donné la supériorité sur tous ses voisins , c'est la constitution de ses armées. Écoutons le peindre lui-même l'état de son armée sous son père Frédéric-Guillaume , & nous verrons ensuite par quels moyens il a pu la porter au point de perfection où elle est aujourd'hui.

„ TOUTE l'armée , dit Frédéric dans les mémoires de Brandebourg , tant infanterie que cavalerie , fut mise en quartier dans les villes. Afin d'y introduire & d'y maintenir la discipline , le Roi publia un règlement militaire qui instruisait chaque officier de son devoir ; il y tenait la main lui-même. Des officiers respectables par l'âge & par leurs services , étaient à la tête de tous les corps , & ceux-là affermissaient la subordination par leur exemple & par leur sévérité.

févérité. Le Roi fe fait tous les ans la revue des troupes ; il leur fe fait faire quelques évolutions, & comme il étoit lui-même l'infpecteur de fon armée , il n'y fut point trompé.

„ DANS les commencemens qu'on introduifit ces nouveaux exercices , les officiers ignoraient la méthode facile qu'on a trouvée depuis de les enfeigner , & ils n'étoient rhétoriciens qu'à coups de bâton ; ce qui rendit cet ouvrage long & difficile. On purgea , dans chaque régiment , le corps d'officiers , de ces gens dont la conduite ou la naiffance ne répondoit point au métier des gens d'honneur qu'ils devoient faire ; & depuis la délicateffe des officiers ne fouffrit parmi leurs compagnons que des gens fans reproche.

„ ON rangeait les bataillons fur quatre files, mais ils chargeaient fur trois ; les bataillons contenaient quatre divifions , & chaque divifion deux pelotons ; la compagnie de grenadiers à part.

„ LE prince d'Anhalt , qui avait étudié la guerre comme un métier , s'étoit apperçu qu'on ne tiroit pas des fuſils tout l'avantage qu'on pouvait en attendre ; il imagina des baguettes de fer , & trouva le moyen d'apprendre aux

foldats à charger avec une vitesse incroyable ; depuis l'année 1733 , le premier rang chargea la bayonnette au bout du fusil.

„ L'EXERCICE se fesoit alors de la façon suivante : on commençait par le maniment des armes ; ensuite on chargeait par pelotons & par divisions ; on avançait lentement en faisant le feu ; on fesoit la retraite à peu-près également ; après quoi on formait deux quarrés impraticables vis-à-vis des ennemis , & l'on finissoit par un feu de haie très-inutile. Cependant toutes ces évolutions se fesoient déjà avec tant de précision que les mouvemens d'un bataillon étoient semblables au jeu des ressorts de la montre la mieux faite.

„ LE Roi abolit les manteaux & racourcit l'habillement dans l'infanterie ; & pour la rendre plus légère dans sa marche , il affecta à chaque compagnie deux chevaux de bât pour porter en campagne les tentes & les couvertures des foldats.

„ LE Roi institua par prévoyance , dans toutes ses provinces , des magasins d'abondance , qui servoient à soulager le peuple en tems de disette , & qui lui procuraient des magasins tout faits pour l'armée en tems de guerre.

VERS l'année 1730, la fureur des grands hommes parvint à un point que la postérité aura peine à croire. Le prix commun d'un homme de cinq pieds dix pouces du rhin, était de 700 écus; un homme de six pieds était payé mille écus; & s'il était plus grand, le prix augmentait encore de beaucoup; il y avait plusieurs régiments qui n'avaient point d'hommes au-dessous de cinq pieds huit pouces; le plus petit homme de l'armée avait cinq pieds six pouces bien mesurés.

„ POUR mettre de l'ordre dans ces enrôlemens, qui se faisaient dans le pays avec confusion, & qui donnaient lieu à mille procès entre les régiments; dès l'année 1733, le Roi partagea toutes les provinces en cantons; ces cantons furent assignés aux régiments, d'où ils pouvaient tirer en tems de paix trente hommes par an; & en tems de guerre jusqu'à cent, ce qui rendit l'armée immortelle, en lui fournissant un fond assuré par lequel elle s'est sans cesse renouvelée depuis.

„ LA cavalerie, de même que l'infanterie était composée de très-grands hommes, montés sur des chevaux énormes; c'étaient des colosses sur des éléphants, qui ne savaient ni

manœuvrer ni combattre ; il ne se faisait aucune revue , sans que quelque cavalier ne tombât par terre , par mal-adresse ; ils n'étaient pas maîtres de leurs chevaux ; & leurs officiers n'avaient aucune notion du service de la cavalerie ; nulle idée de la guerre , aucune connaissance du terrain , ni théorie , ni pratique des évolutions qu'il convient à la cavalerie de faire dans un jour de combat.

„ CES bons officiers étaient ces économes qui regardaient leurs compagnies comme des fermes , qu'ils faisaient valoir le plus qu'ils pouvaient.

„ OUTRE les choses que nous venons de dire , la longue paix avait abâtardi le service : au commencement du règne de Frédéric-Guillaume , on avait raffiné sur l'ordre des régiments & sur la discipline ; mais comme il n'y avait plus rien à faire de ce côté-là , les spéculations s'étaient tournées sur ces sortes de choses qui ne donnent que dans la vue ; le soldat vernissait son fusil & sa fourniture ; le cavalier sa bride , sa selle & même ses bottes ; les crins des chevaux étaient treffés avec des rubans , & à la fin la propreté , qui de soi-même est utile , dégénéra en abus ridicule. Si la paix avait duré au-delà de l'année

1740, il est à croire que nous en ferions à présent au fard & aux mouches ; mais ce qui était plus déplorable encore, c'est que les grandes parties de la guerre étaient tout à fait négligées, & que notre génie se rétrécissait de jour en jour davantage par les petits détails.

„MALGRÉ tous ces abus , l'infanterie était bonne ; il y régnait une discipline sévère & un grand ordre ; mais la cavalerie étaient absolument négligée. Le Roi qui s'était trouvé à la bataille de Malplaquet, avait vu repousser par trois fois celle des impériaux ; & dans les sièges de Menin , de Tournai, & de Stralsund où il se trouva, il n'y avait aucune occasion pour la cavalerie de briller. Le prince d'Anhalt était à peu - près dans des préjugés semblables ; il ne pouvait pardonner à la cavalerie de Stirheim, la défaite de la première bataille de Hochstedt, & il s'imaginait que cette espèce de milice était si journalière qu'on ne pouvait pas compter dessus : ses malheureux préjugés furent si funestes à notre cavalerie qu'elle demeura sans discipline , & qu'elle ne fut par conséquent d'aucun usage, lorsque dans la fuite on voulut s'en servir.

„LES officiers d'infanterie s'appliquèrent beaucoup à leur métier : ceux de la cavalerie , presque tous répandus dans les petites villes , avaient moins d'intelligence & de vivacité que les autres ; parmi les généraux , il y avait plus de braves gens que de gens de tête ; le prince d'Anhalt était l'unique capable de commander une armée ; il le savait , & il tirait tout le parti qu'il pouvait de sa supériorité , afin de se faire rechercher davantage , & de primer sur les autres.

„ PENDANT le règne du Roi , les fortifications de Magdebourg & de Wéfel s'achevèrent , & celles de Stettin furent commencées sous la conduite du colonel Walrawe , mais dirigées par le prince d'Anhalt.

„ LE Roi créa un corps de trente ingénieurs qui se formèrent dans ces différents travaux ; il remplit son arsenal de trains d'artillerie pour la campagne & pour les sièges ; il eut d'excellens officiers d'artillerie ; & les cadets , cette pépinière d'officiers , réparaient dans l'armée toutes les pertes que la mort y causait ; ce qui réussissait d'autant mieux que ces jeunes gens portaient d'une école militaire , avec toutes les connaissances qu'un officier doit avoir.

„TELS furent les progrès de la milice prussienne, jusqu'à la mort du feu Roi. On pourrait appliquer à cette milice ce que Végèce dit de celle des Romains; leur discipline les fit triompher des ruses des Grecs, de la force des Germains, de la grande taille des Gaulois, & de toutes les nations de la terre. „

FRÉDÉRIC-GUILLAUME avait donc posé les fondements de cette armée redoutable, qui fit tant de prodiges de valeur sous les ordres de Frédéric II. Mais ce n'était pour le premier qu'un objet d'amusement & de parade; jamais ces troupes n'avaient servi que par détachements, ou petits corps auxiliaires, il s'agissait d'en former une machine unique & de lui communiquer des mouvements communs.

QUATRE moyens furent employés par Frédéric, pour perfectionner son armée; la discipline, l'augmentation, les exercices continuels, l'invention d'une tactique nouvelle.

EN montant sur le trône, Frédéric eut le bon esprit de sentir que toute rénovation subite est dangereuse, & qu'il faut éviter d'en faire, à moins que la nécessité ne les exige. Sur ce principe, il ne toucha point à la constitution de l'armée, & rendit par-là à la mémoire de

son père , le respect qu'il méritait. Tous les changements qu'il fit , ne tendirent qu'à construire sur les fondemens que son père avait jettés. Il augmenta l'armée , il doubla l'artillerie & les magasins.

LA discipline la plus sévère fut toujours observée dans ses troupes. Quoiqu'il n'aimât point à verser le sang , & qu'il eût une espèce de frisson , toutes les fois qu'il était obligé de signer un arrêt de mort ; jamais il ne fit grâce à un soldat qui avait manqué à la subordination , & le moindre geste contre les mauvais traitements d'un officier même injuste , était puni de mort sans remission. (60)

L'OFFICIER , le bas-officier , & le simple soldat , savent exactement ce qu'ils doivent faire , & il faut qu'ils le fassent avec une exactitude scrupuleuse. Une baguette tombée , une épaule trop avancée ou trop reculée attirent des coups de canne au simple soldat ; ce sont , disent quelques étrangers , des bagatelles qui ne méritent pas une punition si dure & si humiliante ; mais il faut observer que l'on punissait moins la faute en elle-même que le manque d'exactitude , qui pouvait conduire insensiblement à des désordres plus grands , & sapper

peu à peu les fondemens de la subordination & de la discipline. Chaque jour on faisoit un état de tout ce qui se passoit dans chaque régiment, & cet état passoit toujours sous ses yeux.

FRÉDÉRIC connoissoit tout l'effet de la louange & du blâme ; & jamais homme ne fut mieux dispenser l'une & l'autre ; je ne dis pas toujours avec justice, mais de la manière la plus propre à ses intérêts particuliers, à produire un effet général sur tous les esprits de l'armée, à tirer le meilleur parti possible de chaque officier, selon la connoissance qu'il avoit de son caractère. (61)

NOUS avons vu ce qu'étoit l'armée du père de Frédéric ; à la mort de ce dernier, cette armée étoit composée de plus de 200,000 hommes. Il fit ces augmentations peu à peu, afin de pouvoir former en même tems qu'il créoit ; & pour éviter les désordres & les dépenses d'une augmentation trop subite.

L'ARMÉE prussienne est divisée en trois classes, savoir, en régimens de campagne, régimens de garnison, & bataillons francs. La première classe comprend tous les régimens d'infanterie qui sont connus sous le nom de *Feld-régimens*, ou régimens qui sont campagne,

tous les cuirassiers , dragons , houfards , & les régiments d'artillerie. La seconde classe est composée des régiments , nommés *Garnisonregimenter* , qui sont destinés à la garde des places & de l'intérieur du pays. Ces régiments sont quelquefois campagne , & ils sont employés sur le derrière de l'armée , où ils occupent les communications & les postes qui les soutiennent. La troisième classe , peu nombreuse en tems de paix , est celle des *Freybataillons* , ou bataillons francs , qui sont des troupes destinées à la garde des avant-postes , & pour l'ordinaire levées à la hâte au commencement d'une guerre. En général , ces troupes sont mal composées & ne servent qu'à faire nombre.

LA classe d'infanterie de campagne se divise encore en bataillons de gardes , d'infanterie , de fusiliers & de grenadiers.

LES régiments de garnison sont divisés en régiments d'infanterie , régiments de fusiliers & régiments d'artillerie. C'est dans ces régiments que l'on met toutes les recrues étrangères à leur arrivée , & c'est de-là que l'on tire de quoi compléter l'armée de campagne.

L'ARTILLERIE de garnison est distribuée dans les places de guerre ; outre cela , il y a encore un

corps d'artillerie à cheval en garnison à Postdam , dans lequel les officiers de l'artillerie de garnison vont servir & s'exercer tour à tour.

L'ARRANGEMENT des cantons , se trouve dans tous les états prussiens tel que nous l'avons vu en Silésie. Outre les *Beurlaubten* , ou soldats renvoyés dont nous avons parlé , le capitaine est autorisé à distribuer parmi ceux qui restent 30 à 40 permissions de travailler , & l'on porte quelquefois ce nombre jusqu'à 50 ou 60. Les capitaines répondent de ceux qui vont travailler hors de la ville , & sont obligés de les remplacer à leurs frais s'ils désertent. Ces travailleurs ne font point de service , ils sont tenus seulement de se trouver aux grands exercices , aux parades d'église & à l'appel de la retraite. Pendant les 2 mois des grandes manœuvres , ils doivent y assister , ainsi que les nationaux renvoyés à leurs villages , & alors seulement ils reçoivent leur paie. Pendant les dix autres mois de l'année , leur paie appartient au capitaine. On peut juger de-là avec quelle facilité , on accorde ces sortes de permissions ; le capitaine , qui ne veut pas perdre son bénéfice , charge un bas-officier ou un officier subalterne de lui chercher des travailleurs. Cet

homme remplit aisément sa commission par des punitions & des mauvais traitements, s'il ne peut en venir à bout autrement. Les soldats entendent ce que cela veut dire, & ils cherchent de l'ouvrage. S'ils s'obstinent à faire la fourde oreille, on leur parle clairement, & il faut qu'ils obéissent, s'ils ne veulent pas exposer leur dos à toutes les cannes de la compagnie.

CET arrangement a son avantage, comme celui des nationaux renvoyés. Le soldat qui travaille dans les garnisons, prend l'habitude de l'activité, ou l'entretient lorsqu'il l'a déjà contractée. Il vit plus à son aise, & se met dans le cas de nourrir sa famille quand il est marié.

ON a dit que la punition soudaine & publique infligée par le bâton, était d'un très-bon effet pour les soldats; je veux le croire, mais il faut avouer aussi que plusieurs officiers prussiens abusent souvent d'une manière indigne de ce traitement. Le cœur se révolte en voyant de jeunes officiers à peine fortis de leur village, où ils ont joui quelquefois d'une éducation commune & sous le même toit avec les bestiaux de leur père, se prévaloir du premier instant d'exis-

tence honnête qu'ils ont dans le monde, pour frapper publiquement à coups de canne, sans raison & souvent pour exercer un droit trop cher à leur orgueil, de vieux soldats, couverts de blessures, qui ont répandu leur sang pour l'état, & auxquels la nation doit une partie de sa sûreté & de sa gloire. On est révolté en voyant des capitaines eux-mêmes, à qui l'expérience & le commerce du monde devraient avoir inspiré des sentiments de décence & d'honneur, s'avilir au point de faire le métier de bourreaux, & donner eux-mêmes, l'œil furieux, le visage enflammé, trente ou quarante coups de canne à un malheureux qui reste immobile sous leur canne, au milieu d'une rue ou d'une place publique. Je ne veux point faire ici la satire des officiers prussiens, qui ont d'ailleurs beaucoup de mérite & d'honneur, mais je voudrais faire rougir de leur conduite à cet égard, ceux que la colère, l'habitude ou l'exemple, conduisent à ces excès qui révoltent tous les honnêtes gens, & qui empêchent d'avoir pour eux toute l'estime qu'ils méritent d'ailleurs.

ON a senti en Prusse toute l'horreur que ces traitements barbares inspiraient aux étrangers, & le besoin d'avoir des recrues a souvent fait

imaginer de publier qu'ils étaient abolis & défendus sous des peines sévères.

IL y a quelques années , on publia dans les papiers publics , une prétendue lettre du général Moellendorf aux officiers , par laquelle il leur présente de la manière la plus philosophique , que les soldats sont des hommes comme eux , & leur défend de les maltraiter de coups & de paroles. Cette lettre a couru tout Berlin ; elle a été imprimée & traduite soigneusement dans tous les papiers étrangers , & cependant jamais M. de Moellendorf n'y eut une part publique ; jamais elle ne fut communiquée aux officiers.

L'INSTRUCTION du soldat prussien est très-simple & très-méthodique. A son arrivée au régiment , il est remis à un bas-officier de sa compagnie qui est chargé de lui donner les premières leçons. Il commence par lui apprendre à marcher , à se tenir en équilibre , & bien à plomb sur lui-même , à faire le maniement des armes avec précision , à charger & à tirer avec la plus grande vitesse. Lorsqu'il est suffisamment exercé dans toutes ces choses , on le joint au peloton des recrues de la compagnie.

PENDANT sa première instruction , il est inspecté tous les jours par un officier de la compagnie , qui examine soigneusement si les principes qu'on lui donne sont bons & uniformes. Le peloton des recrues est toujours exercé par un officier. Le capitaine voit tous les jours les recrues de sa compagnie , assiste à leur instruction , choisit ceux qui en ont le mieux profité , les incorpore dans les pelotons de la compagnie ; alors ils font les manœuvres & les exercices avec le bataillon.

LES mois de mai & de juin sont destinés aux grands exercices. Pendant ces deux mois , on ne laisse presqu'aucun relâche aux soldats. Les différentes parties de l'instruction se distribuent entre les officiers de la compagnie. Les parties se réunissent ensuite lorsqu'on forme le bataillon , & exécutent en grand ce qu'ils ont fait en détail.

LE soldat est payé tous les cinq jours. Le premier du mois , le capitaine reçoit la paie de la compagnie , & la distribue lui-même aux soldats.

CHAQUE compagnie de 200 hommes , & est commandée par un capitaine , deux lieutenants , deux sous-lieutenants , deux enseignes

& huit officiers de grade égal. Le premier de ces bas-officiers doit être gentilhomme, il porte le drapeau de la compagnie & devient officier à son tour dans le régiment, on le nomme *Fahnjunker*, (cadet de drapeau.)

LA cavalerie telle qu'elle est aujourd'hui en Prusse, a été entièrement créée par Frédéric. Elle est divisée en gardes-du-corps, gens-d'armes, carabiniers, cuirassiers, dragons, hussards & bosniaques. Les escadrons sont tous de 200 hommes. Dans l'espace de quatre ou cinq jours, toute l'armée peut se rassembler.

C'EST par des manœuvres & des exercices continuels que Frédéric est parvenu à tenir toujours le soldat en haleine. Les villes de garnison sont de véritables camps, où l'on exerce sans cesse; & les campagnes sont de véritables champs de bataille, où les armées prussiennes divisées en partis ennemis, se placent dans toutes les situations possibles, & étudient, les armes à la main, toutes les ressources de l'art pour vaincre, & n'être point vaincu. Frédéric était l'âme de tous ces exercices; & son activité infatigable, le rendait presque toujours présent à toutes les parties de son armée. A Potsdam, il exerçait lui-même
ses

ses gardes-du-corps , & ne passait pas un jour sans aller à la parade ; à moins qu'il ne fût malade. Dès que le printems rendait les chemins praticables , il volait de provinces en provinces , faisait la revue de toute son armée , observait les progrès , punissait les négligences , redressait les fautes , & par des reproches ou des louanges distribués à propos , enflammait ou réveillait le zèle , & préparait de nouveaux efforts & de nouveaux succès. Ces voyages & ces revues duraient pendant tout l'été. C'est alors que ce prince infatigable , jusqu'à la dernière année de sa vie , chargé d'infirmités , après avoir fait des routes de plus de deux cents lieues , paraissait avant le lever du soleil à la tête de ses escadrons , passait la moitié des journées à les examiner ou à les faire manœuvrer , & revenait couvert de poussière & de sueur , s'entretenir avec ses ministres ou des gens de lettres , & consacrer les soirées aux détails de l'administration , ou à des entretiens de philosophie & de littérature.

L'AUTOMNE était sur-tout consacrée aux manœuvres de Potsdam ; c'est-là que Frédéric essayait ces marches savantes , ces évolutions combinées , ces manœuvres habiles & simulées

qui ont fait sa gloire , & qui font encore aujourd'hui l'envie & le désespoir de tous ses voisins. Ces manœuvres se faisaient avec autant de sérieux qu'en pleine guerre. On y représentait ordinairement quelque bataille que Frédéric avait gagnée ou perdue. Il examinait & faisait observer à ses officiers les circonstances où il aurait pu faire mieux , & en apprenant à réparer ou à éviter les fautes dont il avait souffert ; il s'exerçait à devenir invincible.

AU commencement , le Roi n'admettait aucun étranger à ces manœuvres ; dans la suite , il permit à quelques-uns d'en être témoins ; mais il fallait toujours lui écrire pour obtenir cette permission. A la fin de son règne , tous les officiers de nom y étaient admis , en lui écrivant.

FRÉDÉRIC formait son infanterie sur trois rangs & aimait à la faire combattre par le feu. (61) *Attaquer l'ennemi sans les avantages du feu*, disait-il , *c'est se battre contre des armes avec des bâtons*. On a prétendu que la politique & la crainte de perdre ses soldats , lui avaient fait adopter ce principe. Une infanterie composée en grande partie d'étrangers ramassés de côté & d'autre , n'est animée ni par l'amour

de la patrie , ni par l'amour du souverain. La force & la discipline seules peuvent la faire combattre ; & les soldats sont prêts à saisir la première occasion de désertir & de se joindre à l'ennemi. Frédéric n'ignorait pas l'avantage de la charge à l'arme blanche ; mais il craignait les risques que je viens de dire ; il y avait cependant des occasions où il n'admettait point le feu , & où il voulait que l'infanterie s'avancât fièrement & en ordre à l'ennemi. (62)

L'INFANTERIE prussienne marche à merveille , sans que le soldat ait l'air guindé & gêné , elle marche presque toujours à la muette , sans avoir besoin de la cadence des instruments ; & cependant ses pas sont toujours cadencés & mesurés comme au son du tambour.

LES 'manœuvres favorites du Roi étaient le changement de front , dont l'ordre oblique est toujours la base , & le développement des colonnes sur la droite ou sur la gauche. Au moyen de ce développement , il portait ses forces sur le point qu'il voulait , mettait sa partie faible de son armée à l'abri du combat , & tombait tout-à-coup sur le point le plus faible de son adversaire.

CE qui lui a procuré sur-tout beaucoup d'avantages & de supériorité, ce sont les manœuvres simulées dont il possédait l'art mieux qu'aucun général avant lui. Le plus grand secret était observé pour le plan de la bataille. Lui seul & quelques adjudants de confiance étaient instruits du vrai point sur lequel l'attaque était dirigée. Tout le reste obéissait machinalement, sans porter ses idées au de-là du commandement actuel, & sans chercher à deviner la raison de ce qu'on leur faisait faire.

L'ORDRE oblique que Frédéric puisa chez les anciens, a été adapté par ce prince à la tactique moderne. C'est comme nous l'avons déjà indiqué, le développement rapide d'une des ailes de l'armée attaquante, sur l'aile ennemie que l'on veut accabler, pendant que l'on refuse l'autre aile. Cette manœuvre, très-difficile, exige des troupes bien exercées, une grande exactitude jointe à un coup d'œil excellent dans les généraux qui sont à la tête des colonnes; la plus grande précision dans l'exécution de la part des officiers qui mènent les divisions. C'est cette manœuvre dont le succès était dû à ses soins infatigables pour les exercices pendant la paix; qui lui a fait gagner

les batailles de Lissa , de Hohen-Friedberg & de Rossbach ; c'est cette même manœuvre qui décida de la journée de Freyberg , où Henri s'est couvert de tant de gloire. Par ce moyen, Frédéric manœuvrait quelquefois des heures entières devant l'ennemi , lui donnait des inquiétudes continuelles sur tout le front , & particulièrement sur le côté où il ne voulait point attaquer ; puis déployant tout-à-coup , une de ses ailes sur le côté opposé , il culbutait une aile de l'ennemi , au moment où on cherchait à deviner ses desseins , ou à en prévenir de simulés ; de-là il passait successivement à l'armée , où la surprise faisait ordinairement l'effroi , le désordre & la confusion.

L'ORDRE de bataille de la cavalerie prussienne est sur trois rangs. Frédéric prétendait que toute cavalerie doit être rangée dans cet ordre. Il faisait charger sur deux , & dans les occasions où un escadron allant à la charge s'ouvrait , se désunissait ou était obligé d'augmenter son front pour ne pas être débordé ; il trouvait dans le troisième , une ressource pour remplir les ouvertures , ou pour augmenter le front sur la droite ou sur la gauche.

IL n'admettait aucun intervalle entre les escadrons de la première ligne, il croyait que mettre des distances entre ces escadrons, n'était autre chose que multiplier les flancs sans se procurer aucun avantage. S'il admettait quelquefois des distances de six à sept pieds, c'était en cas de besoin, & seulement dans quelques circonstances.

LES escadrons de la seconde ligne avaient ordinairement des intervalles égaux à leur front, & quelquefois plus grands. Selon lui, la principale attention d'une seconde ligne était de veiller au flanc de la première; & lorsqu'en avançant, le terrain venait à s'ouvrir, il le faisait remplir par cette seconde ligne, en portant légèrement des escadrons sur le flanc de la première.

LES officiers étaient toujours hors du rang, Frédéric voulait qu'ils ne fissent pas l'office de simples cavaliers, mais qu'ils déterminassent leurs troupes par leur exemple, qu'ils fussent à portée de les arrêter & de les contenir après une charge, & de les faire manœuvrer ensuite, selon les circonstances, soit pour se porter sur les flancs & sur les derrières de l'infanterie ennemie, soit pour lâcher quelques troupes

sur les fuyards , & remettre le reste en ordre pour charger une seconde ligne , ou dissiper ce qui voudrait se rallier.

LA cavalerie prussienne charge toujours au grand galop. Cette façon de charger , disait Frédéric , fait plier l'ennemi , même avant qu'on l'aborde , lorsqu'il n'est pas dans l'usage de charger de même. En effet , une ligne de cavalerie ainsi déterminée , a quelque chose de redoutable , les chevaux sur lesquels elle semble fondre , s'ils ne sont pas accoutumés à ce spectacle , ont peur & tournent de tête à queue. On empêche aussi par-là les poltrons de fuir , ou de rester derrière. Ils sont emportés par leurs chevaux , & la crainte d'être culbutés & écrasés sous les pieds des chevaux , les empêche de s'arrêter un seul instant.

C'EST toujours l'épée à la main , avec la plus grande légèreté , & souvent au galop que la cavalerie prussienne exécute ses manœuvres. Par ce moyen , Frédéric est venu à bout de donner à sa cavalerie une célérité dans les mouvements , inconnue à toutes les autres nations. Ces manœuvres se faisaient avec tant de feu , qu'il n'y en avait guère , où il n'y eût

quelques chevaux de tués, & quelques cavaliers moulus.

C'EST en profitant des fautes de la cavalerie, & à force d'observations que Frédéric parvint à la porter à ce degré de perfection. Dans les deux premières guerres de Silésie, il s'était apperçu du peu d'effet du feu de ses cavaliers, qui avaient la fureur de tirer sans cesse avec leurs pistolets. Aussi-tôt après la paix, il fit faire des hommes de paille contre lesquels il les exerça. Il les laissa tirer contre ces figures avec leurs pistolets; ils n'en touchaient aucun. Après leur avoir fait sentir ainsi l'inutilité de ce feu, il les exerça à tomber sur ces figures, l'épée à la main. Le soldat que son souverain ne dédaignait pas d'éclairer, quitta avec plaisir cette vieille méthode, sur-tout lorsqu'il vit l'effet de l'arme blanche.

FRÉDÉRIC n'était pas moins attentif à former les officiers de la cavalerie, que les simples cavaliers. La science de la petite guerre, selon lui, est aussi essentielle à un officier de cavalerie, que celle du génie à un officier d'infanterie. C'est par l'étude & l'exercice de cette science qu'on apprend à connaître les pays, à sentir la nature & l'étendue d'un terrain,

à juger les dispositions & les mouvements des troupes ennemies , enfin à se former un coup d'œil juste. C'est cette science qui forma les meilleurs généraux. Frédéric convaincu de cette vérité , envoyait servir pendant quelque tems , dans les régiments de houfards , les jeunes officiers de cavalerie , dans lesquels il remarquait de l'activité & de l'intelligence. Ces régiments étaient une école de petite guerre. Il y en a plusieurs en Silésie , cantonnés dans les bourgs & dans les villages. Ils s'y gardent comme si l'ennemi était à portée de les surprendre à chaque instant. Dès que la moisson était faite & la terre découverte , ils étaient en guerre ouverte les uns avec les autres. Ils se donnaient des alarmes de jour & de nuit , se tendaient des embuscades , tâchaient de s'enlever des convois , &c. Il y a dans chaque compagnie vingt houfards qui savent lire & écrire , qu'on appelle patrouilleurs. Dans ce nombre , le capitaine en choisissait de tems en tems quelques-uns pour aller reconnaître un village , examiner le cours & la nature d'un ruisseau , fouiller un bois &c , & ils étaient obligés de venir lui rendre compte de leurs reconnaissances.

PENDANT la guerre de sept ans, le Roi de Prusse entretenait 100 escadrons de houfards, chacun de 150 hommes. Les exercices & les manœuvres en ont fait les meilleures houfards de l'Europe. Ils sont presque tous montés sur des chevaux polonais, & ont l'avantage de pouvoir charger en ligne; comme il arriva entre autres à la bataille de Hohen-Friedberg où le régiment de Natzmer chargea en escadron, les carabiniers Saxons, les culbuta & leur enleva leurs timbales.

TACHONS de donner maintenant une idée des manœuvres de la cavalerie prussienne.

CETTE cavalerie marche ordinairement par demi-compagnie ou quart d'escadron. Elle a le plus souvent sur la droite & sur la gauche de la colonne, un nombre de cavaliers à la distance d'environ une portée de mousqueton, marchant un à un, ou par petits pelotons, le mousqueton haut. Ces cavaliers tout en marchant & sans déborder la tête de la colonne, s'approchent des chemins creux, des bois, des haies &c. & au signal donné par un trompette, ils reviennent à toutes jambes rejoindre leurs troupes.

LES distances s'observent en marchant avec l'exactitude la plus scrupuleuse. Si les diffi-

cultés causées par la nature du terrain y causent quelquefois des irrégularités, l'attention des officiers y remédie sur le champ ; & on a à peine le tems de s'en appercevoir.

LA cavalerie marchant dans l'ordre qui vient d'être dit, après avoir rappelé les pelotons détachés sur ses flancs, se forme en bataille par deux méthodes différentes : l'une très-simple, pour faire face à son flanc gauche par un quart de conversion à gauche de chaque division ; l'autre pour faire face du même côté qu'elle dirigeait sa marche. Cette seconde méthode a quelque chose de particulier, & mérite d'être expliquée. Au premier signal ou commandement, la colonne continuant de marcher, chaque escadron se forme, la première division appuyant sur la droite & se mettant au trot ; la seconde marchant devant elle, ou même appuyant un peu sur la droite ; les deux dernières appuyant sur la gauche, & toutes trois se mettant au galop pour venir se former à la gauche de la première. Aussitôt qu'elles y sont arrivées, le commandant de l'escadron commande *halte ! alignez-vous !* Tout étant aligné dans l'instant, l'escadron se remet en marche. S'il faut voir cette manœuvre, pour se former

une idée de la vitesse & de la précision avec lesquelles elle s'exécute.

LES escadrons formés, celui qui a la tête de la colonne, fait halte, au commandement du général qui mène, & les autres serrent légèrement; ne laissant entr'eux qu'un intervalle de quatre à cinq pas. C'est de cette disposition que l'on part pour se développer & former sa ligne. Pour me faire mieux comprendre, je supposerai une colonne de vingt-cinq escadrons disposée comme je viens de le dire. Dans ce cas, au commandement de déployer la colonne, le treizième escadron ne bougeant, les douze premiers tournent la tête de leurs chevaux à droite, & marchent par leur flanc droit. Les douze derniers tournent de même la tête de leurs chevaux à gauche, & marchent par leur flanc gauche. Dès que la file droite du douzième escadron & la file gauche du quatorzième se sont portées sur les flancs à la distance du front de leur escadron, elles s'arrêtent & font face en tête; les autres files en font de même; & aussitôt que les escadrons sont formés, ils marchent en avant, s'alignant sur le treizième escadron qui, dès qu'il a été démasqué, marche en avant au petit pas. Tous les autres esca-

drons faisant successivement la même chose , la ligne se trouve formée sans intervalles , & marche en avant. C'est au trot que les escadrons se portent à droite & à gauche sur les flancs. On sent aisément que la précision de cette manœuvre dépend de la justesse du coup d'œil des officiers qui commandent les escadrons , pour en arrêter la file droite ou gauche. Les officiers prussiens en ont tellement contracté l'habitude, qu'il ne faut pas plus de quatre minutes à trente-cinq escadrons , pour se former ainsi sur deux lignes , la première de vingt-cinq escadrons , & le seconde de dix ; sans qu'il arrive le moindre désordre.

LA ligne formée , alignée & faisant halte , on fait fortir des escadrons , les cheveux de remonte de l'armée. Il est d'usage de les porter en avant sur un seul rang , pour figurer une ligné ennemie.

LA cavalerie prussienne exécute trois sortes de charges. L'une droit devant elle , sans se jeter ni à droite ni à gauche ; l'autre en se jettant sur la droite pour déborder la gauche de la ligne ennemie , d'un ou deux escadrons ; la troisième en se jettant de même à gauche , pour déborder le flanc droit de l'ennemi.

TOUTES ces charges s'exécutent au grand galop, parcourant ainsi cinq à six cents pas. Au commandement *halte!* tout s'arrête & s'alligne.

LE Roi choisissait quelquefois pour exécuter cette manœuvre, des terrains fort difficiles, dans lesquels il se trouvait des fillons élevés, des trous, des buissons &c.

LORSQU'APRÈS une charge, il est question de faire revenir la cavalerie sur le terrain qu'elle occupait avant que de la faire, elle exécute le demi-tour à droite par quatre. Frédéric préférait cette méthode comme la plus simple.

LA manœuvre suivante paraît avoir pour objet de se porter avec vivacité sur le flanc découvert de l'ennemi, & de le charger sans lui donner le tems de se reconnaître.

LA ligne étant rompue à droite ou à gauche par quart d'escadron, se met tout de suite au trot. La division qui a la tête de la colonne, tourne ensuite à droite ou à gauche, dirigeant sa marche vers un point de vue qui lui est indiqué, & est suivie par toutes les autres divisions. Lorsque la dernière a tourné au pivot & l'a dépassé autant qu'il est jugé nécessaire, la ligne

se forme, s'alligne, & charge tout de suite au galop. Tout est simple dans cette manœuvre, mais on ne saurait trop admirer la vivacité avec laquelle la cavalerie prussienne l'exécute.

CETTE cavalerie a encore une manœuvre particulière pour une ligne d'infanterie. Pour l'exécuter, le Roi prenait ordinairement cinq ou six escadrons, qu'il disposait en colonne par demi-escadron. On trace avec des fiches un alignement qui représente la ligne d'infanterie. La colonne de cavalerie marche droit à l'alignement, & à la distance d'environ 150 pas, elle s'abandonne au galop. La première troupe quelquefois suivie de la seconde, passe au de-là de l'alignement & ne fait halte qu'à 100 ou 150 pas. La troupe suivante tourne à gauche sur l'alignement, & le parcourt suivant sa longueur; la troupe qui suit, tourne à droite pour parcourir le même alignement. Ces deux troupes sont suivies par les autres qui tournent de même alternativement à droite & à gauche, & parcourent l'alignement, jusqu'à ce qu'on leur fasse faire halte.

IL y a encore une autre manœuvre relative à ce que doit faire une ligne de cavalerie, après

avoir culbuté une ligne ennemie. La ligne faisant halte , après avoir chargé , il en sort quelques troupes au trot , qui s'éparpillent sur tout le front , font le coup de pistolet & paraissent poursuivre des fuyards. Au signal qui leur est donné par un trompette, toutes ces troupes se rallient avec promptitude, vis-à-vis des intervalles qu'elles avaient formés en sortant de la ligne qui , pour lors , marche en avant , & les rejoint pour faire ensemble une seconde charge.

QUAND on voit toutes ces manœuvres on est frappé d'admiration & d'étonnement , & on ne croit pas qu'il soit possible à l'art humain de porter plus loin la légèreté, l'ordre & la précision.

TELS sont les effets prodigieux que peuvent produire des exercices continuels, faits sous les yeux d'un souverain infatigable, dont les soldats connaissent les lumières supérieures. Le mérite, les titres, les services, l'ancienneté, n'étaient point des titres à l'ignorance ou à la négligence dans quelque partie. Il fallait que tout exerçât & exerçât de la manière la plus parfaite. Le régiment de Bareith dragons qui s'était acquis une gloire immortelle à la
bataille

bataille de Hohenfriedberg, où il avait enlevé 67 drapeaux à l'ennemi, & fait plus de 2000 prisonniers, parut un jour au camp de Stargard moins bien exercé que les autres. Le Roi en témoigna son mécontentement, & lui ordonna de continuer ses exercices pendant trois mois. Au camp de Magdebourg, un régiment qui se trouvait dans le même cas, reçut le même ordre; & Frédéric le mortifia même jusqu'à lui donner le major d'un autre régiment pour l'exercer & le mettre au point où il le désirait. Il ne se passait point de manœuvres ou de revues, où Frédéric n'ordonnât quelque chose de cette nature.



SEPTIÈME PÉRIODE.

Partage de la Pologne. Guerre de la succession de Bavière. Confédération germanique.

1772 - 1785.

L'AMBITION de Frédéric II après la guerre de sept ans , parut satisfaite , à l'égard des conquêtes. Maître d'une province considérable qui faisait une des plus belles parties de ses états , redouté de ses voisins , couvert des lauriers de la guerre , il ne songea plus qu'à conserver le fruit de ses victoires , & il ne voulut pas risquer dans les hasards d'une nouvelle guerre , une gloire qui lui avait coûté tant de travaux. Il parut donc ne plus songer qu'à vivre en paix ; & s'il prit encore les armes dans la suite , ce ne fut plus en conquérant ; mais pour acquérir une nouvelle espèce de

gloire , celle d'être le protecteur & le défenseur de la constitution germanique.

EN 1772, Frédéric trouva une nouvelle occasion d'augmenter ses états, sans verser du sang, & il la saisit sinon en philosophe, du moins en politique habile.

LA Pologne fière du droit d'élire ses souverains, & dont le sort est si souvent de prendre ceux que veulent lui donner ses voisins. La Pologne s'épuisait par des dissensions ; & en déchirant elle-même son propre sein, offrait une proie facile à l'avidité de ses voisins. L'Impératrice de Russie, en travaillant à appaiser les troubles de ce malheureux royaume, voulut se payer de ses bons offices, en dépouillant la république qu'elle protégeait, de quelques provinces qui étaient à sa bienfaisance. Les Polonais ne pouvaient se défendre, Marie-Thérèse & Frédéric II étaient les seuls qui pussent s'y opposer. Catherine II fit un traité avec ces cours, & on convint que chacune d'elles ferait naître des droits & des prétentions sur quelques provinces, & qu'on les partagerait tranquillement. Ce traité fait, les trois puissances dévoilèrent leurs projets. Chacune d'elles exposa dans un écrit public les droits (64) qu'elle

prétendait avoir sur la Pologne , & s'empara de ce qu'elle voulait. Frédéric prit Elbing & toute la Prusse polonoise à l'exception des villes de Dantzic & de Thorn.

LES ministres polonais firent des représentations (65), & elles étaient justes ; mais qu'est-ce que des représentations justes , quand on est sans forces , contre trois puissances liguées qui peuvent tout ? Frédéric n'en tint aucun compte , il fit passer sous sa domination toute la Prusse polonoise , plaça ses troupes jusqu'aux portes de Dantzic & de Thorn , fit réparer & élargir les grands chemins de cette province , ordonna qu'on construisit des ponts sur les ruisseaux & les rivières , & qu'on apposât par-tout l'écusson de ses armes.

LA Russie prit pour séparation de ses limites, la rivière de Wella, depuis sa source jusqu'à l'endroit où elle se décharge dans le Niemen, & depuis la source du fleuve Benefina jusqu'à Rzeczyca, où il tombe dans le Dnieper.

LA Prusse s'appropriâ la Prusse polonoise & cette partie de la grande Pologne , qui est située au de-là de la Netze

LA maison d'Autriche se mit en possession de toute la rive gauche de la Vistule depuis les

salines , jusqu'à l'endroit où le Wiroz se jette dans cette rivière , à quatorze mille de Varsovie ; de même que de tout le Palatinat de Belz , de la Russie rouge & de la plus grande partie de la Wolhinie jusqu'à Ruez.

CES partages très-inégaux entre eux , étaient relatifs aux prétentions de chaque puissance & conformes aux traités secrets qu'elles avaient faits.

LA Prusse avait 900 lieues carrées , l'Autriche 2700 , & la Russie 3440. Ce dernier terrain , quoique très-étendu , était cependant moins important que ceux des deux autres puissances.

CES invasions donnèrent lieu à des recherches historiques , sur-tout à l'occasion des titres que le Roi de Prusse alléguait dans son manifeste. On en fit voir le peu de fondement ; mais Frédéric qui n'estimait guère plus les manifestes que ceux qui les faisaient , laissa dire les publicistes & garda son terrain. (66)

L'ASSEMBLÉE sénatoriale de Pologne , & un nouveau conseil du sénat , décidèrent qu'on donnerait connaissance du démembrement du royaume aux puissances garantes des traités d'Oliva , de Wielau & de Carlowitz , & sur-

tout qu'on rappellerait aux trois cours co-partageantes les promesses solennelles qu'elles avaient faites, de ne jamais envahir le territoire de la république, & de la conserver dans toute sa splendeur.

EN conséquence de cette décision, Stanislas-Auguste répondit aux déclarations des trois cours, & prouva qu'elle ne pouvaient avoir aucune prétention sur la république, à cause de ce qui était stipulé dans les traités de Wolau & d'Oliva, & de ce qui avait été conclu avec la Russie en 1686. Il réclama en même tems l'appui des médiateurs garants du traité d'Oliva, il protesta de la manière la plus solennelle contre ces actes de violence, & il finit par s'en remettre à Dieu & au tems.

QUOIQUE les troupes de Joseph II occupassent déjà plusieurs districts, il s'éleva cependant une espèce de conspiration & de révolte, qui aurait pu devenir sérieuse, si l'on n'eût pris soin de l'arrêter à tems. Frédéric devenu défiant par cet exemple, traita ses nouveaux sujets avec sévérité, & défendit à tous les nobles & autres sujets de s'enrôler au service des puissances étrangères, & de voyager hors du pays sans une permission expresse signée de sa main. (67)

Dans la fuite , lorsque le Roi de Pologne voulut convoquer un conseil du sénat, Frédéric envoya un fiscal dans tous les districts qu'il avait fait occuper par ses troupes , pour défendre , sous peine de confiscation de leurs biens & de perte de leurs droits d'indigénat , à tous les sénateurs du royaume devenus ses sujets , de se rendre à Varsovie pour y assister au conseil indiqué par S. M. Polonoise.

NON content de cette démarche , il ordonna à son ministre de remettre une déclaration (68) pour éloigner cette assemblée , & empêcher qu'elle fût convoquée. Cependant ses ministres & ceux de Catherine II insistaient fortement sur la tenue d'une assemblée nationale. Ils assuraient qu'en cas de refus , les troupes de leurs souverains se présenteraient devant Varsovie pour en ordonner une : ces menaces engagèrent le Roi de Pologne à anticiper d'un mois la convocation du sénat.

LE but des puissances alliées en exigeant une assemblée nationale , était d'établir leurs droits. En conséquence elles concertèrent un projet pour être remis au conseil du sénat , dans lequel elles établissaient ces droits & proposaient que dans la prochaine diète , le Roi & les états du

royaume déclarassent ces droits fondés , & la prise de possession légitime ; qu'après cela les frontières du royaume fussent réglées par la diète & confirmées par les états du royaume.

LE grand conseil du sénat s'assembla en 1773, mais sans rien conclure. Catherine qui voulait accélérer les négociations, renvoya les prisonniers polonais qu'elle retenait ; & Frédéric déclara au ministère de la couronne , que si la diète future n'accordait pas son consentement au partage, on lui montrerait qu'on pourrait s'en passer.

CEPENDANT les trois puissances faisaient toujours avancer le cordon de leurs troupes & pénétrèrent plus avant dans le pays. Les Polonais faisaient des plaintes & des représentations , & les puissances alliées , inondaient le public de manifestes & de mémoires.

ENFIN le Roi de Pologne déclara que , puisque les trois cours alliées avaient demandé une confédération , & que la nation s'y était engagée , il l'approuvait. Il fut forcé à cette démarche par les ministres des trois cours , qui lui protestèrent que s'il n'accédait le même jour à la confédération , cinquante mille hommes investiraient la ville de Varsovie.

LA confédération fut signée; & l'ouverture de la diète se fit quelques jours après. L'esprit de trouble & de vertige y domina. Les puissances alliées, qui avaient promis de ne point se mêler des affaires, firent cependant remettre à la diète une déclaration, par laquelle ils déclaraient qu'ils ne souffriraient point que la confédération dépendit de la diète, ni qu'elle finît avant que les traités de cession avec les trois puissances eussent été conclus, & que tout fût arrangé avec les dites puissances.

LE Roi de Pologne outré de cette déclaration qui rendait les trois puissances juges dans leur propre cause, déclara qu'il ne pouvait consentir au partage; & qu'il fallait remettre la décision de cette affaire aux puissances qui avaient été médiatrices du traité de paix avec la Pologne. Mais comme ces puissances avaient déclaré qu'elles ne voulaient point s'en mêler, Stanislas proposa de prendre pour arbitre une puissance impartiale. Rien n'était plus juste que cette proposition, aussi déplut-elle si fort aux ministres des trois puissances, qu'ils exigèrent que l'affaire fût terminée en huit jours; & menacèrent de tout, si on n'obéissait.

DANS ces extrémités, le Roi fit un discours à la diète (96) pour exposer ses derniers sentimens & proposer d'envoyer une nouvelle note aux trois cours. On y répondit par de nouvelles menaces. Enfin on nomma une commission & le partage de la Pologne fut ratifié contre l'attente de toute la nation. Le Roi, les sénateurs & les nonces reconnurent que les territoires, dont les trois puissances s'étaient emparés, leur appartenaient. Les traités furent signés. Mais la dernière confédération protesta par un manifeste. (70)

APRÈS cette ratification, les trois puissances prescrivirent à la diète la nouvelle forme de gouvernement qu'elles voulaient donner à la Pologne.

EN 1774, les troupes prussiennes sommèrent le grand régimentaire de la grande-Pologne, de quitter le pays, qu'il occupait avec sa troupe; mais celui-ci s'en plaignit à la délégation & demanda ses ordres à ce sujet. La commission de guerre lui ordonna, par ordre de la confédération générale, de ne point se retirer que la nécessité ne l'y obligeât.

LA délégation regardant la marche des Prussiens vers la Warta, comme une infraction aux

traités, remit aux ministres des trois puissances alliées, un mémoire à ce sujet & déclara qu'après la démarche des troupes prussiennes, elle ne continuerait plus ses séances. Le mémoire adressé au ministre prussien était très-vif & très-dur, ce dernier répliqua de même. On prévint des suites fâcheuses de ces nouvelles altercations, & on convint de retirer le mémoire & la réponse. Alors la délégation publia un nouveau mémoire plus modéré que le premier, (71) dans lequel elle protestait contre tout ce qui avait été fait au préjudice du dernier traité.

QUOIQU'IL y eût un traité conclu avec la délégation sur le démembrement de la Pologne; les puissances co-partageantes ne pouvaient s'accommoder sur l'arrangement des frontières. Il semblait qu'aucune de ces puissances ne voulût paraître la première à entamer cette affaire, parce que, lorsqu'on y pensait le moins, il se présentait de nouvelles difficultés qui en éloignaient l'exécution.

LES cours de Pétersbourg & de Berlin soutenaient cependant que cette fixation des limites était toute simple, qu'il suffisait de jeter les yeux sur une carte de géographie pour

trouver les rivières qui devaient servir de barrières, & qu'il était inutile d'entrer dans des assurances par écrit, puisque le cours déterminé de ces mêmes rivières, marquait les frontières avec une sûreté suffisante.

EN conséquence de cette prétention, ces cours remirent à la délégation un plan relatif aux nouvelles frontières, avec une carte géographique, (72) où étaient désignées les limites qui devaient être établies entre les états de Leurs Majestés & ceux de la république de Pologne.

PENDANT toutes ces discussions au sujet des limites respectives des états co-partageants, il se passa, dans le Palatinat de Cujavie, une action assez vive entre le général prussien Lassow & le régimentaire polonais Kraczewski. Le major prussien Dranowicz, à la tête de 500 Bosniacs, occupait Kieckzewo & Ironaclov. Il exigea que le régimentaire évacuât Complino. Celui-ci n'ayant pas jugé à propos de le faire, le major prussien s'avança sur lui, avec un détachement de 50 hommes. Mais il fut repoussé & blessé d'un coup de feu à la poitrine. Le général Lassow, informé de cette action, rassembla le reste des Bosniacs, & osa attaquer

les Polonais, qui étaient alors au nombre de douze mille hommes. Le combat dura quelques heures, le général eut son cheval tué sous lui, & fut fait prisonnier par les Uhlans. Mais heureusement pour lui, pendant que les soldats qui l'avaient pris s'empresaient à le dépouiller, il survint quelques Bosniacs qui le délivrèrent d'entre leurs mains. Dans le même tems, Boyer, général-major prussien, fondit avec son infanterie sur les Polonais, pendant qu'ils se retiraient de Complino. Il tomba sur leur arrière-garde, leur tua deux cents hommes & fit quarante prisonniers. La perte des Prussiens fut de moitié moins considérable ; mais le régimentaire polonais & le major prussien Dranowicz moururent de leurs blessures.

LORSQUE le ministre de Prusse remit à la délégation la carte des limites auxquelles sa cour bornait ses nouvelles acquisitions en Pologne, la république crut devoir y faire des observations & dire au ministre de Frédéric II, qu'en cédant à la cour de Berlin le district de la grande Pologne en deçà de la Netze, en longeant cette rivière depuis la frontière de la nouvelle Marche jusqu'à la Vistule, près de Sordon & de Soletz, la république n'avait entendu

céder que les parties des palatinats de Pofnanie & de Gnefne qui font fur la droite de la Notecz , & que du point de la frontière de ce dernier palatinat, le plus voifin de la Viftule qui eft Naklo , il ferait fixé une ligne de démarcation par le Palatinat d'Inorowclaw jufqu'à la Viftule. De forte que cette ligne, commençant à la Notecz , qui fait la féparation entre les palatinats de Gnefne & d'Inorowclaw, fuyant à peu-près la rivière de Brda , irait aboutir au point de la Viftule le plus prochain , entre Fordon & Soletz ; mais qu'au lieu de cette démarcation , les limites tracées par la carte de la cour de Berlin , s'étendaient plus loin ; & qu'au lieu d'une très-petite portion du palatinat d'Inorowclaw , elles ajoutaient aux nouvelles poffeffions du Roi de Pruffe , la plus grande partie de ce dernier Palatinat , & une partie de celui de Brzezcz en Cujavie , jufqu'à la fource de la Notecz , au de-là du cap Golpho. Cette étendue était évidemment contraire au fens & à la lettre du traité de ceffion , puifqu'il aurait été inutile de désigner un terme , par l'exprefion des villes de Sordon & de Soletz , fi la ceffion avait dû s'étendre au de-là de ces endroits , jufques dans le palatinat de Brefc & à la fource de la Notecz dans le lac Golpho.

LE ministre de Frédéric II répondit à ces observations par un mémoire, (73) où il soutint que sa cour avait été en droit d'occuper les possessions dont elle jouissait actuellement. On fit des observations semblables aux deux autres cours, & elles répondirent de même. Il y eut encore plusieurs contestations de la même espèce; mais enfin, les trois cours restèrent maîtresses de ce qu'elles avaient voulu.

UN autre événement menaça le repos de l'Allemagne, & mit de nouveau les armes à la main à deux maisons rivales dont la paix d'Hubertsbourg semblait avoir affermi la bonne intelligence.

LE 30 décembre 1777, Maximilien-Joseph, Electeur & duc de Bavière était mort de la petite vérole, & avec lui s'éteignait la ligne masculine de sa maison. Depuis longtems la maison Palatine avait prétendu avoir droit à cette succession dans ce cas, à cause de sa descendance commune du duc Louis le fèvre, mort en 1294; & ce droit fondé sur le traité de Pavie de 1329, avait été confirmé par d'autres traités dans les années 1766, 1771 & 1774.

CEPENDANT dans le tems que Louis de Bavière avait fait le traité de Pavie avec les
comtes

comtes palatins du Rhin, fils de son frère, il ne possédait encore que la haute-Bavière. Une ligne collatérale, issue d'un frère de son père, Louis le sévère, était alors en possession de la basse-Bavière; & ce n'est qu'en 1340, à l'extinction de cette ligne collatérale que ce pays fut réuni à la haute-Bavière; de sorte qu'il ne pouvait être compris dans le traité de Pavie. Depuis ce tems, c'est-à-dire, en 1353, il y avait eu entre les fils de Louis de Bavière, un nouveau partage, par lequel la basse-Bavière avait été de nouveau séparée de la Haute; & il s'était élevé une nouvelle ligne de basse-Bavière à Straubing. La maison d'Autriche prétendait que ce partage était absolu, (Todtheilung) & que la postérité masculine de cette ligne s'étant éteinte par la mort de Jean fils d'Albert; les agnats de la maison de Bavière, n'avaient proprement aucun droit à cette succession. Que les seuls qui pussent y faire des prétentions légitimes, étaient Albert d'autriche, fils de la sœur du dernier duc Jean; & l'Empereur Sigismond, qui pouvait regarder cette partie de la Bavière comme un fief dévolu. Qu'à ce titre, il en avait donné l'investiture à son gendre qui était ce même Albert d'Autriche. Que

malgré cela , la ligne de haute-Bavière , parvint alors à se mettre en possession de la basse-Bavière ; mais que maintenant l'extinction de cette ligne faisait revivre les droits de la maison d'Autriche ; & que la maison palatine ne pouvait former aucune prétention.

ON ne pouvait soutenir avec fondement que le partage de 1353 eût été un partage absolu ; car en 1429 une sentence impériale avait décidé en faveur des agnats de la maison de Bavière , Albert d'Autriche avait renoncé solennellement à ses droits , & d'ailleurs la maison d'Autriche actuelle , ne descend point de cet Albert.

LA cour de Vienne prétendait outre cela que les pays que la maison de Bavière avait reçus à titre de fief , soit de l'Empire , soit de le couronne de Bohême , étaient ouverts & dévolus , & que par conséquent Joseph II était en droit de prendre possession d'une partie en qualité d'Empereur ; & Marie-Thérèse de l'autre comme Reine de Bohême.

AUSSITÔT après la mort de l'Electeur, Charles-Théodore , Electeur palatin , en qualité de plus proche agnat , fut proclamé Electeur de Bavière , & se rendit à Munick le 2 janvier. Mais la cour

d'Autriche, qui voyait dans cet électorat un arrondissement avantageux pour les états de sa monarchie, engagea le nouvel Electeur à reconnaître ses droits; & c'est ce qu'il fit par une convention signée à Vienne le 3 janvier.

COMME Charles-Théodore était déjà en possession de la Bavière, la cour de Vienne avait craint quelques contradictions, & ses troupes étaient déjà prêtes à entrer dans l'électorat. La facilité de l'Electeur palatin rendit ces mesures inutiles de ce côté; il laissa l'Empereur & l'Impératrice prendre possession de la Bavière; le premier comme Empereur d'Allemagne, la seconde comme Reine de Hongrie.

CEPENDANT le duc des Deux-Ponts comme plus proche agnat de l'Electeur palatin, protesta contre un traité de cette nature, fait sans son consentement contre les droits de sa maison. En même tems la maison électorale de Saxe prétendit avoir droit à la succession allodiale, & demandait 47 millions de florins. Elle prétendait que la ligne masculine issue de l'Empereur Louis, se trouvant éteinte, cette succession allodiale revenait de droit à la princesse douairière de Saxe, sœur du défunt, ou plutôt à l'Electeur son fils, auquel elle avait cédé éventuellement

ses droits. D'un autre côté, le duc de Mecklenbourg, croyait avoir enfin trouvé une occasion de faire valoir une expectative donnée à sa maison en 1502, sur le landgraviat de Leuchtenberg; expectative qu'on avait éludée de remplir en 1647.

CES trois cours s'adressèrent au Roi de Prusse, & le prièrent de les soutenir dans leurs prétentions. Frédéric qui aurait vu avec jalousie l'agrandissement de la maison d'autriche, & qui trouvait une nouvelle espèce de gloire à acquérir, celle de paraître aux yeux de l'Europe le défenseur désintéressé de la liberté & de la constitution germanique; saisit avec ardeur cette occasion. L'Electeur de Brandebourg, qui s'était moqué autrefois du ban de l'empire, prétendit que les démarches que l'on avait faites jusqu'alors dans cette affaire, étaient contraires à la *sûreté, à la liberté & à toute la constitution de l'empire germanique*; & qu'il aurait fallu auparavant porter l'affaire à la diète, & demander l'avis des Electeurs. Il déclara donc qu'en qualité d'Electeur & de partie contractante de la paix de Westphalie, il était décidé à soutenir la constitution de l'empire.

APRÈS des négociations vives & infructueuses (74) entre les cours de Vienne & de Berlin, la guerre éclata en effet au mois de juillet 1778.

LA Prusse avait rassemblé deux armées , l'une en Silésie sous les ordres du Roi , & la seconde dans la Marche sous la conduite du prince Henri. Cette dernière était destinée à entrer dans la Bavière ou à couvrir la Saxe.

LE 6 avril , le Roi était parti pour la Silésie avec le prince héréditaire de Brunswic , & avait établi son quartier-général à Schœnwalde.

PENDANT ce tems là , l'Empereur continuait ses préparatifs & ses invasions en Bavière , & s'emparait même de plusieurs districts qui ne pouvaient point être regardés comme des fiefs masculins de l'empire , & qui n'étaient point compris dans la convention faite avec l'Electeur palatin. Il fit fortifier Egra , pour empêcher les Prussiens d'entrer en Bavière , & pour avoir une place d'armes sur les frontières de la Saxe. 30000 hommes commandés par le prince de Lichtenstein , menaçaient cet électorat ; ce qui engagea l'Electeur à rassembler toutes ses troupes près de Dresde.

L'ARMÉE du Roi de Prusse resta jusqu'au mois de juin cantonnée près de Silberberg, & le 16 de ce mois, le général Wunsch partit avec 20 bataillons & 28 escadrons pour aller former un camp près de Reinerz. Les troupes autrichiennes se cantonnèrent pareillement en Bohême, & se renforçaient de jour en jour. Au mois de juin, l'Empereur se rendit à son armée, établit son quartier-général à Sobotka près d'Jung Bunzlau, & bientôt après, le duc Albert entra en Moravie & se cantonna dans le cercle de Kœnigsgrätz. Les armées restèrent dans cette position, en attendant le résultat des négociations. Elles furent rompues le 24 juin de la part de la cour de Vienne. (75)

AU commencement de juillet, le Roi entra en Bohême. Dès que ses troupes s'approchèrent des frontières, l'armée autrichienne quitta Bunzlau & Kœnigsgrätz, & alla camper sur la rive droite de l'Elbe près de Kukus, bourg situé entre Jaromirs & Kœnigshof. Cette armée commandée par Laschy & Haddik était forte de plus de 100000 hommes, & n'avait d'autre dessein que de couvrir l'Elbe, & d'empêcher les Prussiens de passer ce fleuve. Les deux armées n'étaient qu'à une lieue l'une de l'autre. Cette

proximité donna lieu à quelques escarmouches ou rencontres , qui tournèrent presque toutes à l'avantage du Roi de Prusse , dont la cavalerie était toujours supérieure à celle de l'Empereur. Ce dernier fit abbatre tous les ponts ; transporter à Kœnigsgrätz tous les bestiaux que l'on put trouver , & faucher tous les bleds des campagnes.

CEPENDANT Laudon à la tête de 100000 hommes , fut envoyé contre le prince Henri , que l'on soupçonnait devoir entrer dans le haut-Palatinat & la Bavière. Laudon fut trompé, le prince mena son armée en Saxe ; se réunit à 22000 hommes de troupes saxonnes , & se trouva à la tête de 72850 hommes.

FRÉDÉRIC , près de Jaromirs était occupé à observer la position de l'ennemi , & cherchait les moyens de l'attaquer. Le 14 juillet, Wurmer, général autrichien , attaqua les avant-postes des Prussiens qui étaient près de Nachod & fut repoussé ; cette circonstance engagea le Roi à changer un peu la position de son camp ; espérant d'ailleurs qu'il engagerait par là les Autrichiens à changer aussi celle du leur , & qu'il trouverait enfin moyen de les attaquer avec avantage. Mais l'Empereur , au lieu de changer

son camp, ne fit que le fortifier de plus en plus, du côté où il craignait que les Prussiens ne repassassent le fleuve.

FRÉDÉRIC voyant ses espérances trompées, ordonna au prince Henri, d'entrer aussi en Bohême avec son armée. Il devait passer par la Lusace, afin de se rapprocher autant qu'il pourrait de l'armée du Roi & de l'aile gauche des Autrichiens. Ces derniers avaient prévu cette marche, & ils avaient tout disposé pour la rendre impossible ou du moins très-difficile. Le prince plus fin qu'eux, se joua de leurs efforts. Il feignit de vouloir entrer par un autre endroit, y attira¹ Laudon, & prenant tout à coup une nouvelle route, fit des marches forcées vers les frontières de la Lusace, & pénétra en Bohême de ce côté, malgré les abbattis & les autres obstacles que l'on avait élevés contre sa marche. Les Autrichiens qui se rapprochèrent, ne purent empêcher cette marche la plus favorable que l'on ait peut-être jamais faite. Il n'y eut que quelques rencontres où les Prussiens perdirent fort peu de monde & où ils prirent à l'ennemi 29 officiers & 1500 soldats.

LAUDON qui voulait éviter une bataille, se retira dans l'intérieur de la Bohême, & l'armée

du prince Henri se répandit de plus en plus dans les cercles de Leitmeritz & de Bunslau, & s'empara de Leitmeritz où il trouva des magasins considérables.

CEPENDANT il ne se passa rien de remarquable à l'armée du Roi, jusqu'au mois d'août; elle resta tranquille dans son camp, attendant l'issue des marches du prince Henri.

LAUDON se posta aussi avantageusement, contre les attaques du prince Henri, que l'armée de Laschy contre celle de Frédéric. L'attaque était impossible du côté des Prussiens. Le Roi sortit enfin de sa position pour faciliter la jonction de son armée avec celle du prince son frère, & remonta vers la source de l'Elbe. Il fut obligé de passer par plusieurs défilés où il est étonnant que l'armée impériale n'ait osé l'inquiéter. On lit dans un journal autrichien, *que des raisons politiques très-importantes empêchèrent de rien entreprendre contre l'ennemi dans cette occasion.*

L'ARMÉE autrichienne suivit sur la rive droite de l'Elbe, les mouvements que les Prussiens faisaient sur la gauche; & se campa près d'Arnau, vis-à-vis du nouveau camp des Prussiens, ayant soin de se fortifier aussi bien que dans

leur premier camp. Les deux armées étaient postées ainsi près d'Arnau. Le Roi ayant tenté inutilement d'attirer les Autrichiens hors de leurs retranchements, tenta de passer l'Elbe entre Arnau & Hohenelb; afin de pouvoir joindre l'armée du prince Henri vers l'Isar. Mais la vigilance & les soins des autrichiens rendirent ces efforts inutiles. Le Roi tenta le passage plus loin, mais aussi inutilement qu'auparavant. Enfin ennuyé de se fatiguer vainement dans une contrée impraticable, où l'ennemi refusait d'en venir aux mains: il résolut de se retirer, & d'attendre les évènements de la campagne suivante.

LE prince Henri placé près de Nîmes en Bohême, observait l'armée de Laudon, & attendait un moment favorable pour opérer la jonction désirée. Lorsqu'il vit que ses espérances étaient vaines de ce côté, il tenta d'attirer Laudon hors de ses retranchements pour lui livrer bataille. Le moyen qui lui parut le plus propre, fut de feindre d'attaquer Prague. En effet, le dernier jour du mois d'août, les généraux Platen & Mœllendorf s'approchèrent de cette ville, l'un sur la rive gauche de l'Elbe, & l'autre sur la droite. Les habitans furent

effrayés; on enrôla tous les jeunes gens, on empaqueta les archives, on mit les caisses en sûreté; & Laudon, loin d'accourir au secours de cette ville, sembla vouloir la laisser en proie aux ennemis, & resta dans ses retranchements. Le but étant manqué, on fit retirer les deux corps.

LES troupes prussiennes n'avaient plus d'autre ressource que de profiter du reste de la saison, pour se mettre en état de vivre aux dépens de l'ennemi; ils fouragèrent dans la Bohême & y mirent plusieurs endroits à contribution. Les généraux autrichiens en firent autant sur le côté des frontières de la Saxe, qui était sans défense.

ENFIN le Roi se retira par Altstadt, vers Schatzlar. Cette retraite dans un pays montagneux & coupé de toutes parts, par des tems presque toujours mauvais, & sous les yeux d'une armée, de près de 200000 hommes, est admirée de tous les gens de l'art.

Frédéric résolut de rester à Schatzlar, jusqu'à ce qu'il fût informé du retour du prince Henri, qui avait ordre de se retirer en Saxe; dans le dessein de diriger ensuite ses entreprises selon les mouvements de l'ennemi; mais celui-ci

agit toujours avec une précaution si timide , qu'on vit bien qu'il ne songeait qu'à éviter la bataille.

LE prince Henri avait pris ses quartiers d'hiver en Saxe , & Frédéric songea aussi à prendre les siens en Silésie.

LES Prussiens s'étaient emparés des principautés de Troppau & d'Jägerndorf , qui appartenaient à la maison d'Autriche , & les Autrichiens avaient formé le projet de les reprendre. Dans ce dessein , ils renforcèrent un corps de troupes qui était en Moravie sur les frontières de la haute-Silésie ; & ce corps devait chasser les Prussiens de Troppau & d'Jägerndorf. A la fin de septembre , on envoya 20 bataillons de Bohême dans le même endroit , & un corps considérable de Croates s'avança pareillement vers la Moravie. Ces préparatifs obligèrent aussi les Prussiens de se renforcer.

LE prince héréditaire fut envoyé contre Rotta , il le força de se retirer jusqu'à Bær en Moravie ; & la plus grande partie de la haute-Silésie se trouva dans la puissance des Prussiens. Les Autrichiens se renforcèrent toujours de plus en plus , mais se bornaient à des fourrages & évitaient toujours une action décisive.

A la fin cependant un corps d'autrichiens hazarda sous la conduite du général Ellrichshausen , de s'avancer jusque dans les environs de Troppau. LE 17 octobre, deux bataillons de Croates attaquèrent une garde de Prussiens , composée d'un bas-officiers & de 16 chevaux , & ces braves gens se défendirent assez longtems , pour donner le tems à six escadrons de houfards & de Bosniaques de venir à leur secours. Le colonel de Spleni du régiment d'Estershafy attaqua trois escadrons prussiens qui s'avançaient contre lui ; mais le major de Hülsen les ayant soutenus à tems avec son escadron , le détachement autrichien se retira & fut poursuivi jusqu'à Jactar.

UNE autre tentative faite par un détachement de l'armée de Moravie , ne réussit pas mieux aux autrichiens. Ils s'en vengèrent en fourageant & mettant à contribution quelques autres endroits dont ils traitèrent les habitans avec beaucoup de dureté.

FRÉDÉRIC après avoir pourvu à la sûreté de la basse-Silésie , résolut d'entrer dans la haute-Silésie , croyant que l'armée autrichienne , qui était bien supérieure à la sienne , se prêterait enfin à une action décisive. Un corps commandé

par Tauenzien, partit de Schatzlar le 15 octob. & arriva le 19 près de Neustadt. Le 19 le Roi arriva à Neisse. L'armée des autrichiens dans cette contrée était de 5000 hommes & Frédéric ne doutait point, qu'ils ne voulussent défendre leurs postes. Il se trompa, les détachements se retiraient à mesure qu'il approchait. Alors Frédéric ne songea plus qu'à poster avantageusement son armée dans les environs de Troppau & Jægerndorf, pour la mettre en sûreté contre toute attaque pendant l'hiver.

LE 23 octobre, les Prussiens apprirent que les troupes autrichiennes s'avançaient ensemble vers Olbersdorf. Le général-major de Thun qui était à Mockern dans la voisinage d'Olbersdorf, résolut de les attendre. Dans la nuit du 26, les Croates & les hofsards s'avancèrent au milieu des ténèbres & de la pluie, & attaquèrent inopinément, les gardes avancées des prussiens. A peine celles-ci se furent-elles retirées que les Autrichiens étaient déjà formés vers le village, & tâchaient par un feu très-vif de mettre les Prussiens en désordre. Mais les Prussiens se défendirent avec tant de courage & de vivacité, que les ennemis se retirèrent en laissant plusieurs morts sur la place. Les

ténèbres & la pluie empêchèrent les Prussiens de les poursuivre.

DANS une autre escarmouche , les Autrichiens furent chassés d'Oftrau en Moravie.

LE 3 novembre, le Roi se rendit à Breslau. Il avait ordonné les cantonnements de son armée. Le cordon commençait à Ratibor , & s'étendait jusqu'à Jægerndorf. Wunsch était dans le comté de Glatz avec un corps ; Ramin en commandait un autre dans les montagnes de la basse-Silésie ; le quartier-général était à Landshout , & ce cordon s'étendait jusqu'à Greiffenberg sur les frontières de la Saxe , où l'armée du prince Henri s'était cantonnée.

LES Autrichiens imitèrent les cantonnements des Prussiens. Leur cordon s'étendait depuis Egra le long des frontières de Saxe & de Lusace , puis suivant celles de la Silésie & de Glatz , par la Bohême , la Moravie & la principauté de Teschen.

PENDANT tout le mois de novembre , les Autrichiens firent plusieurs tentatives pour reprendre Jægerndorf , mais ils furent toujours repoussés avec perte. On se renforça de part & d'autre dans cet endroit.

LE commencement de l'année suivante se passa en petites entreprises où l'avantage ne fut pas fort considérable de part ni d'autre. On a reproché aux autrichiens, qui évitèrent la bataille pendant toute cette guerre, de s'être amusés à brûler les villes & des villages. La ville de Neustadt, où était le régiment du prince royal de Prusse, maintenant Frédéric-Guillaume II fut réduite en cendres. 250 maisons furent dévorées par les flammes. Ce prince donna dans cette occasion des marques de cette générosité qui devait un jour le faire aimer sur le trône. Etant rentré dans la ville après l'incendie, les habitans se jetaient à ses genoux dans les rues, & lui peignaient leur malheur. Ce bon prince mêla ses larmes à celles de ces infortunés, leur fit distribuer tout l'argent dont il pouvait disposer, & leur promit d'engager le Roi à réparer leur malheur.

CEPENDANT au mois de décembre 1778, l'Impératrice de Russie prépara par une déclaration, la paix qui se fit au mois de mai de l'année suivante.

L'IMPÉRATRICE déclara que les choses étant au point d'être décidées par le fort des armes, elle ne pouvait plus regarder les affaires
d'Alle.

d'Allemagne comme de simples différens , qui pussent être apaisés par des voies de douceur. Que la situation de l'Allemagne ainsi que sa puissance , rendaient ce pays le centre de toutes les opérations politiques de l'Europe. Qu'en conséquence , il importait extrêmement à tous les autres états , si sa constitution était permanente ou changée , si l'Empire jouissait de la paix ou était déchiré par la guerre. Que toutes ces choses devaient intéresser sur-tout un état tel que la Russie qui , outre ses rapports naturels avec les autres états , & ses liaisons d'amitié avec la plus grande partie des princes de l'Empire , devait encore avoir égard à l'alliance étroite qui l'attachait à la puissance , qui s'était vue forcée de prendre les armes pour arrêter les démarches de la cour de Vienne. Qu'en conséquence , l'Impératrice ne pouvait plus voir avec indifférence , les disputes qui s'étaient élevées au sujet de la succession de Bavière , & qu'elle se croyait obligée d'y prendre part. „

„ QUE sans s'arrêter au droit politique de l'Allemagne , l'Impératrice ne prenait pour règle que l'équité naturelle , & les principes sur lesquels toute société est fondée. Que d'après ces principes , elle trouvait que tout l'Empire

n'était maintenant en mouvement , que parce que la maison d'Autriche voulait faire revivre des droits , éteints depuis plusieurs siècles , & oubliés dans la paix de Westphalie , & qu'elle voulait les faire valoir maintenant contre cette paix de Westphalie , qui est la base & le rempart de la constitution de l'Empire germanique ; & que la manière dont on s'y prenait pour faire valoir ces prétentions étaient plus contraires encore à cette paix solemnellè & sacrée. Enfin , que par la guerre destinée à soutenir ce premier pas de la cour de Vienne , tout l'Empire germanique était exposé à un danger évident. Que la chute de cet Empire causerait nécessairement une commotion violente dans tous les états voisins de l'Allemagne , un dérangement de l'ordre & de l'équilibre de toute l'Europe , & peut-être même, dans la suite des tems, un grand danger pour l'empire de Russie. Que tout souverain sage & prudent devait prévoir & détourner ces malheurs , & que la cour de Russie ne pouvait adopter à cet égard d'autres principes & d'autres maximes , que ceux que la cour de Vienne avait adoptés dans des occasions semblables. „

„ QU'EN conséquence, la cour de Russie priaît l'Impératrice - Reine & l'Empereur , de mettre fin aux présents troubles de l'Allemagne, conformément à tous les principes d'équité, & aux sentimens d'humanité qui leur étaient si naturels ; & de s'accommoder d'une manière amiable, & selon les loix & la constitution de l'Empire , avec le Roi de Prusse & les autres parties intéressées à la succession de Bavière. Qu'au cas contraire , l'Impératrice de Russie déclarait , quoiqu'à son grand regret , qu'elle ne pouvait voir avec indifférence la guerre qui s'était allumée en Allemagne , soit à cause de son objet , soit à cause des circonstances qui s'y trouvaient liées , & des suites qu'elle pourrait avoir ; mais qu'elle serait obligée d'avoir sérieusement égard à ce qu'elle devait à son empire, aux intérêts des princes qui avaient demandé son amitié & ses secours , & sur-tout à ses obligations envers ses alliés. „

AVANT que cette déclaration fût arrivée à Vienne, la cour de Vienne fit proposer par son envoyé à Pétersbourg, que les cours de Russie & celle de France se rendissent médiatrices. Ces deux cours y consentirent, ainsi que le Roi de Prusse. On assembla un congrès à

Tefchen, & le 13 mai 1779 la paix fut fignée. (76)
 Le principal article porte, que la maifon d'Au-
 triche aura un morceau de la Bavière, favoir
 la partie fituée entre le Danube, l'Inn & la
 Saltz. Tout le refte demeure à la Bavière
 comme auparavant. L'Impératrice s'engage en
 qualité de Reine de Bohème, à donner de
 nouveau à la maifon palatine, l'investiture des
 fiefs qui dépendent de cette couronne, & qu'elle
 s'adrefferait à l'Empereur pour procurer à la
 même maifon l'investiture des fiefs dépendants
 de l'Empire.

EN même tems on confirma les traités de
 famille entre les maifons palatine de Deux-
 Ponts des années 1766, 1771 & 1774; & les
 puiffances contractantes & médiatrices les ga-
 rantirent, y compris nommément la ligne de
 Birkenfeld; en tant que lefdits traités ne fe-
 raient point contraires à la paix de Weftphalie,
 & dans les chofes qui n'auraient point été
 changées par la préfente paix.

L'ELECTEUR promit de payer à la cour de
 Drefde fix millions de florins pour contenter
 cette cour.

QUANT à la maifon de Mecklenbourg, l'Im-
 pératrice, conjointement avec le Roi de Pruffe,

promirent d'employer leurs bons offices auprès de l'Empereur , pour qu'il lui accordât une exemption illimitée du droit d'appel. (77)
(*Privilegium de non appellando.*)

LE Roi de Prusse se piqua de générosité dans ce traité de paix , il ne voulut retirer de cette guerre que la gloire d'avoir travaillé à soutenir la constitution de l'Empire. Il n'exigea aucun dédommagement.

LA Russie & la France garantirent le traité. On demanda aussi le consentement de l'Empereur & de l'Empire ; & après quelques difficultés peu importantes , on obtint l'un & l'autre.

L'IMPÉRATRICE-REINE ne survécut pas long-tems à la paix de Teschen ; l'Empereur Joseph II , à peine en possession des états héréditaires de sa maison , travailla avec ardeur à des changements qu'il crut propres à affermir son autorité & sa puissance.

CEPENDANT Frédéric , comptant sur le traité de Teschen , ne croyait pas qu'il dût être jamais question , de réunir encore la Bavière aux possessions de la maison d'Autriche. Quel fut son étonnement , lorsqu'on apprit qu'il était question d'échanger la Bavière entière

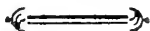
contre les Pays-Bas autrichiens , à l'exception de Namur & de Luxembourg , & de donner à ces pays le titre de Royaume de Bourgogne. On fut qu'au mois de janvier 1785 l'envoyé de Russie avait proposé au duc de Deux-Ponts de donner son consentement à cet échange ; & de se déclarer dans l'espace de huit jours ; en ajoutant de bouche , qu'au cas de refus , l'affaire aurait lieu , même sans son consentement.

LA chose était d'autant plus étonnante , que dans les négociations de la paix de Teschen , on avait déclaré qu'un tel arrondissement , en agrandissant les possessions de la maison d'Autriche , détruirait entièrement l'équilibre qui avait subsisté jusqu'alors entre les différents états de l'Empire ; & la paix de Teschen garantie par la Russie & la France , semblait n'avoir été conclue que pour prévenir & empêcher cet arrondissement. Frédéric regarda donc cette démarche comme une infraction à cette paix.

IL paraissait bien étonnant aussi qu'un tel échange pût être fait sans le consentement des agnats qui avaient droit à la succession de Bavière , & la manière singulière dont on avait

demandé celui du duc de Deux-Ponts, fit naître beaucoup de soupçons.

DANS ces circonstances, Frédéric ne trouva rien de plus convenable que de former avec les princes les plus puissants de l'Allemagne, une ligue pour la défense de la constitution de l'Empire. (78) Les cours de Saxe, de Brandebourg & l'Electeur de Hanovre furent les premiers membres de cette confédération. Dans la suite, l'Electeur de Mayence & plusieurs autres princes de l'Empire y accédèrent. Le but de cette ligue est uniquement de conserver la constitution de l'Empire, & de la défendre contre quiconque voudrait y porter atteinte. Cette ligue, qui n'annonçait en effet que ce que l'Empereur aurait pu prévoir, ne laissa pas de l'arrêter dans ce projet. Il y renonça, ou parut y renoncer; & Frédéric termina sa carrière politique par cette opération glorieuse.





A N E C D O T E S ,
PIECES JUSTIFICATIVES
ET
AUTRES PARTICULARITÉS.

(1) **T**ELLES sont Freistadt , Parchwitz , Polkwitz , Rauden , Hernnstadt , Gurau , Winzig , Jauer , Neumarkt , Freiburg , Ratibor , Hainau , &c.

(2) Ces dépenses n'empêchaient point le Roi d'en faire d'autres bien plus considérables encore dans les capitales & les autres villes de ses provinces. Tels sont, par exemple, le château-neuf de Potsdam qu'il faisait construire, une nouvelle école militaire, une école de cadets, la nouvelle bibliothèque, des ponts, des places & des rues entières dont tous les édifices ressembtent à des palais. C'est dans le même tems qu'il faisait construire des chauffées & creuser des canaux pour dessécher des marais de plusieurs milles, dans les environs de la Warte; c'est dans le même tems qu'il élevait de nouveaux villages dans toutes ses provinces.

Outre cela , il entretenait une garde superbe de 2000 hommes , une académie des sciences , un opéra italien , une comédie française , une chapelle & une école militaire magnifique ; c'est dans le même tems qu'il achetait à grands prix des tableaux & des pierres gravées antiques.

(3) Un tableau rapide de l'état de la Silésie sous le règne de la maison d'Autriche , nous fera mieux sentir tout le prix de ce que fit Frédéric dans cette province.

Le duché de Silésie & le comté de Glatz , c'est-à-dire , le pays qui s'étend des deux côtés de l'Oder , depuis les montagnes de Hongrie jusqu'au confluent de la Bober , a pour bornes actuelles , la Pologne à l'Orient , la principauté de Teschen & les monts Crapats au Midi ; à l'Occident la Bohême & la Lusace , & au Nord la Marche de Brandebourg. Sa longueur est de 45 milles d'Allemagne , sa largeur de 20 , & par conséquent sa surface d'environ 900 milles carrés. Retranchons de cette surface 100 milles carrés d'eaux , de montagnes & autres lieux inhabitables , & il nous restera 800 milles carrés propres à l'habitation & à la culture. Deux mille hommes peuvent vivre

sur un mille carré de terrain, lorsqu'ils cultivent eux-mêmes, & par conséquent 1,600,000 hommes sur 800 milles. Selon les registres des églises, il meurt année commune 36000 hommes en Silésie; & selon Susmilch, une personne sur 38. D'après ce rapport, la Silésie & le comté de Glatz ne doivent contenir que 1,368,000 habitans. Par conséquent, il reste encore de quoi nourrir 232,000 colons.

Dans les tems anciens, la Silésie s'étendait plus loin de tous les côtés. Elle renfermait la principauté de Teschen, Aufschwitz & une autre partie de la Pologne & du Brandebourg, jusqu'à la Warthe. Alors la Silésie faisait partie de la Pologne, & était soumise aux souverains de ce pays.

En 1104, elle fut séparée de la Pologne & eut des ducs particuliers.

Au commencement du XIV^e siècle, ces ducs se soumirent eux & leur pays aux Rois de Bohême & se reconnurent leurs vassaux.

En 1474, Mathias Roi de Hongrie, acquit la Silésie par les armes & les traités.

En 1526, elle passa sous la domination de la maison d'Autriche avec la Bohême & la Hongrie.

Nous avons vu comment elle passa à la maison de Prusse.

Ferdinand fils de Maximilien I , frère de Charles V , fut le premier prince de la maison d'Autriche qui posséda la Silésie. Dans ce tems là , la réformation de Luther troublait toute l'Allemagne. Ferdinand qui disputait le trône de Hongrie contre Jean de Zapolie , soutenu par Soliman , fut obligé de dissimuler pendant quelque tems ; mais dès qu'il eut fait un traité qui lui donnait quelque relâche , il s'en servit pour sévir contre les protestants. Il exigea de la Silésie de l'argent & des soldats pour faire la guerre aux protestants en Allemagne ; & il se réunit à Charles V son frère , pour servir la passion du Pape qui voulait détruire la nouvelle doctrine & ses partisans. La Silésie à laquelle on avait promis solennellement de conserver tous ses privilèges , trouva cette demande fort dure. Cependant elle promit tout , mais elle donna le moins , & le plus tard qu'elle put. Ferdinand l'en fit repentir. Il condamna à de fortes amendes ceux qui avaient refusé de contribuer , & il fit exiger ces amendes à la dernière rigueur. Breslau fut obligée de payer 80,000 écus , & de se soumettre à un impôt

permanent sur la bierre , parce qu'elle n'avait point célébré par des réjouissances publiques la victoire de Charles V sur l'Electeur de Saxe , à la journée de Mulberg.

Ce prince travailla avec ardeur à affaiblir les privilèges des états luthériens , & à rompre leurs liaisons avec les princes allemands de la même croyance. Le Margrave George perdit les principautés d'Oppeln & Ratibor , auxquelles il avait droit après la mort du dernier duc Jean , en vertu d'un pacte de famille fait avec ce prince. Il avait déjà reçu l'hommage des états , lorsque Ferdinand déclara le pacte nul , & *s'empara des principautés.*

Un pacte de succession conclu entre Frédéric II duc de Lignitz , & Joachim Electeur de Brandebourg , excita aussi l'attention de Ferdinand. Il fit déclarer le pacte nul par les états de Bohême. Cependant les Rois de Bohême Uladislas & Louis y avaient consenti. Mais on opposa à cette raison , les ordonnances confirmées par les mêmes Rois , qui défendaient d'aliéner aucune partie de la Bohême ; & cette raison parut suffisante à un tribunal où Ferdinand était juge & partie.

Frédéric fut obligé de renoncer par écrit au pacte ; mais il le confirma de nouveau par son testament. Joachim , Electeur de Brandebourg , protesta contre la sentence ; & il ne manqua à cette formalité que d'être soutenue par les armes.

Ferdinand s'appliqua à détruire plusieurs droits & privilèges de cette province. Après la mort de George duc d'Jægerndorf , il s'empara de la tutelle de son fils George-Frédéric , à l'exclusion d'Albert Margrave d'Anspach , nommé par le testament du père.

Frédéric II de Lignitz , étant mort en 1547 , Frédéric III son fils qui avait déplu à Ferdinand , fut privé pendant sept ans de ses états , & il n'en fut mis en possession qu'aux dépens de ses droits & de ses privilèges. Frédéric irrité , excita des troubles , mais Ferdinand le fit enfermer à Breslau & donna le duché à son fils Ferdinand IV. Ferdinand mourut , & quoiqu'il eût foulé les Silésiens , détruit la liberté des princes & des états , reculé les bornes de l'autorité souveraine , il fut loué après sa mort de tous les historiens , par la seule raison qu'il n'avait pas persécuté ouvertement les protestants ; la tolérance lui tint lieu de toute autre vertu. Elle fit oublier son despotisme.

Maximilien II (1564) qui succéda à Ferdinand son père dans la possession de la Silésie, ne traita guère mieux cette province. Il l'épuisa d'hommes & d'argent pour subvenir aux guerres qu'il eut sans cesse contre les Turcs ; il étendit son autorité aux dépens de la liberté des princes & des états.

Rodolphe II, fils de Maximilien (1576) commença son règne par demander à la Silésie des arrérages d'impôt de 200,000 écus. Ce prince entièrement adonné à la physique, aux mathématiques & à l'astronomie, laissait le gouvernement de ses provinces à des ministres qui les pillaient. La cour de Rome saisit cette occasion pour établir son autorité en Silésie. On persécuta les protestants ; & une colonie de jésuites vint fomenter le feu de la persécution, de l'intolérance & de la haine. Cette conduite divisa les deux religions, & jeta les germes de ces guerres continuelles, qui ont désolé les états autrichiens depuis le commencement du dix-septième siècle. Les protestants persécutés par les gouverneurs, abandonnés de leur souverain, se réunirent aux utraquistes & aux protestants mécontents de la Bohême.

Matthias, frère de Rodolphe, moins tolérant & plus despote que ce dernier, fit violence, son caractère pour aliéner ses sujets. Il gagna les protestants par une tolérance simulée ; & enleva ainsi à son frère la Hongrie, l'Autriche, la Moravie & la Lusace. Alors Rodolphe qui craignait aussi de perdre la Silésie, se hâta d'accorder la liberté de religion aux habitans de cette province.

Cependant il se fit payer de cette tolérance nécessaire ; il obligea les Silésiens à lui donner pour cela 300,000 écus, & à recevoir le calendrier Grégorien. Les Silésiens payèrent, & aimèrent mieux se soumettre au Pape en astronomie qu'en religion.

Dans l'espace de neuf ans, les contributions des Silésiens montèrent à cinq millions de florins ; outre les hommes qu'ils fournirent pour les malheureuses guerres de Hongrie.

Matthias qui monta sur le trône en 1611, reçut des Silésiens un don-gratuit d'une tonne d'or. Ce prince ne fut pas aussi politique sur le trône, qu'il l'avait été pour y parvenir. Il fut intolérant, & renouvela les malheurs & les guerres. La conduite de ce prince fit jaillir
l'étincelle

l'étincelle qui alluma la malheureuse guerre de 30 ans.

Les Silésiens mécontents de Ferdinand II, successeur de Matthias, (1619) avaient accédé à l'élection que les Bohémiens révoltés avaient faite de Frédéric V, Electeur palatin. Ferdinand fut heureux, & par conséquent les Silésiens eurent tort. Il leur en coûta trois tonnes d'or pour obtenir leur pardon & la liberté de penser comme ils voudraient. On les força outre cela, à entretenir quelques régiments pour le service de l'Empereur.

Cette liberté de penser n'était accordée qu'à la nécessité des circonstances. Ferdinand n'ayant plus rien à craindre; se livra à son inclination pour le despotisme civil & religieux; il donna de sa propre autorité à son fils Ferdinand, les principautés des Schweidniz, Jauer, Oppeln & Ratibor; Glatz à l'archiduc Léopold, Jægerndorf à Lichtenstein son zélé partisan; Glogau & Sagan à Wallerstein son général.

Il déclara les Silésiens protestants rebelles, & par conséquent déchus des droits de liberté de religion, qui leur avaient été assurés par les lettres des princes & par le traité de Saxe. On donna à cette conduite un apparence de droit, &

on la nomma *droit souverain de réformation*. L'exercice de ce prétendu droit fut confié à des prêtres & à des foldats, qui couraient de côté & d'autre pour forcer les protestants à aller à la messe, & détruire toutes leurs églises. Au bout de quelques années, personne n'osa se déclarer protestant en Silésie ; & ceux qui avaient ce courage ou cette imprudence, étaient privés de presque tous les droits de la société civile. Une foule d'habitans utiles & laborieux quittèrent la province, & furent chercher dans d'autres contrées de la protection & de la liberté.

C'est dans ce tems (1630) que Gustave Adolphe, parut en Allemagne pour soutenir les princes protestants. Au milieu des horreurs de cette guerre, les Silésiens furent tour à tour victimes des deux partis ; plus vexés peut-être encore par leurs propres souverains que par leurs ennemis.

Les Silésiens las d'une neutralité qui ne leur attirait aucun ménagement de la part des troupes impériales, se rangèrent du côté de ceux qu'ils croyaient pouvoir les soutenir & les défendre. Cette conduite irrita la cour impériale qui en était l'unique cause. On déclara les Silésiens rebelles, & les troupes impériales les ménagè-

rent moins que jamais. Quand on fit le traité de Nordlingue (1643), on y comprit les Silésiens, mais d'une manière, à les exposer à toute la vengeance de leur souverain. Quelques villes furent obligées de demander pardon à l'Empereur, de lui prêter un nouvel hommage, de renoncer à toute alliance étrangère, & de recevoir une garnison impériale. Pour cela on leur promit pardon & liberté de religion; mais le reste de la province fut livré à l'Empereur, & on laissa le pardon & la liberté à son bon plaisir. La Silésie perdit presque tous ses droits.

Ferdinand III (1637) méprisa les Silésiens au point de dédaigner d'aller en Silésie, pour se faire rendre hommage. Ce prince ordonna, & les états furent lui rendre hommage à Prague & à Vienne.

La guerre continuait toujours, & les Suédois étaient encore en Silésie. Les Silésiens instruits par le malheur, n'osèrent plus se joindre à eux. Cependant les Suédois les forçaient à payer des contributions, & les Impériaux punissaient ensuite ces contributions comme des trahisons & des rébellions. Ces horreurs faisaient le désespoir dans toute la province. Lorsque les Impériaux assiégèrent Hirsberg, les

habitans de cette ville , pour éviter leur vengeance , abandonnèrent leurs foyers & leur patrie & suivirent la garnison suédoise qui se retira ; & les Autrichiens ne trouvèrent , dans une ville auparavant peuplée & florissante , que des maisons vides & huit familles de catholiques.

Pendant toute la guerre de trente ans , la Silésie fut presque toujours ravagée , pillée , dévastée , soit par les suédois , soit par les impériaux ou par d'autres troupes.

La Silésie fut comprise dans le traité de Westphalie. La liberté de religion souffrit quelque contestation de la part de l'Empereur , & il se réserva le droit de réformation.

Dès que les suédois furent sortis de la Silésie , on recommença les oppressions , & le prétendu droit de réformation s'opposa de plus en plus à la liberté promise.

Cette prétendue réformation , ou plutôt cette persécution des catholiques contre les protestants , dura jusqu'à la mort de Ferdinand III. Elle fut si barbare & si inconsidérée , que des troupes de protestants laborieux quittèrent le pays & causèrent une perte irréparable à une province que la guerre avait déjà dépeuplée.

Léopold qu'on a appelé le grand, fut Empereur à 18 ans. (1657) Il fit sentir à la Silésie, pendant cinquante années qu'il régna, tout le fardeau des impôts qu'il put en tirer. Dans quelques années, la province qui étoit obligée de pourvoir à sa défense & à sa sûreté, payait outre cela jusqu'à la dixième partie de la valeur des biens fonds. Ces biens étoient alors estimés à 8 millions d'écus sur le cadastre.

Dans la guerre de Pologne & de Suède, Léopold envoya au secours des polonais une armée de 16000 hommes, sous la conduite du comte Hatzfeld. Ces troupes qui étoient entretenues en grande partie par la Silésie, conquièrent Cracovie, firent céder les suédois, & procurèrent la paix d'Oliva en 1660.

En 1663, lorsque les Turcs inondèrent la Hongrie, & s'étendirent jusqu'à Olmutz en Moravie, les Silésiens levèrent à leurs dépens un corps de 6000 fantassins & 1000 cavaliers. Le nombre des hommes propres à porter les armes, étoit alors de 193300. En regardant ce nombre comme le quart de la population, on en conclura que la Silésie ne contenait alors que 773200 âmes.

En 1674, on recommença les préparatifs de défense, pour s'opposer aux suédois; ils furent défaits à la bataille de Ferbellin par les troupes du grand Electeur Frédéric - Guillaume. Les troupes de Léopold qui se trouvèrent à cette bataille, consistèrent en 1500 hommes qu'on avait envoyés de la Silésie.

En 1683, lorsque le grand Visir, Kara Mustapha, vint avec 200000 Turcs jusqu'aux portes de Vienne, la Silésie qui fut entraînée dans de grandes dépenses pour pourvoir à sa sûreté, fut encore obligée de défrayer une grande partie des troupes polonaises que Sobieski conduisit au secours de Vienne, & qui passèrent par cette province.

La race des Piaſtes s'éteignit en Silésie en 1675, & avec elle, le reste des prérogatives & des libertés des ducs. Les princes & les ducs ne l'étaient plus guère que de nom.

Joseph I, qui malheureusement ne régna que six ans, gouverna ses états avec des principes de sagesse & de tolérance. Il voulut dérober à ses sujets la vue affligeante des contributions qu'il était obligé de tirer d'eux; c'est dans cette vue qu'il établit les accises en Silésie.

Le bonheur fut le fruit de sa sagesse ; comme le malheur l'avait été du despotisme de ses prédécesseurs. Il mourut en 1711.

Charles VI lui succéda ; sous son règne , les contributions que payèrent les Silésiens , montèrent à un million d'écus par an ; & cependant dans les dernières années , cette province avait été affaiblie par des inondations , des disettes , des famines & des maladies épidémiques. Il exigea que la province reconnût la pragmatique sanction. Ce prince mourut en 1740 , & avec lui finit la suite des souverains de la maison d'Autriche , auxquels la Silésie avait appartenu pendant 214 ans.

On ne trouve dans les monuments de cette période que le langage de la contrainte & de la retenue , suites funestes d'un gouvernement despotique. C'est ce qu'on voit sur-tout dans la déclaration , par laquelle les princes & les états de Silésie accédèrent à la pragmatique-sanction.

„ Comme l'expérience , disent-ils , a appris aux
 „ princes & aux états , que jamais la Silésie ne
 „ peut être plus heureuse que sous le gouver-
 „ nement doux & modéré de la maison d'Au-
 „ triche , &c. „ En parlant ainsi , ils avaient
 oublié , sans doute , les règnes de Ferdinand &

de Léopold. Un peu plus de douceur & de tolérance fit oublier aux Silésiens la tyrannie sous laquelle ils avaient gémi pendant si long tems. Joseph & Charles VI n'avaient permis aucune oppression religieuse ; sous leurs règnes , la province jouit du repos au dedans & au dehors. Elle commença à respirer , oubliant ses maux , & ne vit plus que le bien qu'elle devait à la protection de la maison d'Autriche.

Afin de distribuer les impôts dans une juste proportion , la province faisait faire l'estimation de tous les biens sujets à l'impôt. Selon ce cadastre , la valeur des biens fonds montait en 1551 à 7,763,045 écus. Sous les règnes de Maximilien & de Rodolphe , l'impôt ordinaire & , pour ainsi dire , annuel , montait ordinairement à 12 écus sur mille de la valeur du bien. Sous l'Empereur Matthias il monta jusqu'à 20 & 30 sur mille ; & sous Ferdinand II , jusqu'à 100 & plus.

Les impôts que Léopold tira de la province vers la fin du siècle précédent , montaient chaque année à 1 1/2 million d'écus ; & en 1740 , Charles VI en tira deux millions d'écus.

Les accises furent établies non-seulement dans les villes , mais aussi dans les campagnes. On

voulait qu'elles tinssent lieu de toute autre taxe, & qu'elles fussent un impôt unique. Mais le rapport n'était ni suffisant ni certain; desorte qu'on laissa subsister les impôts sur les biens fonds des campagnes, & on en mit même sur ceux des villes.

Les revenus domaniaux en Silésie, tels que péages, timbres, monnoies, mines, monopoles du sel & du tabac, revenus des terres domaniales, &c. montaient environ à moitié autant que les impôts ordinaires. La cour s'était approprié le commerce exclusif du sel, & en retirait 15000 écus. On y consommait 140000 quintaux de sel; aujourd'hui on en consomme environ 200000, sans compter celui de contrebande, par conséquent 60000 quintaux de plus; ce qui prouverait que le nombre des consommateurs a augmenté de moitié.

Les derniers souverains de la maison d'Autriche tiraient donc annuellement plus de 2 1/2 millions d'écus de la Silésie. Avec de l'ordre & de l'exactitude; on n'aurait pas été obligé d'employer la moitié de cette somme aux besoins de la province. En tems de paix, on y trouvait à peine 2000 hommes de troupes,

& la province les entretenait presque entièrement.

Une grande partie des impôts de la Silésie auraient donc dû aller à Vienne. Mais la levée se faisait sans ordre , & sans exactitude. Une grande partie des biens restaient chargés d'arrérages. Les biens domaniaux étaient mal administrés ; & sous Charles VI, les baillis des domaines rendaient à peine 100,000 écus. Ce désordre était plus à charge à la province que les impôts mêmes. Les plaintes tombaient toujours sur la levée ; mais presque jamais sur l'impôt même. Une ordonnance impériale de 1712 , nous apprend l'emploi que l'on faisait des deniers de la caisse des impôts. Elle défend de tirer de l'argent de la caisse provinciale sans la participation du grand baillage , pour *nouveaux appointements , gratifications , présens de noces , de baptêmes , repas , fêtes , festins pendant les assemblées états.*

Charles VI, nomma en 1723 , 1725 & 1736 , des commissions pour l'examen & la réforme des impôts , & il ordonna un nouveau cadastre ; mais l'ouvrage resta imparfait ; & le fardeau accabla toujours la portion la plus infortunée. La répartition était abandonnée aux états ; &

les états étaient composés de prêtres, princes, gentilshommes & quelques députés des villes; les payfans étaient purement passifs.

Dans les tems de guerre, les impôts ordinaires ne suffisaient pas. En 1735, des marchands Anglais & Hollandais avancèrent quelques millions à l'Empereur, & reçurent des assurances sur les revenus de la Silésie. On vendit aux états le droit exclusif de brasser de la bière; on mit des impôts extraordinaires, il y eut des capitations, des taxes sur les bottes, sur les fouliers, sur les pantoufles, sur la danse, &c.

(4) On peut voir ces détails dans *Thile*, qui a écrit sur l'arrangement des impôts en Silésie. Cet auteur était lui-même un des premiers commissaires préposés à cet arrangement. Son ouvrage est intitulé : *Von Steuereinrichtungen*.

(5) V. journal de Bunzlau 1777; (*Bunzlauer Monatschrift*): Le boisseau de froment pèse en Silésie plus de 100 livres, & coûte ordinairement deux écus.

(6) En France, les impôts du cultivateur montent à plus de la moitié du produit des terres. Dans la principauté d'Anhalt-Zerbst & d'autres contrées de l'Allemagne, un bien de

campagne qui vaut, par exemple, 5000 écus, paie 85 écus par an d'impôt. A 5 pour cent, ce bien, ne peut rapporter que 250 écus; ainsi l'impôt monte au tiers du produit.

(7) Voici un extrait de cet édit.

„ Nos soins paternels pour les états qui nous sont confiés, nous excitant à nous occuper sans cesse du bien-être de nos sujets; nous avons tourné nos vues, depuis le commencement de notre règne en Silésie, sur les moyens de conserver continuellement dans ce duché souverain de nos états, la sûreté & le repos, & d'en augmenter les moyens. En conséquence, nous sommes dans l'intention de consacrer uniquement à la sûreté & à la commodité publique, les contributions que nos fidèles vassaux & sujets sont obligés de nous payer pour ce double but; selon le droit naturel & divin, & la constitution de la province. „

„ Mais, comme nous nous sommes aperçus dès le commencement, que jusqu'à présent ces contributions aux besoins publics, avaient été levées, sans aucune justice, & qu'elles avaient donné lieu à l'oppression de quelques états & sujets, pour soulager les autres; notre premier soin a été de mettre plus d'ordre & d'égalité

dans ces impositions. A cet effet , nous avons établi , à nos depens , des commissions pour examiner les defauts & y remédier. ,,

„ Comme toutes les inégalités qui se font glissées dans cette partie , prennent leur source, ou dans les fonds mêmes sujets à l'impôt, ou dans la manière du recouvrement , nous avons dirigé particulièrement l'examen des commissaires sur ces deux parties. Nous espérons maintenant avec quelque fondement, qu'après les travaux de notre commission , qui viennent de finir, nous allons atteindre à cette égalité désirée depuis si longtems , & recherchée auparavant avec tant de dépenses accablantes pour la province. Car on a usé de la plus grande prudence, en prenant connaissance des objets sujets à l'impôt, on a établi un taux égal , & on a pris pour fondement les anciennes constitutions, ordonnances, traités, &c. de la province. Nous n'avons souffert aucune exception par rapport à l'impôt , parce qu'il est conforme à la constitution de la province & à la justice, que tous les membres de l'état, qui jouissent également de la protection, contribuent aux dépenses qu'exigent cette protection, à proportion du rapport de leurs biens & de

leurs revenus. C'est d'après ce principe que nous avons soumis à l'impôt nos propres terres domaniales. „

„ En faisant faire un cadastre exact, & ayant réparti les impôts avec égalité, nous croyons avoir beaucoup soulagé la province. Une partie considérable du fardeau, consistait dans la manière défectueuse dont les impôts étaient levés & administrés ; manière dans laquelle les contribuables ne pouvaient pénétrer. Nous avons remédié à ces désordres en abolissant les taxes arbitraires, les accises à la campagne, & cette multitude de collectes & impôts de toute espèce connus sous le nom *d'impôt des Turcs* (Türkensteuer) *capitation, impôt sur la danse, denier sur la viande, gros sur la bière, don de noces, &c.* & en réunissant pour toujours tous ces impôts en un seul ; savoir l'impôt territorial pour les campagnes, & l'accise pour les villes.

„ Les états & sujets ne sauraient donc faire aucune difficulté de payer tous les mois au jour marqué à la chambre de chaque cercle, l'impôt nécessaire à l'entretien de l'armée, & aux autres besoins de la province. „

„ Nous aurions désiré pouvoir soulager nos sujets de la campagne, en exigeant d'eux une

somme moins considérable. Mais comme le rapport actuel des états , & les circonstances exigent que l'on entretienne continuellement sur pied une armée considérable pour la défense du pays , & que ces impôts sont uniquement destinés à cet usage ; nous ne doutons point que lesdits sujets ne reconnaissent la nécessité desdits impôts , & de leur paiement exact. Et ils sentiront bien plus encore cette nécessité, s'ils considèrent que l'entretien de l'armée augmente la consommation, entretient le bled & les autres denrées à un bon prix , & fait rester l'argent dans la province. ,

„ Nous promettons sur notre parole royale à nos vassaux & sujets filétiens , de tous les états , en notre nom & en celui de nos successeurs , qu'à l'avenir , ni en tems de guerre , ni en tems de paix ; nous ne porterons lesdits impôts à une taxe plus forte que celle qui est fixée par le cadastre ; quand même les objets sujets à l'impôt seraient améliorés , & d'un plus haut rapport ; & que nous ne mettrons aucun autre impôt sur la province , sous quelque dénomination que ce puisse être. Nous nous engageons , au contraire , à faire dédommager , argent comptant , les contribuables par

nos chambres des domaines, de toutes les calamités publiques, telles que frais de guerres, charrois, années de disette, grêle, mortalités de bestiaux, inondations, incendies ou autres. Donné à Postdam le 23 avril 1743.

FRÉDÉRIC.

(8) Frédéric II n'avait pas meilleure opinion qu'un autre de l'administration des finances en France ; mais il ne rejetait le mal qui sur les fermiers-généraux, les contrôleurs des finances & quelques autres chefs. On lui avait dit qu'il régnait en France, dans les bureaux des finances, un ordre admirable ; & c'est cet ordre qu'il voulait introduire dans l'administration de ses finances. Il crut qu'en prenant des subalternes & en les surveillant lui-même, son pays ne serait pas exposé aux rapines qu'occasionnent souvent les fermes. D'ailleurs, il pensait que des étrangers & sur-tout des Français, seraient surveillés sans cesse par la jalousie des gens du pays, & que cette jalousie les tiendrait en respect.

Une anecdote rapportée dans un mémoire public, prouve l'opinion que Frédéric II avait des financiers français. Un nommé La Combe, directeur des accises à Magdebourg, s'étant
trouvé

trouvé responsable de l'évasion d'un caissier , & ayant été mis en prison & cassé ; se rendit après son élargissement à Postdam , avec un mémoire où il exposait certains griefs contre le sieur de Launai , directeur général , qu'il accusait d'être la cause de son malheur. Voici comme la chose est racontée dans le mémoire.

„ De Postdam , le directeur de La Combe a été au palais de Sans-Souci. Le Roi ayant paru, le directeur de La Combe lui a présenté son mémoire. Sa Majesté lui a demandé qui il était : il lui a répondu qu'il se nommait de La Combe , ancien directeur des accises à Magdebourg ; sur quoi le Roi lui a dit , en refusant de recevoir son mémoire : *Je connais votre affaire : allez , allez , je connais toute cette affaire.*

Le sieur La Combe lui a représenté que le rapport qui lui en avait été fait , n'était point conforme à la vérité , & l'a supplié de recevoir son mémoire. Le Roi a persisté dans son refus , & s'est éloigné de dix pas pour monter à cheval ; & lorsqu'il a été à cheval , il lui a répété : *oui , oui , je connais toute cette affaire , quand on veut voler , il faut aller en France.* „

La Combe a voulu répliquer, mais le Roi a pris le galop sans l'écouter davantage.

(9) Frédéric n'a pas pensé de même sur la fin de ses jours ; on eût dit qu'il voulait seulement mettre l'affaire en train, & la donner ensuite aux Allemands. Pendant les 5 ou 6 dernières années de sa vie ; les Français les plus fins eurent la précaution de s'esquiver avec l'argent qu'ils avaient amassés ; & plusieurs mêmes furent chassés avec des termes fort durs. Le directeur général qui avait dans les emplois deux neveux qui n'avaient pas été si fins que lui, les fit partir par précaution, pour éviter toute recherche, & il aima mieux leur faire quitter des appointements considérables & les faire fuir le pavé de Paris, que de les voir exposés à Berlin à des démêlés désagréables, qui auraient pu prendre de mauvaises tournures. Les régisseurs français se vantent qu'ils ont augmenté les revenus du Roi ; mais en vérité, il ne fallait pas être bien forcier pour cela. Ils conseillaient, par exemple, au Roi d'établir un impôt exorbitant sur le café, & de s'en attribuer le monopole ; quel est l'Allemand qui n'aurait pas trouvé ce beau secret aussi bien qu'un neveu de M. de Launai ? ou

plutôt quel est l'Allemand patriote qui n'aurait pas rougi aux yeux de ses concitoyens , de proposer ces fortes de moyens , dans des tems , où l'état n'en avait pas besoin , & où ces augmentations d'impôts éteignaient de plus en plus la circulation & étouffaient le commerce ?

A la fin , le Roi exigeait absolument que l'on placât les invalides à la régie.

(10) Le régisseur-général avait au commencement jusqu'à 30000 écus par an , ce qui fait environ 120 mille livres de France. On sentira ce que devaient paraître de tels appointements dans un pays où un homme qui a deux mille écus de revenus , peut entretenir un équipage , & où les ministres d'état n'ont que quatre ou cinq mille écus. Un étranger si bien payé devait exciter beaucoup de jalousie. Outre les appointements ordinaires il y avait encore des gratifications que l'on distribuait à ces messieurs pour les récompenser de leurs services.

Cependant plusieurs de ces François faisaient eux-mêmes la contrebande à coup sûr , & sans aucune crainte d'être attrapés. Un des directeurs fut une fois trahi par un de ses confrères. L'affaire alla en justice ; mais les François furent

l'appaiser pour l'honneur de la nation , ou plutôt de la bande.

Mitchel , envoyé d'Angleterre à Berlin , disait au sujet de ces gens : *les Français ont été battus une fois à Rosbach par les Prussiens , mais ils prennent tous les jours leur revanche dans les villes.*

(11) Dans les maisons de commerce, il fallait avoir un commis exprès seulement pour cette besogne. Les Allemands ne pouvaient concevoir toutes ces formalités & ces lenteurs ; mais les régisseurs les consolait en leur apprenant que c'était là le fin du métier ; & en leur racontant , qu'en France , pour transporter un tonneau de vin d'une province du royaume à la capitale, il fallait payer une vingtaine de petits impôts différens , sous divers noms ; que si malheureusement le voiturier perd un des petits billets qu'il reçoit à chaque impôt qu'il paye, il est en faute ; & il y a matière à procès. Quand on songe à toutes ces choses , on bénit le prince bienfaisant qui travaille maintenant avec tant d'ardeur & de patriotisme à simplifier l'administration des finances dans ce royaume florissant. C'est le bienfait le plus signalé que la nation puisse recevoir de ce bon Roi.

(12) Ces régisseurs dont tout le mérite était souvent de savoir écrire proprement & calculer, portaient quelquefois des sentences ridicules; ils condamnèrent un jour un soldat, qui avait caché quelque livres de tabac, à payer 200 écus d'amende; le Roi à qui on envoya la sentence, écrivit au bas : *Je voudrais bien savoir avant que de confirmer cette sentence ; comment un soldat qui a huit gros de paie pour cinq jours, pourra trouver 200 écus, pour payer cette amende ?*

La princesse de Prusse , première épouse du Roi Frédéric-Guillaume II, actuellement régnant, dont le mariage a été dissout , & qui a été reléguée à Stettin, avait fait venir de Lyon une très-belle robe qui lui fut adressée dans cette ville. Comme ces étoffes payaient des droits immenses, le douanier de la ville eut l'impertinence de retenir la robe, jusqu'à ce qu'on eût payé. La princesse indignée, envoya dire à cet homme de lui apporter la robe, & qu'elle en acquitterait les droits. Il obéit; mais à peine fut-il entré chez la princesse, qu'elle se saisit de la robe, applique au porteur une paire de soufflets des mieux conditionnés, & le chasse de son appartement. Le douanier bouffi d'orgueil, se retira

fort en colère, & fit dresser un long procès verbal, qu'il adressa au Roi; & dans lequel il se plaignit amèrement d'avoir été déshonoré, en faisant les fonctions de sa charge. Frédéric répondit :

„ La perte du droit d'accise fera sur mon
 „ compte ; la robe restera à la princesse ; les
 „ soufflets à celui qui les a reçus. Quant
 „ au prétendu déshonneur , j'en relève le
 „ plaignant, jamais l'application d'une belle main
 „ n'a pu déshonorer la face d'un douanier. „

FRÉDÉRIC.

(13) La plupart des François employés à la régie se sont retirés fort riches. Les plus prudents n'ont pas attendu la mort du Roi. Le régisseur-général de Launai avait été réduit à une pension de 15000 écus, & plusieurs autres à proportion. Ces fréquentes diminutions l'engagèrent souvent à demander son congé, mais Frédéric le lui refusa toujours. Après la mort de ce prince la haine de la nation, n'eut plus de bornes, sur-tout lorsqu'elle vit Frédéric-Guillaume manifester son aversion pour les François, & les chasser de ses états. Le sieur Launai fut obligé de rendre compte de sa conduite; & il s'en tira avec honneur.

(14) Sur la fin du règne de Frédéric , un de ces contrebandiers , poursuivi à la brune par un commis , dans les rues de Berlin , & étant prêt d'en être faisi ; lui tira un coup de pistolet , & l'étendit mort sur la place. Il se sauva. Le Roi écrivit à l'administration , que si on prenait cet homme , il fallait le faire rompre vif. Il ne croyait pas qu'il fût assez sot pour se laisser prendre. La régie crut bien interpréter les intentions du Roi , en offrant deux cents écus à celui qui le ferait prendre ; & elle croyait déjà avoir la gloire de faire rompre vif un Prussien , pour contrebande , sous le règne de Frédéric II le philosophe. En effet il fut pris. Mais Frédéric qui craignait que l'on n'agit en conséquence de ce qu'il avait écrit dans sa première lettre , dans le seul dessein de faire peur aux autres contrebandiers ; écrivit une seconde lettre à l'administration , & en ordonnant que l'on ne portât point une sentence sans avoir examiné scrupuleusement les preuves ; il fit sentir qu'il ne voulait point qu'on le condamnât à mort. Il fut mis à Spandau.

(15) Quoique presque toutes les marchandises étrangères fussent défendues à Berlin ; on les trouvait chez tous les marchands un peu

riches, il n'y avait que les petits qui n'osaient se les procurer ; & la régie fermait les yeux sur ces bagatelles. Il suffisait de faire présent d'une robe de Lyon ou de quelque bijou à madame la directrice ou sous-directrice.

On donnait souvent des pensions sur la régie à des gens qui n'y travaillaient jamais, & qui sous un vain titre recevaient un millier d'écus & plus par an, par la seule raison qu'ils étaient les protégés du régisseur, ou qu'ils pouvaient appuyer la régie française dans quelque circonstance épineuse, ou dans quelque projet lucratif. Il y avait, par exemple, un académicien professeur qui jouissait de mille écus de pension, sans autre emploi, que de corriger le style & l'orthographe de la direction-générale lorsqu'elle écrivait au Roi ; emploi dont il s'acquittait cependant assez mal.

(16) Lorsque quelques gens de la régie proposèrent au Roi de faire vendre le café tout brûlé, dans des boîtes de fer-blanc cachetées, & de le taxer à 4 francs la livre, ils ne s'en tinrent pas à cet impôt ; ils envoyèrent des gens chez tous les négociants de Lubec & de Hambourg, & enlevèrent tout le café

pourri qu'ils y trouvèrent. L'ayant acheté à très-bas prix, ils le revendaient six fois plus au Roi. Ce café, renfermé dans leurs magasins, se corrompit davantage encore; il causa des maladies parmi le peuple; on se plaignit, on visita les magasins, on trouva du café gâté; & on le fit jeter dans la rivière au grand regret des entrepreneurs, qui ne furent pas pendus, & continuèrent à jouir de leurs emplois. Frédéric n'aimait pas infliger des peines de mort; mais ne devrait-il pas y avoir une exception pour des empoisonneurs publics?

(17) C'est une chose ordinaire en Allemagne d'être obligé, sur les grands chemins de payer des péages, sous le nom d'*argent de chaussées*, *argent de ponts*, &c. & souvent dans des endroits où l'on ne trouve ni ponts ni chaussées. Ces exactions se renouvellent à chaque fois que l'on entre sur le territoire d'un nouveau souverain; & souvent à chaque village du même état. Dans les endroits où il n'y a ni chemins ni chaussées, c'est en vérité un reste de ces tems de barbarie, où les barons rançonnaient les passants sur les grands chemins. Il n'y a guère qu'en Autriche & dans le Wurtemberg où l'on paie ces péages avec plaisir,

parce qu'en effet, on y trouve des routes commodes.

(18) Il est triste qu'il y ait des impôts sur la vertu même. Si un homme content des aliments de simple nécessité, avait assez de sobriété pour vivre de pain & de fruits ; il serait donc obligé de payer du sel dont il ne ferait aucun usage ? Il y a un pays où l'on a proposé de mettre le tabac à fumer sur le même pied ; & d'obliger chaque personne à en prendre & payer une certaine quantité, *soit qu'on fumât ou non.*

(19) A time there was, ere Englands griefs
began,

When every rood of ground maintain'd
its man ;

Bul times are altered ; trade's unfeeling
train

Ufurp the land and dispossess the Swain.

Along the lawn , where scattered ham-
lets rose ,

Unwieldy wealth & combrous pomp
repose ;

One only master grasps the Smiling
plain.

Goldsmith's Deserted Village.

Charles IV, qui était un économiste éclairé, a reconnu l'utilité de la division des métairies. On trouve un diplôme de son règne, où il permet ces fortes de divisions en Silésie, *parce que, dit-il, cela est plus favorable aux progrès de la culture de la province, & au bien public.* S. Fabri orig. Wratiflaw.

(20) C'est dans le même tems que les ministres de tous les départements se rendaient à Potsdam pour présenter leur états. Ordinairement, Frédéric gardait toute l'année sur une table la balance générale des finances de tous ses états, & il y jettait souvent les yeux.

(21) Voilà du moins tout ce que peut savoir un homme qui n'est pas employé dans les affaires, & tout ce qu'on peut apprendre par les mémoires qui ont été imprimés. Le rapport exact des revenus du Roi, ainsi que l'état de la recette & de la dépense des caisses, est le secret des ministres & des chambres des domaines. Cependant il n'est aucun Roi sur la terre qui ait eu moins lieu que Frédéric II, de faire un secret de l'administration de ses finances. Ce prince pouvait-il craindre de trouver des imitateurs parmi les souverains, dans une

partie qui exige de la part du monarque , une attention continuelle , & pour ainfi dire les travaux non-interrompus d'une direction immédiate.

Joseph II a cependant imité dans fes états , une partie des opérations de Frédéric. En France , fous un fouverain fi plein de bonnes intentions , qui pourrait empêcher d'adopter cette adminiftration fi fimple couronnée par le fuccès le plus brillant ? Si cette nation puiffante parvenait à mettre dans l'adminiftration de fes finances , l'ordre qui régnait dans celle des états pruffiens , fous le règne de Frédéric , quelle puiffance voisine pourrait lui être comparée & ne pas la redouter ?

(22) L'arrangement dont on parle plus bas , eft en effet fort utile au fouverain ; & on ne faurait mieux tirer parti de fes fujets. J'avoue que chaque fujet eft obligé de défendre fa patrie ; mais la liberté doit faire le fonds de cette obligation. Dans les anciennes républiques , les armées étaient composées de citoyens. Il eft dur de ne pouvoir choifir foi-même l'état auquel on doit fe confacrer ; il eft dur d'être foldat toute fa vie ; il eft dur d'être foldat en

fortant du ventre de sa mère. J'ai vu les habitants de la campagne , désirer de ne point mettre au monde des garçons ; je les ai vus s'affliger à la naissance d'un fils. Dans une constitution de cette nature , il faut craindre que les lumières ne fassent trop de progrès parmi le peuple. Car à la fin , un peuple éclairé trouverait des ressources contre cette espèce d'esclavage. Un homme qui a voulu se mêler de raisonner sur les gouvernements , & qui en a raisonné à tort & à travers , a prétendu que la Prusse n'était point un état militaire. Or, je demande qu'est-ce qu'un état militaire ; si ce n'est celui où la nation entière est obligée de porter les armes ; où tous les enfants mâles appartiennent à un régiment ; où la circulation dépend des dépenses militaires ; où le souverain & tous les princes sont sans cesse sous les armes ; où on envoie souvent un lieutenant ou autre officier pour casser la sentence d'un tribunal , & examiner une affaire de commerce ou de finances ; où pendant tout le cours de l'année , les campagnes ressemblent à un camp ou à un champ de bataille ; où le cultivateur est obligé de quitter sa charrue pendant trois mois de l'année en tems de paix

pour porter le mousquet , & pendant toute l'année en tems de guerre ?

(23) Slavi vivunt in miseris tuguriis, fatis longo intervallo separatis..... Vivendi modus asper & negligens.... continua fordes. *Procop. de bello Goth.*

(24) La manière dont le Roi fesoit faire ces bâtimens , ne pouvoit manquer d'être sujette à bien des inconvénients. Il ne prenoit pas l'architecte le plus habile , mais celui qui demandoit le moins , & ces édifices s'entreprenoient au rabais. Il arrivoit de-là qu'un architecte en bâtissant , ne travailloit que pour la vie du Roi ; aussi la plupart des nouveaux édifices , ont-ils menacé ruine au bout de vingt ans. On a même vu une des deux superbes tours que Frédéric a fait élever dans la place des gendarmes , crouler avant que d'être élevée à moitié. On peut dire que Frédéric en donnant ces maisons à ses sujets , leur a préparé de magnifiques tombeaux , sous lesquels ils feront un jour ensevelis.

On a beaucoup blâmé les ornemens dont ces édifices étoient décorés. On a dit que des statues , des bas-reliefs ne convenoient point à la maison d'un charpentier , d'un

tailleur ou d'un cordonnier. Mais on n'a pas songé, que le principal but de Frédéric dans ces sortes de choses , était d'alimenter dans ses états toutes les branches d'industrie ; & de fournir de l'occupation aux ouvriers & aux artistes de toute espèce, dont plusieurs auraient été obligés de quitter le pays, sans cela.

(25) Ces soldats sont nommés *Freywachter*, c'est-à-dire , exempts de monter la garde. Pendant qu'ils travaillent, les capitaines reçoivent leur paie.

(26) Ne cachons cependant point ici les abus, nous devons la vérité au public, ces plaintes n'étaient point jetées au feu, mais on les renvoyait presque toujours aux départements, quoiqu'elles fussent souvent dirigées contre ces mêmes départements. Qu'arrivait-il de-là ? les chefs des départements irrités contre ceux qui avaient osé s'élever contre eux ; ne manquaient pas d'aggraver les rapports ; & souvent les particuliers étaient victimes de cette hardiesse. Il y avait encore à la mort de Frédéric II , dans les prisons de Berlin , un Français , qui après avoir quitté un établissement qu'il avait en France , était venu , séduit par de belles promesses , établir une fabrique dans le Brandebourg.

Les chefs du département qui avaient ordre de lui fournir des avances, & de faire construire les bâtimens nécessaires à sa fabrique, l'amuserent sous différens prétextes ; & ne lui firent point les bâtimens pour le tems promis. Le Français avait promis au Roi des épreuves de sa fabrique pour un certain tems, & l'exécution de sa promesse dépendait des bâtimens qu'on devait lui faire. Cependant ils ne se faisaient que mal, & trop lentement pour que le fabricant pût s'en servir au tems marqué. Lorsque ce tems approcha, le chef du département fit venir le François, & lui représenta qu'il le perdrait s'il représentait au Roi que les bâtimens, n'étaient ni achevés, ni bien faits. Sous ce prétexte, il tira du bon français une acceptation des dits bâtimens. Le fabricant, charmé d'avoir généreusement empêché la perte d'un ministre, crut bonnement à toutes les promesses dont il l'avait bercé pour obtenir l'écrit. Il se trompa.

Ce dernier muni de l'acceptation, pressa le fabricant de faire des épreuves telles quelles, toujours, disait-il, pour cacher au Roi, la vraie cause du retard. Les épreuves faites, & mal faites comme on se l'imagine bien, le ministre représente au Roi le Français comme un ignorant,

ignorant, qui avait trompé Sa Majesté ; & pour prouver que le département l'avait favorisé de tout son pouvoir , il montre en même tems , l'écrit par lequel il avait accepté les bâtimens, au tems marqué , & les avait déclarés en bon état ; & tels qu'on les lui avait promis. Ce pauvre homme était pris par sa propre signature ; il voulut dévoiler tout le mystère , & écrivit au Roi, mais toutes ses lettres furent renvoyées au ministre , dont il se plaignait ; & le ministre lui-même refusa à la fin de lui parler. On fit plus encore ; le fabricant avait associé quelques capitalistes à son entreprise ; on leur fit insinuer, que la fabrique allait lui être ôtée ; ils redemandèrent leurs fonds , & faute de remboursement , le Français fut mis en prison. Il y est resté plusieurs années , pendant lesquelles , il n'a cessé d'écrire au Roi lettres sur lettres , sans avoir pu obtenir un mot de réponse ; & la fabrique dont le Roi lui avait donné la propriété en bonne forme , fut donnée à un autre sans aucune forme de procès. J'ai sous les yeux 22 lettres que cet infortuné a écrites à Frédéric II ; & auxquelles on n'a point fait de réponse. Voilà à peu-près la manière dont on traitait les étrangers , que le Roi attirait dans

le pays pour y établir des fabriques. Un fabricant de panne d'Amiens, nommé Laurent, eut à peu-près le même sort. On lui accorda un privilège & un bâtiment à condition qu'il ferait venir pour douze à quinze mille écus de panne dans les états du Roi, pour servir d'assurance. Il le fit; sa fabrique devenait florissante; mais enfin on s'avisa de l'accuser de faire la contrebande, & on prit pour corps de délit cette même marchandise qu'on avait exigée qu'il fit entrer dans le pays; & il fut mis à Spandau.

J'ai entendu dire à un vieux conseiller de Berlin, mort il y a deux ou trois ans; qu'il était persuadé que des puissances voisines, faisaient des pensions aux chefs de ces départements, pour empêcher les progrès des fabriques étrangères, & favoriser les monopoles qui ruinent le commerce. Ajoutez à cela ce que ces chefs tiraient des monopoleurs; & on ne fera pas étonné, que malgré les soins de Frédéric, le commerce n'ait pas été, sous son règne, à beaucoup près aussi florissant qu'il aurait pu l'être.

Tous les départements pensionnaient un conseiller ou un secrétaire du cabinet, pour leur donner avis de toutes les lettres & les plaintes que l'on envoyait au Roi contre eux;

& ceux contre lesquels on se plaignait, recevaient ordinairement une copie de la réponse faite à la plainte, même avant le plaignant; de sorte qu'ils pouvaient juger des intentions du Roi & disposer en conséquence leurs intrigues & leurs réponses. Tout ceci n'influe point sur le bien que voulait faire Frédéric. On peut lui reprocher seulement d'avoir choisi trop légèrement ses ministres, & de leur avoir donné sa confiance sur des fondements très-peu solides. Ce prince avait une faiblesse, c'était d'instruire les autres & de leur montrer en détail, tout ce qu'ils devaient faire; d'après cela, il mettait souvent dans des places d'administration civile, des gens qui avaient été simples lieutenants dans quelques régiments & qui n'avaient aucune connaissance des affaires. Il suffisait pour gagner ses bonnes grâces, d'affecter un air soumis & docile. Qu'aurait fait Frédéric s'il avait toujours voulu distinguer les gens de mérite & d'honneur, puis qu'avec tant de gens intrigants & rapaces, il a pu faire de si grandes choses ?

(27) Nous indiquerons ici quelques sommes distribuées par le Roi en 1782. La récolte ayant été mauvaise, le Roi fit distribuer 200,000 écus

aux cultivateurs des Marches, de la Silésie & de la Poméranie. Il donna pour rebâtir quelques maisons incendiées de la petite ville de Falkenbourg 7000 écus.

Pour la ville de Jacobshagen, incendiée 39,000 écus.

Pour faire renaître la circulation, & l'aifance dans quelques villes polonoifes, 100,000 écus.

Pour faire rebâitr la ville de Kroppenstedt dans la principauté de Halberstadt 32,000 écus.

En Silésie pour bâtir, & faire des embellissements dans quelques villes 60,000 écus.

Pour des incendiés dans la même province, 40,000 écus. Il n'y avait point d'années que le Roi ne réparât ainfi les accidents & le malheur de fes fujets, par des dons proportionnés aux pertes qu'ils avaient souffertes; fans compter les autres dépenses de toute espèce qu'il fe fait pour le bien du pays.

(2S) Hinc rara a Prisco videas fundata Polono
Opida, nec structas altis in collibus arces,
Sparsa sed agresti vix ligno hærentia tecta
Primores habitare equites, stabulare sub uno,
Paupere cum verna dominum pecudesque
hominesque;

Atque indiscreto porcos grunire cubili.

Fabri Kæckritii Silesia.

(29) Non dubium est, quod minus reddit laxus ager non recte cultus, quam angustus eximie cultus. *Columella l. 1. c. 2.*

Les économistes ont beaucoup raisonné, sur les jachères; mais il paraît qu'on risque de se tromper en établissant des principes généraux sur cette matière. L'inutilité des jachères dépend de la fertilité des terres, ou plutôt de la facilité que l'on a de produire ou de conserver l'humidité dans les terres, relativement à la chaleur du climat. En général, les terres sont fertiles en Silésie, & avec des engrais convenables, & la précaution de ne pas faire succéder deux années de suite des bleds de la même espèce, on pourrait abolir entièrement les jachères.

(30) Cette loi permettait à un citoyen romain de posséder une terre de 500 arpents; mais il ne pouvait donner à un seul homme que sept arpents à cultiver.

(31) Dans le diplôme de fondation de l'abbaye de Grissau en Silésie, de l'année 1292, on fait don aux moines d'une contrée, située dans la forêt de Grissabor, avec tout ce *qu'ils pourront y cultiver de leurs propres mains, &c.*

à leurs depends. On voit par là que l'intention des fondateurs , était , en faisant des dons de cette espèce aux églises , de concourir au bien de l'état , en facilitant les défrichements. C'est aux anciens moines que l'on doit, dans plusieurs pays de l'Europe , le défrichement de plusieurs contrées incultes ; si les successeurs de ces pieux & laborieux solitaires avaient conservé l'esprit de leurs fondateurs, ils seraient encore très-utiles aux états , & ne mériteraient pas les reproches de paresse & d'inutilité qu'on leur fait de nos jours.

(32) Le Roi étant un jour dans une abbaye de Silésie , demanda à un des moines , si l'on buvait au réfectoire du vin du cru du couvent ? *Seulement dans la semaine de la passion* , répondit le moine , *par mortification.*

(33) Comme cette patente fait époque dans l'histoire des progrès de l'agriculture en Silésie, il ne fera pas inutile d'en donner ici un extrait.

„ Il est connu , & l'expérience apprend à tous les agriculteurs éclairés , que les communes sont très-préjudiciables aux progrès de l'agriculture & aux troupeaux. Les obstacles & les objections qui s'opposent à l'abolissement de ces arrangements nuisibles , consistent en

partie dans des préjugés que l'on respecte à cause de leur ancienneté ; mais dont une heureuse expérience a suffisamment prouvé la futilité dans d'autres pays ; en partie dans la difficulté de faire consentir les membres des communautés, à renoncer à des prétendus droits établi par des usages, traités, ordonnances ou autres choses de cette espèce. Sa Majesté ne voulant point que ses vœux bienfaisantes sur les progrès de l'agriculture en général, puissent être traversées par l'ignorance & l'entêtement de quelques cultivateurs ; ne saurait se trouver arrêtée par ces sortes d'usages, traités, ordonnances, &c. Car il s'agit ici d'un objet qui concerne la partie générale de la province, & sur lequel, par conséquent, les sujets ne peuvent rien établir sans le consentement du souverain... En général, on procédera à l'abolition des communes, selon toutes les loix de l'équité & de la justice, & on ne donnera lieu à personne de se plaindre qu'on lui ait fait le moindre tort. En conséquence, nous établissons comme une loi constante, que toutes les communes, & mélanges de terres, seront abolis, & que tous les usages, traités, ordonnances, &c. y contraires, seront regardés comme nuls & de nul

effet. . . . On divise les communes en deux classes. Dans la première sont compris ce qu'on appelle *pâturages communs*, qui ont été regardés jusqu'ici comme des biens communs, dont la propriété appartient à toute la communauté, & l'usufruit à chaque membre. Tels sont, par exemple, les grands pacages, marais & autres pièces de terres, ou plusieurs cultivateurs envoient paître leurs troupeaux, & dont on ne fait aucun autre usage. Il est évident que ces fortes de terres, ordinairement très-considérables ne sont pas employées aussi utilement qu'elles pourraient l'être, puisqu'elles sont privées de toute espèce de culture, & que la manière irrégulière dont on mène les troupeaux, gâte & détruit la jeune herbe, & l'empêche de parvenir au degré de croissance & de perfection qui lui donne toute l'utilité dont elle est susceptible. Une commune de cette espèce nourrit à peine le tiers du bétail qu'elle pourrait nourrir, si elle était partagée entre les membres de la communauté; & que chaque propriétaire y semât diverses herbes, selon la nature du terrain. On augmenterait par là la quantité du bon fourrage; par conséquent celle du bon fumier, & cette réforme étendrait

ainfi les influences fur toutes les terres labou-
rables de la contrée.

Comme toutes les difficultés que l'on peut faire contre le partage de ces communes, ne peuvent prendre leur source que dans l'ignorance & l'entêtement des membres des communautés, & que Sa Majesté ne saurait plus avoir égard à des obstacles de cette nature, elle est sérieusement décidée, à abolir incessamment toutes ces places & pacages communs, & à les partager entre les membres des communautés, à proportion du tems qu'ils jouissent de l'usufruit, sans avoir égard à aucunes représentations quelconques.

On compte dans l'autre classe des communes, les pacages communs établis par les communautés entre elles, avec ou sans la participation de leur seigneur, dans leurs propres terrains, jachères, chaumes, prés, &c. ; ou bien les terres des seigneurs & sujets, ou autres propriétaires, qui sont tellement entremêlées & croisées, que chaque propriétaire dépend de ses voisins pour semer, moissonner, ou faire paître les troupeaux. Cet arrangement empêche chaque possesseur de tirer de ses terres tout le profit qu'il en pourrait tirer, selon ses

vues & ses lumières ; parce qu'il est obligé de se conformer à d'anciens usages , souvent déraisonnables ; & de se régler selon le caprice , les préjugés & la maladresse de ses voisins. Outre cela , une quantité de chemins , de bornes & de séparations , enlèvent à la culture une quantité de terres assez considérable , & rendent impossible l'accroissement des jeunes arbres ou arbrisseaux , par lesquels on pourrait marquer les limites. L'herbe des prés est foulée , broutée , gâtée par les bestiaux , ou en automne arrachée avec les racines. Le propriétaire perd toute espérance de faire du regain , & cette perte n'est point du tout recompensée par l'herbe insuffisante & souvent mal saine , que les bestiaux vont chercher avec peine dans les pâturages communs.

L'exemple de plusieurs pays & même de quelques états entiers , nous apprend , que l'agriculture fait de véritables progrès , & rapporte beaucoup plus , lorsque chaque propriétaire a ses terres en un seul morceau , qu'il l'entoure autant qu'il peut , de haies vives & de fossés , & qu'on abolit toute espèce de pâturages communs ou publics. Car par là , le propriétaire acquiert la liberté de mettre une

juste proportion , entre son champ & ses bestiaux , il peut laisser toujours une place suffisante en herbe , il augmente le nombre de ses bestiaux , & se trouve bientôt en état de voir augmenter aussi ses revenus.

La plupart des difficultés que l'on a opposées contre cet arrangement , prennent plus leur source dans les préjugés & l'ignorance de ceux qui les font , que dans la chose même. Les plus habiles économistes , ont reconnu l'inutilité des jachères & de la division des terres pour la culture. La possibilité & l'avantage de nourrir les troupeaux dans les étables , s'établit de jour en jour par l'expérience de plusieurs habiles économistes , qui ont mérité par leurs soins , l'approbation du Roi. Toutes les autres difficultés qui pourraient avoir leur source dans la nature même des choses , pourront être aisément levées par des moyens raisonnables & conformes aux circonstances.

En conséquence Sa Majesté veut aussi abolir autant qu'il sera possible , ces espèces de communes qui viennent du mélange des terres de différents propriétaires ; & elle espère que la partie sage & raisonnable des cultivateurs , sera convaincue elle-même de l'utilité de ces

changements , & donnera l'exemple aux autres, en commençant elle-même ces opérations avantageuses. La commission des partages établie à cet effet , fournira aussi toutes sortes d'encouragements aux seigneurs & aux communautés. Et cependant il a établi pour loi que lorsqu'une partie d'une communauté telle que, par exemple , le seigneur ou les habitants , aura commencé ou proposé le partage des communes , les autres feront obligés de s'y conformer ; & on n'aura aucun égard à leurs objections ou remontrances.

Dans le partage des communes de la première classe , on aura égard au nombre des bestiaux qu'on y a mené paître jusqu'alors , & au nombre de bêtes que chaque membre avait droit d'y faire paître ; & on donnera à chacun une part proportionnée. Mais si une place commune se trouvait trop petite pour être partagée , on la réservera pour suppléer à quelque inégalité dans le partage des terres de la seconde classe. Pour les communes de la seconde classe , on fera en sorte , dans le partage , que les terres de chaque membre , se trouvent réunies & contiguës autant qu'il est possible ; de manière , toutes-fois , que chaque proprié-

taire recevra une quantité auffi grande de terres, & de la même qualité; & qu'il fera dédommagé de toute perte caufée par le partage.

Comme les feigneurs des terres en Siléfie, ont droit de faire paître leurs brebis fur les terres de leurs vaffaux, ils perdront ce droit par le nouvel arrangement des terres, & par la clôture des champs de chaque particulier; ainfi il eft juſte que ces feigneurs ſoient dédommagés de cette perte, par la ceſſion d'une pièce de terre des communes, proportionnée à ce qu'ils auront perdu, ou par une redevance de chaque vaffal, ou de quelqu'autre manière que ce puiſſe être. Car loin que ledit arrangement puiſſe nuire à l'entretien des moutons, il faut au contraire qu'il contribue à cette branche importante de l'économie rurale.

Les habitans & ſimples journaliers qui juſqu'ici n'ont poſſédé aucun champ, mais qui ont eu quelques pièces de bétail, qu'ils feſaient paître dans les communes, ſeront dédommagés de ce droit de pacage par un morceau de terre pris de la place commune.

Si la commiſſion ne réuſſit pas à opérer les partages à l'amiable, elle enverra l'affaire à la régence avec toutes les objections & raiſons,

& la régence décidera. Quoique cette commission soit établie pour abolir les communes & les partager entre les membres des communautés, il ne s'ensuit pas delà que lesdits membres, ne conservent pas le droit d'arranger entre eux les partages, sans la participation de ladite commission; pourvu toutesfois, qu'ils fassent confirmer de l'acte partage au collège provincial compétent, qui confirmera de même les partages faits par la commission.... Afin que chacun soit convaincu que Sa Majesté, dans ces changements, n'a d'autre but que le bien des habitants de la campagne, elle assure par les présentes, tant en son nom qu'en celui de ses successeurs, que dans aucun tems, il ne sera mis aucun impôt sur les améliorations de cette nature, & qu'on ne hauffera point ceux qui subsistent à présent, &c.

(34) Quelqu'un avait écrit à la porte du ministre: *De corio tuo luditur*. Mais il s'en est moqué & a été son train. Un auteur allemand a comparé sa fermeté dans cette occasion, à celle de Christophe Colomb.

(35) Civitatem, ut pupillam, extra ordinem juvari, moris est. *L. 3. C. de jure reipubl.*

(36) Schwenckfeld était un chevalier Silésien, conseiller du duc de Lignitz, qui appuya les sentiments de Carlostadt sur l'Eucharistie. Il fonda en Silésie une petite société qui a été persécutée par les souverains catholiques ; mais à laquelle Frédéric a laissé une liberté de conscience entière.

(37) L'ordre qui plaçait les candidats, porte les marques du gouvernement militaire. Léopold de Dessau en donna un conçu dans les termes suivans.

„ De par le Roi, le candidat N. N. fera le service divin à N. N., & remplira toutes les autres fonctions ecclésiastiques, sans gêner en rien les catholiques, ce dont il doit se garder. Donné au quartier-général, &c.

Léopold d'Anhalt, lieutenant-général
au service de Prusse. „

On prescrivait à ces nouveaux pasteurs le texte sur lequel ils devaient prêcher à leur installation. Voici ceux qu'on donnait ordinairement.

Quand tu t'approcheras d'une ville pour la combattre, tu lui offriras la paix. Moïse I. V. ch. XX, v. 10.

Que si elle ne traite pas avec toi , mais qu'elle fasse la guerre contre toi , alors tu l'assiégeras.
Ibid. v. 12.

Mais Simon lui répondit , & dit : Nous n'avons point pris le pays d'autrui , & nous n'en tenons point d'autre ; mais c'est l'héritage de nos pères , qui a été pendant quelque tems injustement possédé par nos ennemis. Mac. I. ch. XV. v. 33.

Mais lorsque le tems nous a été favorable , nous avons repris l'héritage de nos pères.
Ib. v. 34.

(38) Le début de cet édit mérite d'être rapporté ; voici comme il est conçu :

„ Comme nous croyons que rien n'est plus contraire à la nature , à la raison & aux principes du christianisme , que de mettre des entraves à la conscience des sujets , & de les persécuter pour des opinions qui ne tiennent point à l'essentiel de la religion , nous avons résolu , de rappeler les Schwenkfeldiens , que l'on a chassés par un zèle inconsidéré , au grand détriment du pays , &c.

(39) En 1758 , on abrogea cette ordonnance , & il fut statué que chaque membre d'une paroisse
ne

ne contribuerait que pour l'entretien du prêtre, de l'église & de l'école de sa religion.

(40) On trouve plusieurs exemples dans l'histoire de ce qu'on avance ici, au sujet des souverains de la maison d'Autriche. C'est ce qui arriva en 1585, après la mort de l'évêque Martin Gerstmann; après la mort de l'évêque Jérin, les revenus de l'évêché furent reçus par le souverain depuis 1586 jusqu'à 1599. La même chose arriva en 1607 après la mort de l'évêque Jean de Sitsch, & plusieurs autres fois encore.

On pourrait rapporter un plus grand nombre de cas encore, où les souverains se sont approprié la succession des évêques & des abbés. (*) Après la mort de l'évêque Jérin, la cour retira 25000 ducats de sa succession. En 1600, la succession de l'évêque Albert, & entre autres, un bel attelage de six chevaux fut envoyé à Vienne. Il arrivait la même chose dans toutes les abbayes pour la succession des abbés.

(*) *Defungentium antistitum bona in Silesia neque ecclesiis neque cognatis, sed fisco regio sive cameræ cedunt. Henelii Silesiogr. edit 1713.*

(41) Ex eodem jure illud est, quod reges sibi proteſtatem arrogant alendos offerre cœnobiis in Sileſia , milites veteranos feu Cauſſarios graves annis. *Henclii Sileſiogr.*

(42) Una quarta Abbati , altera quarta Clero , tertia quarta ad Fabricam , & quarta ultima Laïcis pauperibus.

(43) On a vu ſouvent les ſouverains précédents ſe croire en droit , d'appliquer les biens des fondations & des abbayes à des uſages arbitraires. En 1505 , Uladiſlas voulant établir une univerſité à Breſlau , aſſigna pour l'entretien des professeurs quelques prélatuſes & prébendes de Kreuzſtift. L'univerſité de Cracovie ſ'oppoſa au deſſein d'Uladiſlas , & il céda. En 1542 , Ferdinand I fit engager pour 6000 ducats , quelques biens d'une abbaye de Breſlau. En 1648 , Ferdinand III donna aux jéſuites le couvent des cordeliers de Breſlau ; & ordonna à ces moines de le quitter ; en leur diſant que la conduite ſcandaleuſe qu'ils menaient , ne permettait pas qu'on les tolérât , ni qu'on les ſouffrît dans le pays. Lorſque la chambre voulut exécuter cet ordre , le gardien fit fermer en dedans les portes du couvent ; alla lui-même ſonner le tocsin & demanda du ſecours. Le magiſtrat mit

ses soldats sous les armes , pour empêcher une émeute. Cependant les cordeliers ne sortirent point , parce que le conseil de la ville demanda grâce pour eux ; & on donna aux jésuites le château impérial pour demeure.

(44) On a remarqué que Frédéric se servait de cette expression toutes les fois qu'il était question du clergé de la Silésie.

(45) Outre cela , les prédécesseurs de Frédéric en Silésie avaient dessein de tirer encore le surplus du revenu des couvents. C'est dans cette vue que Ferdinand I en 1558 , Maximilien II en 1570 , Rodolphe II en 1576 , & Charles VI, ordonnèrent à la chambre de faire une recherche exacte des biens & des revenus des moines. Rodolphe II établit des commissaires à cheval , qui allaient d'abbaye en abbaye , pour faire un état des revenus des moines , de ce qu'il leur fallait pour vivre , de ce qu'il leur restait de surplus , pour le donner au trésor impérial. Il est vrai que les moines avaient alors assez d'influence à la cour , pour éviter de donner leur superflu ; mais lorsqu'ils avaient réussi de ce côté , ils ne se faisaient pas beaucoup prier pour les *dons gratuits* qu'on leur deman-

était. L'orgueil monacal , s'accommodait mieux de ce mot qui semblaient sauver les apparences d'une servitude & d'un impôt permanent.

En 1598°, Rodolphe II exigea des couvents une contribution considérable, sous prétexte de la guerre des Turcs ; & en peu de tems , ils donnèrent 188000 écus , que l'on envoya en Hongrie. L'ordonnance que Rodolphe donna à ce sujet, est remarquable. „ Quoique , dit-il , nous fussions résolu , à faire visiter les couvents par nos commissaires, pour en faire examiner exactement les revenus , & arranger ensuite les choses de manière à ne laisser à chaque couvent que ce qu'il lui faut précisément pour vivre , & à réduire le reste en argent , pour l'employer contre les ennemis de l'état ; nous voulons bien cependant prendre des voies plus modérées à l'égard des couvents. En conséquence , l'abbaye au fable de Breslau payera , le plutôt possible , 18000 écus ; celle de St. Vincent 25000 écus ; de Ste Claire 3000 écus ; de Ste Catherine 3000 écus ; de St. Matthias 10000 écus ; de Henrichau 12000 écus ; de Leubus 3000 écus ; de Sagan 1500 écus ; de Griffau 1200 écus ; du Paradis 8000 écus ; de Libental 8000 écus ; de Ste Claire de Glogau 5000

écus ; de Sprottau 2000 écus ; de Strigau 2000 écus ; de Naumbourg 2000 écus , &c. ,,

Sous Charles VI, les abbayes , commandes & cures furent obligées de payer pendant dix années consécutives , 12000 florins par an , pour l'entretien des fortifications de Belgrade & Temesvar. Le clergé protestant paya volontairement 20000 florins pour le même emploi.

(46) En 1705 , Joseph I exigea qu'une certaine religieuse fût nommée abbesse de Trebniz. Mais les religieuses s'obstinèrent trois fois à élire leur prieure. L'élection fut rejetée chaque fois ; à la fin on envoya un détachement de soldats dans le couvent , & on fit jeûner les nonnes au pain & à l'eau , jusqu'à ce qu'elles eussent élu la personne que l'Empereur leur avait recommandée.

En 1718 , les moines de St. Matthias de Breslau voulurent déposer leur abbé, nommé Magnet, parce qu'il vivait en adultère avec la femme de son domestique , & qu'il causait un grand scandale par sa mauvaise conduite. Ces moines dépendaient de l'ordre de Malte. L'Empereur permit au Grand-Maitre, d'examiner la conduite de Magnet , quant au spirituel & à la vie monastique seulement. On persuada à l'abbé de se

démettre lui-même de son abbaye ; mais la cour défendit aux moines de nommer un autre abbé de son vivant. Le prieur fut obligé de prendre soin du spirituel, & les biens de la manse abbatiale furent administrés par la chambre. Cependant le couvent était obligé d'entretenir à Magnet un carosse & des chevaux, deux domestiques, une table à 8 plats & de lui faire outre cela, une pension de 500 ducats en argent.

(47) Dans la suite l'abbé de Felbiger se rendit à Vienne avec l'agrément de Frédéric, & fut fait par l'Empereur, directeur des séminaires ou écoles normales que ce prince établit dans ses états. Dans presque tous les états catholiques, on établit des écoles d'après son plan. Dans tous les écrits qu'il a publiés sur l'éducation, & dans sa méthode d'enseigner, on remarque une clarté qui, depuis l'a, b, c, dispose & prépare les enfants aux lumières de la saine raison.

(48) Voici un extrait de ce règlement.

Dans les séminaires des écoles, il faut apprendre & enseigner par principes, d'une manière utile, & applicable dans le commerce de la vie... Le maître doit dire à l'écuyer les

raisons de tout , & insister sur ce que l'écolier sente ces raisons & les puisse expliquer à son tour... Il ne faut pas remplir seulement la mémoire , mais éclairer & former l'esprit... Les jeunes gens qui se destinent à devenir maîtres d'école , instruiront les enfants dans les séminaires , sous les yeux des maîtres , afin que ceux-ci puissent les reprendre s'il en est besoin , & pour leur donner de l'usage & de l'habileté dans l'enseignement. Dans les endroits où il n'y aura qu'une école pour plusieurs villages , il ne faut pas que les villages soient éloignés de plus d'un lieu dans un pays plat , & de plus d'une demi-lieue s'il y a des montagnes... C'est aux communautés & aux seigneurs des terres , sans distinction de religion , à élever & entretenir les écoles ; car un seigneur de quelque religion qu'il soit , doit être bien aise , qu'il y ait quelques lumières parmi ses vassaux... Dans les villes , les écoles seront ouvertes pendant toute l'année... selon la nouvelle méthode ; les enfants doivent connaître leurs lettres en un mois , savoir appeler dans le second mois , & lire dans le troisième... Tous les garçons depuis 6 jusqu'à 13 ans , seront envoyés à l'école , soit que les parents puissent payer ou

non. . . Les parents & les tuteurs , qui fans raison valable , n'enverront point les enfants à l'école , feront obligés de payer le double de ce qu'on paie ordinairement pour l'école ; ce que les derniers payeront de leur propre argent , & non de celui de leurs pupilles. . . Les enfants au-dessous de l'âge de huit ans , iront à l'école été & hiver ; mais en été , seulement le matin. Les enfants plus âgés que l'on emploie à garder les bestiaux ou à quelques autres travaux de la campagne , peuvent se dispenser d'aller à l'école , depuis la St. George , jusqu'à la St. Martin ; mais tous les dimanches on les occupera pendant deux heures à lire , à écrire , & à apprendre le catéchisme. Un enfant de la campagne ne doit pas payer plus d'un demi gros par semaine. . . On fera des collectes , pour les pauvres enfants qui ne pourront pas payer. Les curés visiteront les écoles de leur paroisses une fois par semaine ; & les archiprêtres ou inspecteurs des écoles , une fois par an ; afin d'examiner l'instruction & les progrès. Les doyens , archiprêtres & inspecteurs des écoles , rendront compte une fois par an , au vicariat-général de l'état des écoles , du soin & de la capacité des maîtres , de l'état des bâtimens de l'école ; &

le vicaire-général enverra ces états aux chambres. . . Ces dernières feront remédier aux abus, & faire les changements & réformes nécessaires, par les conseillers provinciaux. *V. règlement pour les écoles catholiques en Silésie 1765.*

(49) Ce prédicateur de controverse, demandait un jour, en présence de plusieurs officiers qui étaient à son sermon, *si Martin Luther n'était pas un déserteur de la véritable église, & comme tel, s'il ne méritait pas de passer par les verges ?*

Une autre fois, il dit : *A présent, mes frères, les dix commandements ne sont plus composés que de dix lettres DA PECUNIAM. . . Aux dix anciens commandements, on en a ajouté trois nouveaux : Tu ne raisonneras point, tu payeras l'impôt, tu arrêtras les déserteurs. . .*

Luther, disait-il un jour, a été induit dans le péché par Anne Bore, comme Adam, par Eve ; parce que l'un & l'autre ont voulu tâter du fruit défendu.

(50) Cette médaille représente d'un côté le buste du Roi, avec l'inscription *Fridericus Borussiae Rex*. Sur le revers est une figure, représentant la justice, & tenant à la main

une balance dont un des bassins panche considérablement. Le Roi pose son sceptre sur le bassin qui est trop élevé, pour le rabaisser au niveau de l'autre. On y lit l'inscription : *Emendato jure.*

Frédéric accompagna cette médaille de la lettre suivante.

*Mon cher grand-chancelier , ministre d'état
de Cocceji.*

„ Le zèle , le soin & la fidélité avec lesquels vous avez travaillé à répondre à mes vues , dans la réformation de la justice, m'engagent à vous envoyer & vous donner une médaille d'or, que j'ai fait frapper sur ce sujet. Je ne doute point que vous ne la receviez avec plaisir pour vous souvenir toujours de moi. Je suis votre affectionné Roi

Postdam le 24 juin 1748.

FRÉDÉRIC.

(51) Une des premières opérations de Frédéric-Guillaume a été de redresser le jugement de son prédécesseur ; & de rendre la liberté à ceux qui l'avaient perdue dans cette affaire. Frédéric II , détrompé, a cependant laissé à Spandau les conseillers qu'il y avait fait mettre.

Il craignait extrêmement de montrer au public qu'il s'était trompé.

„ Mon empire est détruit si l'homme est reconnu.

(52) Voici une traduction de cet ordre, tel qu'il est imprimé à la tête du corps du droit Frédéric, imprimé en 1781.

Mon cher grand-chancelier de Carmer.

Il ne doit pas vous être inconnu, que dès l'an 1746, & même auparavant, j'ai eu à cœur de réformer les abus qui se sont glissés dans l'administration de la justice dans mon royaume & mes autres états, & j'ai ordonné particulièrement

1) Que les collèges de justice fussent mis sur un meilleur pied, & composés de membres habiles & honnêtes.

2) Que l'ordre judiciaire fût purgé de toutes les formalités inutiles, de manière qu'il fût possible de terminer tout procès dans le cours d'une année.

3) Que les loix dispersées, vagues & équivoques fussent rassemblées en un seul code, & exprimées avec la plus grande précision & clarté possibles.

Quant au premier article, je ne doute point qu'on ne puisse le remplir.

En établissant plus de subordination dans les tribunaux , en mettant plus d'ordre dans toutes les affaires , & sur-tout en établissant les objets sur lesquels on examinera sévèrement les candidats ; en les obligeant de travailler plus longtemps dans les tribunaux en qualité de référendaires ; & en ayant un œil attentif sur leur façon de penser & leur conduite.

Mais ces ordonnances si propres à réformer les abus , resteraient sans force & sans effet , si les présidents & les chefs de chaque tribunal , ne travaillent avec ardeur à s'y conformer.

C'est donc à vous , à faire en sorte que ma volonté soit suivie dans tous les tribunaux , de la manière la plus exacte. A cet effet , il faut que vous vous fassiez donner par les présidents & directeurs des collèges de justice , une liste sûre , & impartiale de la conduite de tous les membres & subalternes , qui composent ces tribunaux , & que dans les visites , vous insistiez particulièrement sur la conduite. Car il ne suffit pas qu'un membre de la justice soit en garde contre une corruption grossière & déshonorante ; il faut encore que dans toutes les actions de sa charge , il se conduise sans la moindre passion , & la moindre apparence de partialité.

Un homme de mauvaises mœurs , & fans moralité , oublie aisément ses devoirs ; & il ne faut point absolument tolérer ces fortes de gens dans les tribunaux. Il faut rejeter les sujets de cette espèce , sans aucun égard pour leurs talents , pour leur famille , ou autres considérations.

Si je puis être assuré ainsi de la probité des membres qui composent mes tribunaux , je leur rendrai , de mon côté , toute la justice qu'ils mériteront , & j'honorerai & récompenserai chacun d'eux , selon son mérite. Mais aussi je ne connais aucune punition assez sévère pour ceux qui auraient oublié leur devoir au point d'abuser pour l'oppression des sujets , & la destruction du droit & de la justice , d'une charge dont ils n'ont été revêtus , que pour protéger l'innocence & soutenir les droits de la justice.

A l'égard du second article , je veux croire que les plus grands abus ont été détruits ; cependant vous m'avouerez que l'ordre judiciaire est encore entrelacé dans ce misérable droit canon , contre lequel l'Allemagne entière forme depuis plusieurs siècles des plaintes si bien fondées.

Il est contraire à la nature de la chose que les parties n'exposent par elles-mêmes au juge leurs plaintes & leurs griefs ; & qu'elles soient obligées d'avoir recours , pour cela , à des avocats salariés. Ces avocats ont intérêt à embrouiller les procès , de manière à les faire durer le plus qu'ils peuvent ; parce que de-là dépend leur gain & leur bien-être.

Le plus honnête homme d'entre eux , qui voudrait préférer ses devoirs de citoyen , à son intérêt particulier , ne saurait suivre les mouvements de sa conscience en qualité de demandeur ou défendeur ; parce que son adversaire peut abuser du narré détaillé du fait , pour l'accabler d'une multitude de preuves , & le conduire dans un labyrinthe , dont il ne pourrait se tirer sans risquer de perdre sa cause.

Quand le juge ne voit les actes du procès que lorsque les avocats ont contourné , obscurci , embrouillé toute l'affaire à leur gré , il est très-naturel qu'il ne puisse saisir le vrai point de la question ; qu'il s'attache par conséquent à des preuves insuffisantes ; & qu'à la fin , il soit conduit à porter une sentence injuste , même contre la propre conviction.

Je ne saurais croire que les anciens législateurs , qui avaient tant de talents & de raison , aient pu avoir dessein d'établir un ordre judiciaire si déraisonnable ; j'aime mieux penser que c'est la barbarie des tems postérieurs , & la paresse des juges , qui ont produit le monstre de la chicane.

Je ne trouve rien dans l'histoire romaine qui puisse me faire penser le contraire. Chez les Romains , les juges devaient commencer par examiner eux-mêmes le fait, avant que d'entendre les orateurs choisis par les parties , & de porter une sentence ; & s'il est vrai que les loix des Papes ordonnent expressément que le juge examine le fait , & que les avocats défendent seulement le droit des parties , mon opinion là-dessus est hors de doute.

Quoiqu'il en soit , ma volonté est :

Qu'à l'avenir le juge entende lui-même les plaintes & les raisons des parties , qu'il pèse & compare les récits & les preuves , & qu'il tire delà le vrai point de l'affaire qui a donné lieu à la contestation ; qu'ensuite , il leur propose de s'accommoder , conformément à la justice & à l'équité.

Je suis sûr que ces parties étant ainsi instruites du véritable état de leur affaire , seront souvent portées à s'accommoder , & que la plupart des procès se termineront.

Les affaires qui ne pourront être terminées de cette manière , ne seront pas du moins exposées à toutes les formes si longues que l'on observait auparavant ; & il sera bien plus aisé de cette manière de se mettre en état de porter une sentence.

Je ne veux pas dire cependant , que dans les affaires de justice on refusera aux parties , l'assistance d'une personne versée dans le droit ; au contraire , je trouve nécessaire d'accorder des avocats aussi bien au demandeur qu'au défendeur ; pour rappeler à leurs devoirs les juges qui , par négligence , défaut de pénétration , ou esprit de partialité , n'examineraient point l'affaire comme il faut , pour éclairer & contrôler tous leurs procédés , pour exposer le droit des parties ; en un mot , pour travailler de toute manière à la sûreté de leurs clients.

Mais afin que cette nouvelle espèce d'avocats ne retombent point dans les défauts des anciens , il faut faire en sorte qu'ils n'aient aucun intérêt à la décision ni à la prolongation des procès ,

procès, mais que leur avancement, leur intérêt & leur fortune soient dirigés sur un point de vue tout différent.

Selon mon nouvel arrangement, il faudra sur-tout employer les référendaires dans l'examen du fait, & les faire servir ainsi d'aides aux conseillers.

Les référendaires qui, dans ces occasions, auront montré le plus d'habileté & de pénétration, seront distingués pour être avancés; & c'est parmi eux que l'on choisira les avocats, ou comme on pourrait les appeller, les conseillers d'assistance; & c'est parmi ces derniers que l'on prendra les conseillers réels des tribunaux ou collèges de justice.

Ces conseillers d'assistance, auront des appointements fixes, aussi bien que les conseillers ordinaires des tribunaux; & pour cela, on formera une caisse commune, où l'on versera tout ce qui proviendra des épices.

Il peut arriver qu'il n'y ait que très-peu des anciens avocats qui veuillent prendre le titre de conseillers d'assistance; & que plusieurs manquent de pain. Mais j'arrangerai les choses de manière, que ceux d'entre eux qui auront des talents & de la probité, seront employés dans des offices

de magistrature, de justice, ou autres de cette espèce. Les mauvais sujets ne méritent aucune attention.

Quant au loix en elles-mêmes, je trouve très-mal à propos, qu'on les écrive en grande partie, dans une langue, qui n'est pas comprise de ceux auxquels elles doivent servir de règle. De même il ne convient pas, dans un état où l'on a un législateur incontestable, de souffrir des loix, qui, par leur obscurité & leur double sens, donnent lieu à des disputes interminables, & causent elles-mêmes des procès. Vous aurez donc particulièrement soin que toutes les loix destinées à nos états & sujets, soient composées dans leur propre langue, qu'elles soient claires & déterminées, & qu'on en fasse un recueil complet.

Or, comme presque toutes mes provinces ont des constitutions, des statuts, des usages très-différents les uns des autres, il faudra faire pour chacune d'elles un code particulier, & y rassembler tout ce qui distingue les droits d'une province de ceux d'une autre.

Mais comme ces statuts & usages provinciaux, sont bornés seulement à quelques objets, & qu'ils ne contiennent point des règles de droit

générales , ni complètes ; & que depuis plusieurs siècles le corps de droit de l'Empereur Justinien a été reçu par presque toutes les nations de l'Europe , comme un code subsidiaire , ainsi que par nous ; on pourra aussi à l'avenir y avoir recours. Cependant il est connu que ce code romain , n'est en grande partie qu'une collection d'opinions & de décisions des jurisconsultes dans des cas particuliers , qu'il renvoie souvent à d'anciennes formalités attachées à l'ancienne constitution des Romains , & qui ne peuvent convenir à la nôtre ; & qu'il offre un grand nombre de contradictions. Il faudra donc n'en tirer que l'essentiel , & ce qui pourra convenir à la nature de nos loix & à notre constitution actuelle ; il faudra en retrancher tout ce qui est inutile & superflu , y insérer à propos les loix particulières que j'ai établies dans mes états , & former ainsi un corps de droit subsidiaire , auquel le juge puisse avoir recours au défaut de loix provinciales.

Mais je remarquerai ici , en général , qu'à ce qu'il me semble , les législateurs romains qui ont multiplié avec tant de profusion , les questions de droit , n'ont pas travaillé avec autant de soin à prévenir les choses qui

peuvent faire naître des doutes, & exciter des procès.

On fait , par exemple , quelle quantité de procès naissent des marchés & des contrats de ventes , parce que les contractants agissent avec précipitation , & ne s'expriment pas avec assez de clarté & de précision. Il serait aisé de prévenir tous ces procès , en ordonnant que tous les contrats de ventes d'immeubles se fissent en présence du juge , qui aurait soin d'éclairer la ruse & l'injustice par-tout où elle pourrait se trouver ; & qui signerait lui-même les actes de cette nature , en forme de confirmation.

Les procès font dans la société un mal , qui trouble le bonheur des citoyens ; ainsi la meilleure loi serait celle qui préviendrait les contestations , & diminuerait leur nombre.

Si , comme je l'espère , je parviens à mon but , dans la réformation des loix & de l'ordre judiciaire ; plusieurs jurisconsultes perdront à la vérité , par cette simplification , la considération qu'ils tirent du mystère dans lequel ils sont enveloppés ; ils ne pourront plus étaler leurs vaines subtilités , & tout le corps des anciens avocats deviendra inutile. Mais par là aussi , je délivrerai mes fidèles sujets d'un fardeau

accablant, & l'état aura un plus grand nombre de marchands, de négociants & d'artistes, ce qui tournera bien plus à son profit que les avocats.

Or, comme l'exécution d'un projet si important, ne saurait être l'ouvrage d'un seul homme; vous choisirez les personnes auxquelles vous connaissez le plus de lumières & de probité; vous distribuerez entre elles, les différentes parties du travail, ensuite vous les assemblerez tous en un corps, pour délibérer avec eux sur ce qu'il y aura de mieux à faire.

Cette commission législative, pourra subsister aussi dans la suite, afin de suppléer au défaut des lois, d'en déterminer le sens quand elles paraîtront équivoques, de les expliquer quand elles sembleront obscures.

Mais aussi, je ne souffrirai jamais qu'un juge, un tribunal ou un ministre d'état, s'ingère d'interpréter, d'étendre ou de restreindre le sens des lois; & encore moins de faire de nouvelles lois. Mais dès qu'il s'élèvera dans la suite quelque doute, ou qu'on appercevra quelque inconvénient ou défaut dans la loi, ou l'ordre judiciaire; il faudra en donner avis à la commission législative, qui examinera la chose relativement

au sens & au but des autres loix ; & qui m'exposera les changements ou additions qu'elle aura jugés nécessaires.

J'abandonne toutes ces choses à vos réflexions ; je vous charge de préparer tout ce qui est nécessaire pour l'exécution , & je promets de vous protéger de la manière la plus efficace , contre toute cabale ou contradictions que l'on voudrait vous opposer dans l'exécution de ce dessein.

Je suis votre affectionné Roi

Postdam le 14 avril 1750.

FRÉDÉRIC.

(53) Nous avons sous les yeux , une quantité de décrets adressés à des gens qui demandaient justice au chancelier ; leur suite offre des preuves de l'art merveilleux avec lequel les gens de la chancellerie savaient feindre de ne pas comprendre une plainte ou une demande , & répondre de manière à faire naître de nouvelles demandes , qui se payaient toutes à 40 ou 50 sols la ligne.

Un étranger s'étant plaint un jour au chancelier de quelques mauvais procédés , injustices criantes & partialités d'un tribunal particulier ; M. de Carmer , sans examiner l'affaire , répondit ,

en reprochant au plaignant de manquer de respect aux tribunaux ; & en lui défendant avec menaces , de réitérer des plaintes de cette espèce. L'étranger outré , d'une réponse aussi peu raisonnable , prend un exemplaire du nouvel ordre judiciaire , & se rendant à l'hôtel du chancelier ; il lui dit : Monsieur , *j'ai porté à votre excellence des plaintes contre un tribunal qui vient d'agir contre moi d'une manière inique ; au lieu d'examiner l'affaire , vous m'accusez de manquer de respect à ce tribunal , vous me menacez & vous me défendez de réitérer ma plainte. Cette conduite est contraire à la loi que vous avez portée vous-même ; & que voici dans votre propre code.* (lui montrant une loi du nouvel ordre judiciaire.) *Cette loi vous ordonne de répondre à toutes les plaintes que l'on vous fait ; ainsi malgré votre défense , je vous réitérerai cette plainte , jusqu'à ce que j'aie reçu une réponse telle que votre place vous oblige de la donner.*

Le chancelier surpris d'un langage , que les habitants du Brandebourg ne lui avaient jamais tenu , ne répondit pas un seul mot. Deux heures après , le plaignant renouvela sa plainte ; & le chancelier se fit apporter les actes de l'affaire dont

il était question. Apparemment que l'on trouva le tribunal coupable ; car on ne fit plus aucune réponse au plaignant, & on le laissa porter sa plainte à un autre tribunal, chose qu'on lui avait refusée jusqu'alors. Le plaignant regarda ce procédé comme une satisfaction.

Voilà comme on traitait les affaires sur la fin du règne de Frédéric. Je ne dis pas qu'il faille rejeter tous ces abus sur le chancelier lui-même ; mais, occupé des grands objets de la législation, il laissait à des subalternes ignorants ou méchants, les détails de l'administration ; & la justice ne se rendait point, pendant qu'on travaillait à établir les moyens de la rendre.

(54) Le Roi avait donné à ces compagnies des lettres de franchise pour 15 ans. Elles devaient faire passer à la Chine les toiles & autres productions des provinces prussiennes, & prendre dans les Indes les productions de la première main. Ces deux compagnies n'ont pas réussi.

(55) On bâtissait tous les ans aux dépens du Roi, un certain nombre de maisons & autres édifices à Berlin & à Potsdam. Tous les ans, à jour nommé, le Roi faisait venir le directeur des bâtiments. Il lui donnait des desseins des plus beaux édifices d'Italie dont il avait une grande

collection ; lui fe fait faire le devis , augmentait ou retranchait à fon gré , & remettait d'avance l'argent aux entrepreneurs : nous avons vu les abus de ces constructions.

Quand les maifons étaient bâties, il les donnait à ceux à qui appartenaient les vieilles qu'on avait démolies. Quand le terrain lui appartenait , il les donnait à quelque nouvelle fabrique , ou à quelqu'autre perfonne. A Poftdam , il ne donnait ces maifons qu'à condition qu'on laifferait le bel étage, c'est-à-dire , le premier pour loger les foldats. C'est un fpectacle fingulier , en parcourant cette ville , de n'y voir que des palais ; & de remarquer enfuite accrochées aux colonnes , ou à une ftatue , des culottes & des guêtres de foldat.

(56) Voici quelques traits qui donneront une idée de la manière dont Frédéric s'intéreffait aux progrès de l'agriculture , & au bonheur des cultivateurs.

En 1763 , le confeiller privé de Ruffler étant venu féliciter le Roi fur la paix , en qualité de confeiller provincial du cercle du Bas-Barnim ; le Roi lui demanda :

De quoi a befoin votre cercle ?

R U S S L E R.

Sire, de chevaux pour la culture des terres ; de seigle , pour faire du pain & ensemençer.

L E R O I.

Je vous donnerai du bled pour du pain & de la semence ; mais je ne puis pas vous donner des chevaux.

R U S S L E R.

Je fais, qu'aux représentations de M. de Brenkenhof, Votre Majesté a donné à la nouvelle Marche & à la Poméranie, tous les chevaux de bagage & d'artillerie. Mais personne n'a parlé pour le Bas-Barnim. Si Votre Majesté n'en prend pas soin elle-même, c'est un pays ruiné.

L E R O I.

Qui êtes-vous ?

R U S S L E R.

Je suis Rufsler, qui ai été employé pour les limites de la Silésie.

L E R O I.

Oui, oui ; je vous connais à présent. Assemblez tous les conseillers provinciaux de la Marche électorale. Je veux leur parler.

R U S S L E R.

Sire, ils sont tous à Berlin, à l'exception de deux.

LE ROI.

Envoyez des messagers à ces deux-là , afin qu'ils viennent aussi à Berlin ; & jeudi , vous viendrez avec tous les conseillers me trouver au château de Berlin ; alors je vous parlerai plus au long , & je vous dirai , comment je veux soulager la province.

Le premier avril , M. de Russler parut à la tête des conseillers provinciaux & porta la parole ; comme il parlait avec un peu trop de chaleur , & qu'il voulait absolument prouver au Roi , qu'il était obligé de dédommager la province des pertes qu'elle avait essuyées , le Roi lui dit :

LE ROI.

Eh bien , paix donc , paix donc ; laissez-moi dire... Avez-vous un crayon ?

RUSSLER.

Oui , Sire.

LE ROI.

Eh bien ! écrivez ce que je vais vous dicter , „ Les conseillers n'ont qu'à faire un état de ce qu'il faut à leurs cercles , de seigle pour du pain & de la semence , de chevaux , de bœufs & de vaches. Qu'ils fassent cela avec beaucoup d'exactitude ; & après demain , qu'ils reviennent me trouver ; je leur dirai mes volontés. Mais que

tout soit exact ; car je ne peux pas donner beaucoup.

Le furlendemain , les conseillers revinrent ; M. de Rufsler porta encore la parole ; le Roi se fit donner la liste de tous les gentilshommes pauvres , & leur fit distribuer de l'argent , à l'un 8000 écus , aux autres 6000 , 4000 , &c.

En 1779 , le Roi faisant le tour d'un district de ses Etats , eut la conversation suivante , avec un Forétier & un Bailli.

Le Roi , *passant devant un bout de landes sablonneuses près de Fehrbellin.*

Forétier ! pourquoi n'a-t-on rien semé sur ces fables ?

LE FORÉTIER.

Sire , cela n'appartient pas à vos forêts , mais aux champs de la ville. Les gens y sèment par-ci par-là des grains. Ici à droite , on a semé des pommes de pin.

LE ROI.

Qui les a semées ?

LE FORÉTIER.

Notre grand Bailli que voici.

Le Roi *se tournant vers le Bailli.*

Allons , dites à mon conseiller privé Michaëlis , qu'il faut semer quelque chose sur ces

fables. *Au Forêtier.* Mais savez-vous aussi comment on sème des pommes de pin ?

LE FORÊTIER.

Oh qu'oui , Sire.

LE ROI.

Eh bien ! voyons , comment les sème-t-on ? de l'orient à l'occident , ou de l'occident à l'orient ?

LE FORÊTIER.

De l'occident à l'orient.

LE ROI.

C'est fort bien. Mais pourquoi ?

LE FORÊTIER.

Parce que le vent souffle communément d'occident.

LE ROI.

Voilà qui est bien.

Autre conversation du Roi dans la même tournée , avec M. Fromme , Bailli de Fehrbellin.

FROMME.

Sire , voici déjà deux nouveaux fossés , que nous tenons des bontés de Votre Majesté , & qui tiennent notre trouée sèche.

LE ROI.

Ah ! ah ! j'en suis bien aise. Qui êtes-vous ?

FROMME.

Le Bailli de Fehrbellin.

LE ROI.

Comment vous appelez-vous ?

FROMME.

Fromme.

LE ROI.

Ah ! ah ! vous êtes fils du conseiller provincial Fromme ?

FROMME.

Sire , avec votre permission , mon père a été conseiller-bailli du baillage de Laeme.

LE ROI.

Conseiller-bailli ! cela n'est pas vrai. Votre père a été conseiller-provincial , je l'ai fort bien connu. Dites-moi le desséchement de cette trouée que j'ai fait faire , vous a-t-il été utile ?

FROMME.

Oh ! oui , Sire.

LE ROI.

Avez-vous plus de bestiaux que votre prédécesseur ?

FROMME.

Oui , Sire. J'ai dans cette cense quarante vaches ; & en tout soixante & dix de plus.

LE ROI.

C'est fort bien. Vous n'avez pas la maladie épizootique dans votre canton ?

FROMME.

Non , Sire.

LE ROI.

Y a-t-elle été ?

FROMME.

Oui , Sire.

LE ROI.

Faites manger à vos bestiaux , beaucoup de sel gemme , vous ne l'aurez plus ?

FROMME.

C'est ce que je fais. Mais le sel commun est presqu'aussi bon.

LE ROI.

N'en croyez rien. Il ne faut pas piler le sel gemme , mais le mettre à portée du bétail pour qu'il le lèche.

FROMME.

Je n'y manquerai pas.

LE ROI.

N'y a-t-il pas d'autres améliorations à faire ici ?

FROMME.

Oh, oui, Sire. Voici le lac de Kremmenfée, si on le desséchait, Votre Majesté aurait 1800 arpens de prairies, sur lesquels on pourrait établir des colons. Cela pourrait procurer un débouché par eau au canton ; ce qui ferait beaucoup de bien à Fehrbellin & à Ruppin. On pourrait mener plusieurs choses par eau du Mecklenbourg à Berlin.

LE ROI.

Je le crois. Mais peut-être qu'en vous procurant ces avantages, d'autres seraient ruinés ; du moins les possesseurs des terres, n'est-ce pas ?

FROMME.

Pardonnez-moi, Sire, les terres appartiennent aux forêts royales ; & il n'y a que des bouleaux.

LE ROI.

Oh ! s'il n'y a que des bouleaux, cela peut se faire. Mais aussi ne comptez pas sans l'hôte, que les frais ne surpassent pas le produit.

FROMME.

Il n'y a point de risque. Car d'abord, Votre Majesté peut compter que le lac rendrait 1800 arpens ; ce qui pourrait nourrir trente-six familles,

familles à 50 arpens pour chaque famille. Si après cela on établit un léger péage sur le bois flotté, & sur les bateaux qui passeront sur le nouveau canal, le capital rendra de bons intérêts.

LE ROI.

Eh bien ! dites cela à mon conseiller-privé Michaëlis. Il s'y entend, & je vous conseille de vous adresser en tout à lui, quand vous voudrez établir des colons quelque part. Je ne veux pas d'abord des colonies entières. Quand ce ne ferait que deux ou trois familles ; vous pouvez tout de suite lui en parler.

FROMME.

Je n'y manquerai pas.

LE ROI.

Né puis-je pas voir d'ici Wusterau ? (*bien appartenant au général de Ziethen.*)

FROMME.

Oui, Sire, le voici à droite.

LE ROI.

Le général y est-il ?

FROMME.

Oui, Sire.

LE ROI.

D'où le savez-vous ?

FROMME.

M. de l'Estocq , capitaine de son régiment , est en cantonnement dans mon village ; un palefrenier du général lui apporta hier une lettre , & c'est de là que je l'ai fu.

LE ROI.

Le général a-t-il aussi gagné par le desséchement de la trouée ?

FROMME.

Oh, oui , Siré. Il a bâti cette métairie , à droite ; & il a établi un chalet , ce qu'il n'aurait pas pu faire , sans le desséchement.

LE ROI.

J'en suis fort aise. Comment s'appelle le bailli de vieux Rupin ?

FROMME.

Honig.

LE ROI.

Depuis quand y est-il ?

FROMME.

Depuis la Trinité.

LE ROI.

Depuis la Trinité ? Où était-il auparavant ?

FROMME.

Il était chanoine.

LE ROI.

Chanoine ? chanoine ? Qui diable a fait un bailli de ce chanoine ?

FROMME. .

Sire, c'est un jeune homme qui a du bien, & qui a ambitionné l'honneur d'être bailli de Votre Majesté.

LE ROI.

Mais pourquoi l'ancien n'est-il pas resté ?

FROMME.

Il est mort.

LE ROI.

La veuve aurait pu garder le baillage.

FROMME.

Elle est devenue pauvre.

LE ROI.

Ménage de femme, sans doute ?

FROMME.

Pardonnez-moi, Sire. Elle conduisait fort bien son ménage ; mais des accidents l'ont ruinée. Cela peut arriver au meilleur économe. Moi-même, j'ai éprouvé une mortalité il y a deux ans, & n'ai point obtenu de dédommagement. Je ne saurais me remettre sur un bon pied.

LE ROI.

Mon enfant , je souffre aujourd'hui de mon oreille gauche , je n'entends rien de ce côté-là.

* FROMME.

Et le malheur , Sire , c'est que le conseiller Michaëlis est attaqué de la même incommodité.

Fromme qui craignait que cette dernière réponse n'eût déplu au Roi , resta un peu en arrière.

LE ROI.

Allons , bailli , avancez. Restez auprès du carosse ; mais prenez garde qu'il ne vous arrive d'accident. Parlez seulement un peu haut.

Dites-moi , comment s'appelle ce village-ci , à droite ?

FROMME.

Langen.

LE ROI.

A qui appartient-il ?

FROMME.

Un tiers à V. M. ; un tiers à M. de Hagen , & le chapitre de Berlin y a aussi des vassaux.

LE ROI.

Vous vous trompez ; c'est le chapitre de Magdebourg.

FROMME.

Sire, je vous demande pardon ; c'est le chapitre de Berlin.

LE ROI.

Mais cela n'est pas vrai ; le chapitre de Berlin n'a pas de vassaux.

FROMME.

Pardonnez-moi, Sire, le chapitre de Berlin a trois vassaux dans le village de Karvensée qui dépend de mon baillage.

LE ROI.

Vous vous trompez, c'est le chapitre de Magdebourg.

FROMME.

Sire, je ferais un fort mauvais bailli, si je ne connaissais pas ceux qui ont juridiction dans les endroits de mon baillage.

LE ROI.

Ah ! en ce cas là, vous avez raison. Dites-moi un peu, il faut qu'ici, à droite, il y ait une terre ; je ne m'en rappelle pas le nom. Nommez-moi un peu les terres qui sont à droite.

FROMME.

Buschow, Rodensleben, Sommerfeld, Beez, Karbe.

LE ROI.

Karbe, justement. A qui appartient cette terre ?

FROMME.

A M. de Kneesebék.

LE ROI.

A-t-il servi ?

FROMME.

Oui, il a été lieutenant ou enseigne dans les gardes.

LE ROI.

Dans les gardes ! (comptant par ses doigts)
Vous avez raison, il a été lieutenant dans les gardes. Je suis bien aise que cette terre soit encore entre les mains de cette famille. . . Ah ! Savez-vous combien il y a que je n'ai été ici ?

FROMME.

Non, Sire.

LE ROI.

Il y a quarante-trois ans. . . Comment s'appelle ce village-ci, devant nous ?

FROMME.

Protzen.

LE ROI.

A qui appartient-il ?

FROMME.

A M. de Kleift.

LE ROI.

Quel Kleift est-ce ?

FROMME.

Le fils du général Kleift.

LE ROI.

De quel général Kleift ?

FROMME.

Son frère a été aide-de-camp de V. M. & est à présent lieutenant-colonel du régiment de Kalckstein à Magdebourg.

LE ROI.

Ha, ha ! de celui-là. Oh ! je connais fort bien ces Kleifts. A-t-il servi ?

FROMME.

Oui, Sire, il a été enseigne dans le régiment du prince Ferdinand.

LE ROI.

Pourquoi a-t-il quitté le service ?

FROMME.

Je n'en fais rien, Sire.

LE ROI.

Vous pouvez me le dire ; je n'ai aucune vue en faisant cette question. Pourquoi cet homme a-t-il quitté le service ?

FROMME.

En vérité, Sire, je ne pourrais le dire.

La conversation fut interrompue par l'arrivée dans un village, où se trouva le général de Ziethen. Le Roi descendit de carrosse pour le voir ; & étant reparti, il dit :

LE ROI.

Allons, dites-moi, sérieusement, ne savez-vous pas pourquoi ce Kleist a quitté le service ?

FROMME.

En vérité, Sire, je l'ignore....

LE ROI.

Ecoutez, êtes-vous content de la récolte, cette année ?

FROMME,

Sire, elle est fort bonne.

LE ROI.

Fort bonne ? eh bien ! à moi ils m'ont dit qu'elle était fort mauvaise.

FROMME.

Les grains d'hiver ont un peu souffert de la gelée. Mais en revanche, les grains d'été promettent de réparer amplement ce dommage....

LE ROI.

Comment se nomme ce village-ci, devant nous ?

FROMME.

Garz.

LE ROI.

A qui appartient-il ?

FROMME.

Au conseiller de guerre de Quast,

LE ROI.

A qui ?

FROMME.

Au conseiller de guerre de Quast.

LE ROI.

Encore ! Il ne s'agit pas ici de conseiller de guerre. Je veux savoir à qui appartient ce village.

FROMME.

A M. de Quast,

LE ROI.

Allons , voilà comme il faut répondre...
Semez-vous aussi du froment ?

FROMME.

Oui , Sire,

LE ROI.

Combien en avez-vous semé ?

FROMME.

Près de trois muids.

LE ROI.

Combien votre prédécesseur en semait-il ?

FROMME.

Un septier & demi.

LE ROI.

D'où vient que vous cultivez tant de froment plus que votre prédécesseur ?

FROMME.

J'ai eu l'honneur de dire à Votre Majesté que j'ai soixante & dix vaches de plus que mon prédécesseur, par conséquent je puis donner plus d'engrais à mes champs & y cultiver du froment.

LE ROI.

Mais pourquoi ne cultivez-vous point de chanvre.

FROMME.

Il ne vient pas bien ici. Il vient mieux dans les climats froids. Nos cordiers achètent le chanvre de Russie à meilleur marché & de meilleure qualité, que je ne puis le fournir.

LE ROI.

Mais que semez-vous, où vous semiez autrefois du chanvre ?

FROMME.

Du froment.

LE ROI.

Mais pourquoi ne cultivez-vous pas de la garance ?

FROMME.

Elle ne vient pas bien. Le terroir n'est pas assez bon.

LE ROI.

Vous vous l'imaginez , vous auriez dû en faire l'essai

FROMME.

Je l'ai fait , & cela n'a pas réussi . .

LE ROI.

Que ferez-vous où vous auriez semé de la garance ?

FROMME.

Du froment.

LE ROI.

Allons , tenez-vous en donc au froment. Les gens de votre baillage doivent être à leur aise.

FROMME.

Oui , Sire , je puis prouver par le livre des hypothèques qu'ils ont pour cinquante mille écus de capitaux.

LE ROI.

Voilà , qui va bien.

FROMME.

Un payfan qui est mort il y a trois ans , avait onze mille écus à la banque.

LE ROI.

Combien ?

FROMME.

Onze mille écus.

LE ROI.

C'est dans cet état qu'il faut que vous les conserviez toujours.

FROMME.

Oui, Sire, il est bon que le payfan soit à son aise ; mais alors il devient insolent. Comme, par exemple ceux de ce canton-ci , qui m'ont déjà accusé sept fois auprès de Votre Majesté, pour être affranchis des corvées.

LE ROI.

Ils en avaient sujet , apparemment.

FROMME

Je demande pardon à Votre Majesté. On a examiné l'affaire, & on a trouvé que je n'avais point vexé les sujets, que j'avais toujours eu raison ; & que je n'avais exigé que ce qui était dû. Cependant les choses en restent là. On ne punit point les payfans. Votre Majesté donne tou-

jours raison aux fujets , & il faut que le pauvre bailli ait toujours tort.

LE ROI.

Oh ! mon enfant , je n'ai pas de peine à croire qu'on vous donne toujours raison. Vous envoyez fans doute du beurre , des chapons & des dindons au conseiller de votre département.

FROMME.

Sire ; cela est impossible ; les grains n'ont pas un bon prix ; si on ne tirait pas quelques écus des autres choses , on ne pourrait pas payer la rente.

LE ROI.

Où vendez-vous votre beurre , vos chapons & vos dindons ?

FROMME.

A Berlin, Sire.

LE ROI.

Pourquoi pas à Ruppin ?

FROMME.

La plupart des bourgeois ont des vaches.

LE ROI.

Mais pour les volailles , vous pourriez bien les vendre à Ruppin ?

FROMME.

Il n'y a que quatre officiers de l'état-major en quartier dans cette ville. Et pour les bourgeois,

ils ne font pas délicats ; ils font fort contents quand ils ont du cochon.

LE ROI.

Oui , oui , vous avez raison. Les Berlinoïis aiment fort la bonne chère. Eh bien ! menez les fujets comme vous voudrez ; mais ne les vexez pas.

(Le Roi ayant vu une quantité de payfans occupés à la moisson qui formèrent une double haie en aiguifant leurs faucilles, dit:)

LE ROI.

Que diable ! que veulent ces gens ? Est-ce qu'ils veulent me demander de l'argent ?

FROMME.

Oh que non, Sire, ils font pleins de joie de la bonté que vous avez de visiter ces contrées.

LE ROI.

Aussi ne leur donnerai-je rien. . .

Faites - vous des effais avec des grains étrangers ?

FROMME.

Oui, Sire. Cette année j'ai semé de l'orge d'Espagne. Elle ne réussit pas. Je n'en semerai plus. Mais le seigle de Holstein à grosse tige me paraît bon.

LE ROI.

Quel feigle est cela ?

FROMME.

Il croît dans le Holstein , dans les bas-fonds.
Il ne m'a jamais moins rendu que le décuple.

LE ROI.

Là ! là ! le décuple ! c'est un peu fort...

Mais donnez-moi une idée de ce qu'était
cette trouée , avant qu'on en eût fait écouler
les eaux.

FROMME.

Tout était rempli de petits tertres entre lesquels l'eau s'établissait. Dans les années les plus sèches , nous n'en pouvions pas tirer le foin. Il fallait le mettre en grandes meules. En hiver , quand il avait bien gelé , on allait le chercher. A présent , nous avons égalisé les tertres ; & les fossés que V. M. a fait faire , font écouler les eaux. A présent la trouée est sèche, comme V. M. la voit , & nous pouvons en tirer le foin quand nous voulons.

LE ROI.

Vos payfans ont-ils aussi plus de bestiaux
qu'autrefois ?

FROMME.

Oui , Sire.

LE ROI.

Combien ?

FROMME.

Les uns une vache , les autres deux ; suivant le bien.

LE ROI.

Mais combien en ont-ils de plus en tout ; à peu-près seulement ?

FROMME.

Environ six-vingt têtes ... &c.

(Le Roi ayant regardé la contrée par un télescope , fit approcher les baillis Fromme , Klafius & un inspecteur des bâtimens , nommé Menzelius , & leur dit :)

LE ROI.

Allons , approchez-vous. Tenez , voyez-vous , cette lande marécageuse , à gauche ? Il faut défricher cela. Et ceci à droite , aussi ; tant que la lande s'étend. Quel bois y a-t-il ?

FROMME.

Des faules & des chênes.

LE ROI.

Allons , on peut arracher les faules , & les chênes resteront. On peut les vendre , ou les employer. Quand cela fera défriché , je compte
trois

trois cents familles de plus ou environ , & 500 vaches. N'est-ce pas ?

(*Après un moment de silence.*)

FROMME.

Oui , Sire , peut-être.

LE ROI.

Ecoutez. Vous pouvez me répondre en toute confiance. Il y aura plus ou moins de familles. Je fais bien qu'on ne peut dire cela si exactement d'abord. Je n'y ai pas été , je ne connais pas le terrain. Si je le connaissais , je pourrais le dire ; car je fais aussi bien que vous combien on peut mettre de familles sur un terrain.

MENZELIUS.

Mais , Sire , cette trouée est encore en communes.

LE ROI.

N'importe. Il faut faire un troc , ou donner un équivalent. Il faut arranger cela pour le mieux. Je ne le veux pas pour rien. Allons , écoutez , (à un bailli) vous n'avez qu'à écrire à ma chambre des finances , ce que je veux qu'on défriche ; je donnerai l'argent ; (à un autre) & vous , allez à Berlin , & dites de bouche à mon conseiller-privé Michaëlis , ce que je veux encore qu'on défriche , &c.

(57) En 1782, on compta dans la Marche de Brandebourg écus.

- | | |
|---|--------|
| 1) Pour dédommagements de mauvaises récoltes dans quelques cantons | 200000 |
| 2) Pour bâtiments à Berlin & Postdam | 433000 |
| 3) Pour défrichements & établissements de nouvelles colonies dans la Marche électorale | 200000 |
| 4) Pour établissement de 66 familles, & de plusieurs fabriques de laine, ainsi que pour la construction de plusieurs maisons dans les villes de Luckenwalde & Treuenbriezen . | 80000 |
| 5) Pour l'établissement d'une manufacture de montres à la manière de Genève, & d'une fabrique de papiers à la manière de Hollande . | 62000 |

Dans la nouvelle Marche.

- | | |
|---|-------|
| 6) Pour rebâtir la ville de Falkenberg, qui avait été incendiée . | 7000 |
| 7) Pour des digues sur la Warthe . | 6000 |
| 8) Pour 156 familles de journaliers ou autres | 24000 |

En Poméranie.

9) Pour 162 nouvelles familles . . .	25000
10) Avances faites à la noblesse pour améliorations & défrichements . .	175000
11) Pour rebâtir la ville de Jacobs- hagen incendiée	39000
12) Pour l'établissement de 13 fabri- ques de laine, cuir, amidon, toi- les cirées, &c.	33000
13) Avances aux fabricants ; & pour magasins	12000

Dans la Prusse orientale.

14) Pour une manufacture de toiles à voiles à Königsberg	6000
---	------

Dans la Prusse occidentale.

15) Pour le rétablissement des villes polonaises ruinées	100000
16) Pour des améliorations dans des baillages	65000
17) Pour des colonies nouvelles . .	94000

Dans le duché de Magdebourg.

18) Pour le dessèchement d'un ma- rais nommé Fiemerbruch dont les	
--	--

terres qui montent à 30000 arpents ont été distribuées à des particuliers	192000
19) Pour plusieurs autres dessèche- ments	134000

Dans la principauté d'Halberstadt.

20) Pour des bâtiments dans la ville de Kroppenstedt	32000
---	-------

En Silésie.

21) Pour des bâtiments dans plusieurs villes	60000
22) Pour des maisons incendiées .	40000
23) Pour des défrichements des éta- blissements de nouveaux villages , & nouvelles fabriques	88000
24) Pour des présents à des particu- liers	4000

Somme totale pour l'année 1783 2118000

Les dépenses de la même nature dans l'année
1783 ont monté à 270,000 écus.

Celles de 1784 à 2,236,000 écus.

Celles de 1785 à 2,901,756 écus.

(58) Lorsque Brenkenhof était page à la cour du prince Léopold de Dessau, il commença par faire un commerce de pigeons ; & se chargea de fournir aux deux petits fils du prince, qui aimaient ces animaux, les plus beaux que l'on pût trouver.

Le prince, qui aimait la chasse, voulait croiser les races des sangliers avec des cochons. Brenkenhof fut chargé de trouver des cochons qui ressemblassent beaucoup à des sangliers, & le prince lui donnait un cheval pour chaque bête. Ces présents lui firent naître l'idée de commercer sur les chevaux ; & il y gagna beaucoup.

Le hasard lui ayant fait avoir quelques boisseaux de bled d'Archangel ; il les sema, en recueillit avec soin la semence ; & au bout de quelques années, la multiplia au point d'en fournir tout le Nord de l'Allemagne. Brenkenhof était fort riche, lorsqu'il entra au service du Roi de Prusse.

(59) Brenkenhof s'était ruiné au service du Roi ; il préférait à ses propres intérêts, la gloire de faire de grandes choses. Frédéric eut souvent, comme quelques autres grands hommes,

l'avantage d'être servi avec enthousiasme & sans intérêt par des hommes du premier mérite.

Brenkenhof fut victime de son zèle. Il mourut pauvre. Voici une lettre qu'il dicta pour le Roi étant à l'article de la mort.

SIRE,

C'est une grâce, & non une justice que je demande à Votre Majesté. J'ai servi V. M. pendant 20 ans, avec le plus grand zèle; & j'ai consumé mes plus belles années à son service. J'ai créé en Poméranie & dans la Nouvelle-Marche, plusieurs établissemens qui ont fait le bonheur d'un grand nombre d'hommes. Pendant ces années de service, j'ai dépensé une grande partie des biens que j'avais apportés avec moi de la principauté de Dessau; parce que j'ai toujours préféré les intérêts de V. M. aux miens, & que le seul zèle patriotique, & l'envie de gagner de plus en plus les bonnes grâces de V. M., m'ont engagé à faire, à mes propres dépens, plusieurs expériences ruineuses.

Les nouvelles acquisitions de Pologne, m'ont coûté beaucoup, parce qu'un grand nombre de Russes & de Polonais logeaient sans cesse chez moi. L'administration du district de Nez, ne m'a pas été moins coûteuse non plus; parce qu'il

n'y avait dans cet endroit ni chambre, ni collège de justice, & que j'étais obligé de faire tout soigner par des étrangers, qui ne recevaient point de paie.

J'ai dépensé des sommes considérables de mon propre bien, à la construction du canal de Bromberg.

Dans la commission d'amélioration pour la Poméranie, je me suis trouvé impliqué avec des misérables, auxquels j'ai été obligé de donner beaucoup d'argent pour éviter le bruit.

J'ai donc employé la plus grande partie de mon bien au service de V. M. Mais je ne voudrais pas après ma mort, que ma réputation fût attaquée; & que s'il se trouvait un déficit dans la caisse d'améliorations, mes ennemis en prissent occasion de jeter la honte sur ma mémoire. Je prie donc très-humblement V. M. de charger le ministre Michaëlis seul, des améliorations, qui me restent encore à réaliser, & de les faire exécuter sous sa direction seule, sans le concours des chambres, (*) & en

(*) Brenkenhof connaissait bien les chambres. On voit ici que ces fortes de collègues n'avaient pas peu de jalousie contre ceux qui voulaient faire du bien.

correspondant avec les tuteurs qui feront donnés à mes enfans.

Dans l'espace de deux ans, toutes ces améliorations seront finies, & les comptes en règle.

Je remercie, au lit de la mort, V. M. de toutes les faveurs dont elle m'a honoré; & je meurs
de Votre Majesté, &c.

Carzig le 21 mai 1780.

Brenkenhof mourut quelques heures après avoir dicté cette lettre. Ses ennemis profitèrent de sa mort, pour blâmer sa conduite auprès du Roi; on oublia ses bienfaits.

(60) On a dit dans quelques ouvrages que jamais Frédéric n'avait condamné personne à mort; & rien n'est plus faux, du moins à l'égard des soldats. Sur la fin de son règne, il s'était glissé une manie singulière dans l'armée. Le désespoir portait souvent des soldats à s'ôter la vie, & d'autres à faire des crimes pour être exécutés. Ces derniers assassinaient ordinairement un enfant; puis allaient déclarer leur crime, & se mettre eux-mêmes entre les mains de la justice. Voici ce qui

sans eux, & qu'ils ne négligeaient rien pour les perdre. Cela confirme ce que nous avons dit au sujet de l'établissement des fabriques.

leur inspirait cette atrocité. Dégoutés de la vie que la tyrannie militaire leur rendait quelquefois odieuse, ils croyaient qu'en égorgeant un enfant, ils enverraient une ame dans le ciel ; & que cette ame, pour récompense de l'avoir délivrée des dangers de ce monde, intercéderait auprès de Dieu en leur faveur, & amènerait des légions d'anges au devant d'eux, pour recevoir leur ame au moment de leur supplice. Il n'y avait point d'année où il n'y eût deux ou trois meurtres de cette espèce.

(61) A presque toutes les revues, le Roi faisait le projet de paraître mécontent de quelque régiment ; & il y avait ordinairement une verte mercuriale de préparée, pour quelque général, colonel ou autre chef. Le Roi avait la vue très-basse, & il arrivait quelquefois qu'en voyant défiler les régiments, il maltraitait un chef dont la troupe était dans le meilleur état, tandis qu'il ne disait rien à ceux qui s'étaient rendus coupables de négligence. Les choses étaient au point que quelques chefs savaient à peu-près quand ce serait leur tour d'être grondés. On a mis dans les papiers publics, sur les dernières années de la vie de Frédéric, une lettre qu'il écrivit à ses généraux, & où il les traite de la manière la plus

dure ; & cependant il est certain qu'ils ne méritaient point ces reproches.

(61) (On a mis par erreur deux fois le N^o.

61 ; cette note est pour celui qui se trouve à la page 162.)

C'est une erreur de croire que l'infanterie prussienne ne combat que par le feu ; & ce passage qui est tiré des *réflexions sur quelques changements à introduire dans la façon de faire la guerre* ; que Frédéric envoya au général Fouquet , ce passage pourrait confirmer dans cette opinion ceux qui y sont déjà. Mais pour prendre une juste idée de l'usage & du sentiment de Frédéric ; il suffit de lire l'*article XXII de son instruction à ses généraux*. Je permets, dit-il, dans cette instruction, que les troupes prussiennes occupent, aussi bien que les autres, des postes avantageux, & s'en servent pour un moment, & pour tirer avantage de leur artillerie ; mais il faut qu'elles quittent tout d'un coup ce poste *pour marcher fièrement à l'ennemi*, qui, au lieu d'attaquer, est attaqué lui-même, & voit tout son projet renversé ; car tous les mouvements que l'on fait en présence de son ennemi, sans qu'il s'y attende, font un très-bon effet. „

Dans ces occasions , *je défendrai à mon infanterie de tirer* , car cela ne fait que l'arrêter , & ce n'est pas le nombre des ennemis tués qui vous donne la victoire , mais le terrain que vous avez gagné. „

(62 au lieu de 63.) Dans la même instruction du Roi à ses généraux , il est dit : le moyen le plus sûr est de marcher fièrement & en ordre à l'ennemi , & de gagner toujours du terrain.

(64) *Déclaration de l'Impératrice-Reine au sujet de ses prétentions sur la Pologne.*
Du 11 septembre 1772.

Marie-Thérèse , &c. &c. savoir faisons à tous ceux qui liront ces présentes , & qui y ont ou peuvent y avoir intérêt , que nous étant consultées sur l'état actuel de la Pologne , avec l'Impératrice de Russie & le Roi de Prusse , nous sommes convenus de faire valoir , chacun en particulier , les droits anciens que nous avons sur certaines parties de ce royaume , & de les réunir à notre couronne. En conséquence , nous avons fait occuper par nos troupes , cette étendue de pays , qui répond à nos droits & est renfermée dans les limites suivantes : savoir , la rive droite de la Vistule , depuis le

duché de Silésie au-dessus de Sandomir , jusques
 à l'embouchure de la San , passant de-là par
 Fronepole vers Zamosc & Rubreslow jusqu'au
 fleuve de Bog. Ensuite au-delà du Bog , le long
 des frontières de la Russie rouge , où commen-
 cent celle de la Volhynie & de la Podolie ,
 jusques aux confins de Zbaraz ; de-là , en ligne
 droite , au Dnieper , vers l'endroit où le petit
 ruisseau Ponokeze se jette dans ce fleuve , en
 coupant une partie de la Podolie ; enfin les
 frontières qui séparent la Pocutie de la Mol-
 davie. Comme nous devons maintenant pren-
 dre possession de ces territoires ci-dessus énoncés,
 à cet effet , nous avons nommé le comte de
 Pergen , ministre d'état , & faisant les fonctions
 de notre maréchal en basse-Autriche , notre
 commissaire en Pologne , avec plein-pouvoir
 pour administrer ces provinces , occupées par
 nos troupes , & aviser aux moyens qui lui pa-
 raitront les plus convenables pour une sage ad-
 ministration. Ainsi nous enjoignons à ceux qui
 se trouvent enclavés dans ces limites , vassaux ,
 habitants , propriétaires des fonds , de quelque
 état , ordre & condition qu'ils soient , ecclé-
 siastiques & séculiers , magistrats des villes &
 bourgs ; enfin à tous & à chacun , sans en

excepter un seul , qu'ils aient à reconnaître & honorer le dit comte de Pergen , comme notre commissaire plénipotentiaire & gouverneur ; nous flattant qu'il n'y en aura aucun , qui n'exécute à la lettre ce qu'il aura ordonné en notre nom ; & quoique le jour pour rendre l'hommage solennel ne soit pas encore fixé , il ne tardera pas à l'être. Que les habitants qui sont sous notre protection , restent tranquilles , comme s'ils avaient déjà prêtés le serment de fidélité ; c'est l'unique voie de mériter nos bonnes grâces ; si cependant quelqu'un osait contrevenir à nos ordres , ce que nous ne soupçonnons pas , qu'il sache que forcé d'oublier , malgré nous , notre clémence ordinaire , il en fera plus sévèrement puni.

Lettres-Patentes du Roi de Prusse , pour exposer & démontrer ses droits & ses prétentions sur la Pologne. Du 13 Sept. 1772.

Nous Frédéric , par la grâce de Dieu , Roi de Prusse , Margrave de Brandebourg , &c. &c. à tous les états , évêques , abbés , prélats , palatinats , châtelains , starostes , trésoriers & juges provinciaux , à ceux de l'ordre équestre , vassaux & gentilshommes , aux magistrats & habi-

tant des villes , aux gens de la campagne , & en général à tous les sujets & habitans tant civils qu'ecclésiastiques des pays de Prusse & de Poméranie , que la couronne de Pologne a jusqu'à présent possédés , ainsi que des districts en deça de la Netze , qui ont été jusqu'ici appropriés à la grande Pologne , salut & assurance de notre grâce & bienveillance royale.

Il est notoire à tous ceux qui sont versés dans l'histoire , & nous en avons exposé les preuves incontestables à toute l'Europe dans une déduction plus détaillée de nos droits , que la couronne de Pologne a depuis plusieurs siècles injustement possédé & retenu aux ducs de Poméranie ; & après eux , à la maison électorale de Brandebourg ; la partie de la Poméranie , située entre les frontières présentes de ce duché , & les rivières de la Vistule & de la Netze , communément nommée Pomérelie , ainsi qu'à la dernière maison , en particulier le district de la grande Pologne ; entre la Dratze & la Netze. La branche masculine des ducs de Poméranie & la ligne de Dantzic s'étant éteintes en 1295 , les ducs de la Poméranie , de la ligne de Stettin , étant leurs collatéraux féodaux les plus proches , & sortant avec eux de

la même tige , devaient de droit leur succéder dans ces possessions ; mais ils en furent dépouillés avec autant de violence & d'injustice , par la force supérieure de l'ordre Teutonique , & après lui , par celle des rois de Pologne. Les ducs de Poméranie n'ont cependant jamais renoncé à leurs droits sur ce duché héréditaire de Poméranie ou de Pomérelie , & l'ont toujours regardé comme l'ancien patrimoine de leurs ancêtres. Ils l'ont ainsi transmis , lorsqu'ils se sont éteints en 1637 , à leurs héritiers & successeurs universels , les Electeurs de Brandebourg. Quant au district de la grande Pologne , situé entre la Dratze & la Netze , il a originairement appartenu à la nouvelle Marche brandenbourgeoise , & les Margraves de Brandebourg en ont été tranquilles possesseurs jusqu'au commencement du quinzième siècle , que Sigismond , Roi de Hongrie & Electeur de Brandebourg , ayant hypothéqué la nouvelle Marche à l'ordre Teutonique , les rois de Pologne , à l'occasion de leurs guerres avec cet ordre , se sont emparés de force de ce district , & l'ont gardé , sans que ni l'ordre Teutonique , ni les Electeurs de Brandebourg , ni l'Empire d'Allemagne le leur aient jamais cédé par aucun

traité. La couronne de Pologne , possédant ces deux pays aussi injustement , ne saurait , selon les principes de tous les peuples policés , faire valoir de prescription pour s'y maintenir , & nous avons de plus à sa charge encore d'autres prétentions considérables & aussi bien fondées , ainsi qu'il est amplement prouvé ci-dessus.

Nous ne pouvons , ni ne voulons souffrir plus longtems l'injustice faite à ces différents égards , à notre maison royale & électorale , & nous sommes dans la ferme intention d'employer toutes les forces qu'il a plu à la Providence de nous accorder , non-seulement pour faire valoir nos droits sur les pays que la couronne de Pologne a démembrés de notre duché de Poméranie & de la Marche de Brandebourg , mais encore pour nous procurer un légitime & suffisant dédommagement de la jouissance de ces provinces , depuis tant de siècles , détenues à nous & à nos ancêtres. A ces causes , & pour ces fins , nous avons jugé à propos de prendre possession des districts de la grande Pologne en delà de la Netze , ainsi que de tous les pays de Prusse & de la Poméranie , en deça & au-delà de la Vistule , que la couronne de Pologne a jusqu'ici possédés sous le nom de Prusse-Polonoise , à l'exception des villes de Dantzic & de

de Thorn ; & nous espérons que la république de Pologne , après y avoir mûrement réfléchi , bien considéré les circonstances & pesé la validité de nos droits , se portera d'elle-même à s'arranger sur ce sujet à l'amiable avec nous.

Nous voulons donc faire connaître solennellement notre résolution par les présentes lettres-patentes , à tous les états & habitans des pays de Prusse & de Poméranie ; que la couronne de Pologne a jusqu'ici possédés , ainsi que des districts en deçà de la Netze , qui ont été censés appartenir à la grande Pologne ; nous leur enjoignons , de la manière la plus expresse & la plus sérieuse , de ne point s'opposer à cette prise de possession , ni de faire la moindre résistance aux commissaires & aux gens de guerre qui en seront chargés de notre part ; mais plutôt de se soumettre volontairement à notre domination ; de nous regarder comme leur Roi & leur souverain légitime ; de se comporter envers nous comme des sujets fidèles & obéissans , & de n'avoir plus rien de commun avec la couronne de Pologne. Nous sommes de notre côté disposés , ainsi que nous les en assurons par les présentes , à protéger & maintenir dans leurs possessions & droits , tant civils qu'ecclésiastiques , & spécialement ceux de la religion

catholique romaine, dans le libre exercice de leur religion, & en général de gouverner tellement tout le pays, que tous ceux de ses habitans, qui penseront bien & raisonnablement, pourront se trouver heureux & contents, & n'auront aucun sujet de regretter ce changement; mais pour nous assurer plus efficacement de leur fidélité & de leur soumission par un hommage public & général, nous avons trouvé bon de déterminer, pour cet effet, un jour dans notre ville de Marienbourg, & de le fixer au quinzième de la date des présentes, savoir au vingt-sept du présent mois de septembre.

Nous ordonnons donc par celle-ci, à tous les états de Poméranie & de Prusse, ainsi que des districts en deçà de la Netze, jusqu'ici possédés par la Pologne, à l'exception des villes de Thorn & de Dantzic, de se rendre dans la dite ville de Marienbourg, deux jours après celui qui est fixé pour l'hommage, de s'y annoncer à la commission qui s'y trouvera de notre part, de faire consigner leur arrivée au protocole, de produire leurs pleins pouvoirs, de se trouver ensuite au tems & au lieu qui leur sera fixé, de nous y prêter le serment de fidélité & de sujettion, & de nous reconnaître & recevoir nous, nos héritiers &

nos descendans , pour leur légitime Roi & souverain. Nous voulons , pour cet effet , que les évêques , abbés , prélats , palatins , châtelains , starostes , trésoriers & juges provinciaux , comparaissent tous & un chacun à Mariembourg en personne , ou par des députés , munis de pouvoirs suffisans ; & que les autres états s'y trouvent représentés par des députés , choisis des principaux d'entre , eux & également pourvus de pouvoirs nécessaires , & cela de manière qu'il y ait de chaque district au moins quatre personnes de la noblesse , quatre ecclésiastiques & six maires de villages ; & de chaque magistrature de villes , deux bourguemaitres & un syndic , qui soient envoyés & dûement autorisés pour la prestation de cet hommage public & général de tout le pays. Nous voulons de plus , que chacun de ces députés ait avec lui une liste exacte & en bonne forme signée & juridiquement attestée de la justice du lieu , de tous ceux de l'ordre équestre & de la noblesse , présens & absens , qui ont des possessions dans les districts & villes , dont ils sont les représentans , ainsi que des prêtres & des personnes de la magistrature de ces endroits , au nom desquels ils doivent prêter

l'hommage, & qu'ils produisent & remettent cette liste à notre commission.

Nous espérons que tous les habitans se conformeront à la teneur des présentes lettres-patentes; mais si, contre notre attente, quelqu'un y manquait & ne nous prêtât pas le serment de fidélité requis, refusât même de se soumettre à notre domination, & de nous reconnaître pour son souverain, ou voulût faire résistance à nos troupes & à ceux qui sont chargés de l'exécution de nos ordres, ou se rendit en général coupable, ou suspect d'infidélité & de désobéissance, il peut s'attendre, & tous ceux qui se trouveront dans le même cas, que nous ferons procéder contre, sans exception de personne, avec toute la sévérité des peines usitées en pareil cas. En foi de quoi, & afin que personne n'ignore nos intentions, nous avons signé nous-mêmes les présentes lettres-patentes de notre propre main, y avons fait apposer le sceau de nos armes & les avons fait publier par-tout où il a été besoin.

Signé, FRÉDÉRIC.

Déclaration que le Baron de Stackelberg , Ministre plénipotentiaire de Russie, fit au Roi & à la république de Pologne , au nom de Sa Majesté Impériale.

Les puissances voisines de la Pologne, ont été si souvent entraînées dans les troubles que les interrègnes ont excités dans le royaume, que le souvenir du passé a dû les engager à s'occuper sérieusement des affaires de cet état, lors même que, par la mort du Roi Auguste III, le trône était devenu vacant. Par cette considération, & pour prévenir les funestes effets des dissensions, qui pourraient s'y élever à l'occasion de cette dernière vacance du trône, la cour de Pétersbourg s'est empressée à travailler à la réunion des esprits en faveur du candidat qui pouvoit être & le plus digne du trône, & le plus convenable à ses concitoyens & à ses voisins; elle s'est employée en même tems à faire rectifier plusieurs abus dans la constitution de l'état. La cour de Berlin a secondé les démarches de son alliée; & la cour de Vienne voulant concourir de son côté au succès des vues aussi louables, pour éviter le danger d'augmenter peut-être les embarras, en augmentant le nombre

de ceux qui se mêlèrent directement des affaires intérieures de la Pologne , a jugé à propos de prendre le parti de la neutralité , non-seulement à cet égard , mais aussi à l'égard de la guerre , qui s'est allumée par la suite entre la Russie & la Porte Ottomane.

De toutes ces mesures , on a eu la satisfaction de voir résulter l'élection libre & légale du Roi Stanislas , actuellement régnant , ainsi que plusieurs établissemens utiles. Tout paraissait annoncer à la Pologne & à ses voisins , une tranquillité des plus solides pour l'avenir ; mais malheureusement , lors-même que l'on devait tout espérer de cet état des choses , l'esprit de discorde , en s'emparant d'une partie de la nation , détruisit en un moment toutes ces espérances. Les citoyens s'armèrent les uns contre les autres , des factions usurpèrent l'autorité légitime ; ils en abusèrent au mépris des loix , du bon ordre & de la sûreté publique. Justice , police , commerce , jusqu'à la culture des terres , tout fut détruit. Les liaisons naturelles entre les nations limitrophes , font déjà éprouver aux puissances voisines de la Pologne , les plus fâcheux effets de tous ces défordres. Ils les obligent depuis longtems à des mesures de précaution les plus

coûteuses, pour assurer la tranquillité de leurs propres frontières ; & ils les exposent , par l'incertitude des sujets de la destruction de ce royaume , au danger de voir peut-être altérer l'amitié & la bonne harmonie qui subsiste entre elles. Rien n'est par conséquent plus urgent , qu'un prompt remède à tant de maux , dont les sujets des états limitrophes éprouvent , dès-à-présent les contre-coups les plus fâcheux , & dont les sujets, s'il n'y était pourvu , entraîneraient vraisemblablement des changements dans le système politique de cette partie de l'Europe. Tant de raisons de la plus grande importance ne permettent pas à Sa Majesté le Roi de Prusse , à Sa Majesté l'Impératrice-Reine de Hongrie & de Bohême , & à Sa Majesté Impériale de toutes les Russies , de différer plus longtems à prendre un parti décisif dans une circonstance aussi critique. Les puissances ont arrêté entre elles de travailler sans perte de tems , & d'un commun accord , à ramener la tranquillité & le bon ordre en Pologne , & à y établir sur un fondement solide, l'ancienne constitution de cet état, & les libertés de la nation.

Mais comme en empêchant , dans ce moment, la ruine & la décomposition arbitraire de ce

royaume, par un heureux effet de l'amitié & de la bonne intelligence qui subsistent actuellement entre elles, elles ne font pas en droit de pouvoir compter sur un égal succès; elles ont des prétentions considérables sur plusieurs possessions de la république; elles ne peuvent pas se permettre de les abandonner au fort des événements; elles ont donc arrêté & déterminé entre elles, de faire valoir en même tems leurs anciens droits & leurs prétentions légitimes sur les possessions de la république, que chacune d'elle fera prête à justifier en tems & lieu. En conséquence, Sa Majesté le Roi de Prusse, Sa Majesté l'Impératrice, Reine de Hongrie & de Bohême, & Sa Majesté l'Impératrice de toutes les Russies, s'étant communiqués réciproquement leurs droits & prétentions, & s'en faisant raison en commun, prendront un équivalent qui y soit proportionné, & se mettront en possession effective des parties des possessions de la Pologne, les plus propres à établir dorénavant entre elles une limite plus naturelle & plus sûre. Chacune des trois puissances, se réservant de donner par la suite un état de part, au moyen de quoi leurs Majestés renoncent dès à présent, à tous les droits, demandes & prétentions,

répétitions de dommages & intérêts , qu'elles peuvent avoir & former d'ailleurs sur les possessions & sujets de la république. Sa Majesté le Roi de Prusse ; Sa Majesté l'Impératrice, Reine de Hongrie & de Bohême , & Sa Majesté l'Impératrice de toutes les Russies , ont cru devoir annoncer leurs intentions à toute la nation polonoise en général, en l'invitant de bannir , ou au moins de suspendre tout esprit de trouble ou de sédition ; afin que s'assemblant légalement en diète , elle puisse travailler , de concert avec les trois cours , aux moyens de rétablir solidement chez elle , l'ordre & la tranquillité , ainsi que de confirmer par des actes formels , les changes des titres & précautions de chacune contre l'équivalent , dont elles viennent de prendre possession.

(65) Le ministre de Pologne fit remettre aux ministres étrangers, résidents à Varsovie , la copie des déclarations des cours de Vienne, de Russie & de Berlin, avec une note, par laquelle il demandait au nom du Roi, les bons offices des cours pour empêcher le démembrement de la Pologne.

Stanislas-Auguste fit faire aux déclarations des cours de Vienne, de Pétersbourg & de Berlin , la réponse suivante, en date du 17 septembre 1772.

Les fousignés, miniftres de Sa Majefté le Roi & de la république de Pologne, ayant fait rapport au Roi des déclarations à eux remifes par le baron de Rewitzki, envoyé extraordinaire, & miniftre plénipotentiaire de Leurs Majeftés Impériale, Royale & Apoftolique, en date du 2 feptembre 1772, par le baron de Stackelberg, miniftre plénipotentiaire de Sa Majefté Impériale de toutes les Rufſies, en date du 18 du même mois; & par M. Bénéoit, miniftre plénipotentiaire de Sa Majefté le Roi de Pruſſe, auffi en date du 18 du même mois. Le Roi ayant pris là-deſſus l'avis de fon ſénat, les fousignés ont eu ordre d'y faire cette réponſe.

Les ſoins heureux & déſintéreſſés par leſquels Sa Majefté l'Impératrice de toutes les Rufſies a contribué au maintien de la tranquillité de la Pologne pendant le dernier interrègne, ainſi qu'à la libre élection du Roi régnant, unanimement reconnu; le concours de Sa Majefté le Roi de Pruſſe à la même fin, & la neutralité adoptée alors par Sa Majefté l'Impératrice-Reine de Hongrie & de Bohème, ſont des circonſtances qui, toujours approuvées comme elles doivent l'être par le Roi, ne s'effaceront jamais de ſa mémoire. Il lui eſt d'autant plus agréable de trouver les

réglemens d'établiffemens intérieurs, ordonnés
 par les loix des premières diètes, qui ont fuivi
 la mort d'Auguste III, qualifiées d'utiles &
 raisonnables dans les déclarations de ces trois
 puiffances, qu'il a fouvent fouhaité de voir les
 émanations du pouvoir fouverain de la répu-
 blique, jugées favorablement par tous fes voi-
 fins. L'Europe eft informée depuis longtems,
 qu'elles ont été les caufes originaires & fucceffi-
 ves des troubles de la Pologne; il lui eft égale-
 ment connu que le Roi & la faine partie de la
 nation ont employé tous les moyens qui dépen-
 daient d'eux, pour les prévenir & pour en arrê-
 ter les progrès. Leurs foins ont été malheureu-
 fement inutiles, & les fuites de ces défordres
 font affreufes fans doute. Le pouvoir légitime a
 été méconnu par quelques-uns; l'anarchie s'eft
 étendue dans prefque toutes les provinces. La
 Pologne entière a été foulée, appauvrie, dévaf-
 tée, tant par fes propres citoyens, que par les
 troupes étrangères. En un mot, cinq années de
 malheurs inouis ont abimé ce royaume; & lui font
 foupirer ardemment après le bon ordre & la
 paix. L'engagement pris par les trois puiffances
 de recourir efficacement à cette fin, renferme
 un projet plein d'humanité, & dont le Roi

n'aurait vu l'énoncé qu'avec la plus vive reconnaissance, si la seconde partie de ces déclarations n'avait laissé place à d'autres sentimens qu'à ceux de la surprise & de la douleur ; on y lit l'annonce des prétentions considérables que les trois cours ont formé sur la malheureuse Pologne ; le plan arrêté de se faire raison en commun , & la prise de possession actuelle & effective d'un équivalent ; les soins scrupuleux , auxquels le Roi & la république de Pologne , se sont de tout tems appliqués à remplir leurs engagements envers les puissances ; les loix du bon voisinage , si religieusement observées du côté de la Pologne ; la manière pleine d'égards avec laquelle le Roi a représenté , en tant de rencontres , les divers sujets de plaintes , qu'il a eu malheureusement à former à la charge de ses voisins ; la situation de la Pologne , si digne de la compassion des cœurs généreux & sensibles ; toutes ces circonstances auraient dû lui mériter des procédés de bienveillance réciproque , & éloigner à jamais des entreprises aussi injurieuses à ses droits & à la légitimité de ses possessions. Les titres de propriété de la république sur toutes les provinces, ont toute la solidité & l'authenticité possibles ; une jouissance de plusieurs siècles , avouée &

maintenue par les traités les plus solennels, & particulièrement par ceux d'Oliva & de Wei-hau, que la maison d'Autriche & les couronnes de France, d'Angleterre, d'Espagne & de Suède, ont garantis par celui de 1686 avec l'empire de Russie; par les déclarations expressees & récentes de cette même puissance; par celle du Roi de Prusse en 1764, & enfin par les traités subsistants avec la maison d'Autriche: voilà ce qui fonde les droits de la république. On ne fait que les indiquer ici, se réservant d'en exposer en tems & lieu les preuves détaillées.

Quels pourraient donc être les titres que les trois cours auraient à opposer à ceux-ci? Si ce sont des titres, puises dans l'obscurité des tems reculés, de ces tems de révolutions passagères, qui élevaient, détruisaient, donnaient & rendaient des états dans le court espace de quelques mois ou de quelques années; ces titres, s'ils étaient admis, devraient réunir à la Pologne des provinces qui lui ont autrefois appartenu, possédées par les mêmes puissances qui forment aujourd'hui des prétentions. Mais comme on ne peut nier que des transactions ensevelies dans l'oubli de plusieurs siècles, anéanties par des stipulations postérieures, ne soient contraires au

démembrement actuel, ces titres ne peuvent être admis, sans infirmer la sûreté des possessions de toutes les souverainetés du monde, sans ébranler la base de tous les trônes. Les mêmes puissances qui, dans les déclarations ci-dessus, disent que l'état de la Pologne ne permet pas d'en obtenir justice par les voies ordinaires, ne peuvent méconnaître que l'état présent de cette nation n'est qu'accidentel & momentané, & qu'il dépend d'elle-même de le faire cesser. Aussitôt qu'elles y consentiront, la république de Pologne rentrera dans l'exercice tranquille, légitime & libre de sa souveraineté; il serait tems alors de proposer leurs prétentions & de les discuter. C'est le procédé qu'on ferait en droit d'attendre de l'équité des trois cours; & que l'on aurait même lieu d'espérer, d'après le contenu d'une lettre de l'Impératrice-Reine de Hongrie & de Bohême au Roi de Pologne, datée du 26 janvier 1771. Mais les procédés des trois cours, étant de nature à donner le sujet de plainte le plus grave au Roi; & les devoirs de la couronne ne lui permettant pas de le passer sous silence, il déclare solennellement qu'il regarde l'occupation actuelle des provinces de la Pologne par les cours de Vienne, de Pétersbourg & de Berlin,

comme injuste , violente & contraire à ses légitimes droits ; il en appelle définitivement aux traités , garants des appartenances de son royaume , &c. *Signé*, André Młodziejowski, évêque de Posenie , grand-chancelier de la couronne ; Michel prince Czartorinski , grand-chancelier de Lithuanie ; Jean de Borch , sous-chancelier de la couronne.

(66) *Preuves historiques contre les titres que le Roi de Prusse allégué dans son manifeste.*

Conrad , duc de Moravie , issu des rois de Pologne , pour s'opposer aux incursions des Prussiens , s'adressa en 1229 , aux chevaliers teutoniques , & leur donna le pays de Culm & celui qui se trouve entre la Vistule , le Mecker & le Trébende , à condition qu'ils le garantiraient de nouvelles insultes. Les Polonais prétendent cependant qu'ils s'en mirent en possession contre la volonté de Conrad. Les chevaliers , rebutés des expéditions de la Palestine , accoururent en foule sous les drapeaux de leur chef Herman de Solza ; ils firent une guerre sanglante aux Prussiens , s'emparèrent de leur pays & les assujettirent à leur domination. La Livonie , le Sémigalle & la Courlande , subirent le même sort. Alors Herman

de Solza prit le titre de grand'maître, & son lieutenant en Prusse, celui de landmeister. Le malheur des croisades fit refluer en 1291, un plus grand nombre de chevaliers dans cette partie de la Pologne. Devenus souverains, ils cessèrent d'être religieux. Ils oublièrent ce qu'ils devaient au duc de Moravie. Les Jagellons voulurent en vain opposer l'autorité des Papes à leur ambition; les chevaliers usurpèrent de nouvelles portions de la Pologne & du grand duché de Lithuanie. Ils fixèrent en 1306, le chef-lieu de leur résidence en Prusse, & agrégerent à leur ordre celui de porteglaives; les habitans qu'ils tyrannisaient, formèrent en 1440, une confédération pour secouer le joug d'une puissance illégitime; ils furent soutenus par les rois de Pologne; & après une guerre sanglante, on fit la paix en 1466; la Pologne entra en possession de la Poméranie, du territoire de Culm & de Michellaw, de la Warmie, des districts de Marienbourg & d'Elbing; le reste de la Prusse fut cédée aux chevaliers qui devaient le posséder à titre de fief, relevant de la couronne de Pologne. La plupart des chevaliers, ayant embrassé le luthéranisme, à l'exemple de leur grand-

grand-maitre , Albert de Brandebourg , celui-ci offrit en 1525 , au Roi de Pologne , Sigismond-Auguste , de tenir , lui & ses descendants , la Prusse à titre de fief de la république. Le Roi y consentit , & Albert parvint à chasser tous les chevaliers catholiques ; la postérité d'Albert étant éteinte , la maison électorale de Brandebourg obtint le duché aux mêmes conditions imposées à Albert ; mais par un traité de 1656 , confirmé par la paix d'Oliva , le duc de Prusse fut dégagé des devoirs *vassallatiques* , s'il est permis de se servir de cette expression , à condition qu'il fournirait quinze cens hommes d'infanterie & cinq cens de cavalerie dans toutes les guerres que cette nation aurait à soutenir , à la solde cependant de la Pologne. On fait qu'en 1701 , la Prusse fut érigée en royaume. La Prusse royale ou polonoise , un peu moins étendue que le royaume de Prusse , est cependant quatre fois plus peuplée & plus fertile.

(67) Cette défense existait du tems de Frédéric , dans tous les états prussiens. La politique l'exige peut-être dans un état militaire ; les voyages détruisent bien des prestiges , & un état despotique & militaire ne peut guère soutenir la confiance que par des prestiges. Dès qu'on

soupçonnait que quelque personne riche avait envie de quitter les états prussiens, on le faisait espionner; & s'il voulait vendre ses biens, on s'opposait à la vente, & on lui faisait donner caution. Un certain Hesse, qui a épousé une femme de Bordeaux, étant sur le point de partir de Berlin, fut sommé par le gouvernement de donner une caution avant son départ. Il y aurait un moyen bien plus simple d'empêcher les émigrations, ce serait de rendre les sujets heureux.

(68) *Déclaration que M. Benoît, Ministre du Roi de Prusse, remit à la cour de Varsovie. Du 4 décembre 1772.*

Le Roi, mon maître, a vu avec étonnement le peu d'impression qu'a faite la déclaration que son ministre a remise à Sa Majesté polonoise, tant de sa part que de celle de l'Impératrice de Hongrie & de Bohême, & au nom de Sa Majesté Impériale de toutes les Russies, afin que la république s'arrangeât avec les trois puissances voisines au sujet de leurs prétentions, que l'intérêt essentiel de leurs couronnes, ne permet pas d'abandonner au fort des événements & des troubles, qui continuent d'agiter le royaume. Il y a une

borne prescrite à la modération par l'équité & la dignité des cours. Cette vérité n'a pu échapper au jugement éclairé de Sa Majesté polonoise, ni être indifférente à sa cour , puisque la voix de la patrie lui conserve ses droits. Sa Majesté le Roi de Prusse espère que le Roi n'exposera point le royaume à des délibérations , dont le résultat n'aboutirait qu'à des lenteurs. En voulant convoquer une diète pour remettre en vigueur la forme de régence de la république , & remédier aux maux dont elle est accablée , on s'exposerait à reveiller l'ambition, la haine , & la discorde.

Signé ,

BÉNOIT.

(69) Voici le discours que le Roi fit à la diète avant la nomination des commissaires.

„ Tous les discours , les écrits & les démarches des trois cours voisines , nous ont fait entièrement connaître un accord de volonté décidée , pour contraindre notre nation à adopter leurs projets. Personne n'ignore ce qu'ils contiennent de triste & de pernicieux pour la patrie. S'y opposer , ou n'y souscrire qu'en cédant à la force coactive , c'est le devoir de tous bons patriotes ; & c'est d'autant plus le mien , que je m'y trouve expressément obligé par ces paroles des

Paſſa Conventa : Je ne permettrai d'aliéner aucune portion de la république. Ces devoirs nous ſont préſents à tous, il ſ'agit de trouver le moyen de les remplir. Les fautes anciennes de notre gouvernement ont laiffé la nation ſans défenſe ; nous en payons aujourd'hui bien chèrement les ſuites. Le ſentiment de notre faiblesſe nous a engagés à implorer les ſecours étrangers. Non contents de différentes démarches faites en conféquence, nous nous ſommes adreſſés par lettres, juſqu'à trois reprises, à toutes les cours qui n'ont point de part au démembrement de nos états, en leur ſeſant à ce ſujet les plus vives repréſentations. Vous avez entendu hier, illuſtres états, quels en ont été les effets, par les réponſes qu'on vous a lues de ces puiffances, auxquelles notre conſervation ſemble impoſer une eſpèce de devoir, ſuivant les obligations des traités, & pour leur propres intérêts. Elles marquent, il eſt vrai, leur ſenſibilité à nos malheurs ; mais on reconnaît en même tems qu'elles défient plus, qu'elles ne croient être en état de nous ſecourir. Que nous reſte-t-il donc à faire pour rendre utile à notre cauſe l'amitié de ces puiffances ? Leurs diſpoſitions pacifiques ne nous laiſſent aucune eſpérance raifonnable de

leur voir prendre les armes en notre faveur ; mais elles peuvent nous aider par le moyen d'une médiation entre nous & nos voisins. Cependant les puissances éloignées ne nous ayant pas même promis cette médiation : il est à présumer qu'elles ne l'ont fait que , parce qu'elles ne faisaient pas d'avance , si leur interposition serait acceptée par nos trois voisins. C'est notre obligation de proposer à nos voisins , de remettre à ces cœurs la connaissance de nos prétentions. C'est notre devoir de le désirer , de les en prier ; & une demande de cette nature , ne peut nullement offenser nos voisins. Je suis très-éloigné de vouloir les irriter. Dieu seul , qui détermine le sort des nations & le cœur des souverains , peut prévenir l'effet du dessein que je vous ouvre , illustres états ; mais le même Etre suprême , m'est témoin que j'y suis uniquement porté par la conviction intérieure que nous n'aurions qu'imparfaitement rempli nos devoirs , en négligeant cette démarche. Personne de nous ne saurait jouir de la tranquillité de conscience , ni dire un jour , nous avons fait tout ce qui a été en notre pouvoir ; nous avons tout tenté , nous n'avons rien négligé. Je ne m'étendrai pas sur les raisons qui autorisent cette démarche ;

mais vous voyant tous tant que vous êtes, dignes & vertueux citoyens, animés par l'amour de la patrie, de la gloire & des devoirs les plus sacrés, approuver mon sentiment, je charge les chance-
liers des deux nations, de présenter à chacun des ministres la note dont on va faire lecture, &c. „

(70) *Manifeste de la nouvelle Confédération.*

Depuis cinq années nous éprouvons les effets de la révolution la plus funeste ; le passage & le séjour des troupes étrangères en Pologne, l'épuisement des richesses du pays, l'effusion du sang de nos concitoyens, l'interruption du cours de la justice ; enfin l'entreprise aussi terrible qu'irrévocable des puissances voisines, nous ont forcés de nous assembler de toutes parts ; nous ne pouvons soutenir l'aspect effrayant des maux qui nous environnent, sans être pénétrés de la plus vive douleur ; nous ne voyons, dans tous les conseils nationaux, aucun moyen suffisant pour remédier à nos malheurs ; cette considération nous a convaincus de quelle importance il est que la diète prochaine, qui commencera le 19 avril de cette année, ne soit point exposée au danger d'être rompue ; en effet, c'est cette

diète, qui doit être le remède le plus salutaire aux maux de la république ; c'est d'elle que nous devons attendre le rétablissement de la tranquillité publique, l'institution d'une éducation réglée pour la jeunesse nationale, les moyens sur-tout de discipliner & de faire subsister la noblesse indigente ; c'est en elle que réside le pouvoir d'établir un gouvernement capable d'affermir son indépendance, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ; nous risquerions d'être frustrés de tout le bien que nous pouvons nous en promettre, & de voir notre patrie anéantie avec le nom du Royaume de Pologne, si nous nous conformions, dans la tenue de cette diète, aux formalités ordinaires de l'unanimité. C'est pourquoi, n'ayant pour objet que de mettre fin aux malheurs actuels, & de prévenir ceux dont nous sommes menacés ; nous nous voyons obligés d'obvier à ce que cette diète ne puisse être rompue par qui que ce soit ; & comme tous les moyens que les loix nous prescrivent, ne sauraient nous y faire parvenir ; il ne nous reste d'autre voie que celle que nos pères nous ont tracée dans les tems les plus orageux, & que nos frères contemporains ont suivie. Pour éviter donc de devenir les victimes

des puissances qui nous menacent , nous nous attachons à l'expédient , pratiqué avant nous , & nous entreprenons de former une confédération générale des états de la couronne de Pologne & du grand duché de Lithuanie. C'est ce que nous effectuons actuellement par ce présent acte : nous nous confédérons pour la défense commune ; & après avoir renoncé aux dissensions particulières , nous nous joignons & nous nous unissons par un lien indissoluble, dans la vue de maintenir la dignité du trône , la sainte religion catholique romaine , & tous nos droits ; empressés de rendre au plutôt cette confédération publique & à la mettre dans toute sa vigueur. Nous nommons pour maréchaux des confédérations générales , c'est-à-dire, de celle de la couronne , avec toutes les provinces qui en dépendent , M. Adam Ludzin Poninski , grand-maître d'hôtel de la couronne , & de celle du grand duché de Lithuanie ; le prince Michel Radziwil , porte-glaive du même duché. Nous les engageons en même tems à prêter serment avant l'exercice de leurs fonctions , selon la formule ordinaire , &c.

(71) *Mémoire de la délégation adressé au
Ministre du Roi de Prusse.*

La délégation de la république a déjà remis plus d'une fois des notes aux ministres des trois cours voisines, pour se plaindre pendant la négociation du traité de cession, & sur-tout depuis qu'elle a été convaincue, qu'on ne cessait de reculer les frontières des états de la république ; ce qui était contraire à la lettre de convention de Pétersbourg. Elle leur a envoyé, il y a peu de tems, une députation pour conférer sur le même objet ; enfin en dernier lieu, elle a député solennellement aux trois cours, dans l'espérance que ce serait le vrai moyen d'empêcher des entreprises ultérieures, & de procurer la fin des malheurs, qui affligent la Pologne. Cependant chaque jour on reçoit des avis que les frontières de la république continuent d'être retrécies par des démarcations arbitraires. Il ne lui reste donc plus d'autre ressource que de s'adresser de la manière la plus authentique à M. Benoît, ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Prusse, & de lui demander, si le dernier traité étant observé par quelques-unes des puissances contractantes ; toutes y feront également dis-

posées par les bons offices réciproques des médiateurs & des garants.

La république très-convaincue du bon droit de toutes ses possessions , proteste solennellement contre tout ce qui a été fait depuis la signature dudit traité , ou pourrait être encore fait contre sa teneur , en se réservant le même droit envers les trois puissances , au cas que , même avant ledit traité , on lui ait occupé plus de pays que ne le porte la convention de Pétersbourg , base du traité. Lorsqu'elle réclame à ce sujet la garantie sacrée des deux cours impériales ; à l'égard de Sa Majesté le Roi de Prusse, elle requert de même la garantie de ce monarque , s'il se trouvait qu'une des deux autres cours eût passé les bornes de la convention de Pétersbourg ; afin que d'aucun côté la république ne souffre la moindre diminution de ses frontières , sur des principes aussi justes ; la délégation doit désirer qu'avant que la médiation respective de ces cours ait son effet ; les troupes , de quelque puissance que ce soit , qui ont occupé quelque portion du pays depuis la signature du dernier traité , l'évacuent sans délai ; & que jusqu'à la démarcation solennellement stipulée , la convention de Pétersbourg

ne soit plus interprétée extensivement au dommage évident de la république. — *Signé.* Antoine Ostrowski., évêque de Cujavie. Adam Louis Poninski, maréchal de la confédération. Michel prince Radziwil, porte-épée & maréchal.

(72) *Note de M. Bénédict ; Ministre du Roi de Prusse.*

Le soussigné a l'honneur de remettre à son excellence M. le grand-chancelier de la couronne, comme président de la délégation, la carte géographique des nouveaux états de Sa Majesté le Roi de Prusse, tels qu'ils lui ont été cédés dans le dernier traité que la république de Pologne, en équivalent des prétentions que Sa Majesté avait sur ce royaume. Il est prouvé par cette carte que les limites y ont été tracées, telles que l'article II du traité de cession les déterminent; on ne saurait donner une autre interprétation, sans en altérer absolument le sens, & sans tomber dans des contradictions manifestes; ainsi que le soussigné l'a suffisamment démontré lors de la négociation, & dans la réponse qu'il a donnée aux objections que la délégation lui a faites alors à ce sujet, sur l'article IX & son supplément.

La rivière de Netze étant cédée en entier au Roi mon maître ; il faut bien que ce soit depuis son embouchure jusqu'à ses sources , & que les deux rivages y soient compris ; sans quoi Sa Majesté ne saurait exercer , dans toute son étendue , la propriété sur une chose qui lui a été cédée en entier , & dont elle doit par conséquent pouvoir disposer selon son bon plaisir ; ce qui ne se pourrait pas , si on voulait lui disputer , comme il paraît , les deux rivages , qui lui sont indispensablement nécessaires. Il résulte de ceci qu'il est de toute nécessité de donner aux commissaires respectifs , qui doivent régler les limites , des instructions assez amples , pour pouvoir négocier avec succès sur ce point. Puisque , si on voulait prêter à l'article IX du traité de cession , une autre interprétation que celle que je viens d'exposer plus haut , on ne ferait qu'arrêter inutilement un ouvrage , qu'il est de l'intérêt des deux états de terminer au plutôt.

(73) Ce mémoire ressemble à tous les autres ; il tend à prouver que la carte des limites , remise à la délégation , est directement conforme à la teneur du traité de cession , & que

les objections , qu'on avait jugé à propos d'y faire , ne sauraient la détruire. Il finit par dire, que le Roi se tient inviolablement à cette carte , & la regarde comme la bafe unique de la démarcation.

(47) Le 20 janvier 1778 , le prince de Kaunitz remit à l'envoyé du Roi de Prusse , & aux autres ministres des cours étrangères réfidants à Vienne , une note dont la substance portait :

„ Que S. M. l'Impératrice-Reine avait des droits
 „ sur la fucceffion bavaroife , qui dérivaiient du
 „ chef de réverfion des fiefs de Bohème , d'une
 „ expectative fur le comté de Mindelheim en
 „ Suabe , & d'une investiture effective donnée
 „ par l'Empereur Sigifmond à la maifon d'Autriche ; que l'Electeur palatin avait reconnu
 „ ces droits ; que S. M. l'Impératrice-Reine
 „ avait à la vérité fait marcher un corps fuffi-
 „ fant de troupes vers la Bavière , parce que
 „ l'Electeur palatin avait pris poffeffion de tous
 „ les états de Bavière ; mais que , peu après ,
 „ tout méfentendu ayant été levé ; on en avait
 „ rappelé la plus grande partie , & n'avait laiffé
 „ paffer en Bavière , que le nombre néceffaire
 „ pour la prife de poffeffion.

Le Roi répondit par une note du 7 février ; où il témoigne son étonnement sur ce que la couronne de Bohême voulait regarder, comme des fiefs dévolus à elle, des districts du haut-Palatinat, dont le retour avait été, sans exception quelconque, assuré par la paix de Westphalie à la maison Palatine, au défaut de celle de Bavière. Il demandait comment une expectative impériale, donnée sans le consentement de l'Empire, pouvait démembrement un grand duché & électorat, appartenant à toutes les branches de la maison palatine, en vertu du traité de Pavie, de la bulle d'or & de la paix de Westphalie ; comment l'Electeur palatin avait pu transiger sur des objets pareils, & céder à une maison étrangère, une partie si importante de l'ancien patrimoine de sa maison, au préjudice des branches palatines collatérales & des héritiers allodiaux. Il ajoutait, que comme Sa Majesté l'Empereur avait fait saisir quelques districts de la Bavière, qu'elle regardait comme des fiefs vacants de l'Empire, on espérait que l'intention de Sa Majesté Impériale ne ferait pas de continuer à les occuper par des troupes de sa maison, ni d'en disposer autrement qu'avec la concurrence de l'Empire, en conformité de

l'article II de la capitulation. Que le Roi, comme prince de l'Empire, ne pouvait pas être indifférent à la vue d'arrangements si singuliers, qui paraissaient influer d'une manière si désavantageuse sur la conservation du système de l'Empire; que S. M. attendait de la justice & la grandeur d'ame de LL. MM. II. qu'elles se prêteraient à des explications amicales, pour trouver des moyens d'arranger la succession de Bavière, d'une manière conforme aux droits des différentes parties intéressées, & aux constitutions du corps germanique.

Le prince de Kaunitz répliqua par une note du 16 février, où il tâchait de répondre à la note précédente. Le 9 mars, le Roi fit remettre un nouveau mémoire à la cour de Vienne; dans lequel il finit par requérir LL. MM. II. de remettre les choses dans l'état où elles avaient été à la mort de l'Electeur de Bavière, & de se prêter à des voies de conciliation, par lesquelles on pût arranger la succession de Bavière d'une manière propre à conserver l'équilibre de l'Empire; ainsi que ses constitutions & la paix de Westphalie, & à assurer les droits & les intérêts de l'Electeur de Saxe, des princes palatins & des ducs de Mecklenbourg.

La cour Impériale répliqua par une note du 1 avril, disant : Qu'elle n'entrerait plus dans une discussion de ses droits ; qu'elle ne se défisterait pas de ses possessions légalement acquises ; que justice serait rendue à ceux qui auraient à prétendre ; mais que S. M. l'Impératrice-Reine n'admettrait pas qu'un prince de l'Empire s'avisât de s'établir en juge ou tuteur de ses co-états, & de contester ses droits. Qu'elle saurait se défendre, & même attaquer celui qui se mettrait dans ce cas ; que cependant elle adopterait tout moyen admissible que l'on pourrait juger propre à maintenir la tranquillité générale.

Le Roi s'était rendu en Silésie au commencement d'avril. L'Empereur qui était arrivé en même tems en Bohême, lui écrivit le 13 avril une lettre, par laquelle il proposait à S. M. un projet de convention d'accommodement.

L'Empereur proposait au Roi dans cette lettre, „ de reconnaître simplement la validité de la convention, faite le 3 janvier, entre l'Impératrice-Reine & l'Electeur palatin, ainsi que la légitimité de l'état de possession des districts de la Bavière, occupés en conséquence par Sa Majesté, & de laisser paisiblement exécuter les échanges,

échanges, que l'Impératrice-Reine pourrait faire avec l'Electeur palatin, de la totalité de la Bavière, ou de quelqu'autre partie. Qu'en revanche, l'Impératrice-Reine reconnaîtrait la validité de l'incorporation des pays d'Anspach & de Bareuth à la primogéniture de la maison de Brandebourg, & laisserait consommer tout échange qui pourrait être fait de ces pays d'après la convenance de S. M. prussienne.

Il y eut ainsi une correspondance entre les deux souverains. Voici deux réponses du Roi de Prusse.

Lettre du Roi de Prusse à l'Empereur.

De Schœnwalde le 14 avril 1778.

Monsieur mon frère,

J'ai reçu avec toute la satisfaction possible, la lettre que V. M. Imp. a eu la bonté de m'écrire. Je n'ai ni ministre ni scribe avec moi; ainsi V. M. Imp. voudra se contenter de la réponse d'un vieux soldat, qui lui écrit avec probité & avec franchise sur un des sujets les plus importants, que la politique ait fourni depuis longtems. Personne plus que moi ne désire de maintenir la paix & la bonne harmonie entre les puissances de l'Europe;

mais il y a des bornes à tout ; & il se trouve des cas si épineux , que la bonne volonté ne suffit pas seule , pour maintenir les choses dans le repos & la tranquillité. Que V. M. me permette de lui exposer nettement l'état de la question de nos affaires actuelles. Il s'agit de savoir si un Empereur peut disposer selon sa volonté des fiefs de l'Empire ? Si l'on prend l'affirmative , tous ces fiefs deviennent des Timarios (*) qui ne sont qu'à vie , & dont le Sultan dispose après la mort du possesseur. Or , c'est ce qui est contraire aux lois & aux coutumes , & aux usages de l'Empire romain. Aucun prince n'y donnera les mains ; chacun provoquera sur le droit féodal , qui assure ces possessions à ses descendants , & personne ne consentira à cimenter lui-même le pouvoir d'un despote , qui tôt ou tard le dépouillera lui & ses enfants de ses possessions immémoriales. Voilà donc ce qui a fait crier tout le corps germanique contre la façon violente dont la Bavière vient d'être envahie.

(*) Le Roi voulait écrire Timars , car c'est ainsi que l'on nomme les bénéfices militaires , chez les Turcs ; & on appelle Timariots les soldats qui en jouissent.

Moi , comme membre de l'Empire & comme ayant rappelé la paix de Westphalie par le traité de Hubertsbourg , je me trouve directement engagé à soutenir les immunités ; les libertés & les droits du corps germanique , les capitulations impériales par lesquelles on limite le pouvoir du chef de l'Empire , afin de prévenir les abus qu'il pourrait faire de sa prééminence. Voilà , Sire , au vrai l'état des choses. Mon intérêt personnel n'y est pour rien. Mais je suis persuadé que Votre Majesté me regarderait elle-même comme un homme lâche & indigne de son estime , si je sacrifiais basement les droits , immunités & privilèges , que les Electeurs & moi avons reçus de nos ancêtres. Je continue à lui parler avec la même franchise. J'aime & j'honore sa personne. Il me fera certainement dur de combattre contre un prince doué d'excellentes qualités , & que j'estime personnellement. Voici donc , selon mes faibles lumières , les idées que je soumets aux vues supérieures de V. M. Imp. Je confesse que la Bavière , selon le droit de convenance , peut convenir à la maison Impériale ; mais comme d'ailleurs tout autre droit lui est contraire dans cette possession , ne pourrait-on pas , par des

équivalents, fatisfaire le duc des Deux-Fonts ; ne pourrait-on pas trouver de quoi indemnifer l'Electeur de Saxe fur les alleux de la fucceffion de Bavière ? Les Saxons font monter leurs prétentions à 37 millions de florins ; mais ils en rabattraient bien quelque chofe en faveur de la paix. C'eft, Sire, à de telles propositions, en n'oubliant pas le duc de Mecklenbourg, que V. M. Imp. me verrait concourir avec joie, parce qu'elles feraient conformes à ce que demandent mes devoirs , & la place que j'occupe. J'affure à V. M. que je ne m'expliquerais pas avec mon frère avec plus de franchise que j'ai l'honneur de lui parler. Je la prie de faire fes réflexions fur tout ce que je prends la liberté de lui repréfenter ; car voilà le fait dont il s'agit. La fucceffion d'Anfpach y eft tout-à-fait étrangère. Nos droits font fi légitimes , que perfonne ne peut nous les rendre litigieux. C'eft ce van Swieten qui m'en parla, il y a, je crois, 4 à 6 ans , & qui me dit que la cour Impériale ferait bien aife s'il y avait quelque trêc à propofer , parce que j'ôterais à fa cour la fupériorité des voix dans le cercle de Franconie , & qu'on ne voudrait pas de mon voifinage près d'Egra en Bohême. Je lui répondis qu'on

pouvait se tranquilliser encore , parce que le Margrave d'Anspach se portait bien , & qu'il y aurait tout à parier qu'il me survivrait. Voilà tout ce qui s'est passé sur cette matière ; & V. M. Imp. peut être persuadé , que je lui dis la vérité. Quant au dernier mémoire que j'ai reçu du prince de Kaunitz , ledit prince paraît avoir eu de l'humeur en le dressant. La réponse ne pourra arriver ici qu'en huit jours. J'oppose mon flegme à ses vivacités , & j'attends sur-tout ce que V. M. Imp. aura la bonté de décider sur les sincères représentations , que je prend la liberté de lui faire , étant avec la plus haute estime & avec la plus haute considération.

Monfieur mon frère

de Votre Majesté Impériale

le bon frère & cousin.

FRÉDÉRIC.

*Autre lettre à l'Empereur , de la propre main
du Roi.*

De Schœnwalde le 20 avril 1778.

Monfieur mon frère.

Rien ne peut être plus glorieux pour V. M. Imp. que la résolution qu'elle daigne prendre

d'effayer à conjurer l'orage qui se prépare , & qui menace tant de peuples innocents. Les succès , Sire , que les plus illustres guerriers ont sur leurs ennemis , se partagent entre bien des têtes , qui , par leur valeur & leur conduite y concourent. Mais les bienfaits des souverains envers l'humanité leur sont uniquement attribués , parce qu'ils tiennent à la bonté de leur caractère , comme à l'élévation de leur génie. Il n'est aucune espèce de réputation à laquelle V. M. Imp. n'ait droit de prétendre ; soit que ce soit des traités de valeur , soit que ce soit des actes de modération. Je la crois également capable des uns comme des autres ; & V. M. Imp. peut être persuadée que j'agirai rondement , & me prêterai de bonne foi à tous les moyens de conciliation que l'on pourra proposer d'une part , pour prévenir l'effusion du sang innocent ; & de l'autre , Sire , par les sentiments d'admiration que j'ai pour votre personne , & dont les profondes impressions ne s'effaceront jamais de mon cœur. Que V. M. Imp. soit persuadée , que si je me suis hasardé à lui ouvrir les sentiments que j'ai pour sa personne , c'est l'impression pure & simple de la vérité. L'on m'accuse d'être plus sincère que flatteur , & je

suis incapable de dire ce que je ne pense pas. C'est en attendant ce qu'il plaira à V. M. Imp. de régler, pour l'importante négociation dont il s'agit, que je la prie de me croire avec tous les sentiments de la plus parfaite estime & de la plus haute considération.

Monsieur mon frère

de V. M. Imp.

le bon frère & cousin.

FRÉDÉRIC.

Le Roi fit répondre le 22 avril à la note du 1^{er} du même mois. Ce mémoire porte : „ Que S. M. Pussienne ne méritait pas les reproches qu'on lui faisait ; qu'elle ne prétendait pas s'ériger en juge ni tuteur de ses co-états ; mais qu'elle se croyait autorisée & même obligée à réclamer contre le démembrement arbitraire & ouvertement injuste de la succession de Bavière ; que le maintien de la tranquillité générale , & de la bonne intelligence entre les deux cours , ne lui tenait pas moins à cœur qu'à LL. MM. II. mais qu'elle croyait devoir attendre , que la cour de Vienne , qui s'était mise en possession

des objets litigieux, s'explique sur les moyens qu'elle regardait comme admissibles pour régler la succession de Bavière.

Le prince de Kaunitz a répondu à cette note par un mémoire du 7 de mai; à la suite duquel se trouve une analyse ou réfutation des deux notes de la cour de Berlin du 9 de mars & du 22 d'avril. Dans le mémoire du 7 mai, on se propose d'établir: „Que S. M. l'Empereur n'avait rien fait d'illégal dans l'affaire de Bavière; que l'Electeur palatin ne réclamait point contre sa transaction; que S. M. l'Impératrice-Reine ne s'opposait pas aux prétentions de l'Electeur de Saxe & des ducs de Mecklenbourg, & que le duc de Deux-Ponts ne pouvant avoir un droit d'agir que lorsque la ligne de Soultzbach serait éteinte; on l'invitait néanmoins de produire ses griefs, afin que ses droits pussent être examinés conjointement avec les prétentions de Sa Majesté l'Impératrice-Reine; & qu'une décision légale pût mettre fin à la contestation qui avait jugé à propos d'élever. „

Le Roi de Prusse ayant fait requérir les états de l'Empire par son ministre à la diète, de se joindre à lui pour faire des représentations convenables à la cour de Vienne; &

ministre d'Autriche en prit occasion d'y répondre le 10 d'avril , par une déclaration verbale. Dans laquelle il avance : „ Que chaque état de l'Empire était en droit de faire valoir ses prétentions , qu'on ne saurait le faire que par une décision légale , ou par une transaction avec les parties intéressées ; que l'Impératrice-Reine avait choisi la dernière voie en transigeant avec l'Electeur palatin ; qu'elle ne manquerait pas au duc des Deux-Ponts , & à l'Electeur de Saxe , dans la voie de la justice ou de la composition ; mais qu'elle ne pouvait pas reconnaître le tribunal & les décisions du Roi de Prusse , ni permettre qu'un troisième état de l'Empire s'élèvat contre une convention & dans une affaire qui ne le regardait pas. „

Après la correspondance du Roi & de l'Empereur , dont nous avons parlé , on convint enfin , qu'on ferait entamer à Berlin , une négociation d'accommodement. Dans la première conférence , le comte de Cobenzel proposa de nouveau ce que l'Empereur avait proposé au Roi dans les lettres. On le réfuta.

Le 20 mai , le ministre prussien remit au comte de Cobenzel , un *plan d'arrangement*

général sur la succession de Bavière, qui portait en substance : „ que pour le bien de la paix, on tâcherait d'engager la maison palatine à céder à la cour de Vienne, deux districts déterminés de la Bavière sur le Danube & sur l'Inn, contigus à la Bohême & à l'Autriche ; que S. M. l'Impératrice-Reine restituerait à l'Electeur palatin le reste de ce qu'elle occupe en Bavière ; & lui donnerait pour la partie qu'elle en garderait des équivalents en Souabe, ou par les duchés de Limbourg & de Gueldre ; & mettrait par-là ce prince en état de satisfaire l'Electeur de Saxe sur ses prétentions allodiales, par des cessions & des échanges, dont on tâcherait de convenir. Que pour faciliter cet arrangement général, S. M. l'Empereur conférerait à M. l'Electeur palatin, les fiefs de l'Empire vacants en Bavière ; & S. M. l'Impératrice-Reine voudrait bien renoncer aux droits de féodalité, qu'elle avait, comme Reine de Bohême, sur quelques parcelles du haut-Palatinat, de la Saxe & du pays de Bareuth ; & ne pas être contraire, selon ses propres offres, à la réunion future des margraviats de Franconie à la primogéniture de l'électorat de Brandebourg, & aux échanges qu'on pourrait faire avec des voisins.

La cour de Vienne insista sur sa première demande. Il y eut encore deux mémoires remis de part & d'autres ; mais ils ne firent qu'aigrir les esprits , loin de les concilier.

(75) Dans le dernier mémoire de la cour de Vienne du 24 juin , il est dit : *que si les propositions faites n'étaient pas adoptées pour plan d'un traité préliminaire , tout arrangement amiable devenait impossible , & que tout éclaircissement ultérieur serait superflu.*

(76) *Extrait du traité de paix , signé à Teschen entre l'Impératrice-Reine & le Roi de Prusse , le 13 mai 1773.*

Article I. Il y aura paix & amitié entre les deux parties contractantes , &c.

Art. II. Tout ce qui s'est fait avant ou depuis le commencement de la présente guerre , sera oublié de part & d'autre.

Art. III. Les parties contractantes s'engagent à retirer leurs troupes des états respectifs , dans l'espace de seize jours après la signature du traité.

Art. IV. Les prisonniers feront échangés & rendus.

Art. V. Du jour de la signature de la paix , toutes contributions militaires cesseront.

Art. VI. Les parties contractantes promettent de se rendre , ceux de leurs fujets qui auraient été forcés de servir chez l'autre puissance.

Art. VII. La convention faite ce jourd'hui entre S. M. l'Impératrice-Reine d'une part , & l'Electeur palatin & le duc des Deux-Ponts , fera annexée au présent traité , & garantie , ainsi que ledit traité.

Art. VIII. Les puissances contractantes & médiatrices du présent traité , sont convenues de garantir & garantissent formellement à toute la maison palatine , & nommément à la ligne de Birkenfeld , les traités & pactes de famille de 1766 , 1771 & 1774 , en tant qu'ils sont conformes au traité de paix de Westphalie , & qu'il n'y est pas dérogé par les cessions faites par le présent traité & conventions ; ainsi que l'acte signé aujourd'hui entre l'Electeur palatin & le duc des Deux-Ponts , sur l'observation & l'exécution de leurs susdits pactes de famille , lequel est annexé au présent traité , & censé en faire partie , comme s'il y était inféré mot à mot.

Art. IX. La convention particulière faite aujourd'hui , au sujet des prétentions de l'Electeur de Saxe , fera pareillement annexée au présent traité , & garantie de la même manière.

Art. X. L'Impératrice-Reine promet de ne point s'opposer à la réunion des principautés d'Anspach & Bareuth , à la primogéniture de la maison de Brandebourg.

Art. XI. L'Imp. Reine & le Roi promettent réciproquement de renoncer , au cas de réunion à tous les droits de suzeraineté , qu'ils pourraient avoir sur quelques parties de ces pays.

Art. XII. L'Imp. Reine , le Roi de Prusse , l'Electeur palatin & le duc des Deux-Ponts , emploieront conjointement leurs bons offices auprès de l'Empereur & de l'Empire , pour qu'il confère de nouveau à l'Electeur palatin , pour lui & pour toute la maison palatine , l'investiture des fiefs , situés partie en Bavière , partie en Suabe , sur le même pied qu'ils étaient possédés par l'Electeur de Bavière.

Art. XIV. Les parties contractantes & toutes celles qui ont part au présent traité , engageront l'Empereur & l'Empire , à accéder au présent traité & à tous les actes qui en dépendent , & à y donner leur consentement.

Art. XV. Les parties contractantes emploieront conjointement leurs bons offices auprès de l'Empereur , pour en obtenir pour le duc de Mecklenbourg , le privilège illimité de *non appellando*,

Art. XVI. L'Imp. de Russie & le Roi de France, qui, par leur médiation, ont le plus contribué à la conclusion de la paix, feront priés & invités par les parties contractantes, de garantir le présent traité, & tous les actes & conventions qui en dépendent.

Art. XVII. L'échange des ratifications se fera à Teschen dans 14 jours, à compter du jour de la signature, ou même avant s'il est possible.

Un article séparé a rapport à l'accession de l'Electeur de Saxe.

Voici les principaux articles de la convention qui fut signée le même jour entre l'Impératrice-Reine & l'Electeur palatin.

Article I.

Tous les districts que la maison d'Autriche possède actuellement en Bavière & dans le haut-Palatinat, seront remis à l'Electeur palatin & à la maison de Bavière, sous les conditions énoncées aux articles 4, 5 & 6. Le dit Electeur renonce à toutes les prétentions qu'il pourrait faire à cause de cette prise de possession; & l'Empératrice-Reine de son côté, délie le dit Electeur de la convention du 3 janvier 1778,

& renonce pour toujours à toutes prétentions sur la succession de l'Electeur de Bavière.

Art. II. L'Imp. Reine cède à l'Electeur palatin la seigneurie de Mindelheim ; elle lui cède aussi tous les droits de la couronne de Bohême, sur les seigneuries de Glaucha , Waldenbourg & Lichtenstein , appartenant au comte de Schoenbourg , afin de faciliter l'arrangement des prétentions faites par l'Electeur de Saxe , sur la succession allodiale du feu Electeur. Enfin , Sa Majesté veut aussi conférer de nouveau à l'Electeur palatin & à toute la maison Palatine, les fiefs de la couronne de Bohême , situés dans le haut-Palatinat , ainsi que les ont possédés les Electeurs de Bavière.

Art. IV. En revanche , l'Electeur palatin cède à l'Impér. Reine les baillages de Wildshout , Braunau avec la ville de ce nom , Maurkirchen, Fribourg , Mattigkoven , Ried , Schærding , & en général toute la partie de la Bavière située entre le Danube , l'Inn & la Salza , & qui dépend de la généralité de Bourghausen , dans l'état où cette partie se trouve à présent.

Art. V. Les rivières nommées , resteront communes aux deux parties dans toute l'étendue des pays cédés ; de manière qu'aucune des dites

parties ne pourra y établir de nouveaux péages, ni en gêner la navigation en aucune manière.

Art. VI. L'Imp. Reine promet pour elle & ses descendants, de ne faire jamais aucune prétention, sous quelque prétexte que ce puisse être, sur les autres parties des états de Bavière, &c.

Les autres parties adhérentes à ce traité font un acte d'accession du duc des Deux-Ponts, &

Une convention entre l'Electeur palatin & celui de Saxe.

(77) Au sujet du privilège *de non appellando*, il y eut une longue opposition au conseil aulique, de la part des états du Mecklenbourg & de la ville de Rostock. Ils prétendaient que ce droit ne pouvait être accordé au duc sans porter atteinte à leurs privilèges. Un décret du 11 avril 1781, a rejeté ces oppositions. L'Empereur a donc accordé ce droit au duc, mais avec quelques restrictions.

(78) Cette ligue ou confédération germanique fut signée à Berlin le 23 juillet 1785. Les ratifications furent échangées le 21 août. Ce traité n'a pas encore été mis au jour.



T A B L E

D E S M A T I E R E S

CONTENUES DANS LE

T R O I S I E M E V O L U M E.



A.

Abbeyes de Silésie possèdent des biens considérables , page 114. Plusieurs souverains se croyaient en droit de disposer des biens des Abbayes & des fondations. Not. 40 , 41 , 42 , 43 , 45.

Accise. Son avantage sur les autres espèces d'impôts , p. 21 - 22. Revenus des accises en 1766 , p. 24.

Administration de Frédéric en Silésie , & effets de ses soins , p. 2 - 121 &c. Administration dans ses autres provinces , p. 122 &c.

Agriculture n'est pas encore parvenue à sa perfection dans la Silésie , p. 82 &c. La distribution des terres est un des plus grands obstacles de l'agriculture , 84. Les communes font aussi une preuve du retard de l'agriculture , 84, 85. Frédéric encourage les agriculteurs par des exemples & des récompenses , 85, 86. Devoirs qu'il imposait à cet égard aux chapitres & aux couvents , 86. Heureux progrès de l'agriculture , 87. Détails pour donner une idée de la manière dont Frédéric s'intéressait aux progrès de l'agriculture & au bonheur des cultivateurs. Not. (56)

Albert, duc d', entre en Moravie avec un corps de troupes , 198.

Anhalt, prince d', apprend aux soldats prussiens des moyens de charger avec une vitesse incroyable , 145.

Archinto, cardinal, est envoyé à Breslau par le Pape , 110.

Armée, son état sous Frédéric-Guillaume , 144 &c. Moyens que Frédéric employa pour la perfectionner , 151 &c. Manie singulière qui s'y est glissée sur la fin du règne de Frédéric. Not. (60)

Arnold. Meunier son affaire fait le plus grand éclat. Détails de cette affaire, 125 &c.

B.

Bavière. Prétentions de la maison d'Autriche sur la succession de Bavière, p. 194 &c. Convention que la cour de Vienne fit avec le nouvel Electeur, 195. L'Empereur prend possession de la Bavière, 195. Négociations entre les cours de Vienne & de Berlin, 197. La guerre est déclarée. *Ibid.* position des armées pendant les négociations, 197 &c. Le Roi de Prusse tente vainement d'attirer les ennemis hors de leurs retranchements, 202. Fait une retraite favante vers Schazlar, 203. — Les Autrichiens font plusieurs tentatives infructueuses, 205. — Escarmouche au désavantage des Autrichiens, 206, 207. Cantonnements de l'armée prussienne, 207. Ceux de l'armée autrichienne. *Ibid.* — Les cours de Russie & de France sont prises pour médiatrices, 211. Congrès de Teschen, 212. La paix est signée. *Ibid.* Principal article. *Ibid.* Autres articles, 212 &c. L'échange de la Bavière contre les Pays-bas projeté, 113. &c. — Frédéric forme une ligue avec les

plus puissans princes de l'Empire , 215. —
 Note que le prince Kaunitz remit à l'envoyé
 du Roi de Prusse. Not. (47) Substance de
 la réponse du Roi , p. 366. Projet de con-
 vention d'accommodement proposé par l'Em-
 pereur au Roi de Prusse , p. 368 &c. —
 Lettre du Roi de Prusse à l'Empereur , p. 369
 &c. — Autre lettre à l'Empereur , p. 373 &c.
 Négociations ultérieures entre les cours de
 Vienne & de Bavière , 375 &c. Extrait du
 traité de paix signé à Teschen. Not. (76) —
 Principaux articles de la convention entre
 l'Imp. Reine & l'Electeur Palatin , p. 382 &c.

Bénoît XIV envoie un cardinal à Breslau , p. 110.

Berlin. Frédéric y fait bâtir tous les ans un
 certain nombre de maisons , p. 62 , est une
 des plus belles villes de l'Europe , p. 135.

Bienfaisance. Liste des sommes que le Roi dis-
 tribua en 1782 , p. 259. Not. (27) Liste
 plus complète de la même année. Not. (57)

Bordeaux. Les vins passent en Silésie par la
 voie de l'Oder , p. 30.

Boyer , Général-major prussien , défait un corps
 de Polonais , p. 190.

Brenkenhof conseille & dirige la plupart des opérations de finance & d'agriculture, pag. 141 &c. Son éloge. *Ibid.* Abrégé de sa vie, p. 142 &c. Son mérite pour l'état, p. 143 &c. Quelques anecdotes à son sujet, Not. 58, 59.

Breslau a un département de 32 cercles, p. 18. Une chambre des guerres & des domaines, p. 94, & un conseil pour l'administration de la justice, *ibid.*

Brieg a un conseil pour l'administration de la justice, p. 94.

Bromberg. Frédéric y fait bâtir un canal qui réunit la Vistule à l'Oder, p. 136.

C.

Candidats en théologie — ordre qui les plaçait, Not. (37) — Textes qu'on prescrivait aux nouveaux pasteurs *ibid.*

Carmer, chef de la justice en Silésie, y établit une banque de crédit qui eut des suites très-heureuses pour les gentilshommes de cette province, p. 91 &c. est nommé grand-chancelier, & fait imprimer un nouvel ordre judiciaire, p. 128. Traduction de l'ordre qui est à la tête du corps du droit Frédéric. Not. 52. — Anecdote au sujet d'un étranger qui lui demandait justice. Not. (53)

Cavalerie prussienne , a été créée par Frédéric.
Sa division , p. 160. Son ordre de bataille, 165
&c. Elle charge toujours au grand galop, 167.

Charles VI , Empereur , sous son règne il y
avait à peine dans toute la Silésie quatre mille
soldats , p. 47.

Charles Théodore , Electeur palatin , est pro-
clamé Electeur de Bavière , p. 194.

Cocceï , grand-chancelier , est chargé par Fré-
déric de faire un nouveau code , p. 123.
Réformes qu'il a faites , 123 &c. Médaille
• d'or que le Roi lui donna. Not. (50)

Colonies , les plus considérables sont dans la
haute Silésie , p. 80. Privilèges qu'on leur
accordait , 80 &c. Nombre des colons quel-
ques années après la guerre de sept ans , 82.

Combe, de la, directeur des accises à Magdebourg,
anecdote à son sujet rapportée dans un mé-
moire public , p. 241 &c.

Communautés dans la Silésie — les chambres
sont attentives sur leurs biens & sur leurs
revenus , p. 98. Abus auxquels elles étaient
exposées avant Frédéric , p. 99 , 100. Soins
de Frédéric pour augmenter le bien-être des
villes, p. 100. Suites de ces arrangements, 101.

Communes. Le gouvernement tâche de les abolir dans la Silésie , p. 89. Patente pour l'abolition des Communes en Silésie. Not. (33)

Confédération germanique , p. 215.

Corvées. Extrait d'un règlement pour les courses des chevaux en Silésie , p. 59.

D.

Dranowicz , major prussien , mourut des blessures qu'il reçut dans un combat avec les Polonais , p. 190.

Deux-Ponts , duc de , proteste contre le traité de l'Electeur palatin & de l'Empereur, p. 195.

E.

Écoles , petites , soin de Frédéric pour ces écoles , p. 116, 117.

Ellrichshausen , général autrichien , s'avance avec un corps de troupes jusqu'à Troppau , p. 205.

Emden. Il y a dans cette ville deux compagnies de commerce , l'une pour la Chine , & l'autre pour le Bengale , p. 135.

Ex-jésuites , sont très à leur aise dans les états du Roi de Prusse , p. 113.

F.

Fabriques étrangères établies par Frédéric dans ses états, p. 139. Augmentent considérablement la population des états prussiens, p. 140.

Fabricans étrangers, on les traitait souvent fort mal dans les départements. Exemples N. (26)

Felbiger, moine augustin, abbé de Sagan, est employé par Frédéric à faire un plan d'enseignement public, p. 115. Fait de son couvent un séminaire de jeunes ecclésiastiques & de maîtres d'école. *Ibid.* se rend à Vienne où il est fait directeur des séminaires dans les états de l'Empereur. Not. (47)

Fêtes superflues, abolies dans la Silésie, p. 78. Avantage annuel qui en résulte, p. 79.

Finow. Frédéric y fait construire un canal, 134.

Frédéric-Guillaume, prince royal, aujourd'hui Roi régnant, est envoyé contre Rotta & le force de se retirer, p. 204. Marques de générosité qu'il donna à la ville de Neustadt incendiée dans la guerre de Bavière, 208 &c.

Fromme, bailli de Fehrbellin, sa conversation avec Frédéric sur l'agriculture, &c. p. 301 &c.

G.

Gersdorf, conseiller provincial, p. 125.

Glogau a un département de 16 cercles , p. 18.

Une chambre des guerres & des domaines , p. 94. & un conseil pour l'administration de la justice *ibid.*

Grisau , l'abbé de , vient de faire élever un édifice superbe , p. 114. Conditions sous lesquelles on fit don d'une contrée aux moines de cette abbaye. (31)

H.

Haddik , un des commandants de l'armée autrichienne dans la guerre de Bavière , p. 198.

Halle a des salines royales , p. 38.

Heinitz , ministre d'état , ses soins pour l'exploitation des mines de la Marche de Brandebourg , p. 141.

Helvetius vint à Potsdam après la guerre de 7 ans , fait au Roi un tableau très-avantageux de l'administration des finances en France , p. 31.

Henri , prince de Prusse , commande une armée contre les Autrichiens , dans la guerre de Bavière , p. 199. Se rend en Saxe , *ibid.* reçoit ordre d'entrer en Bohême , p. 200. Fait pour pénétrer dans ce royaume la marche la plus savante qu'on ait jamais faite , p. 200. tente vainement d'attirer Laudon hors de ses

retranchements, p. 202 &c. Prend son quartier d'hiver en Saxe, p. 203.

I.

Jarriges, grand-chancelier, succède à Coccéi, p. 125.

Jésuites. Frédéric se trouva peu disposé à détruire cet ordre, p. 312.

Incendies. On veille avec beaucoup de soin à les prévenir en Silésie, p. 74 &c. Ordonnance de Frédéric à cet égard, p. 76.

Instruction du peuple est un objet important aux yeux de Frédéric, p. 115.

Impératrice de Russie. Sa déclaration au sujet de la guerre de Bavière, p. 208 &c.

Justice. Frédéric fait lui-même un plan de réformation de justice. Efforts pour la réformation des tribunaux, p. 123. &c.

K.

Kraczewski, régimentaire polonais, est tué dans une action contre les Prussiens, p. 189, 190.

L.

Lascy, un des chefs de l'armée autrichienne dans la guerre de Bavière, p. 198.

Lassow, général prussien, attaque un corps de Polonais dans le palatinat de Cujavie, p. 189.

Laudon commande une armée contre le prince Henri de Prusse, p. 199.

Launai, régisseur-général, est obligé de rendre compte de sa conduite & s'en tire avec honneur, p. 246. Not. (13)

Leitmeritz. Le prince Henri s'empare de cette ville, p. 201.

Lichtenstein, prince de, menace l'électorat de Saxe avec un corps de troupes, p. 197.

M.

Manœuvres de Potsdam, p. 161 &c. Manœuvres favorites du Roi, p. 163. Manœuvres simulées, p. 164 &c. Manœuvres de la cavalerie prussienne, p. 170.

Mariages entre des personnes de différentes religions sont assez communs dans les états de Prusse, p. 120.

Mark, le comte de la, les ouvrages de fer & de quincaillerie y sont une branche de commerce considérable, p. 139.

Maximilien-Joseph, Electeur & duc de Bavière, meurt en 1777, p. 192.

Meklenbourg, duc de, ses prétentions sur une partie de la Bavière, p. 196.

Mitschel , envoyé d'Angleterre à Berlin ; ce qu'il pensait des régisseurs français , p. 244.

Moraves , les frères , reçurent la permission de s'établir dans la Silésie , p. 106.

N.

Netze. On y bâtit des digues , p. 137.

Neustadt , ville de , est réduite en cendre dans la guerre de Bavière , p. 208.

Nouvelle-Marche. Somme qu'on employa pour réparer les ravages de la guerre , p. 136.

O.

Ordonnances de Frédéric à l'égard des payfans de la Silésie , p. 70. &c.

P.

Plauen , canal de , que Frédéric a fait construire pour favoriser la navigation , p. 134, 135.

Pologne est en partie partagée par Marie-Thérèse , Catherine II & Frédéric II , p. 179. &c. Séparation des limites , p. 181. Etendue des parties démembrées , p. 102. Stanislas-Auguste répond aux déclarations des trois cours , p. 183. Mesures que prit Frédéric pour prévenir les conspirations & les révoltes dans sa nouvelle acquisition , p. 183 &c. Discussions au sujet des limites respectives de états co-partageants ,

p. 188. Observations qu'on fit au Roi de Prusse de la part de la Pologne, au sujet des districts dont il s'était emparé, p. 190, 191. Déclaration de l'Impératrice-reine au sujet de ses prétentions sur la Pologne. Not. (64). Lettres-patentes du Roi de Prusse pour exposer & démontrer ses droits & ses prétentions sur la Pologne, p. 333. Déclaration que le baron de Stackelberg fit au Roi & à la république de Pologne au nom de Catherine II, p. 341. Réponse de Stanislas-Auguste, aux déclarations des cours de Vienne, de Pétersbourg & de Berlin, p. 346 &c. Preuves historiques contre les titres que le Roi de Prusse allègue dans son manifeste. Not. (66) Déclaration que M. Benoît, ministre du Roi de Prusse remit à la cour de Varsovie. Not. (68). Discours que fit le Roi de Pologne à la diète. Not. (69). Manifeste de la confédération. Not. (70). Mémoire de la délégation, adressé au ministre du Roi de Prusse. Not. (71) Noté de M. Benoît. (72). *Potsdam*, devient par les soins de Frédéric, une des plus belles villes de l'Europe, p. 135.

R.

Ramin, général prussien, commande un corps de troupes dans la basse-Silésie, p. 207.

Régie française, est détestée sous le règne de Frédéric II. Suites de cette haine du peuple contre elle. p. 37. Frédéric vers la fin de sa vie, change de sentiments à son égard, p. 244. Quelques anecdotes au sujet des régisseurs français, p. 245, 246 pensions sur la régie, p. 248.

Règlement. Extrait du règlement, touchant les féminaires des écoles catholiques en Silésie. Not. (48).

Religion. Frédéric fait des changements utiles à son égard, réforme les abus, sans porter atteinte à la liberté, p. 104.

Rußler, conseiller privé, sa conversation avec Frédéric au sujet de l'agriculture. Not. (56).

S.

Saxe, la maison électorale de, forme des prétentions sur la succession de la Bavière, p. 195 &c. *Schafgotſch*, est nommé coadjuteur du cardinal Zinzendorf, p. 109.

Schlabrendorf, ministre de Frédéric en Silésie. Bien qu'il a fait à cette province, p. 90, 91.

Schoenberg, a des salines royales, p. 38.

Schwenkfeld, fondateur d'une petite secte en Silésie. Not. (36).

Schwenkfeldiens , qui avaient été chassés de la Silésie , y font rappelés par Frédéric, p. 106.

Silberberg , forteresse de la Silésie , construite quelque tems après la guerre de sept ans , son aissance , p. 49.

Silésie , depuis qu'elle est sous la domination prussienne, la population y augmente tous les ans de 5000 ames . p. 3. Avant cette époque on y voyait encore les traces de la dévastation des Suédois , p. 3, 4. Cette province entretient & renferme à présent 40,000 hommes de troupes p. 5. Tableau racourci du nouveau système d'administration des finances que le Roi introduisit dans la Silésie , p. 6 &c. Revenus des domaines , forêts , mines & forges de fer en Silésie , p. 41. Total des revenus que le Roi tire de cette province , p. 43 &c. Cette province contient plus de 80 villes de garnison, p. 48. Peut fournir continuellement 20,000 hommes de troupes en état de porter les armes; p. 52 &c. Liste des villes les plus considérables de la Silésie , p. 96. Avantages que Frédéric offrait aux étrangers qui viendraient s'y établir , p. 97. Soins du gouvernement pour prévenir les incendies ou pour réparer les malheurs , p. 102 &c. Caisse commune qu'on y

établit , p. 103. Tableau de la Silésie sous le règne de la maison d'Autriche. Not. (3) Histoire abrégée de cette province , p. 219 &c.

Spleni, colonel autrichien , attaque quelques escadrons prussiens , p. 205.

T.

Tauenzien, gén. pruss. commande un corps de troupes destiné à entrer dans la haute Silésie. p. 206.

Taxes, qu'on mit au commencement en Silésie sur les denrées de première nécessité, sur des objets d'art & sur des superfluités p. 26 &c.

Tolérance, on voit déjà ses heureux effets dans les états de Prusse. p. 118 &c.

Tribunaux de justice. La plus grande confusion règne encoire en Prusse. p. 128. 130.

W.

Wilizka fournit du sel gemme à la partie de la Silésie située au delà de l'Oder. p. 38.

Warmser, gén. autrich. attaque les avant-postes des Prussiens dans la guerre de Bavière. p. 199.

Z.

Zinzendorf, comte, ses disciples reçoivent la permission de s'établir en Silésie. p. 106.

Zinzendorf, Cardinal & Evêque en Silésie, Frédéric lui témoigne beaucoup de respect. p. 107 108.



